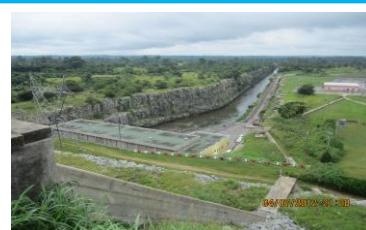


REPUBLIQUE DE COTE D'IVOIRE



Union - Discipline - Travail

MINISTRE DU PETROLE, DE L'ENERGIE ET DU
DEVELOPPEMENT DES ENERGIES RENOUVELABLES



PROJET D'AMENAGEMENT HYDROELECTRIQUE DE SINGROBO- AHOUATY

PLAN D'ACTION DE REINSTALLATION (PAR)

VERSION 15
Août 2018

BNETD-DEEH



Bureau National d'Etudes Techniques et de Développement - Boulevard Hassan II, Cocody Abidjan Côte d'Ivoire
04 BP 945 Abidjan 04 - Tel: +225 22 48 34 00 fax: 225 44 56 66 - Site Internet: www.bnetd.ci - email: contact@bnetd.ci

PREPARE PAR LE :

BUREAU NATIONAL D'ETUDES TECHNIQUES ET DE DEVELOPPEMENT (BNETD)

DEPARTEMENT ENVIRONNEMENT ENERGIES HYDRAULIQUE (DEEH)

Rédigé par M. KADJO Pierre Akpangni, chargé d'études
sous la supervision de Mme KOUAME Annick Barbara Epse KOUAKOU, chef de service ESDP
et de M. GUIHY Benoît, Directeur du DEEH

Vérifié et complété par M. Frédéric Giovannetti et Mme Marine Robillard, consultants
internationaux, en vue d'assurer la conformité aux standards appliqués par les prêteurs

TABLE DES MATIERES

LISTE DES SIGLES ET ABRÉVIATIONS	8
LISTE DES TABLEAUX ET FIGURES	9
Liste des tableaux	9
Liste des figures	9
RÉSUMÉ EXÉCUTIF	10
1. INTRODUCTION	16
1.1. Contexte du présent document	16
1.2. Cadre de référence du présent document	16
2. DESCRIPTION DU PROJET	18
2.1. Contexte	18
2.2. Localisation du projet	18
2.3. Principales caractéristiques du Projet	20
2.4. Phasage de la construction du Projet	23
2.4.1. 1 ^{ère} phase des travaux de dérivation provisoire du fleuve.....	23
2.4.2. 2 ^{ème} phase des travaux de dérivation provisoire du fleuve	24
3. CADRE LEGISLATIF ET REGLEMENTAIRE	25
3.1 Législation ivoirienne	25
3.1.1. Constitution de la République de Côte d'Ivoire	25
3.1.2. Décret sur l'expropriation pour cause d'utilité publique.....	25
3.1.3. Code de l'électricité	26
3.1.4. Décret sur la purge des droits coutumiers.....	26
3.1.5. Décret fixant les règles d'indemnisation des cultures	27
3.1.6. Réglementation en matière de participation du public.....	28
3.2 Normes internationales	29
3.2.1. Normes de performance de la SFI	29
3.2.2. Standards de la BAD	31
3.2.3. Standards de la BOAD	32
3.3. Comparaison entre la législation ivoirienne et les standards internationaux applicables au Projet	32
3.4. Cadre institutionnel	35
3.4.1. Ministère du Pétrole, de l'Energie et des Energies Renouvelables (MPEDER)	35
3.4.2. Ministère de l'Intérieur et de la Sécurité (MIS).....	36
3.4.3. Ministère de l'Economie et des Finances (MEF)	36

3.4.4. Ministère de l'Environnement et du Développement Durable (MINEDD)	36
3.4.5. Ministère des Eaux et Forêts (MINEF)	36
3.4.6. Ministère des Ressources Animales et Halieutiques (MIRAH)	37
3.4.7. Ministère de l'Agriculture et du Développement Rural (MINADER)	37
3.4.8. Ministère de la Construction, du Logement, et de l'Urbanisme (MCLU).....	38
3.4.9. Côte d'Ivoire Énergies (CI-ENERGIES)	38
3.4.10. Agence Nationale De l'Environnement (ANDE).....	38
3.4.11. Conseil Régional de l'Agnéby-Tiassa.....	39
3.4.12. Société Ivoire Hydro Energy (IHE).....	39
4. METHODOLOGIE D'ELABORATION DU PAR	40
4.1. Inventaires des biens et date butoir	40
4.2. Enquêtes socio-économiques	41
4.3. Cas particulier des pêcheurs	42
5. IMPACTS POTENTIELS SUR LES PERSONNES ET LES BIENS	44
5.1. Alternatives envisagées pour éviter ou minimiser la réinstallation	44
5.2. Classification des impacts	44
5.2.1. Vue générale	44
5.2.2. Terres agricoles	44
5.2.3. Terrains à bâtir	45
5.2.4. Cultures.....	45
5.2.5. Bâtiments	47
5.2.6. Structures diverses	48
5.2.7. Patrimoine culturel	49
5.2.8. Déplacement économique – impacts sur les activités économiques et les revenus	50
5.2.9. Impacts sur les infrastructures et les services.....	50
5.2.10. Impacts sur les services des écosystèmes.....	50
5.3. Impacts à caractère temporaire	50
5.4. Classification des PAP	52
5.4.1. Déplacement physique	52
5.4.2. Déplacement économique.....	52
6. CONSULTATION POUR LA PREPARATION DU PAR	55
6.1. Note liminaire	55
6.2. Identification des parties prenantes concernées par la préparation du PAR	55
6.3. Synthèse des consultations publiques menées pour la préparation du PAR	55
6.3.1. Réunions de consultation.....	55

6.3.2. Problématique spécifique des pêcheurs.....	56
6.3.3. Gestion des litiges fonciers	58
7. LES POPULATIONS AFFECTEES : DONNEES SOCIO-ECONOMIQUES	59
7.1. Méthodologie d'enquête	59
7.1.1. Enquête socio-économique	59
7.1.2. Enquête qualitative.....	60
7.2 Situation administrative et sociale	60
7.2.1 Situation administrative.....	60
7.2.2. Populations concernées – Vue générale.....	60
7.2.3. Caractère « autochtone » des populations affectées.....	60
7.2.4. Historique du peuplement de la zone	62
7.3 Gestion foncière	63
7.3.1. Le foncier agricole	63
7.3.2. Le foncier urbain ou péri-urbain.....	65
7.3.3. Genre et gestion foncière	65
7.4. Gouvernance locale	65
7.5. Infrastructures et services	66
7.5.1. Electricité	66
7.5.2. Approvisionnement en eau potable	66
7.5.3 Education	66
7.5.4. Santé	66
7.5.5. Infrastructures routières.....	66
7.6. Activités économiques	67
7.6.1. Agriculture.....	67
7.6.2. Pêche	71
7.6.3. Mareyage	76
7.6.4. Les ouvriers agricoles et employés de ferme.....	77
8. STRATEGIE DE COMPENSATION.....	78
8.1. Principes de base	78
8.2. Classification des personnes déplacées	78
8.3. Eligibilité et date-butoir	79
8.4. Matrice des droits à compensation	80
8.5. Méthodes d'évaluation des biens affectés	84
8.5.1. Terres.....	84
8.5.2. Cultures.....	85

8.5.3 Bâtiments	86
8.6. Compensation des pertes de revenus dans la filière pêche	86
8.6.1. Méthode	86
8.6.2. Résultats pour les pêcheurs et aide-pêcheurs	88
8.6.3. Résultats pour les mareyeuses et aide-mareyeuses	89
8.7. Compensation des sites sacrés	89
8.8. Assistance au déménagement	89
9. ASSISTANCE AUX PERSONNES VULNERABLES.....	90
9.1. Identification des personnes vulnérables	90
9.2. Activités d'assistance aux ménages vulnérables	90
9.3. Suivi des ménages vulnérables	91
10. RESTAURATION DES MOYENS D'EXISTENCE	92
10.1. Assistance au remplacement des terres agricoles	92
10.2. Restauration de la pêche	92
11. MISE EN ŒUVRE DU PAR	94
11.1 Cadre organisationnel	94
11.1.1. Comité de Pilotage.....	94
11.1.2. Comité de Suivi (CS).....	94
11.1.3. Commission Administrative (CA) de purge des droits coutumiers.....	95
11.1.4. Cellule d'Exécution du PAR (CE-PAR).....	96
11.1.5. Organisme de médiation et de suivi interne des opérations	97
11.2. Consultation et gestion des plaintes	98
11.2.1. Consultation et information.....	98
11.2.2. Gestion des plaintes.....	98
11.3. Procédures d'exécution du PAR	100
11.3.1. Mise en place du cadre organisationnel	100
11.3.2. Actualisation des données d'enquête	100
11.3.3. Négociation, établissement et signature des actes de compensation	101
11.3.4. Procédure de paiement des compensations en numéraire.....	102
11.3.5. Publication des arrêtés de cessibilité.....	103
11.3.6. Suivi de la libération des emprises du projet	103
11.3.7. Traitement des dossiers de constat de non d'indemnisation	103
11.4. Procédures d'exécution financière et comptable du PAR	103
11.4.1. Sources et mise en place du financement	103
11.4.2. Procédure de liquidation des dépenses.....	104

11.5. Tâches et responsabilités des intervenants dans l'exécution du PAR	104
11.6. Budget	106
11.7. Calendrier d'exécution	107
12. SUIVI, EVALUATION ET PRODUCTION DE RAPPORTS.....	113
12.1. Suivi interne	113
12.2. Suivi externe	113
12.3. Rapports périodiques d'exécution	114
12.4. Audit d'achèvement	114
12.4.1. Objectifs et portée	114
12.4.2. Rapport d'audit d'achèvement	115
ANNEXES	116
ANNEXE 1 – LISTINGS DES PAP PAR CATEGORIE ET LOCALITE	117
ANNEXE 2 – COMPTES RENDUS DES REUNIONS ET LISTES DE PRESENCE	118
ANNEXE 3– COMPTES RENDUS DETAILLES DES DISCUSSION EN FOCUS GROUPE AVEC LES PAP ET LISTES DE PRESENCE	143

LISTE DES SIGLES ET ABRÉVIATIONS

ANADER	: Agence Nationale d'Appui au Développement Rural
ANDE	: Agence Nationale de l'Environnement
BAD	: Banque Africaine de Développement
BNETD	: Bureau National d'Études Techniques et de Développement
BOAD	: Banque Ouest Africaine de Développement
CAI	: Commission Administrative d'Indemnisation
CCT/BNETD	: Centre de Cartographie et de Télédétection du BNETD
CEDEAO	: Communauté Économique Des États de l'Afrique de l'Ouest
CE-PAR	: Cellule d'Exécution du Plan d'Action de Réinstallation
CIAPOL	: Centre Ivoirien Anti-Pollution
CIE	: Compagnie Ivoirienne d'Électricité
CI-ENERGIES	: Côte d'Ivoire Énergies
CLO	: Community Liaison Officer
COOPEC	: Coopérative d'Épargne et de Crédit
CP	: Comité de Pilotage
CS	: Comité de Suivi
EIES	: Étude d'Impact Environnemental et Social
DGE	: Direction Générale de l'Energie
HV	: Hydraulique Villageoise
HVA	: Hydraulique Villageoise Améliorée
IFEF	: Institut de Formation et d'Éducation Féminine
IHE SA	: Ivoire Hydro Énergy SA
ONG	: Organisation Non Gouvernementale
PAP	: Personne Affectée par le Projet
PAR	: Plan d'Action de Réinstallation
SAPH	: Société Africaine de Plantation d'Hévéas
SCB	: Société de Culture Bananière
SFI/IFC	: Société Financière Internationale

LISTE DES TABLEAUX ET FIGURES

Liste des tableaux

<i>Tableau 1: Comparaison entre la législation nationale et la politique de la Banque Mondiale en matière de réinstallation.....</i>	<i>33</i>
<i>Tableau 2: Nombre de PAP ayant fait l'objet d'enquêtes socio-économiques</i>	<i>42</i>
<i>Tableau 3: Terres agricoles affectées.....</i>	<i>45</i>
<i>Tableau 4: Terrains à bâtir affectés.....</i>	<i>45</i>
<i>Tableau 5: Cultures affectées – Ventilation par composante du Projet et par village.....</i>	<i>45</i>
<i>Tableau 6: Cultures affectées – Synthèse et tableau par type de spéculation.....</i>	<i>46</i>
<i>Tableau 7: Bâtiments affectés.....</i>	<i>47</i>
<i>Tableau 8: Structures diverses affectées.....</i>	<i>48</i>
<i>Tableau 9 : Impacts sur le patrimoine culturel</i>	<i>49</i>
<i>Tableau 10 : Déplacement économique</i>	<i>50</i>
<i>Tableau 11 : Récapitulatif des composantes ou activités du projet occasionnant des pertes.....</i>	<i>51</i>
<i>Tableau 12 : Récapitulatif des impacts physiques et économiques</i>	<i>52</i>
<i>Tableau 13 : Récapitulatif des chiffres de ménages affectés.....</i>	<i>54</i>
<i>Tableau 14 : Ménages soumis à enquête (« profilés »).....</i>	<i>59</i>
<i>Tableau 15 : Evaluation du caractère « autochtone » des populations affectées</i>	<i>61</i>
<i>Tableau 16 : Données sur les superficies et rendements des principales cultures agricoles en Côte d'Ivoire et dans le Département de Taabo.....</i>	<i>68</i>
<i>Tableau 17 : Catégorisation des personnes déplacées</i>	<i>79</i>
<i>Tableau 18 : Matrice des droits à compensation.....</i>	<i>81</i>
<i>Tableau 19 : Pêcheurs et mareyeuses recensés.....</i>	<i>88</i>
<i>Tableau 20 : Pêcheurs : catégories de revenus mensuels.....</i>	<i>88</i>
<i>Tableau 21 : Tâches et responsabilités des intervenants.....</i>	<i>105</i>

Liste des figures

<i>Figure 1 : Situation géographique de l'aménagement hydroélectrique de Singrobo-Ahouaty</i>	<i>19</i>
<i>Figure 2 : Vue d'ensemble des composantes du projet d'aménagement hydroélectrique de Singrobo-Ahouaty</i>	<i>21</i>
<i>Figure 3: Vue du tracé de la ligne haute tension de raccordement au réseau existant.....</i>	<i>23</i>
<i>Figure 4: Schéma d'organisation des inventaires de biens</i>	<i>41</i>
<i>Figure 5: Vue d'ensemble de la méthodologie de l'étude spécifique pêche</i>	<i>43</i>
<i>Figure 6: Répartition des exploitants agricoles par nationalité et localité.....</i>	<i>69</i>
<i>Figure 7: Répartition des exploitants agricoles affectés par le projet selon leur statut matrimonial</i>	<i>69</i>
<i>Figure 8: Répartition des exploitants agricoles en fonction des tranches de revenus tirés de l'agriculture.....</i>	<i>70</i>
<i>Figure 9: Répartition des exploitants agricoles en fonction du niveau d'étude.....</i>	<i>71</i>
<i>Figure 10: Calendrier de la pêche.....</i>	<i>71</i>
<i>Figure 11: Situation des débarcadères</i>	<i>74</i>
<i>Figure 12: Planning général d'exécution du PAR.....</i>	<i>108</i>

RÉSUMÉ EXÉCUTIF

Le projet hydroélectrique de Singrobo-Ahouaty (« le projet ») en Côte d'Ivoire affecte les terres, les bâtiments, les cultures, les activités économiques et le patrimoine culturel (cf. description du projet au chapitre 2 du présent document). Ce Plan d'Action de Réinstallation (PAR), décrit les mesures que l'État de Côte d'Ivoire et le promoteur du projet IHE s'engagent à mettre en œuvre pour éviter, minimiser, atténuer et compenser ces impacts, conformément à la législation ivoirienne et aux exigences des prêteurs, ainsi que celles de IFC, la BAD et la BOAD.

Impacts du projet

La construction et l'exploitation de l'Aménagement auront une incidence sur les biens et les moyens de subsistance suivants (le chapitre 4 contient les détails sur la méthodologie d'évaluation) :

- Terre agricole ;
- terrains résidentiels, y compris un certain nombre de terrains non aménagés mais constructibles ;
- les cultures, y compris les cultures pérennes et annuelles ;
- les bâtiments, y compris deux logements résidentiels et d'autres bâtiments non résidentiels ;
- Les moyens de subsistance, surtout des pêcheurs et des mareyeurs, et les agriculteurs ;
- Héritage culturel.

Les communautés villageoises affectées, situées dans les Sous-Préfectures de Taabo et de Pacobo, comprennent les villages de Singrobo, Pacobo et Ahérémou 2 sur la rive gauche, et ceux de N'dénou et d'Ahouaty sur la rive droite.

Le tableau suivant résume les impacts sur les biens et les moyens de subsistance :

Catégorie de PAP (Personnes Affectées par le projet)	Types de perte	Nombre de ménages affectés ¹¹	Nombre de terrains	Superficie des terrains affectés (ha)
Propriétaires résidents	Logements	2	-	-
Propriétaires de bâtiments non-résidents	Constructions	11	-	
Propriétaires de lots	Lots construits, non bâtis	44	64	4,2
Propriétaires habituels de terrains agricoles ²²	Terres agricoles	31	159	1356,145235
Propriétaires non reconnus de terrains agricoles	Terres agricoles	11	15	66,3869
Occupants de terres agricoles (propriétaires ou non)	Revenus agricoles	201	259	675,90743
Ouvriers agricoles	Travail	98	-	-
Ouvriers agricoles logés par les employeurs	Travail et logements	11	-	-
Pêcheurs	Revenus	272	-	-
Mareyeuses	Revenus	49	-	-

¹ Notons qu'il y a des dénombrements doubles ou triples ; certains ménages étant affectés par la perte de biens divers ou de sources de revenus (par exemple agriculture et activités de pêche).

² Y compris l'État de Côte d'Ivoire

Catégorie de PAP (Personnes Affectées par le projet)	Types de perte	Nombre de ménages affectés ¹¹	Nombre de terrains	Superficie des terrains affectés (ha)
Aide-pêcheurs	Revenus	48	-	-
Aide mareyeuses	Revenus	30	-	-
Propriétaires de fermes	Revenus	2	-	-

Seuls deux ménages sont à déplacer physiquement à cause du projet. En outre, le recensement a identifié 11 ouvriers agricoles relogés par leur employeur dans un campement de trois bâtiments qui seront affectés par le projet.

Le déplacement économique affecte les agriculteurs, les ouvriers agricoles et employés de ferme, les propriétaires de ferme, les pêcheurs et les activités liées à la pêche, comme le montre le tableau ci-après :

Déplacement économique (Nombre de PAP)			
Catégorie	Permanents	Temporaires	Total
Agriculteurs	198	03	201
Ouvriers agricoles et employés de ferme	98	0	98
Propriétaires de ferme	03	0	03
Pêcheurs	0	272	272
Aide-pêcheurs	0	48	48
Mareyeuses	0	49	49
Aide-mareyeuses	0	30	30
Total	299	402	701

Le PAR présente de plus amples détails des répercussions du projet sur les terres et les moyens de subsistance (chapitre 5), ainsi que sur les caractéristiques socioéconomiques de la population touchée (chapitre 7).

Stratégie de mise en œuvre et de compensation du PAR

La compensation est conçue, planifiée et mise en œuvre conformément à la législation ivoirienne, en particulier le décret sur l'expropriation et les exigences des prêteurs, surtout la PS5 de la SFI, la OSD de la BAD et la politique de réinstallation de la BAD. Le PAR présente un éventail détaillé de ces règlements et normes, et analyse les lacunes de la législation ivoirienne par rapport aux normes des prêteurs (voir détails au chapitre 3). Lorsque la législation ivoirienne est moins avantageuse pour les PAP que les exigences des prêteurs, ces dernières s'appliquent.

Les principes clés de la stratégie de rémunération du PAR du projet comprennent :

- Les personnes touchées sont admissibles à une indemnisation lorsque leurs biens ou moyens de subsistance ont été trouvés affectés lors du recensement tenu au début de 2016 ; La date limite d'éligibilité est fixée au 30 juin 2016 ;
- Le déplacement physique et économique entraîne une compensation ; L'accès permanent et temporaire aux terres donne lieu à une indemnisation ;
- Les droits fonciers informels et coutumiers sont pris en considération ; Dans la mesure du possible, les propriétaires informels seront encouragés et soutenus à enregistrer leurs droits afin qu'ils puissent bénéficier d'un taux d'indemnisation plus élevé applicable aux propriétaires coutumiers (par opposition aux propriétaires informels) ;

- L'indemnisation des terrains se fera sous forme d'indemnisation en numéraires ; Les consultations préliminaires avec les PAP indiquent qu'il y a une préférence écrasante pour les espèces, mais le Projet s'efforcera de fournir des terres de remplacement chaque fois que possible afin de minimiser les impacts sur les moyens de subsistance de l'agriculture ; Également, le projet encouragera les autorités coutumières à réaliser des lotissements permettant aux PAP intéressées d'acquérir des terrains résidentiels en remplacement de ceux affectés par le projet ;
- Lorsque la compensation est versée en espèces, elle sera à la valeur de remplacement complète ;
- Les personnes dont les moyens de subsistance sont touchés, en particulier les pêcheurs et les mareyeurs, seront appuyées pour restaurer ou améliorer ces moyens de subsistance ;
- Les personnes vulnérables seront spécifiquement assistées et surveillées ;
- La mise en œuvre du PAR et ses résultats seront contrôlés, tant en interne qu'en externe, et une vérification de l'achèvement sera organisée après que les moyens de subsistance seront rétablis ;
- Les griefs seront gérés et un mécanisme indépendant de médiation sera mis en place pour traiter les cas les plus difficiles ;
- Des mécanismes participatifs et consultatifs seront mis en place pour appuyer la mise en œuvre du PAR ;
- Le PAR sera mis en œuvre par une équipe d'exécution dédiée, qui combinera les ressources du promoteur du projet IHE, de l'État et du Consultant.

Le tableau suivant montre la matrice des droits (cf. détails au chapitre 8 de ce PAR) :

Catégorie de PAP	Nombre de ménages ³³	Compensation
Propriétaires résidents	2	Rémunération à la valeur de remplacement totale et allocation de déplacement
Propriétaires de logements non résidentiels	11	Compensation à la valeur de remplacement totale
Propriétaires de lots à bâtir mais non encore réalisés	44	Compensation à la valeur de remplacement totale
Propriétaires traditionnels de terrains	31	Indemnisation selon la loi Indemnisation des cultures selon le cas Et Pour les exploitants de ces terres, la facilitation du remplacement des terres en collaboration avec les chefs coutumiers des terres et la Direction de l'agriculture à Taabo
Propriétaires informels de terres agricoles	11	Compensation à 25 FCFA / m ² et Indemnisation des cultures selon le cas Et Pour les agriculteurs de ces terres, la facilitation du remplacement des terres en collaboration avec les chefs coutumiers des terres et la Direction de l'agriculture à Taabo
Agriculteurs (Propriétaires terriens ou non)	201	Compensation pour les cultures au taux prescrit par l'Arrêté

³ Les différentes catégories de personnes affectées peuvent être comptées deux ou trois fois selon les cas

Catégorie de PAP	Nombre de ménages ³³	Compensation
		interministériel de juin 2014 (selon la culture)
Ouvriers agricoles	98	Païement de six mois de salaire
Ouvriers agricoles logés par leur employeur	11	Païement de six mois de salaire et Facilitation de l'accès à l'hébergement de remplacement, en accord avec leurs employeurs
Pêcheurs	272	Indemnisation des pertes de revenus sur la base de 4 catégories de revenus déterminées par des enquêtes spécifiques et pour la durée des impacts (3 mois - 137 pêcheurs ou 12 mois - 135 pêcheurs, selon l'emplacement du village) et Aide spécifique à la restauration des moyens de subsistance après le remplissage du réservoir
Mareyeuses	49	Indemnisation pour perte de revenus sur la base de 4 catégories de revenus déterminées par des enquêtes spécifiques et pour la durée des impacts (3 mois ou 12 mois selon l'emplacement du village) et Aide spécifique à la restauration des moyens de subsistance après le remplissage du réservoir
Aide pêcheurs	48	Indemnisation pour perte de revenu sur la base du salaire déclaré, et pour la durée des impacts (3 mois ou 12 mois selon l'emplacement du village) et Aide spécifique à la restauration des moyens de subsistance après le remplissage du réservoir
Aide mareyeuses	30	Indemnisation pour perte de revenu sur la base du salaire déclaré, et pour la durée des impacts (3 mois ou 12 mois selon l'emplacement du village) Et Aide spécifique à la restauration des moyens de subsistance après le remplissage du réservoir
Propriétaires de fermes	3	Indemnisation des terres par dispositions applicables à la compensation foncière et

Catégorie de PAP	Nombre de ménages ³³	Compensation
		Indemnisation des cultures par dispositions applicables à la compensation des cultures et Rémunération des ouvrages par dispositions applicables à la compensation de structure et Allocation de déménagement et Facilitation du remplacement des terres en accord avec les chefs coutumiers des terres et la Direction de l'agriculture de Taabo

Pêcheurs

Des enquêtes et des consultations spécifiques ont été entreprises pour mieux comprendre les répercussions sur les pêcheurs et élaborer une stratégie de compensation. Les écrevisses constituent une précieuse prise dans la région et le réservoir affecte leur habitat. Toutefois, les enquêtes, les consultations et la surveillance des captures ont montré que les pêcheurs capturent à la fois des écrevisses et des poissons. Seul un petit nombre des 272 pêcheurs identifiés déclarent être des pêcheurs « spécialisés » d'écrevisses (16 individus), mais même ceux-ci capturent à la fois les poissons et les écrevisses.

Un budget d'appui important a été inclus dans le RAP pour faciliter la transition des pêcheurs aux nouvelles conditions hydrologiques, y compris une étude de faisabilité, une formation, un équipement et un soutien à la commercialisation. On considère donc qu'il n'y aura pas ou très peu d'impact sur les moyens de subsistance à long terme pour les pêcheurs et que les impacts sur les pêcheurs sont temporaires, comme suit :

- Ceux qui utilisent des sites d'atterrissage situés à proximité ou immédiatement en aval du site du barrage seront affectés pendant la première année de la période de construction et de remplissage (135 pêcheurs des villages de Singrobo et Ahouaty affectés pendant 12 mois) ; On s'attend à ce qu'avec un peu d'aide, ils puissent se déplacer avec succès en aval du barrage après un an de transition, d'où la compensation pour 12 mois de perte de revenus ;
- Ceux qui utilisent d'autres sites d'atterrissage en amont du site du barrage ne seront pas affectés pendant la période de construction proprement dite mais seront affectés pendant la période de remplissage du réservoir (137 pêcheurs des villages Pacobo, N'dènou et Ahéremou 2 touchés pendant 3 mois).

En conséquence, l'approche de la rémunération des pêcheurs repose sur :

- compenser les pertes de revenus pendant la durée des impacts, soit 12 mois pour ceux de Singrobo et Ahouaty et 3 mois pour ceux de Pacobo, N'dènou et Ahéremou 2 ;
- Évaluer les pertes pour quatre catégories de revenus mensuels déterminées par les enquêtes.

Les impacts pour les pêcheurs et leurs aides sont évalués sur la même base et sont rémunérés sur la base des mêmes principes (quoiqu'avec une évaluation des revenus différente reflétant les revenus de ces catégories tels qu'ils sont pris en compte dans les enquêtes).

Les détails sur la rémunération des pêcheurs sont présentés à la section 8.6.

Assistance aux personnes vulnérables

Les personnes vulnérables seront identifiées par l'Unité de mise en œuvre et soutenues par les services de l'ONG de médiation. L'assistance aux personnes vulnérables est décrite plus en détail au chapitre 9 de ce PAR.

Restauration des moyens d'existence

Les activités de restauration des moyens d'existence comprennent :

- Facilitation de l'accès aux terres agricoles de remplacement pour les agriculteurs touchés ;
- Activités destinées à restaurer les moyens de subsistance des pêcheries (y compris les pêcheurs et les commerçants), qui feront l'objet d'une étude et d'un plan spécifiques.

La restauration des moyens d'existence est décrite plus en détail au chapitre 10 de ce PAR.

Mise en œuvre et budget du PAR

Le PAR sera mis en œuvre par une Cellule d'exécution dédiée sous la responsabilité de CI-ENERGIES. Un Comité de Pilotage et un Comité de Suivi seront mis en place et des services de médiation externes seront mis à la disposition des PAP dans le cadre du mécanisme de gestion des griefs par le biais d'une ONG de médiation dédiée (qui s'occupera également des personnes vulnérables).

Le PAR sera financé conjointement par l'Etat de Côte d'Ivoire et l'IHE. Le coût total du PAR est de 9 688 260 692 FCFA (soit 14 769 658 d'euros).

Surveillance

La mise en œuvre du PAR sera surveillée aussi bien en interne qu'en externe, avec des contrôles périodiques de la conformité et une vérification indépendante de la conformité destinée à satisfaire aux exigences de la BAD et de la SFI. Des détails sur le suivi et l'évaluation sont fournis au chapitre 12 de ce PAR.

1. INTRODUCTION

1.1. Contexte du présent document

Le présent document est le Plan d'Action de Réinstallation du projet hydro-électrique de Singrobo-Ahouaty (« le Projet ») en Côte d'Ivoire. Le Projet, qui consiste en la construction d'un barrage sur le Fleuve Bandama ainsi que de diverses installations annexes, affecte des terres agricoles, quelques bâtiments, et les ménages qui résident et travaillent dans la zone affectée par la construction puis par l'exploitation. Le présent PAR évalue et présente ces impacts de manière détaillée et présente les mesures d'atténuation et de compensation que le promoteur du Projet, la société Ivoire Hydro-Energie (IHE), s'engage à mettre en œuvre pour atténuer et compenser les impacts du Projet sur les personnes et les biens.

La nécessité de réaliser le projet initié par la société IHE résulte de la mise en œuvre de la politique de l'Etat ivoirien d'accroître la production d'électricité en diversifiant les sources pour réduire les déséquilibres observés dans le secteur. En effet la production d'électricité en Côte d'Ivoire, autrefois dominée par la production hydroélectrique, se retrouve aujourd'hui à dominante thermique, ce qui conduit à une dégradation de l'équilibre financier du secteur de la production d'électricité du fait de la dépendance à l'égard du gaz naturel, combustible de base des centrales thermiques. Le développement du potentiel hydroélectrique de la Côte d'Ivoire peut permettre de ré-équilibrer le « mix-production » et de contribuer à la réduction de ce déficit financier.

Après la mise en service des barrages de Kossou, de Buyo, et de Soubré, l'aménagement hydroélectrique de Singrobo-Ahouaty constitue une nouvelle opportunité pour améliorer l'approvisionnement du pays en électricité à des coûts compétitifs, et pour respecter les engagements de la Côte d'Ivoire à l'exportation.

De janvier à mai 2016, le Bureau National d'Études Techniques et de Développement (BNETD) a réalisé une étude socio-économique dans le cadre de l'Étude d'Impact Environnemental et Social (EIES) du Projet. Celle-ci a montré que l'emprise du Projet est occupée par des populations et des biens (exploitations agricoles, fermes, équipements, bâtis, etc.) susceptibles d'être affectés par la construction et l'exploitation du barrage. La préparation d'un Plan d'Action de Réinstallation (PAR) est donc nécessaire. C'est la mission confiée au Bureau National d'Études Techniques et de Développement (BNETD), dont les résultats sont présentés dans ce document.

Le présent document est basé sur le travail du BNETD, vérifié, validé et renforcé par les consultants internationaux Frédéric Giovannetti et Marine Robillard pour satisfaire aux standards internationaux.

1.2. Cadre de référence du présent document

Le présent PAR est élaboré conformément à la législation ivoirienne en matière d'expropriation pour cause d'utilité publique⁴, et aux directives des prêteurs, notamment celles de la Société Financière Internationale (SFI)⁵ et de la Banque Africaine de Développement relatives à l'acquisition de terres et à la réinstallation involontaire. Le chapitre 3 présente de manière détaillée le cadre juridique applicable.

⁴ Décret du 25 novembre 1930 réglementant l'expropriation pour cause d'utilité publique et l'occupation temporaire en Afrique Occidentale Française. Décret 2013-224 du 22 mars 2013 tel que modifié par le Décret 2014-25 du 22 janvier 2014 portant réglementation de la purge des droits coutumiers sur le sol pour intérêt général. Décret n°95-817 du 29 septembre 1995 fixant les règles d'indemnisation des cultures.

⁵ Standard de Performance 5 (Acquisition de terres et réinstallation involontaire) et son annexe A élaborés le 1^{er} janvier 2012

Il est approuvé par les autorités ivoiriennes compétentes (Côte d'Ivoire Energies) et par le promoteur du Projet, la société IHE. Il constitue l'engagement pris par IHE vis-à-vis des populations affectées et des parties prenantes du Projet, notamment les prêteurs.

2. DESCRIPTION DU PROJET

2.1. Contexte

Le gouvernement ivoirien prévoit d'investir massivement dans le secteur électrique sur les segments de production, du transport et de la distribution et mettre en œuvre un ambitieux programme d'électrification de 2 100 villages à raison de 700 villages par an pendant trois ans. La réussite de ce programme à caractère social exige un coût de revient de l'énergie le plus bas possible. Ceci explique la décision du gouvernement de réaliser au plus vite le barrage hydroélectrique de Soubré et sa volonté de promouvoir le développement des moyens de production hydroélectrique.

C'est dans ce cadre que Ivoire Hydro Energy S.A (IHE), Promoteur du Projet d'aménagement hydroélectrique de Singrobo-Ahouaty sur le Bandama, se propose de contribuer à la diversification des moyens de production du pays et à la réduction du coût de revient du kWh tout en mettant en œuvre les mesures visant à la préservation de l'environnement, dans le cadre des deux accords suivants :

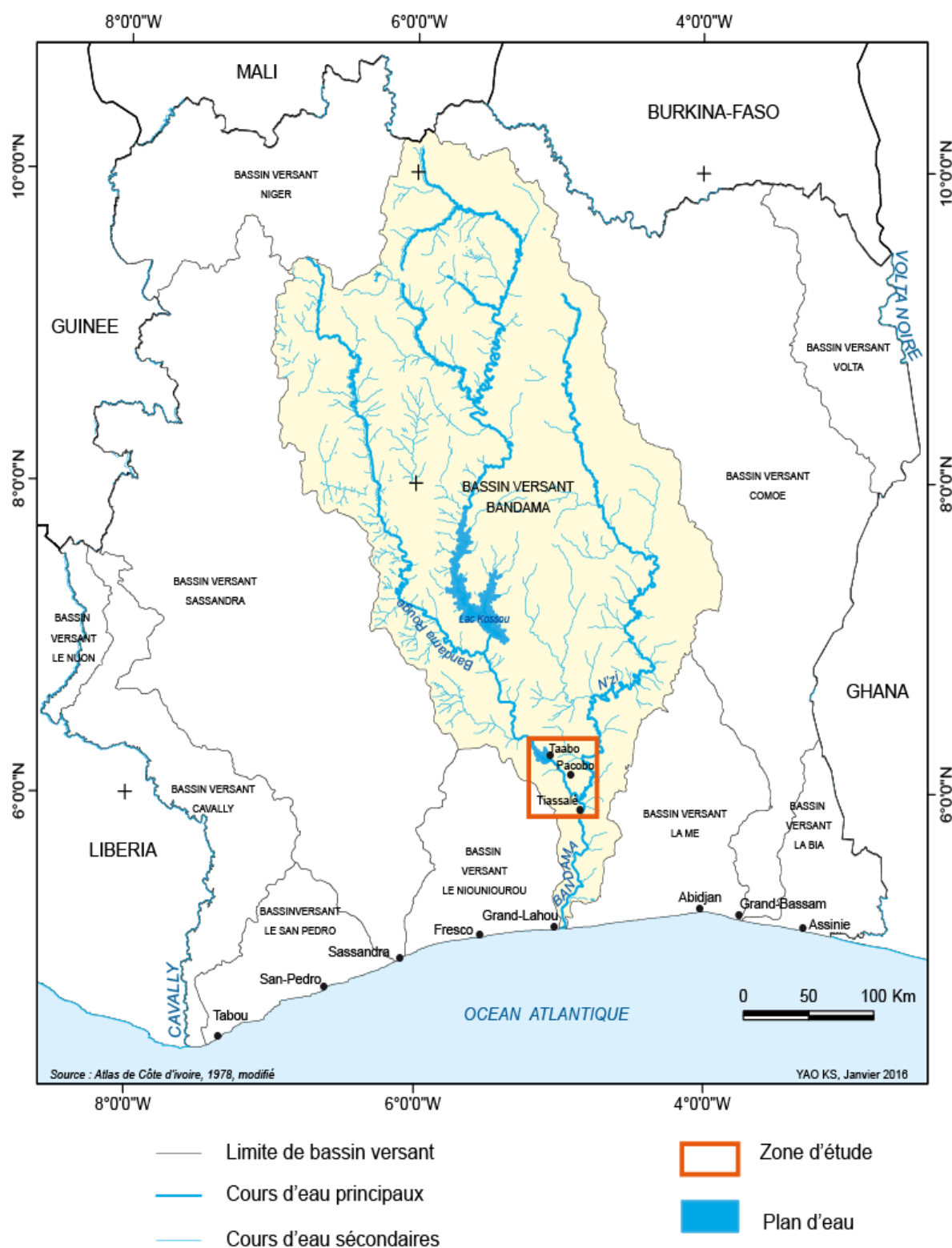
- le 13 avril 2012, IHE a obtenu l'accord de l'État ivoirien pour la réalisation d'études préliminaires en vue de la signature d'une Convention de Concession ;
- le 18 décembre 2013, l'État ivoirien et IHE ont signé la Convention de Concession d'une durée de 35 ans pour la conception, la recherche de financement, la réalisation et l'exploitation de l'aménagement hydroélectrique de Singrobo-Ahouaty.

2.2. Localisation du projet

L'aménagement hydroélectrique de Singrobo-Ahouaty fait partie des projets d'aménagement du fleuve Bandama et vient après la réalisation des aménagements de Kossou (1972) et de Taabo (1979), d'amont en aval.

Les latitudes et longitudes du site du projet sont respectivement de 06°06'11.3''N et 4°57'0.7'' W. Il est localisé à environ 23 km en aval du barrage de Taabo (en amont de la confluence du Bandama avec le N'Zi), à environ 3,5 km du village de Singrobo (dans le Département de Taabo appartenant à la région de l'Agneby-Tiassa) et à 148,5 km d'Abidjan, la capitale économique de la Côte d'Ivoire (voir figure 1 ci-dessous).

Figure 1 : Situation géographique de l'aménagement hydroélectrique de Singrobo-Ahouaty



Le site du projet est à cheval sur cinq terroirs villageois, à savoir Singrobo, Ahouaty, N'dénou, Pacobo et Ahérérou 2 dans le Département de Taabo qui compte deux Sous-préfectures : Taabo et Pacobo.

2.3. Principales caractéristiques du Projet

Après des études détaillées, les paramètres du projet ont été finalisés comme suit :

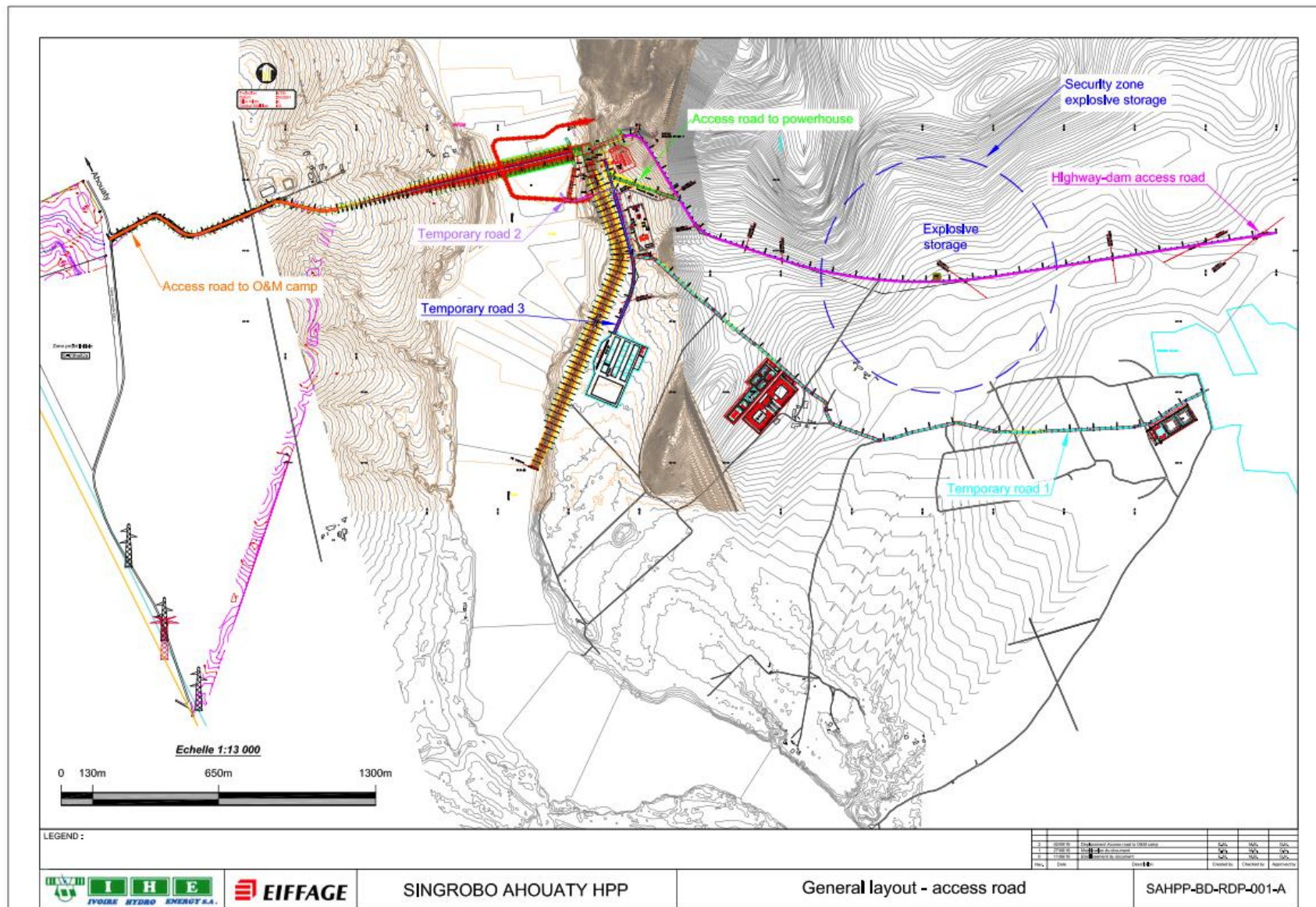
- la puissance installée est de 44 MW ;
- la hauteur hors sol du barrage est de 23,5 m ;
- la chute brute maximale obtenue est de 26,58 m ;
- le productible annuel estimé est de 217.23 GWh.

Les cotes du réservoir sont les suivantes :

- cote de crête des ouvrages : 68.50
- cote des plus hautes eaux : 66
- cote de retenue normale : 65.5
- cote mini d'exploitation : 62.5

Le projet, comme l'indique la figure ci-dessous, comprend deux principales composantes, à savoir une composante « barrage hydroélectrique » et une composante « ligne électrique », et d'autres infrastructures.

Figure 2 : Vue d'ensemble des composantes du projet d'aménagement hydroélectrique de Singrobo-Ahouaty



Source : IHE, janvier 2017

❖ La composante « barrage hydroélectrique »

Les éléments constitutifs de la composante barrage hydroélectrique de la rive gauche à la rive droite sont :

- En rive gauche un barrage en béton compacté long de 80 m accolé à la prise d'eau ;
- Une prise d'eau en béton armé constitué de deux pertuis connectés chacun à une conduite forcée ;
- une usine extérieure au pied du barrage en contrebas de la prise d'eau, en rive gauche du fleuve, équipée de deux turbines de 22 MW chacune et fonctionnant sous une chute de 26,58 m ;
- un canal de fuite de 1300 m dans le prolongement de l'usine qui restitue la totalité des débits turbinés au fleuve Bandama ;
- Un évacuateur de crues en béton armé dimensionné pour évacuer un débit de crue de 2745 m³/s correspondant à une période de retour de 10 000 ans ;
- Le barrage principal en enrochement de 1010 m de long.

Ces ouvrages permettent la création d'une retenue d'eau ayant les caractéristiques suivantes :

- une capacité de 105 millions de m³ d'eau ;
- une superficie à la cote de retenue normale de 17,49 km² ;
- Un marnage de 3 m.

❖ La composante « ligne électrique » :

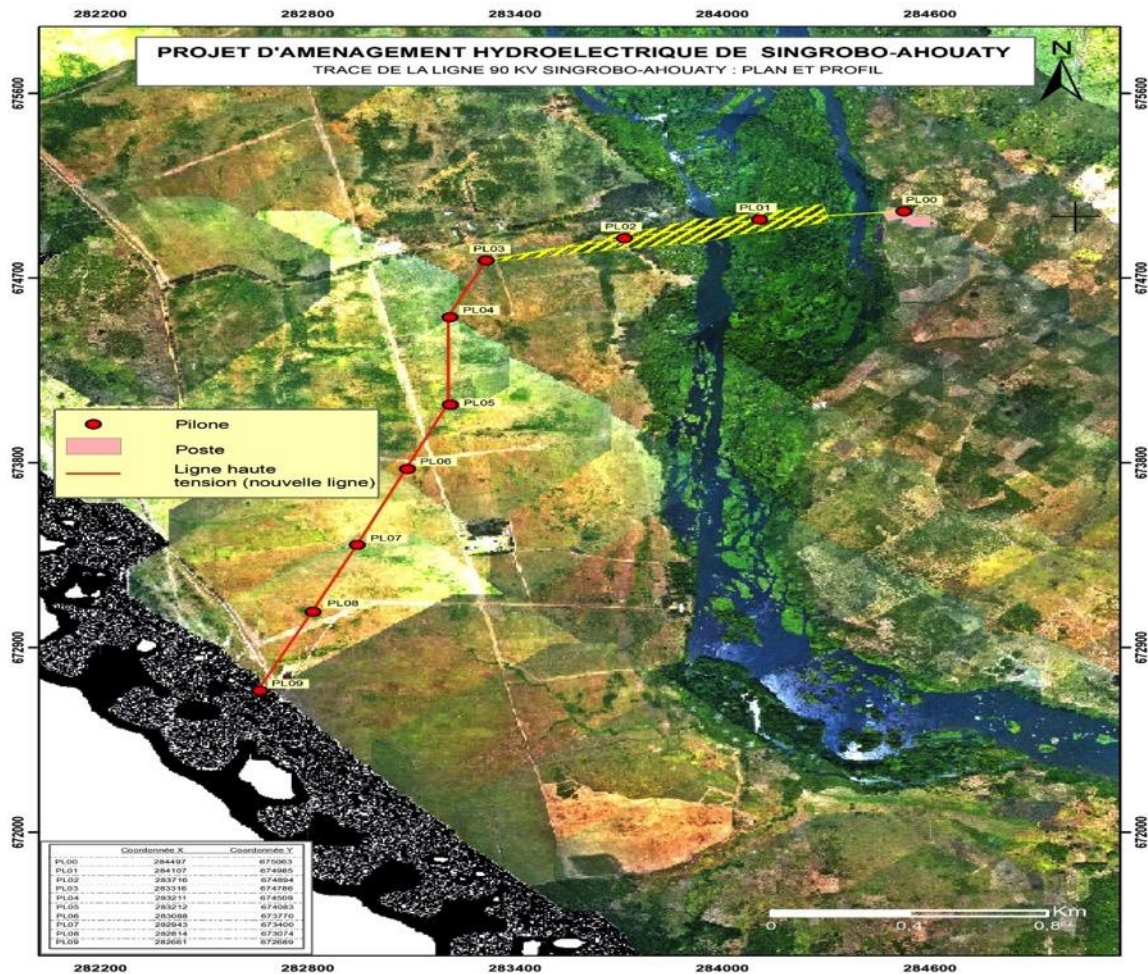
Pour l'évacuation de l'énergie produite, la solution adoptée suite aux différentes analyses et simulations effectuées est celle du raccordement sur la ligne existante 90 kV Taabo-Agboville, en rive droite (voir le tracé en bleu avec des points en rouge sur la figure 3).

Le réseau d'évacuation comprend :

- un poste de 90 KV assurant la fonction de poste élévateur, de poste d'interconnexion et de poste de distribution ;
- une entrée en coupure 90 KV de 3 km ;
- un bâtiment de commande ;
- un bâtiment affecté aux logements du personnel d'exploitation du poste.

La ligne 90 KV occupera un couloir d'environ 70 m de largeur sur une distance de 3 km, soit 19,8 ha.

Figure 3: Vue du tracé de la ligne haute tension de raccordement au réseau existant



Source : IHE, janvier 2017

❖ La composante « autres infrastructures »

Le projet prévoit la construction de plusieurs infrastructures associées au barrage hydroélectrique et à la ligne électrique. Il s'agit :

- d'une voie d'accès au barrage d'un linéaire de 3 km ;
- de voies intérieures d'accès ;
- d'une cité d'exploitation réservée au personnel exploitant l'aménagement hydroélectrique, dans le village d'Ahouaty ;
- d'une cité des travailleurs dans le village de Singrobo ;
- d'une base-vie à Singrobo à la charge de l'entrepreneur et devant satisfaire aux obligations faites aux soumissionnaires par le Promoteur.

2.4. Phasage de la construction du Projet

Les travaux de construction des ouvrages de l'aménagement hydroélectrique se dérouleront en deux phases principales :

2.4.1. 1^{ère} phase des travaux de dérivation provisoire du fleuve

Au cours de cette phase, le fleuve sera dérivé en rive droite, une partie des ouvrages de l'aménagement sera construite à l'abri d'un batardeau en enrochement. Ces ouvrages sont :

- la prise d'eau, l'usine et le poste d'interconnexion ;

- le barrage poids ;
- l'évacuateur de crues ;
- une partie du barrage principal ;
- le canal de fuite.

2.4.2. 2^{ème} phase des travaux de dérivation provisoire du fleuve

Au cours de la seconde phase, le fleuve sera dérivé en rive gauche puis rejoindra le cours aval en passant par les organes de vidange de fond de l'évacuateur des crues. La durée de construction de la partie restante du barrage principal est de 15 mois. C'est au cours des travaux de cette phase que sera construite la ligne d'évacuation d'énergie.

Au total, la durée de construction et de mise en service de l'aménagement hydroélectrique de Singrobo-Ahouaty est de 36 mois, mise en eau et essais inclus.

3. CADRE LEGISLATIF ET REGLEMENTAIRE

3.1 Législation ivoirienne

Les principaux textes juridiques ivoiriens à prendre en considération dans le cadre du présent projet sont les suivants :

- la loi n° 2016-886 du 8 novembre 2016 portant constitution de la République de Côte d'Ivoire ;
- le Décret du 25 novembre 1930 portant expropriation pour cause d'utilité publique ;
- le Code de l'Électricité (Loi n°2014-132 du 24 mars 2014) ;
- le Décret n° 2013-224 du 22 mars 2013 tel que modifié par le Décret n° 2014-25 du 22 janvier 2014 portant réglementation de la purge des droits coutumiers sur le sol pour intérêt général ;
- le Décret n°95-817 du 29 septembre 1995 fixant les règles d'indemnisation des cultures et l'Arrêté n° 247/MINAGRI/MPMEF/MPMB du 17 juin 2014 portant fixation du barème d'indemnisation des cultures détruites ;
- la réglementation en matière de participation des populations affectées par les projets de développement.

3.1.1. Constitution de la République de Côte d'Ivoire

La loi n° 2016 -886 du 8 novembre 2016 portant Constitution de la République de Côte d'Ivoire adoptée par référendum le 30 octobre 2016 dispose en son article 8 que « le domicile est inviolable. Les atteintes ou restrictions ne peuvent y être apportées que par la Loi », puis en son article 11 que « le droit de propriété est garantie à tous. Nul ne doit être privé de sa propriété si ce n'est pour cause d'utilité publique et sous la condition d'une juste et préalable indemnisation », reprenant en cela une formulation également contenue dans la Déclaration Universelle des Droits Humains. L'article 12 précise que « seul l'Etat, les collectivités publiques et les personnes physiques ivoiriennes peuvent accéder à la propriété foncière rurale. Les droits acquis sont garantis. La loi détermine la composition du domaine foncier rural ainsi que les règles relatives à la propriété, à la concession et à la transmission des terres du domaine foncier rural ».

La Constitution constitue le fondement de l'ensemble des devoirs de l'État en matière d'expropriation et de déplacement involontaire des populations.

3.1.2. Décret sur l'expropriation pour cause d'utilité publique

La Constitution de la République de Côte d'Ivoire dispose en son Article 8 que « le domicile est inviolable. Les atteintes ou restrictions ne peuvent y être apportées que par la loi », puis en son Article 11 que « *le droit de propriété est garanti à tous. Nul ne doit être privé de sa propriété si ce n'est pour cause d'utilité publique et sous la condition d'une juste et préalable indemnisation* ».

L'expropriation pour cause d'utilité publique est régie en Côte d'Ivoire par le Décret du 25 novembre 1930.

Ce texte précise les conditions et la procédure applicable pour l'expropriation pour cause d'utilité publique, à savoir que l'expropriation ne peut être prononcée que « *si ce n'est pour cause d'utilité publique* », l'utilité publique doit être légalement constatée : c'est la vocation de Déclaration d'Utilité Publique (DUP) que de constater légalement cette utilité, l'indemnisation est une condition de l'expropriation, elle doit être juste et elle doit être préalable.

Les principales étapes de la procédure ivoirienne en matière d'expropriation se traduisent dans les actes suivants :

- "Acte qui autorise les opérations", Art. 3, al. 1 ;
- "Acte qui déclare expressément l'utilité publique", Art. 3, al. 2 ;
- "Enquête de commodo et incommodo", Art. 6 ;
- Arrêté de cessibilité, Art. 5. Cet arrêté désigne les propriétés auxquelles l'expropriation est applicable. La publication et le délai sont définis par les articles 7 et 8 ;
- Comparution des intéressés devant la Commission Administrative d'Expropriation (Art. 9) pour s'entendre à l'amiable sur l'indemnisation. L'entente fait l'objet d'un procès-verbal d'indemnisation ;
- Paiement de l'indemnité (Art. 9) si entente amiable. Ce paiement vaut droit d'entrée en possession du bien par l'Administration, Art 24 ;
- Si pas d'entente amiable, communication du dossier au Tribunal d'Instance qui établit l'indemnité d'expropriation sur la base d'une expertise, Art. 12 à 16 ;
- Prononciation du jugement : celui-ci est exécutoire par provision nonobstant appel et moyennant consignation de l'indemnité, Art. 17.

Ce texte et les diverses Lois de la République de Côte d'Ivoire constituent le fondement de l'ensemble des devoirs de l'État en matière d'expropriation. Cette procédure ne s'applique qu'aux personnes bénéficiant de droits légaux de propriété (notamment un titre foncier).

L'application de la Loi n° 2016-886 du 8 novembre 2016 portant Constitution de la République de Côte d'Ivoire sera régit par ce décret dans le cadre de ce projet, en termes d'expropriation pour cause d'utilité publique.

3.1.3. Code de l'électricité

Le Code de l'Électricité régit (entre autres) l'occupation des zones d'emprise et d'implantation territoriales nécessaires à la réalisation des moyens de transport et de distribution de l'électricité déclarés d'utilité publique (articles 35, 36, 38 et 39).

À ce niveau il stipule que l'ensemble des emprises et implantations territoriales nécessaires à la réalisation des moyens de transport et de distribution de l'électricité déclarés d'utilité publique, fait partie du domaine public de l'État (article 35). L'organisme concessionnaire a la faculté de recourir, par l'intermédiaire de l'État à la procédure d'expropriation, après déclaration d'utilité publique des travaux ou des ouvrages de production, de transport, de dispatching ou de distribution ainsi que de leurs emprises et implantations, conformément à la réglementation en vigueur (article 36). Par ailleurs, sous réserve de respecter la sécurité et la commodité des habitants, (...), l'organisme concessionnaire, une fois obtenue la déclaration d'utilité publique, a le droit d'établir sur les propriétés privées les ouvrages de production, de transport et de distribution nécessaires à l'accomplissement de sa mission, de les occuper ou de les surplomber à titre de servitude. Il a le droit d'élagage, d'ébranchage et d'abattage des arbres et arbustes sur ces propriétés privées en vue d'assurer la sécurité et la continuité du service public (article 38). Seule, une indemnité est due au propriétaire qui éprouve un dommage actuel, direct et certain (article 39).

3.1.4. Décret sur la purge des droits coutumiers

Dans le cadre de la procédure d'expropriation pour cause d'utilité publique, le Décret n° 2013-224 du 22 mars 2013 tel que modifié par le Décret n° 2014-25 du 22 janvier 2014 portant réglementation de la purge des droits coutumiers sur le sol pour intérêt général, permet de limiter les impacts négatifs sur les droits des populations autochtones. Il s'applique aux terres détenues sur la base des droits coutumiers, mises en valeur ou non et comprises dans les périmètres de plans d'urbanisme ou d'opérations d'aménagement d'intérêt général dont la délimitation aura fait l'objet d'un arrêté du ministre chargé de l'urbanisme (Article 2).

Aux termes de l'Article 6 de ce décret, la purge des droits coutumiers sur les sols donne lieu, pour les détenteurs de ces droits, à compensation, notamment à une indemnisation en numéraire ou en nature. L'article 7 (nouveau) fixe le coût maximal de la purge pour la perte des droits liés à l'usage du sol, comme suit :

- 2000 FCFA le mètre carré pour le District Autonome d'Abidjan,
- 1000 FCFA le mètre carré pour le District Autonome de Yamoussoukro,
- 1000 FCFA le mètre carré pour le Chef-lieu de Région,
- 700 FCFA le mètre carré pour le Département,
- 600 FCFA le mètre carré pour la Sous-Préfecture.

Des prix en deçà des maxima ainsi fixés peuvent être négociés par les parties pour la purge des droits liés à la perte du sol.

L'Article 9 indique qu'une commission administrative, constituée pour l'opération, est chargée d'identifier les terres concernées et leurs détenteurs, et de proposer la compensation (à partir du barème fixé à l'Article 7) au Ministère en charge de l'Urbanisme et au Ministère en charge de l'Économie et des Finances. Cette commission comprend les représentants des ministères techniques (Urbanisme, Économie et Finances, Infrastructures Économiques, Agriculture, Intérieur), les Maires des Communes concernées et les représentants désignés des communautés concernées (Article 10). Selon l'Article 11 (nouveau), la commission a pour rôle de :

- procéder, après enquête contradictoire à l'identification des terres comprises dans le périmètre de l'opération projetée qui sont soumises au droit coutumier et au recensement des détenteurs de ces droits ;
- proposer la compensation selon la parcelle concernée à partir du barème fixé aux Articles 7 et 8 ;
- dresser, enfin un état comprenant la liste des terres devant faire l'objet de purge, des détenteurs des droits coutumiers sur ces terres, des indemnités et compensations proposées à partir du barème fixé aux Articles 7 et 8. Cet état fait l'objet d'un procès-verbal dressé par le Secrétaire de la Commission et signé par chacun des membres de celle-ci.

Ce décret constituera la base légale pour l'indemnisation des propriétaires terriens affectés par le projet. Taabo et Pacobo rentrent dans le cas de la Sous-Préfecture.

3.1.5. Décret fixant les règles d'indemnisation des cultures

Au niveau agricole, l'État ivoirien a créé les conditions d'indemnisation des populations dans le cadre de projets d'utilité publique, lesquelles conditions sont régies par les textes suivants :

- le Décret n°95-817 du 29 septembre 1995 fixant les règles d'indemnisation des cultures ;
- l'Arrêté n° 247/MINAGRI/MPMEF/MPMB du **17 juin 2014** portant fixation du barème d'indemnisation des cultures détruites.

Le Décret n° 95-817 du 29 septembre 1995 fournit en ces Articles 1, 2, 3, 5, 7 et 8, les précisions suivantes sur l'ensemble de la procédure applicable :

- Article 1 : l'indemnisation des cultures détruites résulte soit du droit commun de la responsabilité relevant des articles 1382 et suivants du code civil, soit de l'exécution de travaux d'utilité publique ou l'exécution de mesures phytosanitaires décidées par les services compétents et portant sur des plans sains ;

- Article 2 : l'indemnité doit être juste, c'est-à-dire permettre la réparation intégrale du préjudice causé par perte des biens. Elle ne doit en aucun cas constituer une spéculation pour la victime ;
- Article 3 : lorsqu'il y a expropriation pour cause d'utilité publique déclarée, l'indemnisation doit être juste et, au besoin, préalable à l'occupation des terrains, sauf s'il y a urgence appréciée par l'Administration ;
- Article 5 : En dehors des travaux d'utilité publique déclarée, toute dépossession des terrains doit être consentie par les parties en cause et au prix convenu entre elles ; les taux du barème étant qu'indicatifs ;
- Article 7 : la détermination du montant de l'indemnité doit tenir compte de la valeur des cultures détruites ou à détruire au moment du constat
- Article 8 : Les taux de l'indemnité des pépinières et des semences s'établiront annuellement par arrêté conjoint du Ministère de l'Agriculture et du Ministère de l'Économie et des Finances sur la base du cours du marché de ces facteurs de production.

L'Arrêté n° 247/MINAGRI/MPMEF/MPMB du 17 juin 2014 portant fixation du barème d'indemnisation des cultures détruites précisent les modalités d'indemnisation des cultures détruites, notamment :

- Article 2 : lorsque la destruction porte sur des constructions ou autres aménagements de génie civil ou génie rural, l'évaluation de ces biens est établie sur la base des barèmes des ministères techniques compétents ;
- Article 4 : les calculs d'indemnités sont établis par les services compétents du Ministère en charge de l'Agriculture, sur la base du présent arrêté et après constats effectués par ceux-ci ;
- Article 6 : les critères à retenir pour le calcul de la valeur de l'indemnisation pour chaque type de culture sont la superficie détruite, le coût de mise en place de l'hectare, la densité recommandée, le coût d'entretien à l'hectare de culture, le rendement à l'hectare, le prix bord champ en vigueur au moment de la destruction, l'âge de la plantation, le nombre d'année d'immaturité nécessaire avant l'entrée en production et le préjudice moral subi par la victime ;
- Article 7 : le paiement de l'indemnité est à la charge de la personne physique ou morale civilement responsable de la destruction ;
- Article 9 : sont abrogées toutes dispositions antérieures contraires, notamment l'Arrêté n° 028 du 12 mars 1996 portant fixation du barème d'indemnisation des cultures détruites.

Ces textes juridiques constitueront la base légale pour l'indemnisation des cultures affectées par le projet.

3.1.6. Règlementation en matière de participation du public

La participation du public se situe dans le cadre réglementaire du Décret n°96-894 du 08 novembre 1996 déterminant les règles et procédures applicables aux études relatives à l'impact environnemental des projets de développement. Elle comprend deux phases :

- la séance d'information et de consultation du public : réunion au cours de laquelle les partenaires au projet échangent avec les autorités locales et les populations riveraines afin d'obtenir leur adhésion à la réalisation du projet. Une stratégie commune sera définie pour la mise en œuvre du projet, dans le souci de protéger l'environnement naturel et humain ;

- l'enquête publique : elle consiste à mettre à la disposition du public le rapport de l'Étude d'Impact Environnemental sous la supervision d'un Commissaire Enquêteur nommé par arrêté municipal et chargé de recueillir les observations du public sur une période d'un mois.

3.2 Normes internationales

3.2.1. Normes de performance de la SFI

Membre du Groupe de la Banque Mondiale et dédiée exclusivement au développement du secteur privé, la Société Financière Internationale a adopté des Normes de performance en matière de durabilité environnementale et sociale, dont la dernière version est en vigueur depuis le 1er janvier 2012, destinées aux clients et promoteurs de projets auxquels elle participe. Ces Normes fournissent des directives pour l'identification des risques et des impacts, en visant notamment à les éviter, minimiser, atténuer et compenser. Elles couvrent également les obligations des clients en matière de consultation et d'information des parties prenantes. Des notes d'orientation sur ces Normes de Performance sont également disponibles.

La Norme de performance pertinente pour le présent PAR est la NP 5 relative à l'Acquisition de terres et réinstallation involontaire. Les sept autres NP sont décrites dans l'EIES du Projet.

La Norme de performance 5 reconnaît que l'acquisition de terres et les restrictions quant à leur utilisation par des projets peuvent avoir des impacts négatifs sur les personnes et les communautés qui utilisent ces terres. La réinstallation involontaire désigne à la fois un déplacement physique (déménagement ou perte d'un abri) et le déplacement économique (perte d'actifs ou d'accès à des actifs donnant lieu à une perte de source de revenus ou de moyens d'existence) par suite d'une acquisition de terres et/ou d'une restriction d'utilisation de terres liées au projet. La réinstallation est considérée comme involontaire lorsque les personnes ou les Communautés affectées n'ont pas le droit de refuser et que l'acquisition de leurs terres ou les restrictions sur l'utilisation de leurs terres entraînent un déplacement physique ou économique. Cette situation se présente dans les cas suivants : (i) expropriation légale ou restrictions permanentes ou temporaires de l'utilisation des terres ; et (ii) transactions négociées dans lesquelles l'acheteur peut recourir à l'expropriation ou imposer des restrictions légales relatives à l'utilisation des terres en cas d'échec des négociations avec le vendeur.

Si elle n'est pas correctement gérée, la réinstallation involontaire peut entraîner des conséquences durables et l'appauvrissement des personnes et des Communautés affectées, ainsi que des dommages pour l'environnement et une tension sociale dans les régions vers lesquelles ces populations ont été déplacées. Pour ces raisons, les réinstallations involontaires devraient être évitées ou minimisées dans la mesure du possible. Si la réinstallation involontaire est inévitable, des mesures appropriées pour minimiser les impacts négatifs sur les personnes déplacées et les communautés hôtes doivent être soigneusement préparées et mises en œuvre. Le Gouvernement joue souvent un rôle central dans le processus d'acquisition de terres et de réinstallation, notamment dans la fixation des indemnités, et est par conséquent une tierce partie importante dans bien des situations. L'expérience prouve que la participation directe du client aux activités de réinstallation peut entraîner une mise en œuvre économique, efficace et rapide, ainsi que des approches innovatrices pour améliorer les moyens d'existence des personnes affectées.

Pour contribuer à éviter les expropriations et à éliminer la nécessité de faire appel aux pouvoirs publics pour imposer la réinstallation, les clients sont encouragés à recourir à des règlements négociés répondant aux exigences de la présente Norme de performance, même s'ils ont les moyens légaux d'acquérir les terres sans le consentement du vendeur.

Les principaux objectifs visés par la présente norme sont :

- éviter, et chaque fois que cela n'est pas possible, limiter la réinstallation involontaire en envisageant des conceptions alternatives aux projets.
- éviter l'expulsion forcée.
- anticiper et éviter, ou lorsqu'il n'est pas possible d'éviter, limiter les impacts sociaux et économiques négatifs résultant de l'acquisition de terres ou de restrictions de leur utilisation en : (i) fournissant une indemnisation pour la perte d'actifs au prix de remplacement et en (ii) veillant à ce que les activités de réinstallation soient accompagnées d'une communication appropriée des informations, d'une consultation et de la participation éclairées des personnes affectées.
- améliorer ou tout au moins rétablir les moyens d'existence et les conditions de vie des personnes déplacées.
- améliorer les conditions de vie des personnes physiquement déplacées par la fourniture de logements adéquats avec sécurité d'occupation dans les sites de réinstallation.

La Norme de performance 5 s'applique aux déplacements physiques et/ou économiques liés aux types suivants de transactions foncières :

- droits fonciers ou droit d'utilisation des terres acquis par expropriation ou par d'autres procédures contraignantes conformément au système juridique du pays hôte ;
- droits fonciers ou d'utilisation des terres acquis par des règlements négociés avec les propriétaires ou les personnes qui disposent d'un droit légal sur les terres si l'expropriation ou une autre procédure légale obligatoire 6 a résulté de l'échec des négociations ;
- certains projets où les restrictions involontaires sur l'utilisation des terres et sur l'accès aux ressources naturelles font perdre à une communauté ou à des groupes au sein d'une communauté l'accès à l'utilisation de ressources dans des zones pour lesquelles elles ont des droits d'utilisation coutumiers ou traditionnels reconnus ;
- certains projets nécessitant l'expulsion de personnes occupant les terres sans avoir de droits d'utilisation coutumiers, traditionnels ou reconnus ;
- restriction de l'accès aux terres ou de l'utilisation d'autres ressources, notamment les ressources naturelles et biens communaux, tels que les ressources marines et aquatiques, les produits forestiers ligneux et non ligneux, l'eau douce, les plantes médicinales, les zones de chasse, de cueillette, de pâturage et de culture .

La norme de performance ne s'applique pas à la réinstallation résultant de transactions foncières volontaires (c'est-à-dire des transactions sur le marché, dans lesquelles le vendeur n'est pas obligé de vendre et l'acheteur ne peut pas recourir à l'expropriation ou à d'autres procédures contraignantes permises par le système judiciaire du pays hôte en cas d'échec des négociations). Elle ne s'applique pas non plus aux situations où les impacts sont indirects ou non attribuables aux changements, induits par le projet, dans l'utilisation des terres par les groupes ou Communautés affectées.

Lorsque les impacts du projet sur les terres, les biens ou l'accès aux biens deviennent significativement négatifs, le client respectera les exigences de la présente Norme de performance, même si le projet ne comporte pas d'acquisition de terres ou de restriction sur l'utilisation des terres.

Les exigences formalisées dans la note d'orientation en 54 points (NO21 à NO74) portent sur :

- la conception du projet ;
- l'indemnisation et les avantages pour les personnes déplacées ;
- l'engagement des communautés ;
- le mécanisme de règlement des griefs ;
- la planification et la mise en œuvre de la réinstallation et de la restauration des moyens d'existence ;
- le déplacement, en général, et particulièrement le déplacement physique et le déplacement économique ;
- les responsabilités du secteur privé dans le cadre de réinstallations prises en charge par le gouvernement.

3.2.2. Standards de la BAD

Le Système de garanties intégrées de la Banque africaine de développement (SGI) fut adopté le 17 décembre 2013 par la BAD pour servir de pierre angulaire à sa stratégie de promotion d'une croissance socialement inclusive et durable d'un point de vue écologique. Les garanties opérationnelles (GO) sont un ensemble de cinq exigences qui constituent la pierre angulaire du système de garanties intégrées (SGI) de la BAD. Leur objectif est de promouvoir une croissance socialement inclusive et durable d'un point de vue écologique. Les clients de la Banque doivent respecter ces garanties opérationnelles en matière d'évaluation des impacts et des risques sociaux et environnementaux. Elles s'appliquent à toutes les opérations de prêt de la Banque, tant au secteur public que privé, et aux projets financés par d'autres instruments financiers mais gérés par la Banque.

Parmi ces garanties opérationnelles, la Garantie opérationnelle 2 (GO 2) sur la réinstallation involontaire, l'acquisition foncière, les déplacements de population et la compensation, abordée ci-dessous, est spécifiquement pertinente au présent PAR. Cette GO couvre toutes les composantes d'un projet, y compris les activités résultant de la réinstallation involontaire qui sont directement et significativement liées à un projet appuyé par la Banque et nécessaires pour la réalisation de ses objectifs – qu'il s'agisse d'une réinstallation menée par le gouvernement ou par un promoteur privé ou par les deux, et réalisées ou prévues pour être réalisées simultanément avec le Projet. Elle vise à clarifier toutes les questions liées au déplacement physique et économique mais qui ne sont pas spécifiquement liées à l'acquisition foncière.

Cette GO porte sur les impacts économiques, sociaux et culturels associés aux projets financés par la Banque, qui impliquent la perte involontaire de terres, la perte involontaire d'autres actifs, ou des restrictions sur l'utilisation des terres et sur l'accès aux ressources naturelles locales susceptibles d'entraîner :

- la relocalisation ou la perte de logement par des personnes résidant dans le domaine d'influence du projet ;
- la perte d'actifs (notamment la perte de bâtiments et de biens d'importance culturelle, spirituelle et sociale) ou la restriction de l'accès aux actifs notamment les parcs nationaux et les zones protégées ou les ressources naturelles ; ou
- la perte de sources de revenus ou de moyens de subsistance à la suite du projet, que les personnes affectées soient appelées à se déplacer ou non.

Lorsqu'un projet nécessite une relocalisation temporaire de populations, les activités de réinstallation doivent être compatibles avec la GO, tout en tenant compte de la nature temporaire du déplacement. Les objectifs sont de minimiser les perturbations pour les personnes affectées, d'éviter les impacts négatifs irréversibles, de fournir des services temporaires satisfaisants et, le cas échéant, d'accorder des compensations pour les difficultés liées à la transition.

Les objectifs spécifiques de la GO 2 sont les suivants :

- éviter la réinstallation involontaire autant que possible, ou minimiser ses impacts lorsque la réinstallation involontaire est inévitable, après que toutes les conceptions alternatives du projet ont été envisagées ;
- s'assurer que les personnes déplacées sont véritablement consultées et qu'on leur a donné la possibilité de participer à la planification et à la mise en œuvre des programmes de réinstallation ;
- s'assurer que les personnes déplacées bénéficient d'une assistance substantielle pour leur réinstallation dans le cadre du projet, de sorte que leur niveau de vie, leur capacité à générer des revenus, leurs capacités de production, et l'ensemble de leurs moyens de subsistance soient améliorés au-delà de ce qu'ils étaient avant le projet ;
- fournir aux emprunteurs des directives claires sur les conditions qui doivent être satisfaites concernant les questions de réinstallation involontaire dans les opérations de la Banque, afin d'atténuer les impacts négatifs du déplacement et de la réinstallation, de faciliter activement le développement social et de mettre en place une économie et une société viables ;
- se prémunir contre les plans de réinstallation mal préparés ou mal mis en œuvre en établissant un mécanisme de surveillance de la performance des programmes de réinstallation involontaire dans les opérations de la Banque pour trouver des solutions aux problèmes au fur et à mesure qu'ils surviennent.

La politique de la BAD relative à la réinstallation involontaire est globalement alignée avec la politique de la SFI décrite à la section précédente.

3.2.3. Standards de la BOAD

La Banque Ouest-Africaine de Développement (BOAD) a adopté en mai 2015 un ensemble de politiques environnementales et sociales, qui comporte, entre autres :

- Une politique opérationnelle de la BOAD sur la réinstallation des populations ;
- Une procédure de la BOAD sur la réinstallation des populations.

La politique opérationnelle de la BOAD est similaire à la politique opérationnelle PO 4.12 de la Banque Mondiale, avec quelques aménagements et précisions qui adaptent cette politique à certaines spécificités ouest-africaines.

Elle est dans ses objectifs et dans la plupart de ses prescriptions alignée avec les politiques de la SFI et de la BAD décrites plus haut.

3.3. Comparaison entre la législation ivoirienne et les standards internationaux applicables au Projet

Le tableau ci-dessous récapitule sous une forme résumée les similitudes et les points de divergence entre la législation ivoirienne et les standards internationaux appliqués par les prêteurs du Projet.

Tableau 1: Comparaison entre la législation nationale et la politique de la Banque Mondiale en matière de réinstallation

Sujet	Législation ivoirienne	Standards internationaux	Résultat de comparaison /Mesures correctives des divergences
Indemnisation/Compensation			
Principe général	Païement d'une indemnité d'expropriation qui couvre la réparation intégrale du préjudice causé par la perte des biens	Compensation en nature ou en espèce au coût de remplacement intégral compte non tenu de la dépréciation de l'actif affecté	Vérification que les indemnités prévues par les commissions d'évaluation des biens sont conformes à l'exigence de compensation à la valeur de remplacement
Calcul de la compensation	<p>CULTURES : Les cultures détruites sont indemnisées selon l'arrêté interministériel n° 247/MINAGRI/MPMEF/MPMB du 17 juin 2014 portant fixation du barème d'indemnisation des cultures détruites</p> <p>CONSTRUCTIONS : Les constructions ou autres aménagements de génie civil sont indemnisés sur la base du barème du ministère de la construction et de l'urbanisme</p> <p>TERRES : Acquisition de terres conformément aux textes réglementant l'expropriation pour cause d'utilité publique, avec compensation fixée par l'administration, par le juge de l'expropriation, le cas échéant dans le cadre de la « purge » des droits coutumiers</p> <p>Les prix non prévus font l'objet d'évaluation à l'amiable entre les parties.</p>	<p>Pour les cultures : tarif basé sur l'âge, l'espèce, le prix en haute saison</p> <p>Pour le bâti : tarif basé sur le coût des matériaux et de la main d'œuvre sur le marché local</p> <p>Pour les terres : compensation en nature sous la forme de terres équivalentes, ou compensation basée sur la valeur du marché, frais divers/enregistrements, capacité de production, emplacements, investissements et autres avantages similaires au terrain acquis pour le projet.</p>	<p>Le barème officiel applicable aux cultures a été récemment actualisé et traduit l'exigence de compensation à la valeur de remplacement.</p> <p>Vérification dans le présent PAR que le barème satisfait à l'exigence de la valeur de remplacement</p> <p>Accélérer le processus de délivrance des certificats fonciers pour permettre aux personnes affectées l'indemnisation dans le cadre juridique de l'expropriation et une juste indemnisation des expropriés. En attendant, appliquer la norme de performance 5 de la SFI</p>
Assistance à la réinstallation des personnes déplacées	Non prévue, donc pas d'indemnisation	Les personnes affectées par le projet doivent bénéficier en plus de l'indemnité de déménagement d'une assistance pendant la réinstallation et d'un suivi après la réinstallation	Appliquer la norme de performance 5 et prévoir une assistance aux populations
Éligibilité			
Propriétaires coutumiers de terres	Peuvent être éligibles dans le cadre de la « purge » des droits coutumiers	Ces personnes reçoivent une compensation	Accélérer le processus de délivrance des certificats fonciers pour permettre une juste indemnisation des expropriés.
Propriétaires de terrains titrés	Reconnus pour indemnisation	Ces personnes reçoivent une compensation	Convergence entre les deux politiques ; Proposition : appliquer l'une ou l'autre des politiques

Sujet	Législation ivoirienne	Standards internationaux	Résultat de comparaison /Mesures correctives des divergences
Occupants informels	Pas d'indemnisation	Compensation des structures et des cultures affectées Assistance à la réinstallation	appliquer la norme de performance 5 de la SFI
Procédures			
Paiement des indemnisations/ compensations	En principe, préalable à l'occupation des terrains en application des principes inscrits dans la Constitution (« juste et préalable indemnité »). Mais en cas d'urgence (apprécié par l'administration), l'occupation peut se faire avant indemnisation. Dans la pratique, la compensation peut aussi être versée en acomptes successifs dont seul le premier est versé avant l'entrée dans les terres par le Projet	Obligatoirement avant l'entrée dans les terres par le Projet ou le déplacement	Le Projet paiera les compensations avant l'entrée dans les terres
Forme/nature de l'indemnisation/ compensation	Les textes ne donnent aucune précision	Laisser le choix aux PAP mais la priorité doit être donnée à la compensation en nature plutôt qu'en espèces, en particulier pour les terres	Des solutions seront recherchées pour ceux des PAP qui souhaitent une compensation sous forme de terres
Groupes vulnérables	Pas de disposition spécifique prévue par la Loi	Une attention particulière est accordée à ceux qui vivent sous le seuil de pauvreté, les personnes sans terre, les vieillards, les femmes et les enfants, les minorités ethniques et les populations indigènes	Le Projet identifiera et assistera les personnes vulnérables éventuellement affectées
Plaintes	Pas de disposition spécifique prévue par la Loi	Privilégie en général les règlements à l'amiable, un système de gestion des conflits proche des personnes concernées, simple et facile d'accès. Les personnes affectées doivent avoir un accès aisé à un mécanisme de traitement des plaintes	Le Projet mettra en place un mécanisme de recueil et de traitement des plaintes conforme aux standards internationaux
Consultation	Prévue par la Loi (avant le déplacement)	Avant le déplacement et durant la réinstallation	Le Projet consultera les PAP sur le présent PAR puis durant la phase de mise en œuvre

3.4. Cadre institutionnel

Les principales institutions publiques et privées nationales impliquées ou susceptibles de l'être dans l'élaboration et la mise en œuvre du PAR sont les suivantes :

- le Ministère du Pétrole, de l'Energie et des Energies Renouvelables (MPEDER) ;
- le Ministère de l'Intérieur et de la Sécurité (MIS)
- le Ministère de l'Economie et des Finances (MEF);
- le Ministère de l'Environnement et du Développement Durable (MINSEDD) ;
- le Ministère des Eaux et Forêts (MINEF) ;
- le Ministère des Ressources Animales et Halieutiques (MIRAH) ;
- le Ministère de l'Agriculture et du Développement Rural (MINADER) ;
- le Ministère de la Construction, du Logement et de l'Urbanisme (MCLU) ;
- Côte d'Ivoire Energies (CI-ENERGIES) ;
- l'Agence Nationale De l'Environnement (ANDE) ;
- le Conseil Régional de l'Agnéby-Tiassa ;
- la Société Ivoire Hydro-Energy (IHE) ;

3.4.1. Ministère du Pétrole, de l'Energie et des Energies Renouvelables (MPEDER)

Le Ministère du Pétrole, de l'Energie et des Energies Renouvelables (MPEDER) est chargé de la mise en œuvre et du suivi de la politique du Gouvernement en matière de Pétrole, d'Energie et du développement des Énergies Renouvelables. Ses prérogatives sont entre autres les suivantes :

- la mise en œuvre des mesures permettant d'assurer la sécurité des approvisionnements en hydrocarbures et en énergie de la Côte d'Ivoire ;
- la mise en place d'un cadre institutionnel et légal pour renforcer la compétitivité et la concurrence en vue du développement des secteurs du pétrole et de l'énergie ;
- l'utilisation rationnelle et durable des ressources énergétiques ;
- le suivi-évaluation des conventions dans le secteur du pétrole, de l'énergie et des énergies renouvelables;
- la mise en œuvre et le suivi d'un programme de couverture totale du territoire national en électricité ;
- l'intensification des actions de mise en œuvre et de suivi de programmes énergétiques conventionnels ou non en faveur du monde rural, en liaison avec le ministre en charge de l'agriculture ;
- etc.

Le MPEER comprend deux directions générales : la Direction Générale des Hydrocarbures (DGH) et la Direction Générale de l'Énergie (DGE). La DGE, qui est compétente pour le Projet, est constituée de la Direction de l'Électrification Rurale (DER), la Direction des Énergies Nouvelles et Renouvelables (DENR), la Direction du Suivi et de la Réglementation de l'Énergie (DSRE), du Bureau des Économies d'Énergie (BEE) et du Service de l'Administration et du Matériel (SAM). Les services extérieurs rattachés à la DGH et à la DGE comprennent dix (10) directions régionales dont Abidjan et Man, et treize (13) directions départementales.

Les structures sous tutelle du MPEER qui sont pertinentes pour le Projet sont l'Autorité Nationale de Régulation du Secteur de l'Électricité (ANARE) et Côte d'Ivoire Énergies (CI-ENERGIES).

Le MPEER initie des projets d'envergure en matière de production d'énergie électrique, de transport et de distribution d'énergie électrique, par exemple la construction du barrage de Soubré et des lignes haute tension et des projets de centrales thermiques.

Le MPEER supervisera pour le compte de l'État de Côte d'Ivoire et à travers CI-ENERGIES, la conception, la mise en œuvre et le suivi du Projet.

3.4.2. Ministère de l'Intérieur et de la Sécurité (MIS)

Le ministère de l'Intérieur et de la Sécurité est chargé de la mise en œuvre et du suivi de la politique du Gouvernement en matière d'administration du territoire, de décentralisation, de dépôt légal et d'archives nationales, d'identification des populations, de cultes, d'immigration et d'émigration, de sécurité intérieure ainsi que de protection civile.

Ses attributions pertinentes dans le cadre du projet sont, entre autres, l'administration du territoire, la protection civile et la sécurité intérieure.

3.4.3. Ministère de l'Economie et des Finances (MEF)

Le Ministère de l'Economie et des Finances assure la mise en œuvre de la politique du Gouvernement en matière économique, financière et monétaire. A ce titre, et en liaison avec les départements ministériels intéressés, il a l'initiative et la responsabilité des actions en matière économique, financière et monétaire.

Dans le cadre du présent projet, le MEF assurera la tutelle financière pour la mise en œuvre du PAR.

3.4.4. Ministère de l'Environnement et du Développement Durable (MINEDD)

Le ministère en charge de l'environnement est chargé de la coordination et de l'animation de la politique de l'Etat en matière de développement durable, de la prise de toutes les mesures susceptibles d'améliorer la qualité et l'efficacité de l'action de l'Etat dans les domaines environnementaux, ainsi que des mesures pouvant être requises par la nécessité d'informer le public. Il a également pour mission d'œuvrer, avec les parties concernées, à l'intégration de la dimension environnementale dans toutes les stratégies, tous les plans, programmes, activités et projets de développement, et d'orienter les actions de prévention, contrôle, suivi et coordination vers la réalisation des objectifs du développement durable. Son implication dans la gestion environnementale intéresse l'actuel projet d'aménagement hydroélectrique et la nécessité de participation des acteurs pour sa pérennisation.

Pour mener à bien ses missions, le MINEDD dispose de structures sous tutelle que sont le Centre Ivoirien Anti-Pollution (CIAPOL), le Service d'Inspection des Installations Classées (SIIC), l'Office Ivoirien des Parcs et Réserves (OIPR) et l'Agence Nationale De l'Environnement (ANDE).

Le MINEDD interviendra dans le suivi de la mise en œuvre du PAR ainsi que dans le cadre du suivi environnemental et social des travaux.

3.4.5. Ministère des Eaux et Forêts (MINEF)

Le Ministère des Eaux et Forêts (MINEF) est chargé de la mise en œuvre et du suivi de la politique du Gouvernement en matière de protection des eaux et forêts. Il assure, à ce titre, la protection et

la mise en valeur des écosystèmes forestiers, aquatiques, fluviaux, lagunaires et littoraux et des zones humides.

En conséquence, toute activité susceptible d'affecter les ressources forestières et de polluer les ressources en eau ou nécessitant l'utilisation d'une quantité significative de ces ressources doit se faire sous son autorisation.

Le MINEF est responsable de l'évaluation des ressources forestières éventuellement affectées par le Projet.

3.4.6. Ministère des Ressources Animales et Halieutiques (MIRAH)

Le Ministère des Ressources Animales et Halieutiques (MIRAH) est chargé de la mise en œuvre et du suivi de la politique du Gouvernement en matière de ressources animales et halieutiques. Ainsi, en liaison avec les autres départements ministériels, il a, entre autres, l'initiative et la responsabilité des actions de :

- la planification, la promotion et le développement des productions animales, de l'aquaculture et de la pêche ;
- la promotion des infrastructures de commercialisation des produits animaux et halieutiques ;
- l'aménagement et la gestion des infrastructures de pêche et d'aquaculture ;
- la promotion de la pêche maritime et fluvio-lagunaire ;
- la promotion des organisations professionnelles d'élevage, d'aquaculture et de pêche ;
- l'appui à la modernisation des exploitations et des structures de production animale et d'aquaculture ;
- la participation à l'élaboration et au suivi des programmes de développement des productions animales et des ressources halieutiques ;
- l'élaboration et le suivi de la réglementation en matière d'hygiène publique vétérinaire et de la qualité.

L'administration assure une présence effective sur le terrain par sa dissémination sur l'ensemble du territoire ivoirien : une dizaine de bureaux de pêche et d'aquaculture sont répartis sur le littoral et le pourtour des lagunes pour les activités de pêche maritime et lagunaire et une vingtaine de bureaux pour les activités de pêche fluvio-lacustre.

Dans le cadre du Projet, le MIRAH interviendra dans l'évaluation des ressources animales et halieutiques dans l'emprise du Projet, dans la gestion et l'utilisation durable des espèces de l'écosystème aquatique actuel (fleuve Bandama et affluents) et futur (la retenue du barrage).

3.4.7. Ministère de l'Agriculture et du Développement Rural (MINADER)

Le Ministère de l'Agriculture et du Développement Rural (MINADER) est en charge de l'élaboration et de la mise en œuvre de la politique agricole en Côte d'Ivoire : sécurité alimentaire, protection des végétaux, valorisation des produits agricoles, lutte contre la pauvreté du monde rural en harmonie avec la protection de l'environnement, etc.

Le MINADER interviendra dans l'inventaire, l'évaluation et la gestion de la compensation des différentes cultures qui seront détruites pendant la mise en œuvre du projet. Il pourra proposer l'aménagement des terres agricoles autour du projet.

3.4.8. Ministère de la Construction, du Logement, et de l'Urbanisme (MCLU)

Le Ministère de la Construction, du Logement, et de l'Urbanisme (MCLU) est chargé de la conception et de l'exécution de la politique du Gouvernement en matière de construction, de logement, d'assainissement, d'urbanisation, d'occupation de l'espace et de la protection des zones sensibles.

En liaison avec les différents départements ministériels intéressés, et à travers plusieurs services et structures, il assure la gestion de l'espace urbain, la mise en place des plans d'urbanisme, l'élaboration des plans d'occupation des sols, la réalisation des études sur les dynamiques urbaines, l'inventaire des ressources foncières, la délivrance des actes autorisant l'occupation du sol et son utilisation, la supervision des travaux de construction, de réhabilitation et de rénovation des bâtiments publics, etc.

Le MCLU intervient dans l'évaluation et la gestion de la compensation des bâtis et des terres qui seront affectés et dans la réinstallation des personnes et biens présents dans l'emprise du projet.

3.4.9. Côte d'Ivoire Énergies (CI-ENERGIES)

La Société des Énergies de Côte d'Ivoire (CI-Énergies), structure sous tutelle du Ministère du Pétrole, de l'Énergie et du Développement des Energies Renouvelables (MPEER), a été créée par le Décret n° 2011-472 du 21 décembre 2011.

CI-ENERGIES a pour objet, d'assurer sur le territoire national et à l'étranger, le suivi de la gestion des mouvements d'énergie électrique ainsi que la maîtrise d'œuvre des travaux revenant à l'Etat en tant qu'Autorité Concédante. À cet effet, elle a en charge plusieurs actions dont :

- la gestion consolidée du patrimoine privé et public du secteur de l'électricité et de la recherche de financement des projets ;
- la planification et la programmation des investissements, ainsi que de l'offre et de la demande en énergie électrique, en coordination avec le ministère de tutelle ;
- le financement des projets de développement du secteur ;
- la maîtrise d'œuvre des investissements en matière d'extension, de renforcement et de renouvellement du réseau de transport et d'électrification rurale ;
- le suivi de la gestion de l'exploitation du service concédé ;
- la maîtrise d'ouvrage des travaux relatifs aux infrastructures, ouvrages, et équipements du secteur de l'électricité ;
- l'entretien et la sauvegarde du patrimoine et de la maîtrise d'œuvre des investissements qui relèvent de la responsabilité de l'État.

CI-ENERGIES supervise, pour le compte de l'État de Côte d'Ivoire et de son ministère de tutelle (MPEDER), la conception, la mise en œuvre et le suivi du Projet.

CI-ENERGIES assure, pour le compte de l'Etat, la responsabilité de la mise en œuvre du PAR. A ce titre, elle veille à ce que les ressources destinées au financement des indemnisations et compensations identifiées dans le PAR soient mobilisées.

3.4.10. Agence Nationale De l'Environnement (ANDE)

L'Agence Nationale De l'Environnement (ANDE) est une société sous tutelle du Ministère de l'Environnement et du Développement Durable (MINEDD) de l'État de Côte d'Ivoire, créée par le Décret n° 97-393 du 09 juillet 1997. Ses principales missions sont les suivantes :

- assurer la coordination de l'exécution des projets de développement à caractère environnemental ;
- constituer et gérer un portefeuille de projets d'investissements environnementaux dans les projets et programmes de développement ;
- veiller à la mise en place et à la gestion d'un système national d'information environnementale ;
- mettre en œuvre la procédure d'étude d'impact et l'évaluation de l'impact environnemental des politiques macro-économiques ;
- mettre en œuvre les conventions internationales dans le domaine de l'environnement ;
- établir une relation de suivi avec les réseaux d'ONG nationales de protection de l'environnement.

L'ANDE intervient ainsi en amont des projets de développement, dont les projets hydroélectriques, et instruit les études d'impact environnemental (EIE) effectuées sous la responsabilité des promoteurs de projets conformément aux dispositions du Décret n° 96-894 du 08 novembre 1996. Bien que faisant partie de l'étude d'impact, le PAR, en tant que document séparé, ne fait pas l'objet d'une validation par l'ANDE. Les résultats peuvent par contre en être discutés dans le cadre de l'audience publique prévue par la procédure de consultation relative aux EIE.

3.4.11. Conseil Régional de l'Agnéby-Tiassa

Le Conseil Régional de l'Agnéby-Tiassa est une collectivité territoriale dotée de la personnalité morale et de l'autonomie financière. En tant qu'entité décentralisée, il a pour missions, dans la limite des compétences expressément dévolues, d'organiser la vie collective et la participation des populations à la gestion des affaires locales, de promouvoir et réaliser le développement local, de moderniser le monde rural, d'améliorer le cadre de vie, de gérer les terroirs et l'environnement.

Dans le cadre du projet, il interviendra dans la sensibilisation des populations et les assistera dans le choix des projets de développement local.

3.4.12. Société Ivoire Hydro Energy (IHE)

Ivoire Hydro Energy S.A. (IHE) est une société Ivoirienne de type « Société Anonyme avec Conseil d'Administration » qui a été créée en février 2012 pour porter le Projet d'aménagement de la centrale hydroélectrique de Singrobo-Ahouaty sur le fleuve Bandama.

De manière plus générale, IHE a pour objet la conception, le financement et l'exploitation des infrastructures dans le domaine des énergies nouvelles et renouvelables, en particulier dans l'hydroélectricité ainsi que dans les réseaux électriques. Le projet est un des rares en Afrique subsaharienne, promu et développé par un acteur local disposant d'une expérience reconnue dans le secteur.

En tant que promoteur du projet, IHE veille à la mobilisation des ressources nécessaires au financement du PAR et participe à sa mise en œuvre.

4. METHODOLOGIE D'ELABORATION DU PAR

4.1. Inventaires des biens et date butoir

Les activités relatives au PAR ont été réalisées dans la continuité de l'EIES de telle sorte que les populations ont été consultées et informées de manière régulière et continue. L'EIES et le SEP fournissent des détails sur ces consultations.

Le recensement des biens et des personnes affectées a démarré le 21/01/2016. Le principe de la date butoir (« cut-off ») a été annoncé en réunion plénière puis dans chacun des 5 villages dont les terres se trouvent dans l'emprise du projet. Cette date a été fixée à l'achèvement des opérations de recensement, c'est à dire au 30 juin 2016.

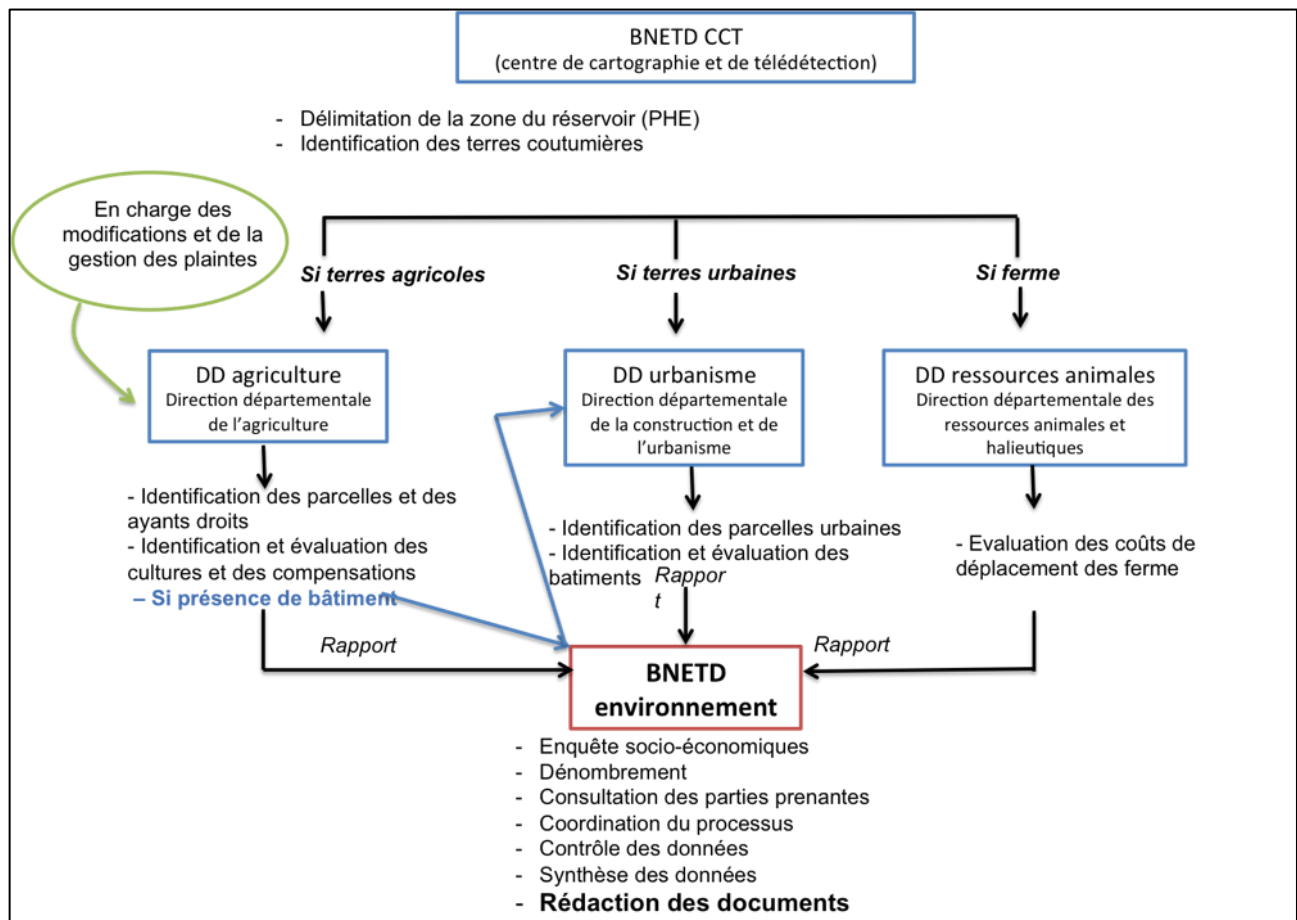
Le recensement des biens et des personnes a été réalisé en trois étapes :

- Identification des biens et des personnes dans la zone du réservoir (à partir du 21/01/2016).
- Identification des biens et des personnes dans l'emprise des infrastructures (barrage, cité des travailleurs, cité administrative, route d'accès, lignes électriques etc.) à partir du 30/03/2016)
- En outre, trois missions complémentaires dédiées à l'identification et la caractérisation des pêcheurs ont été réalisées du 20 au 23 juillet 2016, du 17 au 20 août 2016 et du 28 novembre au 10 décembre 2016.

L'identification et l'évaluation des biens a nécessité l'implication de plusieurs acteurs aux rôles bien définis (voir schéma ci-dessous) :

- le BNETD CCT : en charge de délimiter la zone d'emprise du réservoir (sur la base de la plus haute ligne des eaux (PHE) + 25m de tampon de sécurité) et le parcellaire sous droit coutumier.
- La direction départementale de l'agriculture (DD agri) : en charge de la délimitation des propriétés foncières agricoles, de la description et de l'évaluation des parcelles agricoles et de la gestion des litiges sur les questions agricoles.
- La direction départementale de la construction et de l'urbanisme (DD construction) : en charge de l'évaluation des bâtiments et de l'identification des parcelles loties.
- La direction départementale des ressources animales et halieutiques (DD ressource animale) : en charge de l'évaluation des fermes et de participer à l'identification des pêcheurs.
- Le BNETD environnement : en charge de la réalisation des questionnaires socio-économiques et de la coordination de l'ensemble des études.

Figure 4: Schéma d'organisation des inventaires de biens



L'identification des propriétaires et des utilisateurs des biens présents dans la zone d'emprise (terres agricoles, champs, terrains lotis, structures etc.) a été réalisée en collaboration avec les autorités locales coutumières (chefs de villages) qui ont délégués des représentants et des témoins durant toute la durée de l'enquête.

L'identification du parcellaire agricole a fait l'objet d'un affichage public et un mécanisme de gestion des différends a été mis en place au niveau de la direction départementale de l'agriculture.

La méthode d'identification des biens mise en place a permis d'identifier tous les biens physiques présents dans la zone d'emprise à savoir : l'ensemble des parcelles agricoles, la quantité des spéculations agricoles (cultures pérennes, cultures vivrières, cultures maraichères), les arbres fruitiers, les bâtiments et toute autre structure (structures annexes telles que les cuisines, les locaux techniques, les hangars) etc. ainsi que l'ensemble des ménages propriétaire ou détenteur d'un droit d'usage sur les biens présents dans la zone d'emprise.

4.2. Enquêtes socio-économiques

Les données socio-économiques ont été collectées par le BNETD environnement en parallèle de l'activité d'identification des biens, entre janvier 2016 et décembre 2016. L'équipe a mobilisé à la fois des outils quantitatifs et qualitatifs.

Des questionnaires socio-économiques, aussi appelés profilages, ont été réalisés avec chaque personne identifiée comme propriétaire ou détentrice de droit d'usage d'un bien dans la zone d'emprise.

Dans le cadre de la mise en œuvre du PAR, les résultats des enquêtes antérieures ont connus une évolution plus ou moins importante après la restructuration de la base de données et l'actualisation des données qui a nécessité des missions de vérification et de profilage de PAP sur terrain du 20 au 30 septembre 2017. L'ensemble des données du présent rapport sont donc actualisées, comme l'indique le tableau ci-dessous.

Tableau 2: Nombre de PAP ayant fait l'objet d'enquêtes socio-économiques

Villages	Nombre de PAP	Nombre PAP profilés	% PAP profilés
Ahouaty	220	195	89%
N'denou	132	112	85%
Singrobo	251	233	93%
Pacobo	116	107	92%
Ahérérou 2	09	08	89%
N/A			
TOTAL	728	655	90%

Le taux de couverture du profilage s'élève à 90% des PAP. Les personnes n'ayant pas fait l'objet d'un profilage sont : les personnes absentes lors de la campagne d'étude, les ouvriers agricoles, les aides pêcheurs et les aides mareyeuses.

4.3. Cas particulier des pêcheurs

Une méthodologie adaptée au cas particulier de la pêche a été mise en place afin d'identifier les pêcheurs, de caractériser leur activité et de définir les pertes économiques relatives à la mise en œuvre du projet. Des questionnaires socio-économiques ont également été administrés à chaque pêcheur et chaque mareyeuse identifiée.

Une clarification de la situation des pêcheurs dans la zone du projet a été nécessaire du fait des tentatives de spéculations observées lors de la première phase de recensement des biens et des personnes.

L'identification des pêcheurs était, au départ, confiée à la direction départementale des ressources animales et halieutiques. Cette direction départementale, qui est en charge de collecter les taxes pour le compte de l'Etat, a vu au travers de cette étude une opportunité pour inciter les pêcheurs à se déclarer auprès de leurs services. En effet, seuls quelques pêcheurs, sont déclarés et donc connus des services de l'Etat. Quand il a été question d'identification de pêcheurs et d'indemnisation, les populations locales ont cru que seules les personnes déclarées seraient prises en compte. Elles ont donc pensé qu'elles risquaient d'être exclues du processus.

En réponse, des listes ont été dressées par les autorités villageoises mettant notamment en avant la jeunesse des villages, aussi bien ceux pratiquant effectivement la pêche que des étudiants vivant à Abidjan, des jeunes sans-emplois vivant au village ou ailleurs ou encore des fonctionnaires affectés hors de la région. Une rumeur s'est en outre répandue selon laquelle ces listes serviraient également

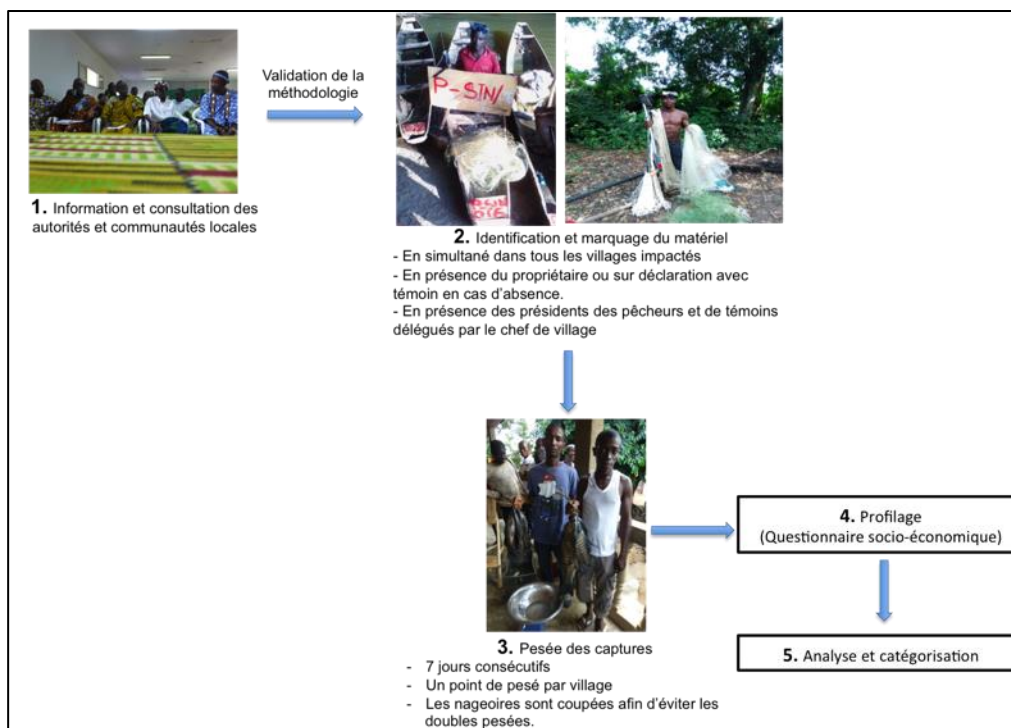
à identifier les ressources humaines disponibles et que ceux inscrits pourraient prétendre à un emploi.

Face à cette situation, une nouvelle approche a dû être mise en place. Elle a consisté à :

- Informer et consulter les autorités administratives et coutumières de la zone projet ainsi que les populations concernées (pêcheurs et mareyeuses). Ces séances de consultation ont permis : d'entendre les craintes et attentes des communautés ; de communiquer sur les démarches et méthodes d'identification des PAP et de leurs biens en conformité avec les standards internationaux ; de s'entendre sur une méthodologie adaptée pour identifier correctement les pêcheurs ; de faire valider l'approche par les communautés.
- Identifier les matériels de pêches et leurs propriétaires. Il a été convenu avec les autorités et les communautés que seules des personnes possédant du matériel de pêche (unité de pêche) pouvaient être considérées comme pêcheurs. L'ensemble du matériel a été comptabilisé et marqué à la peinture rouge (pour éviter double comptage). L'identification du matériel a été réalisée simultanément dans l'ensemble des villages.
- Peser les captures dans chaque village pendant 7 jours consécutifs simultanément dans l'ensemble des villages concernés.
- Profiler les pêcheurs et leurs ménages (questionnaire socio-économique).
- Réaliser des enquêtes qualitatives auprès des pêcheurs (calendriers, organisations, techniques, filières etc.).

Cette campagne de clarification des listes de pêcheurs a été également l'occasion d'identifier et de caractériser les mareyeuses. Un questionnaire de profilage des ménages (socio-économique) a été réalisé avec chacune des mareyeuses identifiées.

Figure 5: Vue d'ensemble de la méthodologie de l'étude spécifique pêche



Source : BNETD, Enquête socio-économique sur la pêche dans la zone du projet, décembre 2016

5. IMPACTS POTENTIELS SUR LES PERSONNES ET LES BIENS

5.1. Alternatives envisagées pour éviter ou minimiser la réinstallation

Durant la conception du projet, le promoteur a réduit les surfaces allouées à certains sites :

- le site de la cité d'exploitation est passé de 30 ha à 15 ha, soit une préservation de 15 ha de terres ;
- le site de la cité des travailleurs, qui affectait initialement une plantation d'hévéas de la SAPH, a été déplacé sur un terrain certes partiellement loti avec 3 bâtiments inachevés, mais actuellement inhabité, et les surfaces sont passées de 8 hectares initialement à 3,72 ha, soit plus de 4 ha de terres préservées ;
- le site de la zone de la plateforme de chantier est passé de 98 ha à 90 ha, soit près de 8 ha de terres préservées.

Ce sont donc environ 27 ha de terres épargnées qui permettent de minimiser les impacts dans le cadre du projet. L'option de connexion de deux lignes simple terre HT sur celle de Taabo-Agboville s'inscrit également dans la perspective d'une réduction des impacts et des emprises, et d'éviter tout déplacement physique, en évitant de créer un nouveau couloir de ligne HT de Taabo à Abidjan.

5.2. Classification des impacts

5.2.1. Vue générale

Certaines activités et composantes du projet occasionnent une perte temporaire ou permanente de biens (terres, bâtis) et de sources de revenus.

Les pertes occasionnées par le projet sont les suivantes :

- Terres agricoles ;
- Terrains à bâtir ;
- Cultures ;
- Bâtiments ;
- Perte d'activités et de revenus ;
- Patrimoine culturel.

Les villages affectés sont les suivants :

- Rive gauche :
 - Singrobo, Pacobo et Ahérérou 2
- Rive droite :
 - N'dénou et Ahouaty.

5.2.2. Terres agricoles

Les terres agricoles affectées se trouvent, dans leur grande majorité, sous régime coutumier ou sous bail emphytéotique avec l'Etat. Au total, ce sont 1356,145235 ha de terrains agricoles qui sont affectés par le projet. Ces impacts sont décrits dans le tableau ci-dessous.

Tableau 3: Terres agricoles affectées

Synthèse terres agricoles affectées	
Nombre de parcelles agricoles impactées	159
Surface des parcelles agricoles impactées (ha)	1356,145235
Surface des champs en culture impactés (ha)	783,7390
Nombre de propriétaires coutumiers (dont l'Etat de Côte d'Ivoire)	31
Nombre de propriétaires non reconnus coutumièrement	11

5.2.3. Terrains à bâtir

Il s'agit de terrains lotis nus se trouvant en bordure de zones déjà urbanisées dans le village de Singrobo. La surface totale des 64 parcelles de terrains à bâtir affectées est de 4,2 ha.

Tableau 4: Terrains à bâtir affectés

Synthèse terrains à bâtir	
Nombre de parcelles des terrains à bâtir	64
Surface des parcelles des terrains à bâtir (ha)	4,2
Nombre de propriétaires	44

5.2.4. Cultures

La majorité des cultures affectées sont des cultures villageoises (par opposition aux plantations industrielles). Le tableau ci-dessous présente les pertes de cultures par composante du Projet et par village.

Tableau 5: Cultures affectées – Ventilation par composante du Projet et par village

Sites du projet	Ahérérou 2		Ahouaty		N'dènou		Pacobo		Singrobo		TOTAL	
	Nbre pieds	Superf. (ha)	Nbre pieds	Superf. (ha)	Nbre pieds	Superf. (ha)	Nbre pieds	Superf. (ha)	Nbre pieds	Superf. (ha)	Nbre pieds	Superf. (ha)
Cité des travailleurs	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Plateforme de chantier	-	-	-	-	-	-	-	-	43	81,0011	43	81,0011
Canal de fuite	-	-	-	-	-	-	-	-	-	0,73126	-	0,73126
Zone d'emprunt	-	-	-	-	-	-	-	-	-	1,1884	-	1,1884
Zone sécurisation explosifs	-	-	-	-	-	-	-	-	736	62,9402	736	62,9402
Ligne HT	-	-	-	19,98	-	-	-	-	-	-	-	19,98
Voie d'accès	-	-	303	0,5612	-	-	-	-	131	10,229	434	10,7902
Cité d'exploitation	-	-	377	15,3254	-	-	-	-	-	-	377	15,3254
Zone tampon	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Réservoir barrage	162	2,67	7505	391,7532	168	20,428	7082	116,817	2041	60,1139	16958	591,7825
TOTAL	162	2,67	8185	427,6198	168	20,428	7082	116,817	2951	216,2038	18548	783,7390

Le tableau ci-dessous présente le détail des pertes par type de culture (cultures de rente, cultures vivrières et cultures maraichères) et par spéculation :

Tableau 6: Cultures affectées – Synthèse et tableau par type de spéculation

Synthèse des pertes de cultures		Superficie (ha)
Totale		783,73906
Champs villageois		623,67166
Champs industriels		160,0674
Perte de cultures	Surface (ha)	Nombre de pieds
Cultures pérennes ou annuelles	528,3827	3705
Teck	27,0544	3048
Gemlina	99,3354	127
Hévéa	229,7425	87
Pépinière d'hévéa	0,1968	101
Palmier à huile	82,3391	285
Cacao	95,7145	0
Café	0,00	20
Anarcade	0,00	37
Cultures vivrières	183,0399	10770
Banane plantain	99,2231	6632
Maïs	50,5398	0
Riz	29,3882	0
Manioc	1,9207	963
Igname	1,7768	3009
Taro	0,1913	156
Cultures maraichères	48,00166	2761
Gombo	16,38533	609
Piment	15,7544	467
Aubergine	8,58423	1685
Tomate	4,2489	-
Haricot vert	2,5126	-
Choux	0,2125	-
Concombre	0,3037	-
Arbres fruitiers	24,3148	1312
Papaye solo	2,4116	468
Orangers	-	297
Manguiers	0,9443	206
Cocotiers	-	159
Ananas	1,4224	108
Avocatiers	-	25
Corossoliers	-	15
Citronniers	-	13
Mandariniers	-	11
Canne à sucre	-	6
Banane dessert	19,5365	4
TOTAL PERTE	783,73906	18548

5.2.5. Bâtiments

La majorité des bâtiments affectés est constituée d'anciens bâtiments d'habitation aujourd'hui abandonnés, de bâtiments à vocation agricole, notamment des corps de fermes et des bâtiments de stockage du matériel agricole et dans une moindre mesure, de bâtiments d'habitation.

Tableau 7: Bâtiments affectés

Synthèse des bâtiments affectés	
Nombre de propriétaires	11
Nombre d'unités de bâtiments	70
Surface d'emprise des bâtiments (m²)	8300,41
Surface totale des terrains urbains bâtis (m²)	13 200
Valeur totale des terrains urbains bâtis (FCFA)	7 920 000
Valeur neuve estimée des bâtiments (FCFA)	636 117 368
Total valeur neuve du patrimoine immobilier (FCFA)	644 037 368

Les bâtiments affectés de manière permanente dans l'emprise du réservoir sont essentiellement les suivants :

- **Campement Djedjess** : C'est un petit campement situé au voisinage immédiat de l'emprise du réservoir du côté d'Ahouaty⁶. Il se compose de 3 bâtiments dont un inachevé et deux totalisant 13 pièces où sont logés des ouvriers agricoles ;
- **Campement Konan Gilbert** : Situé dans la même zone que le premier, ce petit campement de deux bâtiments d'une pièce compte également en annexe un bâtiment servant de porcherie. Un ouvrier agricole y est logé ;
- **Campement Guy Débressey** : C'était un campement d'un expatrié français cédé à la Société SCB. Il est situé dans le réservoir du côté d'Ahouaty et compte 8 bâtiments abandonnés ;
- **Autre patrimoine immobilier de la SCB** : C'est un ensemble de sept bâtiments cédés à la SCB situés non loin du Campement Guy Débressey.
- **Campement Nicolas Guillaume** : Il s'agit du campement d'un expatrié français, composé d'une trentaine de bâtiments de sa résidence principale et ses annexes, divers hangars agricoles et bâtiments d'élevage ;

Les autres bâtiments affectés par le projet sont les suivants :

- **Habitation résidentielle de Coulibaly Adama** : Il s'agit de la résidence principale et d'un bâtiment annexe, tous en terre battue.
- **Constructions inachevées sur le site de la cité des travailleurs** : Il s'agit de bâtiments appartenant à MM. Kouamé Joseph, Kaboré Oussené et Kouadio Konan résidant à Singrobo ;
- **Fermes en activité ou non** : La ferme en activité de M. Boumet à Singrobo et celle de M. Kouassi Alfred à Pacobo comptent respectivement 3 et 6 bâtiments.

⁶ Le campement est en fait en dehors de l'emprise mais trop près du niveau des plus hautes eaux pour pouvoir demeurer sur le site, en raison notamment de problèmes sanitaires possibles.

5.2.6. Structures diverses

Celles-ci comprennent deux stations de pompage, trois forages, ainsi que des poteaux et lignes électriques. L'une des stations de pompage appartenant à M. Nicolas Guillerme, a été réhabilitée et est exploitée par la société PACOBAN SAS.

Tableau 8: Structures diverses affectées

Synthèse des Pertes autres équipements / infrastructures	
Nombre de forages	3
Nombre de station de pompage	2
Nombre de poteaux électriques	10
Nombre de lignes électriques à démanteler	1

5.2.7. Patrimoine culturel

Il s'agit principalement de sites de résidence de génie et de sépultures en bordure de fleuve. Selon les recommandations des autorités traditionnelles des différents villages, ces pertes nécessitent la mise en œuvre de cérémonies avant les travaux de construction du barrage, dont les coûts ont été évalués en consultation avec les villages. Il demeure à vérifier si certains des sites ci-dessous, identifiés à titre préliminaire, sont effectivement dans l'emprise finale du Projet.

Tableau 9 : Impacts sur le patrimoine culturel

Localité	Site sacré	Actions envisagées
Ahérérou 2	Forêt sacrée de Logbodjibo	Déplacement sites sacrés
	Zone d'inhumation des morts par noyade	Apaisement des esprits des défunts enterrés en bordure du fleuve
Pacobo	Sanctuaire Bandama - Génie du fleuve	Sacrifices pour apaisement des esprits
	Site sacré du génie Essoué Tanou	
	Zone d'inhumation des morts par noyade	
	Bandama-génie du fleuve	
	Zone d'inhumation des morts par noyade	
Singrobo	Génie du fleuve	Sacrifice pour apaisement des esprits
	Zone d'inhumation des morts par noyade	
N'dénou	Zone d'inhumation Mlanguisso	Construire un monument en mémoire des morts par noyade Conduire des messes pour chaque confession religieuse Sacrifice pour apaisement des esprits
	Zone d'inhumation Didissou	
	Génie du fleuve	
Ahouaty	Sanctuaire du génie Bonvo	Sacrifice pour apaisement des esprits
	Zone d'inhumation des morts par noyade	

5.2.8. Déplacement économique – impacts sur les activités économiques et les revenus

Outre l'impact sur les terres et les cultures, le Projet entraînera des pertes de revenus tirés des activités économiques telles que la pêche et le mareyage, les activités d'élevage mais également les emplois d'ouvriers agricoles et d'ouvriers de fermes ainsi que d'aides pêcheurs et aides mareyeuses. Le détail sur le nombre de personnes concernées par ces pertes de revenu est détaillé à la partie 5.4.2.

Tableau 10 : Déplacement économique

Synthèse Perte d'activités économiques	
Exploitant agricole	201
Pêcheurs	272
Aide pêcheurs	48
Mareyeuses	49
Aides mareyeuses	30
Ouvrier agricole et employés de ferme	98

5.2.9. Impacts sur les infrastructures et les services

Aucune infrastructure collective, communautaire ou autre n'a été recensée dans la zone d'emprise.

5.2.10. Impacts sur les services des écosystèmes

Les services éco-systémiques fournis par la ripisylve du Bandama notamment pour la collecte de bois de chauffe, la collecte de produits forestiers non ligneux (fruits, plantes médicinales etc.) seront affectés par le Projet.

5.3. Impacts à caractère temporaire

Certains impacts présentent un caractère temporaire, notamment les suivants :

- Dans la zone de sécurisation des explosifs, pour des raisons de sécurité, toute activité sera interdite dans un rayon de 500m autour de l'entrepôt de stockage durant la durée des travaux. Cependant, ces activités économiques pourront reprendre une fois les travaux finis et les explosifs retirés du site ;
- Certaines perturbations liées à la phase de construction peuvent avoir une influence négative sur les activités économiques. C'est le cas par exemple des activités de pêches au voisinage et à l'aval du site de construction qui seront perturbées temporairement lors de la phase de travaux et de mise en eau du barrage. La turbidité et le bruit peuvent en effet rendre difficile les activités de pêche.

La nature des pertes et la durée de l'impact (permanent / temporaire) liées aux différentes activités et composantes du projet sont récapitulées dans le tableau ci-dessous.

Tableau 11 : Récapitulatif des composantes ou activités du projet occasionnant des pertes

Phase	Composantes/ Activités	Nature de la perte	Permanent / Temporaire	Zone d'impact (Localisation)
Préparation et installation de chantier	Cité des travailleurs	Perte de terrains nus et de bâtis	Permanent	Singrobo
	Plateforme de chantier	Perte de terres et de cultures agricoles	Permanent	Singrobo
	Zone de sécurisation des explosifs	Perte de terres et de cultures agricoles	Temporaire	Singrobo
Phase de construction	Zone d'emprunt	Perte de terres et de cultures agricoles	Temporaire	Singrobo
	Construction des ouvrages	Perte de terres et de zones de pêche	Permanent	Singrobo, Ahouaty
	Construction de la voie d'accès	Pertes de terres et de bâtis	Permanent	Singrobo, Ahouaty
	Construction de la ligne HT	Perte de terres et de cultures agricoles	Permanent	Ahouaty
	Libération de l'emprise du réservoir / Mise en eau du réservoir	Perte de terres, bâtis et cultures agricoles	Permanent	Singrobo, Ahouaty, N'dènou, Pacobo, Ahéremou 2
		Perte de revenu pour les pêcheurs de poisson et pour les mareyeuses	Temporaire	Singrobo, Ahouaty, N'dènou, Pacobo, Ahéremou 2
		Perte de revenu pour les pêcheurs d'écrevisses	Permanent	Singrobo, Ahouaty, N'dènou, Pacobo,

5.4. Classification des PAP

Le projet affecte un total de 704 ménages, y compris 3 personnes morales (sociétés industrielles) et l'Etat qui possède des biens fonciers dans l'emprise.

Les ménages affectés par le projet se répartissent comme suit dans les différents villages :

Tableau 12 : Récapitulatif des impacts physiques et économiques⁷

Village	Nombre de PAP	Déplacement physique (ménages)	Déplacement économique (ménages)	Surface des parcelles agricoles affectées (ha)
Ahouaty	220	0	210	545,47
N'denou	132	0	128	121,06
Singrobo	251	1	241	289,67
Pacobo	116	1	115	394,78
Ahérérou 2	9	0	8	5,17
TOTAL	728	2	702	1356,145235

5.4.1. Déplacement physique

Parmi les 704 ménages affectés, 2 ménages sont déplacés physiquement.

Il s'agit de 2 ménages qui ont leur résidence principale dans l'emprise du projet. Ces deux ménages sont à la fois propriétaires et utilisateur des biens impactés. Ils sont localisés à Singrobo et à Pacobo.

5.4.2. Déplacement économique

5.4.2.1. Typologie du déplacement économique

La typologie des ménages impactés économiquement présentée ci-dessous prend en compte 1) le type de bien et 2) le droit associé au dit bien. Ils se répartissent comme suit :

- **Propriétaires coutumiers de terrains agricoles.** 31 propriétaires coutumiers dont l'Etat ont été identifiés comme propriétaires de terrains agricoles impactés dans la zone. Il s'agit de personnes physiques qui gèrent, pour le compte de leurs familles, les terres familiales. Ces 31 propriétaires coutumiers gèrent 159 parcelles.
- **Propriétaires de terrains agricoles non reconnus coutumièrement.** 11 personnes ont été identifiées comme possédant une propriété foncière sans pour autant avoir un titre foncier ou être propriétaire coutumier.
- **Usagers agricoles.** 201 personnes cultivent 259 champs (tous types de cultures confondus) dans la zone du projet. Parmi eux :
 - 181 sont des usagers agricoles non propriétaires. Ils ont reçu des propriétaires coutumiers, avec ou sans contrepartie, un droit d'usage et cultivent pour leur propre compte.
 - 20 personnes sont à la fois propriétaires (coutumiers ou non coutumiers) et usagers.
- **Propriétaires de terrains à bâtir (ou terrains lotis).** 44 personnes ont été identifiées comme propriétaires de terrains à bâtir. Ces terrains ont fait l'objet d'un lotissement par la direction départementale de l'urbanisme et de l'architecture et ont été vendus avec titre de propriété. 64 parcelles (ou lots) ont été identifiées dans l'emprise. Si la plupart de ces terrains sont nus,

⁷ Les chiffres dans ce tableau tiennent compte, dans la mesure du possible, de doubles comptes entre catégories de PAP (par exemple un même ménage à la fois pêcheur et agriculteur). Les doubles comptes ont été éliminés.

quelques constructions inachevées ont été recensées. Aucune de ces parcelles ne sert d'habitation à l'heure du recensement.

- **Propriétaires de bâtiments et autres infrastructures (non-résidents).** 11 personnes propriétaires de bâtiments dans l'emprise mais n'y résidant pas ont été identifiées. Il s'agit principalement de bâtiments servant de stockage de matériel, de bâtiments abandonnés, et de bâtiments en cours de destruction. Ils possèdent également des infrastructures telles que des forages, des pompes et des poteaux de ligne électrique.
- **Ouvriers agricoles.** 92 ouvriers agricoles travaillant dans les plantations impactées par le projet ont été identifiés. Ils risquent de perdre, au moins de manière temporaire, leur activité salariée, le temps que le propriétaire ait accès à de nouvelles terres à mettre en valeur et sur lesquels ils pourront travailler.
- **Employés de ferme.** 6 employés de ferme ont été identifiés. Tout comme les ouvriers agricoles, ils vont perdre de manière temporaire leur activité, le temps du déménagement et de la réinstallation de l'activité. L'un des employés de ferme est également ouvrier agricole pour un même salaire.
- **Ouvriers agricoles hébergés gratuits.** 11 ouvriers saisonniers sont hébergés gratuitement et temporairement par leur patron au sein de l'exploitation agricole. Ils sont usagers gratuits de 3 bâtiments en bande appartenant à leur patron. Aucun de ces ouvriers ne vit sur place de manière permanente avec son ménage. La plupart sont d'ailleurs des jeunes non encore mariés. Ces ouvriers et leurs camarades qui vivent avec eux pour certains, forment une population de 17 personnes.
- **Propriétaires de fermes en activité ou non.** 2 personnes ont été identifiées comme étant propriétaires de fermes en activité dans l'emprise du projet. Elles seront impactées de manière temporaire, le temps de trouver un autre site d'installation et de déménager l'ensemble du cheptel. La ferme d'Ahouaty à un cheptel porcin de 25 têtes et celle de Singrobo compte 200 volailles. Par ailleurs, la ferme de Pacobo, disposant de matériels d'élevage à déplacer, n'est pas fonctionnelle.
- **Pêcheurs.** 272 personnes pratiquant la pêche ont été identifiées. Ces pêcheurs vont perdre de manière temporaire tout ou partie de leur source de revenu en raison des perturbations occasionnées par le projet sur le cours du fleuve Bandama. La durée des impacts permet de définir les catégories suivantes :
 - Les pêcheurs des villages d'Ahouaty et de Singrobo (135 personnes). Les travaux de construction du barrage, prévus pour un total de 36 mois, vont impacter les zones de pêches de ces deux villages. Ces pêcheurs feront l'objet d'un soutien spécifique dès le démarrage de la période de construction pour pouvoir rétablir leur activité dans d'autres zones situées à proximité mais non impactées, et il est prévu qu'ils puissent ainsi rétablir leur activité après une période de transition de 12 mois.
 - Les pêcheurs des villages de Pacobo, de N'denou, d'Ahérémou 2. Les 137 pêcheurs de ces 3 villages seront impactés uniquement durant les 3 mois de mise en eau du barrage. La turbidité de l'eau et les modifications du milieu produiront des impacts sur l'activité économique de pêche et donc une perte de revenu.
 - Les pêcheurs devront également être en mesure de s'adapter aux techniques de pêches sur lac, différentes en termes de technique et de matériel que la pêche en rivière telle qu'ils la pratiquent aujourd'hui.
- **Aides-pêcheurs.** 48 aides pêcheurs ont été identifiés. Cette catégorie recouvre des réalités relativement hétérogènes : du petit frère travaillant avec son grand frère contre un maigre salaire, à l'apprenti faisant ses armes contre salaire au coéquipier d'une pirogue bénéficiant d'une partie de la pêche. A l'instar des

pêcheurs, leur activité sera perturbée par les activités du projet lors de la phase de construction pour les villages d’Ahouaty et de Singrobo (12 mois) et lors de la phase de mise en eau pour les villages de Pacobo, de N’denou, d’Ahérérou 2 (3 mois).

- **Mareyeuses.** 49 mareyeuses, dépendantes des activités de pêche de la zone, ont été identifiées. Les perturbations des activités de pêches auront un impact sur leur activité avec notamment des difficultés d’approvisionnement. Ces difficultés, bien que temporaires doivent être prises en compte. Il est prévu que comme les pêcheurs elles seront affectées pour une durée totale de 12 mois ou 3 mois selon les villages qu’elles desservent.
- **Aide-mareyeuses.** 30 aides mareyeuses ont été identifiées. Celles-ci sont employées contre salaire pour la réalisation des tâches de conservation (approvisionnement en bois pour le fumage, glace pour le transport), pour le transport etc. A l’instar des mareyeuses, leur activité sera perturbée lors de la phase de construction et de mise en eau du barrage.

5.4.2.2. Chiffres récapitulatifs

Tableau 13 : Récapitulatif des chiffres de ménages affectés⁸

Type de PAPs	Type de pertes	Nombre de ménages	Nombre de parcelles	Surface (ha)
Propriétaires de bâtis résidents	Habitation - Bâtis	2	-	-
Propriétaires de bâtis non-résidents	Bâtis	11	-	-
Propriétaires de terrains à bâtir	Terres lotis	44	64	4,2
Propriétaires terrains coutumiers (dont l'Etat de Côte d'Ivoire)	Terres agricoles	31	159	1356,15
Propriétaires non reconnus coutumièrement	Terres agricoles	11	15	66,39
Usagers agricoles (propriétaires et non propriétaires)	Revenus tirés des cultures agricoles	201	259	783,74
Ouvriers agricoles & Employés de fermes	Emploi	98	-	-
Ouvriers agricoles hébergés gratuits	Emploi	11	-	-
Pêcheurs	Revenus tirés des activités de pêche	272	-	-
Mareyeuses	Revenus tirés des activités de pêche	49	-	-
Aide-pêcheurs	Revenus tirés des activités de pêche	48	-	-
Aide-mareyeuses	Revenus tirés des activités de pêche	30	-	-
Propriétaires de fermes en activité	Revenus tirés des activités de la ferme	2	-	-

⁸ Contrairement au tableau précédent, les chiffres dans ce tableau n’excluent pas les doubles comptes entre catégories de PAP (par exemple un même ménage peut être compté à la fois comme pêcheur et comme agriculteur).

6. CONSULTATION POUR LA PREPARATION DU PAR

6.1. Note liminaire

Le présent chapitre ne porte que sur la consultation menée spécifiquement pour la préparation du PAR. Un exercice plus large de consultation a été mené pour la préparation de l'EIES et est reflété dans cette dernière (EIES et Plan d'Engagement des Parties Prenantes).

6.2. Identification des parties prenantes concernées par la préparation du PAR

Pour le PAR, les parties prenantes identifiées comprennent :

- Les populations et groupes de personnes dans les villages et campements touchés par le projet, à savoir :
 - Les campements situés dans l'emprise du réservoir du barrage (Djedjess, Konan Gilbert, Guy Débressey (voir SCB)) ;
 - Les villages dont une partie des terres fait partie de l'emprise du projet (Singrobo, Pacobo et Ahérémou 2 sur la rive gauche du fleuve Bandama, et N'dènou et Ahouaty sur la rive droite) ;
 - Les personnes qui ont des propriétés (biens fonciers, immobiliers, agricoles, culturels, pastoraux, etc.) sur lesquelles le projet aura un impact tant sur le site du projet qu'en dehors de celui-ci ;
 - Les personnes qui utilisent des ressources agricoles, foncières ou naturelles telles que les forêts ou le fleuve Bandama ;
 - Les autorités politiques et administratives locales et nationales :
 - La Préfecture de Taabo ;
 - Les Sous-préfectures de Taabo et de Pacobo ;
 - Les Ministères en charge de l'énergie, de l'environnement, de l'agriculture, des ressources animales et halieutiques, de construction et de l'urbanisme, des eaux et forêts ;
 - Les élus locaux du Département de Taabo ;
 - Les représentants traditionnels, tels que les chefs de villages, les chefs de tribus, ethniques et religieux ;
 - Le promoteur du projet et les bailleurs de fonds.

6.3. Synthèse des consultations publiques menées pour la préparation du PAR

6.3.1. Réunions de consultation

Les principales réunions publiques organisées pour la préparation du PAR (certaines étant communes avec des réunions publiques ayant également abordé des thèmes propres à l'EIES) sont les suivantes :

- Dans les cinq villages affectés du 19 au 27 janvier 2016 : ces réunions réalisées dans chacun des villages avaient pour objectif de présenter les derniers éléments techniques du Projet, de présenter la méthodologie de collecte des données pour l'élaboration du PAR, d'informer sur le programme des activités et d'écouter les doléances et attentes des populations.
- Pacobo et Taabo le 30 mars 2016 : ces réunions ont permis de faire l'état d'avancement des études EIES et PAR, tout en relevant les difficultés rencontrées et en faisant des recommandations pour les finaliser. Les

difficultés rencontrées relèvent essentiellement du faible taux de profilage (enquête socio-économique) des PAP lié à leur absence des villages. À ce sujet, il a été proposé de programmer une mission d'enquête socio-économique complémentaire du 19 au 28 avril 2016 ;

- Taabo et dans les cinq villages affectés du 07 au 09 septembre 2016 : à l'initiative du BNETD et de l'entreprise IHE, ces réunions ont permis la restitution des résultats de l'EIES et du PAR et le recueil des observations et préoccupations des populations concernées, en vue de leur prise en compte dans les rapports d'études ;
- Taabo et dans les cinq villages affectés du 24 au 29 juillet 2017 : ces réunions ont été organisées dans le cadre des journées portes ouvertes sur le projet et des focus group réalisés avec les catégories de PAP et les groupes des femmes et des jeunes des cinq villages affectés. Les échanges ont essentiellement porté sur les mesures de compensation et les modalités d'indemnisation proposées, afin recueillir les observations et préoccupations des groupes concernés, en vue de leur prise en compte dans la mise en œuvre du PAR.

6.3.2. Problématique spécifique des pêcheurs

6.3.2.1. *Vue générale des consultations avec les pêcheurs*

Pour régler la question des pêcheurs, le BNETD et la société IHE ont organisé conjointement trois missions successives d'information et de consultation des pêcheurs des villages riverains de Singrobo, Pacobo, N'denou et Ahouaty. Ces missions se sont déroulées dans ces localités du 20 au 23 juillet 2016, du 17 au 20 août 2016 puis du 28 novembre au 10 décembre 2016

Dans l'ensemble, les trois missions visaient les objectifs suivants :

- Informer et consulter les autorités administratives et coutumières, et surtout les pêcheurs sur les questions de perturbation de la pêche en général, et de la disparition des écrevisses en particulier ;
- Recueillir les préoccupations et attentes des pêcheurs en général, par rapport aux questions de perturbation de la pêche et de disparition des écrevisses ;
- Faire des recommandations par rapport aux observations des pêcheurs pour atténuer les impacts négatifs.

Au cours de ces missions, les échanges ont porté sur les aspects suivants :

- l'identification et la catégorisation des pêcheurs ;
- l'impact sur les pêcheurs et les populations riveraines de la disparition des écrevisses, et de la perturbation de la pêche en général liée à l'inaccessibilité du fleuve en phase de construction et de mise en eau du barrage ;
- la proposition de solutions ou de mesures d'atténuation ou de compensation des impacts identifiés ;

Suite aux échanges, les principaux résultats obtenus sont relatifs à l'identification des pêcheurs, à leurs préoccupations et attentes, et à la proposition de compensations ou de mesures de restauration de leurs moyens d'existence ci-après présentés.

6.3.2.2 *Identification des pêcheurs*

Concernant l'identification des pêcheurs, les consultations ont permis de comprendre les points suivants :

- les listes de pêcheurs initiales dressées par village étaient pléthoriques car elles ont fait l'objet de tentatives de spéculation;
- il n'est ni possible ni pertinent de faire une distinction entre pêcheurs d'écrevisses et pêcheurs de poissons, les écrevisses constituant une ressource utilisée par tous ;
- la quasi-totalité des pêcheurs (exceptés quelques allogènes) pratiquent aussi l'agriculture ;
- les pêcheurs détenteurs d'une carte professionnelle délivrée par l'administration de pêche et qui paient régulièrement les taxes et impôts sont très peu nombreux (7 à Singrobo, 5 à N'dénou, 1 à Ahouaty). La grande majorité des pêcheurs n'est pas déclarée.

Face à cette confusion préjudiciable aux véritables pêcheurs, il a été mis en place un système d'enregistrement journalier des captures individuelles de poissons et d'écrevisses par village. Cette solution vise à établir les listes de pêcheurs sur la base de données objectives. Ont été enregistrés comme pêcheurs ceux qui possèdent réellement du matériel de pêche (unité de pêche) et qui ont ramené des prises régulièrement lors des pesées.

À l'occasion de la dernière mission relative à la pêche, les opérations d'identification des matériels de pêche et l'enregistrement des captures de poisson et d'écrevisse ont permis d'identifier 272 pêcheurs, 48 aides-pêcheurs, 49 mareyeurs dont 41 femmes et 8 hommes, et 30 aide-mareyeurs. Ce sont ces personnes qui bénéficieront des mesures de compensation et de restauration de revenus définies par le présent PAR.

6.3.2.3. Préoccupations et attentes des pêcheurs

Les pêcheurs en général, compte tenu de l'inaccessibilité partielle ou totale du fleuve en phase de construction, ont exprimé les préoccupations et attentes suivantes :

- La baisse ou la perte de leurs revenus va contribuer à l'appauvrissement des ménages ;
- La perturbation des habitudes alimentaires liée à la pénurie de poissons et d'écrevisses ;
- L'augmentation des charges alimentaires des ménages de pêcheurs, du fait de l'achat de poissons ou de viande sur le marché ;
- La baisse ou la perte des revenus des mareyeuses ;
- La préférence pour une compensation en numéraire, par rapport à la réinsertion professionnelle par la formation et le financement de micro-projets ou projets ;
- Pour le développement de la pêche sur le lac du futur barrage, les pêcheurs sollicitent des formations aux techniques modernes et durables de pêche sur un lac, l'acquisition de matériels de pêche moderne et d'aquaculture ;

6.3.2.4. Proposition de mesures de compensation ou de restauration des moyens d'existence des pêcheurs

D'une manière générale, les pêcheurs privilégient une indemnisation par rapport aux compensations en nature. La majorité des pêcheurs (surtout les pêcheurs de N'dénou) ont insisté sur la compensation en numéraire.

Mais, suite aux explications de la mission relative à la recherche de solutions durables aux problèmes identifiés, les pêcheurs ont proposé des projets ou micro-projets de substitution à financer par le promoteur. Ces projets concernent essentiellement l'élevage de volaille, de bovins,

d'ovins, de porcins, ainsi que la pisciculture ou l'aquaculture. Les pêcheurs d'écrevisses acceptent leur reconversion en pêcheurs de poissons si les gîtes d'écrevisses devaient disparaître.

Par ailleurs, le développement de la pêche sur le lac du futur barrage fait l'unanimité des pêcheurs de poissons pour lesquels la pêche sur un lac est une réalité nouvelle.

6.3.3. Gestion des litiges fonciers

Suite aux litiges fonciers portés ou non à la connaissance du BNETD, de l'entreprise IHE, de la Direction Départementale de l'Agriculture et/ou des autorités administratives, l'équipe de préparation du PAR a explicité les mécanismes de réclamation, de recours ou de gestion des griefs dans le cadre de la mise en œuvre du PAR. Cet exercice s'inscrit dans une perspective de transparence dans la gestion des griefs. Il a été clairement mentionné aux personnes concernées que dans les situations faisant l'objet d'un litige foncier, aucune compensation ne serait possible sans un règlement définitif du litige permettant de désigner les bénéficiaires légaux ou reconnus comme tels.

7. LES POPULATIONS AFFECTEES : DONNEES SOCIO-ECONOMIQUES

Ce chapitre présente les principales données socio-économiques décrivant les populations affectées par le projet. Ces informations ont été collectées par le BNETD en parallèle des activités d'identification des biens, entre janvier 2016 et décembre 2016, et puis, actualisées entre le 20 septembre et le 10 décembre 2017.

7.1. Méthodologie d'enquête

7.1.1. Enquête socio-économique

Des questionnaires socio-économiques, aussi appelés dans ce rapport « profilage », ont été réalisés par un enquêteur sociologue avec chaque personne identifiée comme affectée par le Projet. Plusieurs questionnaires socio-économiques ont été initialement élaborés pour la collecte de ces données :

- Questionnaire exploitant agricole
- Questionnaire propriétaire foncier agricole
- Questionnaire terrains à bâtir
- Questionnaire activités commerciales
- Questionnaire mareyeuses
- Questionnaire pêcheurs
- Questionnaire propriétaires de bâtis résidents
- Questionnaire propriétaires de bâti non-résidents

Ces questionnaires ont permis de collecter des données sur l'identité de l'enquêté, la démographie du ménage, les sources de revenus, les dépenses, l'accès aux services et infrastructures, les connaissances et attentes du projet.

Mais, sur recommandation des experts internationaux pour faciliter la gestion de la base de données, l'ensemble des questionnaires a été fondu en un questionnaire général. Le besoin d'uniformisation des données collectées sur les PAP a nécessité la transcription des informations antérieurement collectées sur la nouvelle fiche élaborée pour faciliter la mutation de la base de données, et puis de les compléter à la faveur de l'actualisation des données sur la période du 23 au 30 septembre 2017.

Au terme de cette mission d'actualisation des données, ce sont au total, 90% des PAP qui ont été profilés. Les personnes n'ayant pas fait l'objet d'un profilage sont notamment les ouvriers agricoles, les aides pêcheurs et les aides mareyeuses.

Tableau 14 : Ménages soumis à enquête (« profilés »)⁹

Villages	Nombre de PAPs	Nombre PAPs profilés	% PAPs profilés
Ahouaty	220	195	89%
N'denou	132	112	85%
Singrobo	251	233	92%
Pacobo	116	107	91%
Ahérérou 2	09	08	89%

⁹ Les chiffres dans ce tableau n'excluent pas les doubles comptes entre catégories de PAP (par exemple un même ménage peut être compté à la fois comme pêcheur et comme agriculteur).

Villages	Nombre de PAPs	Nombre PAPs profilés	% PAPs profilés
N/A			
TOTAL	728	655	90%

7.1.2. Enquête qualitative

En parallèle des enquêtes ménages, et pour mieux saisir l'environnement socio-économique du projet, des données qualitatives ont été collectées. Elles viennent compléter ou affiner les données collectées lors de la phase de l'EIES et répondent aux besoins spécifiques du RAP. La collecte de ces données a été réalisée *via* des discussions en focus groups et des entretiens avec des personnes ressources clés.

Les informations collectées portent sur les thématiques suivantes :

- Pêche
- Mareyage
- Gestion foncière
- Système et production agricole
- Historique des villages
- Santé
- Genre
- Patrimoine culturel
- Equipements

La méthode suivie avec les pêcheurs est également décrite à la section 6.3.2.

7.2 Situation administrative et sociale

7.2.1 Situation administrative

Le Projet sera réalisé dans la région de l'Agnéby-Tiassa, précisément dans le département de Taabo composé des sous-préfectures de Taabo et de Pacobo. A l'origine Taabo était un petit village riverain du Bandama, érigé en sous-préfecture en 1979 en raison du développement de la zone suite à la construction du barrage éponyme.

Cinq villages sont affectés par le projet :

- Singrobo et Pacobo dans la sous-préfecture de Pacobo
- Ahérémou 2, N'dénou et Ahouati dans la sous-préfecture de Taabo

7.2.2. Populations concernées – Vue générale

Il existe quatre grands groupes linguistiques et ethniques en Côte d'Ivoire : les Akan, les Krou, les Mandé et les Gur. 74% des ménages affectés sont Ivoiriens et tous appartiennent à ces groupes. Les 26% restants sont des citoyens étrangers en provenance des pays limitrophes (notamment Mali et Burkina).

7.2.3. Caractère « autochtone » des populations affectées

Le terme « autochtone » tel qu'utilisé en Côte d'Ivoire fait en général référence à une personne qui est née dans le village ou dans ses alentours immédiats. Il ne fait en rien référence à la notion de « peuple autochtone » telle qu'employée dans le PS7 de la SFI (IFC) ou par les institutions reconnaissant les « peuples autochtones ». La Convention Africaine des Droits de l'Homme et des Peuples autochtones (CADHP) stipule d'ailleurs clairement que : « *En Afrique, le terme peuple*

autochtone ne signifie pas « premiers habitants » par référence à l'aboriginalité en opposition à des communautés non Africaines ou venues d'ailleurs ».

Le tableau ci-dessous reprend les critères de définition des peuples autochtones selon l'IFC, l'OIT et la Convention Africaine des Droits de l'Homme et des Peuples autochtones. Il met en évidence qu'aucun groupe ethnique dans la zone projet (et en Côte d'Ivoire) ne répond à ces critères.

Tableau 15 : Evaluation du caractère « autochtone » des populations affectées

Critère IFC (§ 5, Norme de performance 7)	OIT 167	Groupe de travail de la Commission Africaine des droits de l'Homme et des peuples autochtones	Populations de la zone du Projet
Auto-identification en tant que membre d'un groupe culturel autochtone distinct et reconnaissance de cette identité par les autres		Leurs cultures et leurs modes de vie diffèrent considérablement de ceux de la société dominante. En Afrique, ce sont généralement des chasseurs-cueilleurs ou des éleveurs. Leurs cultures sont menacées d'extinction.	Le qualificatif d'autochtone dépend du lieu de vie de l'individu : autochtone quand il est dans son village d'origine, il perd cette qualité dès qu'il se déplace dans un autre village ou un autre département. Pas de modes de vie différents du reste de la société ivoirienne. La population affectée est pour sa grande majorité constituée d'agriculteurs (producteurs de cacao et d'autres cultures de rente), qui sont intégrés dans l'économie marchande ivoirienne.
Attachement collectif à des habitats géographiquement distincts ou des territoires ancestraux, ainsi qu'aux ressources naturelles existantes dans ces habitats et ces territoires		La survie de leurs modes de vie particuliers dépend de la reconnaissance de leurs droits et de l'accès à leurs terres et à leurs ressources naturelles traditionnelles	Il existe bien un attachement collectif à des terres et des ressources naturelles mais 1) ces terres ne sont pas reculées, 2) les individus sont reconnus sur leurs terres au travers d'institutions villageoises ayant une forte influence au niveau local.
Institutions culturelles, économiques, sociales ou politiques distinctes de celles de la société ou de la culture dominante	Les peuples tribaux dans les pays indépendants qui se distinguent des autres secteurs de la communauté nationale par leur conditions sociales, culturelles, économiques et qui sont régis totalement ou partiellement par des coutumes et traditions qui leurs sont propres ou une législation nationale spéciale	Ils souffrent de discrimination dans la mesure où ils sont considérés comme moins développés et moins avancés que les autres groupes. Ils vivent dans des zones inaccessibles, géographiquement isolées et souffrent de diverses formes de marginalisations politiques et sociales	Aucun des groupes présents ici ne possèdent des institutions sociales, économiques et culturelles distinctes de la société ou de la culture dominante. Les différents groupes ethniques sont représentés dans les institutions publiques, économiques et politiques du pays.
Une langue ou un dialecte distinct			Tous les ménages affectés par le projet appartiennent soit à l'un des 4 grands groupes linguistiques de la Côte d'Ivoire, soit sont citoyens d'un pays limitrophe.

La Convention Africaine des droits de l'Homme précise que les peuples reconnus comme autochtones en Afrique ont des modes de vie très différents et marginaux du reste de la population et sont en grande majorité des chasseurs-cueilleurs ou des éleveurs nomades. Ce n'est le cas pour aucune des populations affectées par le projet.

Par conséquent, les populations qualifiées localement d'autochtones ne peuvent être considérées comme des peuples autochtones au sens du PS7.

Cependant, les termes autochtones, allochtones et allogènes seront régulièrement utilisés dans ce document afin de respecter les dénominations porteuses de sens en Côte d'Ivoire. Ils doivent être compris dans les acceptions suivantes :

- **Autochtone** : personne née dans le village ou les villages alentours, originaire du village qu'il habite et dont les ancêtres ont vécu dans ce même village
- **Allochtone** : personne de nationalité ivoirienne mais originaire d'un autre village, d'une autre région/ d'un autre département.
- **Allogène** : personne non-ivoirienne

7.2.4. Historique du peuplement de la zone

Le peuplement de la zone affectée par le projet se caractérise par deux périodes migratoires :

- La première période est marquée par l'arrivée des Souamlin, N'gban, Dida, Ahétou et Walébo, considérés aujourd'hui comme les populations autochtones/locales. Ce sont elles qui détiennent les droits coutumiers.
- La seconde, la plus récente concerne l'arrivée de populations originaires d'autres régions de la Côte d'Ivoire, les allochtones et les populations originaires d'autres pays de la sous-région, les allogènes dont principalement des Burkinabés, des Maliens et des Guinéens. Ces populations se sont installées dans la zone, attirées par les opportunités ou potentialités économiques du Département, en l'occurrence la pêche et l'agriculture.

Les Souamelin, N'gban, Ahétou et Walébo font partie des Akans du centre, de la grande famille des Baoulés. Comme presque tous les peuples Akan, ces sous-groupes baoulés sont organisés en lignages ; mais ceux-ci ne sont pas répartis nettement en clans. On a plutôt affaire à un ensemble de lignages dont quelques-uns se sont retrouvés pour former des villages. Le système de parenté de ces groupes donne une place prépondérante au lignage matrilineaire, même si l'enfant garde des liens solides aussi bien avec son matrilignage qu'avec son patrilignage.

Les populations autochtones se répartissent de la manière suivante :

- N'dénou et Ahouaty sont des villages Souamlin ;
- Singrobo et Pacobo des villages Walébo ;
- Ahérémou 2, est un village N'gban.

Les communautés allochtones et allogènes se répartissent indifféremment dans ces différents villages. Malgré leur intégration dans les communautés autochtones, elles conservent à un certain degré leur organisation sociale d'origine.

Les premiers arrivés sont généralement désignés chefs de leurs communautés respectives. Le chef de communauté assure la gestion des affaires internes du groupe, règle les litiges entre les membres de sa communauté, et représente les siens auprès des instances du village hôte.

7.3 Gestion foncière

Le foncier relève soit du droit coutumier, soit du droit moderne. Le droit coutumier est prédominant sur l'ensemble des terres rurales. Par contre, si le foncier agricole est majoritairement sous droit coutumier, le foncier urbain fait l'objet de procédures de lotissement et d'achat-vente formalisées.

7.3.1. Le foncier agricole

Le système foncier agricole coutumier est fondé sur le principe que la terre est un bien inaliénable, collectivement détenu par les communautés locales. La gestion des terres est généralement confiée à l'ainé du lignage ou à un patriarche de la lignée. Dans les villages où cohabitent plusieurs lignages ou grandes familles, un chef de terre est désigné. Il consulte, arbitre, organise mais ne peut prendre des décisions sur les terres des autres familles.

Le droit sur la terre est en réalité constitué d'un faisceau de droits (le droit d'administrer, le droit d'usage, le droit de tirer un revenu, d'investir, de transférer, etc.). Les modalités d'accès et de transmission peuvent être intrafamiliales ou intercommunautaires.

Mode d'accès intrafamilial

L'héritage est le mode dominant des dispositifs coutumiers d'accès et d'appropriation foncière. Traditionnellement le mode de transmission se fait dans la filiation patrilinéaire pour les terres et matrilineaire pour les autres biens (vêtements et parures, ...) ; mais la filiation patrilinéaire devient prédominante, même en milieu traditionnellement matrilineaire comme c'est le cas dans la zone.

Les terres en culture, notamment les champs de cacao productifs sont transmis de père en fils. Le fils aîné a la charge d'entretenir l'héritage du père. L'argent issu de la plantation productive du père doit permettre de gérer les affaires familiales. Il a également obligation de donner accès à une partie des terres disponibles à ses frères. Il peut transmettre ou céder l'usufruit (mettre en location par exemple) mais il n'est pas forcément en mesure de céder définitivement la terre à un tiers. Car bien que gestionnaire de l'usufruit, il n'est pas forcément le seul administrateur de la terre qui peut être un bien familial (au sens de la grande famille).

Lorsque le père gérait de vastes terres, notamment des jachères, pour le compte de la famille, en cas de décès la gestion revient en général à ses frères qui ont en charge 1) d'octroyer des terres aux enfants et 2) de gérer les terres familiales (garantir le maintien des terres dans le domaine familial pour les générations futures). L'objectif de ce type de transmission est d'éviter l'appropriation individuelle des terres.

De manière générale, le gestionnaire des terres (le frère, l'oncle, etc.) a pour responsabilité de donner accès à des terres à toute personne de la famille. Plus que des règles strictes et rigides, le foncier est régi par un ensemble de principes qui fait l'objet d'arbitrages au cas par cas au sein de la famille et de la communauté. L'héritage de terre, dans un contexte de pression foncière mais aussi d'émergence d'un marché foncier est l'objet de disputes et de compétitions à l'intérieur même des lignages et des familles avec une forte tendance à l'appropriation individuelle et à la patrimonialisation familiale (au détriment du lignage).

Modes d'accès intra-communautaire

L'intégration en Côte d'Ivoire des communautés villageoises à l'économie de marché à la fin des années 1940 (introduction des cultures spéculatives : cacao, hévéa, café) a fait de la terre une source de valeur marchande. La forte demande émanant de villageois locaux mais aussi d'allochtones et

d'allogènes¹⁰ a modifié les modes d'accès aux terres et crée une monétarisation ainsi qu'une individualisation du rapport à la terre, sans pour autant créer un véritable marché foncier. L'accès à la terre pour les étrangers se faisait sur don par un tuteur autochtone sur la base de contreparties symboliques (bouteilles de liqueur, casiers de vins, etc.). A partir des années 1970-1980, les contreparties symboliques ont été remplacées par de l'argent et les dons de terres par des « ventes ». Le développement de transactions foncières s'est opéré entre autochtones et migrants allochtones ou allogènes (puis entre migrants dans certains cas) mais non, ou très marginalement, entre autochtones. Cependant et de nombreux conflits viennent de là, le contenu des droits transférés lors de ces transactions, « dons » ou « ventes », est rarement défini clairement et peut donner lieu à des interprétations contradictoires : s'agit-il d'un achat de la terre ou d'un achat de droit à planter ? Quelle est la durée du droit ? Quels droits ont les descendants sur les terres ?

Dans le département de Taabo, Baoulé et Burkinabé ont fortement investi dans le binôme café/cacao ainsi que dans le palmier à huile, l'hévéa et le teck. Ces actifs font l'objet de conflits entre héritiers de ces planteurs d'un côté, et propriétaires coutumiers et leurs descendants de l'autre. Les conflits autour de la terre et la forte pression foncière dans la zone ont conduit à de nouvelles modifications dans la gestion foncière entre autochtones et étrangers. Les disponibilités en terres agricoles étant limitées, les quelques îlots forestiers maintenus par les chefs de lignages sont réservés à la communauté. Seules les jachères et les bas-fonds font l'objet de cession aux allochtones et allogènes. Aujourd'hui ces cessions sont temporaires. Dans certains villages, le manque de terres pousse les autochtones à devoir négocier l'accès à des terres hors de leur village d'origine.

Les principaux modes d'accès aux terres dans la zone du Projet sont (par ordre d'importance) :

- Droit d'usage à l'intérieur du domaine familial (les enfants travaillent sur la zone où a travaillé leur père).
- La location : le prix se négocie entre 20.000 et 30.000 FCFA / hectare / an. De plus en plus de personnes viennent faire officialiser cet accord auprès de la Direction Départementale de l'Agriculture.
- Le bail location long terme appelé aussi vente : 250.000 FCFA /hectare. Ce type de transaction est signé au village. C'est le type de transaction portant le plus à conflit car rien n'est précisé (quel droit ? quelle durée ?). Aujourd'hui, de plus en plus de personnes viennent faire « officialiser » ce type de transaction auprès de la Direction Départementale de l'Agriculture à Taabo. Il ne s'agit pas d'obtenir un titre foncier ou tout document officiel sur la terre mais de clarifier devant l'administration le type de droit cédé, les conditions, les durées.
- Le planter-partager aussi appelé dans la zone « travailler-partager » : Possibilité pour un exploitant d'accéder à un droit d'usage à long terme, voire d'accéder à un droit de propriété du sol en réalisant une plantation pérenne et en conservant une partie, le reste étant rétrocédé au propriétaire des terres. La rétrocession peut porter sur la terre, sur la plantation ou encore sur la récolte. Dans la zone il s'agirait principalement de rétrocession de plantations et cela semble concerner majoritairement les plantations d'hévéa.

¹⁰ On utilise dans ce document les définitions suivantes, en ligne avec la pratique habituelle en Côte d'Ivoire et dans la zone du Projet :

Autochtone : Personne née dans le village ou dans son voisinage immédiat.

Allochtone : Personne née en Côte d'Ivoire mais dans une autre région.

Allogène : Personne née hors de Côte d'Ivoire.

7.3.2. Le foncier urbain ou péri-urbain

Il existe en Côte d'Ivoire un processus qui change le sol rural en sol urbain : le processus de lotissement. Pour les besoins du développement du village, les autorités coutumières peuvent pousser au lotissement de terres rurales sous régime coutumier. Le propriétaire coutumier peut ainsi faire d'une partie de ses terres un espace loti dont les parcelles (ou lots) sont mises en vente.

Le lotissement est une procédure juridique qui se fait sous contrôle de la Direction départementale de la Construction et de l'Urbanisme. Dans le cas de la zone d'étude, la mairie de Taabo est également impliquée dans les procédures de lotissement. Selon la loi, la procédure de lotissement et les opérations physiques de viabilisation des terrains ne peuvent être réalisées que par des aménageurs professionnels détenteurs d'agréments délivrés par le Ministère de la construction, de l'assainissement et de l'urbanisme.

L'Etat de Côte d'Ivoire possède plusieurs parcelles dans la zone. Celles-ci sont utilisées par une ou plusieurs personnes qui ont un bail emphytéotique avec l'Etat ou par des sociétés industrielles.

7.3.3. Genre et gestion foncière

Bien que rien n'interdise aux femmes d'hériter ou de gérer la terre, dans la pratique il est rare de trouver des femmes reconnues comme propriétaires terriennes. Parmi les 31 propriétaires coutumiers impactés par le projet, 6 sont des femmes.

Les groupes sociaux semblent pris entre deux positions contradictoires :

- ne pas confier les terres aux femmes car elles vont devenir demain des épouses et partiront dans d'autres familles (ce qui entraînerait une perte du patrimoine familial).
- une volonté de reconnaître aux femmes, en tant que sœur ou fille un statut de membre à part entière du groupe de descendance dont elles sont issues. Particulièrement dans le cas de société matrilineaire.

Si la marchandisation a aidé les femmes à avoir accès à la terre, il n'en reste pas moins que dans l'immense majorité, c'est leur mari ou leur frère qui gère la terre.

7.4. Gouvernance locale

Le chef de village occupe une place prépondérante dans la gouvernance locale. Choisi parmi les premières familles installées, celles qui ont créé le village, le chef de village est en charge de toutes les affaires du village (règlement des litiges entre familles, conseils sur les modalités d'organisation urbaine du village, gestion de l'eau et des services, etc.). Il est assisté pour cela par un conseil des aînés composé des aînés des lignages des familles historiques. Le chef de village est celui qui est en charge de représenter les affaires du village auprès de l'administration et des étrangers.

Le chef de terre occupe une place importante au sein du village. Désigné parmi les familles historiques du village, il est en charge de coordonner les activités touchant aux questions foncières (accueil et direction des nouveaux arrivants en quête de terre, aide à la gestion des litiges, etc.). Propriétaire foncier lui-même, il n'a cependant pas le pouvoir de prise de décision sur les terres des autres familles du village. Il joue principalement un rôle de coordination mais ne peut en aucun cas être considéré comme l'unique propriétaire coutumier des terres du village.

Les allochtones et allogènes qui s'installent dans un village sont considérés comme des hôtes étrangers, même s'ils sont présents depuis de nombreuses années. Ils sont soumis à l'autorité du chef de village qui leur assigne un tuteur en charge de transmettre une bonne connaissance des us

et coutumes de la communauté. Un **chef des « étrangers »** est désigné. Il s'agit souvent du premier étranger arrivé dans la zone. Ces chefs seront garants des membres de la communauté vis à vis du chef de village.

7.5. Infrastructures et services

7.5.1. Electricité

L'ensemble des villages impactés est relié au réseau électrique. Cependant, l'extension urbaine rapide crée une forte demande pour la modernisation de l'infrastructure qui tarde à venir. Tous les ménages ne sont donc pas raccordés à l'électricité en dépit de la proximité du barrage de Taabo.

7.5.2. Approvisionnement en eau potable

Dans les 5 villages affectés, les sources d'approvisionnement en eau de boisson sont des pompes à motricité humaine ou des pompes hydrauliques villageoises, ou des systèmes hydrauliques villageois améliorés (comportant un château d'eau). Il existe également des puits traditionnels dont l'eau est utilisée pour la vaisselle et la lessive.

L'accès à l'eau potable est cependant difficile pour de nombreux ménages du fait des capacités limitées des installations hydrauliques. Les villages de Singrobo, Pacobo et Ahouaty sont particulièrement touchés par ces difficultés. La modernisation des infrastructures hydrauliques n'a pas suivi l'augmentation importante des populations dans les villages si bien qu'un déficit en eau touche de nombreux ménages.

7.5.3 Education

Tous les villages affectés ont au moins une école primaire sur leur territoire. Il a été recensé : Singrobo, 1 école primaire ; Ahérémou 2, 1 école primaire ; Pacobo, 2 écoles primaires ; Ahouaty, 2 écoles primaires et N'dénou, 4 écoles primaires.

Il n'y a pas d'établissement secondaire dans les villages affectés, les élèves doivent se déplacer à Taabo. Les établissements secondaires de Taabo sont au nombre de 3, à savoir : le Lycée Kouamé Koffi Télésphore de Taabo, le Collège Moderne et le Collège privé laïc Sainte Famille.

7.5.4. Santé

Des dispensaires ou centres de santé sont présents dans les villages d'Ahérémou 2, Singrobo, Pacobo. Le dispensaire d'Ahouaty n'est pas encore fonctionnel. Si N'dénou ne bénéficie pas d'une structure de santé sur son territoire, le dispensaire le plus proche se situe à quelques kilomètres, dans le village voisin de Kotiessou. L'hôpital général se trouve à Taabo. Toujours à Taabo, le Centre Suisse de Recherche Scientifique (CSRS) réalise des opérations de suivi de l'état sanitaire des populations de Taabo et des actions de sensibilisation notamment depuis la mise en eau du barrage qui a été corrélée avec l'augmentation de certaines maladies endémiques liées à l'eau tel que le paludisme, l'ulcère de Buruli, la bilharziose et l'onchocercose. Le CSRS n'intervient pas dans toute la zone d'emprise du projet mais pourrait être un acteur important pour la prévention et le suivi des impacts sanitaires du projet.

7.5.5. Infrastructures routières

Outre l'autoroute du Nord (reliant Abidjan à Yamoussoukro) où les populations riveraines se déplacent aisément, les voies de circulation reliant les villages à la ville de Taabo sont des pistes carrossables, non bitumées, régulièrement entretenues mais difficilement praticables en saison des pluies. Les villages d'Ahouaty et N'dénou restent enclavés. Le transport de marchandises ne peut se faire que *via* Taabo ou par la traversée du fleuve Bandama par pirogue. Il s'agit d'une contrainte

forte pour le développement de cette zone, particulièrement au niveau agricole où le transport des produits de l'agriculture reste un enjeu important pour les exploitants.

7.6. Activités économiques

L'économie de la zone est centrée sur l'agriculture et la pêche. Les activités agricoles nécessitent une importante main d'œuvre et attirent de nombreux ouvriers dans la zone.

Deux activités économiques rémunératrices sont impactées par le projet : la pêche et ses activités annexes, pratiquées par 55% des ménages, et les activités agricoles qui concernent 40% des PAP identifiées. La pêche en tant que telle est pratiquée par 37 % des ménages, 7% ont une activité de mareyage, 7% sont mobilisés en tant qu'aide-pêcheurs et 4% sont employés par les mareyeuses. Du côté des activités agricoles, 27% des ménages pratiquent l'agriculture tandis que 13% sont ouvriers agricoles ou employés de fermes.

De manière générale, l'économie des ménages repose sur la pluriactivité.

7.6.1. Agriculture

7.6.1.1 Système agricole

La zone du Projet se trouve dans une zone de transition entre forêt et savane. Le paysage alterne entre bosquets forestiers, savanes et plantations, dominé par les cultures pérennes. Les forêts galeries, notamment en bordure du fleuve Bandama, constituent un cordon vert qui borde des eaux et zones humides appropriées par les villages. Ces bords de fleuve (ripisylves) sont en partie utilisés pour l'agriculture (notamment les cultures vivrières et le maraîchage) mais servent également de zone d'approvisionnement en produits forestiers non ligneux. Seuls les îlots de terre dans le centre de la rivière ne font pas l'objet d'une transformation agricole. L'accès est libre pour toute personne du village sous condition de respecter les normes sociales villageoises. Hormis ces îlots forestiers dans le lit du fleuve, l'agriculture occupe une partie importante du foncier.

La richesse des sols des forêts a favorisé l'implantation de la culture du cacao qui est la culture familiale principale. Cependant, aujourd'hui, la culture qui domine en termes de surface est l'hévéa en raison de la présence d'exploitations industrielles. L'hévéa a principalement été implanté dans les zones de savanes. Elle est suivie par les plantations de gmelina (arbre d'origine asiatique à croissance rapide fournissant du bois d'œuvre), puis de palmiers à huile. Le teck, encore présent, n'occupe qu'une place marginale. Aux cultures pérennes s'ajoutent les cultures vivrières, dominées par la banane plantain suivi du maïs et du riz. Le maraîchage occupe également une place non négligeable bien que les surfaces soient réduites. Il s'agit dans la grande majorité des cas de cultures associées.

Les rendements des cultures sont, en général, inférieurs aux rendements moyens de Côte d'Ivoire (voir tableau ci-dessous).

Tableau 16 : Données sur les superficies et rendements des principales cultures agricoles en Côte d'Ivoire et dans le Département de Taabo

N°	Spécifications	Superficie (Ha)	Rendement normal (Kg/Ha)	Rendement réel à Taabo	
				(Kg/Ha)	Proportion par rapport à la normale (%)
1	Cacao	9 595	2 000	990	49,5
2	Café	125	2 000	360	18
3	Hévéa	1 550	1 100	812	73,8
4	Palmier à huile	450	1 100	500	45,4
5	Banane dessert	425	45 000	22 352	49,7
6	Banane plantain	1 350	12 500	2 592	20,7
7	Igname	550	10 000	636	6,4
8	Manioc	450	11 000	1 000	10
9	Riz pluvial	185	2 000	1 000	50
10	Mais	250	1 100	300	27,3

Source : Enquête agricole, DD Agriculture Taabo, Février-Mai 2016

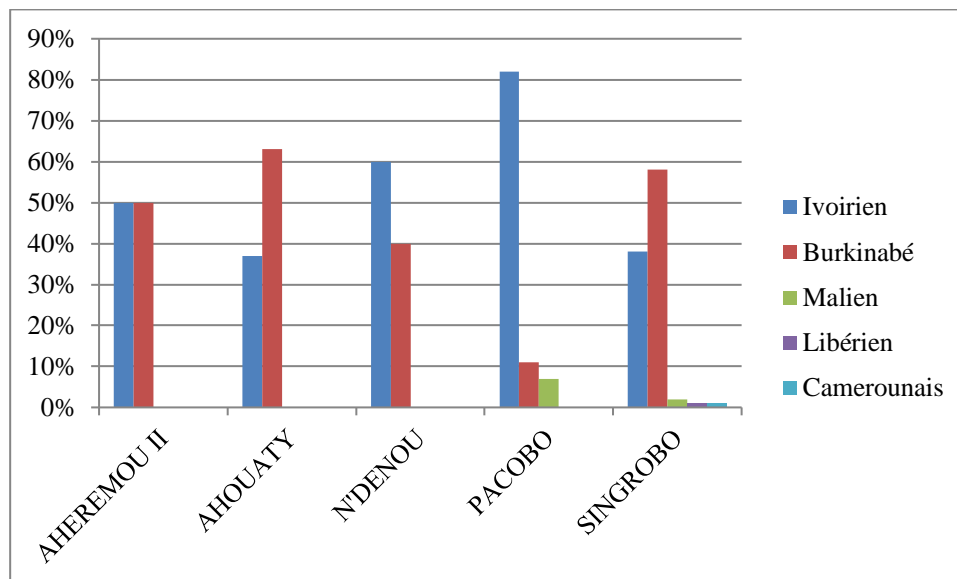
Selon la direction départementale de l'agriculture, seul 15% du domaine rural est mis en valeur. Le temps de jachère, entre 5 à 10 ans, permet de conserver une bonne fertilité des sols. En revanche, le manque d'eau (causé par une réduction de la pluviométrie depuis plusieurs années) et le manque d'investissement pour l'irrigation sont des facteurs limitant l'expansion des cultures. À l'exception des plantations industrielles de la société SCB, SAPH et PACOBAN sa, les exploitations sont de type familial ou appartiennent à des particuliers. Ces sociétés industrielles ont soit passé un contrat de location avec des propriétaires coutumiers, soit elles exploitent les terres qu'elles ont en bail avec l'Etat Ivoirien.

Les structures techniques d'encadrement des activités agricoles à Taabo sont l'ANADER et le Conseil Café Cacao. Quant aux coopératives agricoles, on en dénombre 23 dans tout le Département. À l'exception d'Ahérémou 2, l'ensemble des quatre autres villages compte cinq coopératives ou sections de coopératives dont la SCOOPS-AHIKA et la SCA-CA ANOUANZE à N'dènou.

7.6.1.2 Caractéristiques socio-économiques des ménages exploitants agricoles

On entend par « exploitant agricole », l'ensemble des individus exploitant une terre agricole, quel que soit son statut (propriétaire coutumier, propriétaire non reconnu coutumièrement, locataire ou gratuit). Au total, 201 exploitants agricoles ont été identifiés dans l'emprise du projet. Seuls 20 d'entre eux sont propriétaires de la terre qu'ils exploitent (9 sont propriétaires coutumiers et 11 sont propriétaires sans titres de propriété reconnus).

Les exploitants agricoles affectés par le projet sont en majorité des Ivoiriens (52%), tandis que les non Ivoiriens représentent 48% de l'effectif total. Ces derniers se composent d'une large majorité de Burkinabés, dans une moindre mesure de Maliens, et de quelques personnes originaires d'autres pays africains. La figure ci-après donne un aperçu de cette répartition par localité enquêtée.

Figure 6: Répartition des exploitants agricoles par nationalité et localité

Source : BNETD, rapport d'étude socio-économique 2016

Les Ivoiriens sont majoritaires à N'dénou (60%) et Pacobo (82%), tandis qu'à Singrobo et Ahouaty se sont les non Ivoiriens qui sont majoritaires et qui représentent respectivement 62% et 63% de l'effectif total des exploitants agricoles. À Ahéremou 2, les exploitants agricoles sont à moitié Ivoiriens et Burkinabés.

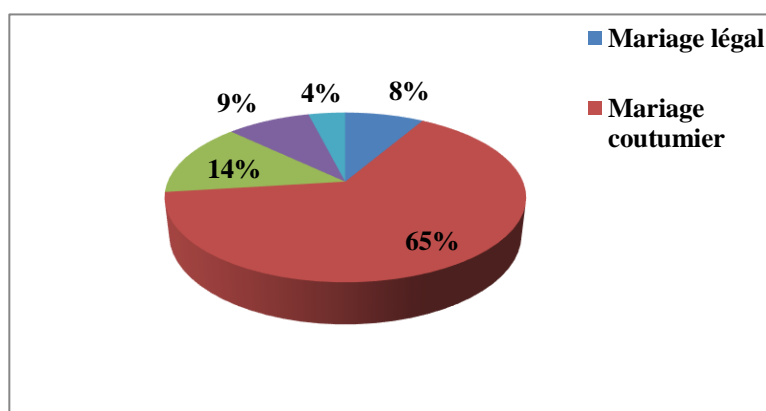
Dans l'ensemble, les exploitants agricoles ivoiriens se composent de 85% de Kwa akan dont 81% de baoulé originaires du Centre du pays et 2% d'Agni originaires de l'Est du pays. Les Krou représentent 4%, tandis que les Gur (originaires du Nord du pays) et les Mandé du Sud (originaires de l'Ouest du pays) comptent chacun pour 2% des exploitants agricoles ivoiriens. Les Mandé du Nord (dans le Nord du pays) représentent 3% de l'effectif total des exploitants agricoles ivoiriens.

Genre

La quasi-totalité des exploitants agricoles enquêtés dans la zone d'impact direct du projet sont des hommes (86%). Les femmes représentent 14% de l'effectif total des enquêtés.

À l'exception de N'dénou et Ahéremou 2 où les exploitants agricoles sont tous des hommes, on retrouve des femmes à Singrobo, Pacobo et Ahouaty représentant respectivement 17%, 16% et 14% de l'effectif total d'exploitants agricoles recensés par localité.

Si la majorité des exploitants agricoles affectés par le projet vivent en couple (87%), seuls 8% sont mariés légalement et 65% coutumièrement

Figure 7: Répartition des exploitants agricoles affectés par le projet selon leur statut matrimonial

Ces éléments sont importants à prendre en compte dans le cadre du présent PAR pour s'assurer que les femmes travaillant très souvent sur la même exploitation agricole que leur mari ne se retrouvent pas exclues de l'accès aux compensations prévues pour la perte d'exploitation agricole. Parmi les femmes identifiées comme exploitantes agricoles, 8% sont célibataires et 23% sont veuves donc particulièrement à risque dans le cadre de l'accès aux compensations.

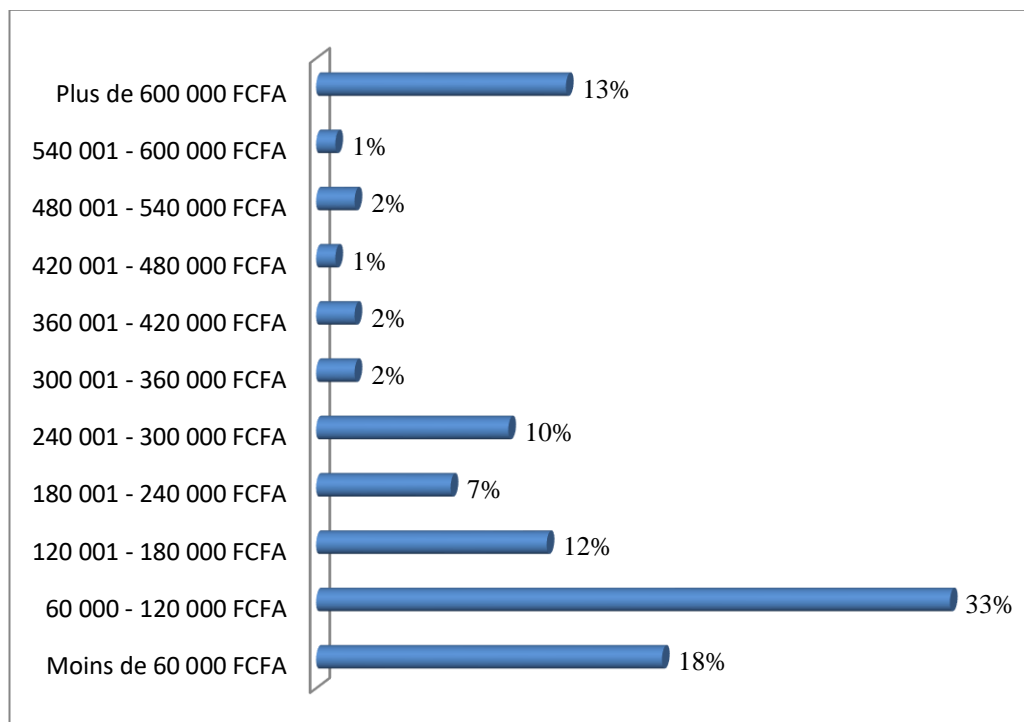
7.6.1.3. Situation économique et revenus tirés de l'agriculture

Pour 79% des exploitants agricoles impactés par le projet, l'agriculture représente la principale activité économique et la principale source de revenus. Seuls 5% des exploitants impactés ont pour activité principale le commerce, 4% sont des fonctionnaires. Le reste se répartit entre des fonctionnaires à la retraite, des chauffeurs, des salariés privés et des pêcheurs.

47% des exploitants agricoles enquêtés, dont 5% de femmes, déclarent exercer parallèlement des activités secondaires qui leur rapportent mensuellement entre 5 000 FCFA et 4 000 000 FCFA, soit un revenu moyen mensuel de 232 578 FCFA par personne. Ces activités secondaires sont principalement la pêche et le petit commerce.

Les exploitants agricoles enquêtés ont déclaré percevoir des revenus mensuels moyens compris entre 15 625 FCFA et 6 000 000 FCFA, soit un revenu moyen mensuel de 382 314 FCFA par enquêté. Le graphique ci-après donne la répartition des exploitants agricoles selon la tranche de revenu.

Figure 8: Répartition des exploitants agricoles en fonction des tranches de revenus tirés de l'agriculture



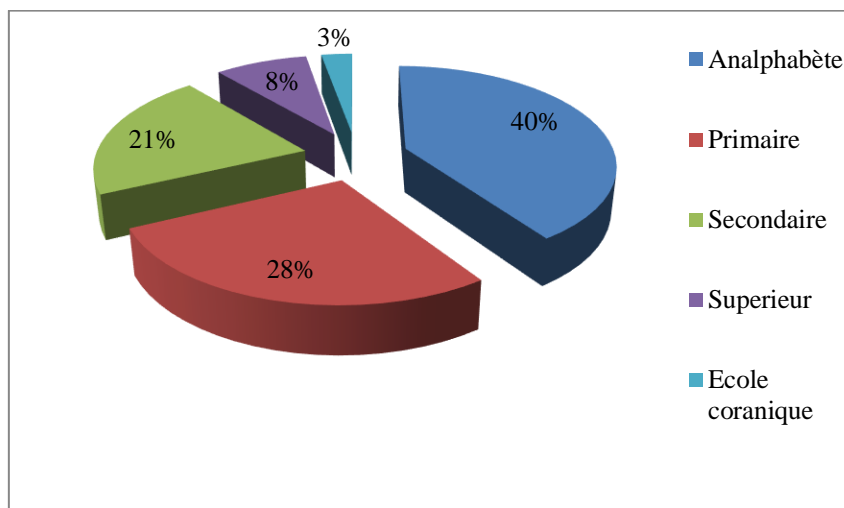
Source : BNETD, rapport d'étude socio-économique 2016

Les exploitants agricoles ayant un revenu mensuel en dessous du SMIG représentent 18% de l'ensemble. La grande majorité des exploitants agricoles (33%) ont un revenu mensuel compris entre 60 000 et 120 000 FCFA. 13% ont des revenus supérieurs à 600 000 FCFA.

7.6.1.4. Niveau d'instruction

40% des exploitants agricoles affectés par le projet sont analphabètes. Les exploitants agricoles alphabétisés représentent 57% de l'ensemble dont 28% de niveau primaire, 21% de niveau secondaire et 8% de niveau supérieur (voir figure ci-dessous). Ceux qui ont bénéficié d'un enseignement confessionnel de type coranique représentent 3% de l'effectif total des enquêtés et se retrouvent exclusivement à Ahouaty.

Figure 9: Répartition des exploitants agricoles en fonction du niveau d'étude



7.6.2. Pêche

7.6.2.1. Activité et filière pêche

La pêche est pratiquée dans le Bandama toute l'année bien qu'il existe des variabilités saisonnières. Ces variabilités saisonnières sont le résultat de trois facteurs :

- **Biologique** : principalement en ce qui concerne les écrevisses qui, bien que présentes toute l'année, ont une période de forte abondance entre mars et juillet.
- **Hydrologique** : ce facteur influence les captures mais surtout les techniques. En effet, certaines saisons sont plus favorables à la pêche (eaux claires, peu agitées) tandis que d'autres le sont moins voire sont dangereuses (hautes eaux, saison des pluies). Les techniques de pêche varient aussi en fonction des saisons.
- **Socio-économique** : Le projet se situe dans une zone de forte production cacaoyère, qui reste le moteur principal de l'économie locale. La pluriactivité étant importante dans la zone, les activités de pêche (notamment le nombre de sorties hebdomadaires) sont moins intenses durant la haute saison du cacao.

Figure 10: Calendrier de la pêche

	Jan	Fev	Mars	Avr	Mai	Juin	Juill	Aout	Sept	Oct	Nov	Dec
	-	--	+ -	+ -	+ -	++	++	++	++	-	-	-
Ecrevisses	-	-	++	++	++	++	++	+	+ -	+ -	+ -	-
Poisson	--	--	+	++	++	++	++	++	+	+	+	+
Caractéristiques des eaux	Eaux rouges		Période la plus propice à la pêche						Eaux blanches		Ouverture du barrage de Taabo	

La pêche est une activité strictement masculine, réalisée tous les jours à l'exception du vendredi et du dimanche et en cas d'événements exceptionnels (funérailles, activités communautaires, etc.). Le nombre de sorties hebdomadaires varie selon le degré d'implication de chacun dans l'activité de pêche.

La pêche nocturne, bien que décrite comme plus fructueuse, est moins pratiquée en raison des risques élevés d'accidents liés aux attaques d'hippopotames. Plusieurs cas mortels ont été relevés dans la zone.

La pêche est pratiquée à pied ou en pirogue. 165 pirogues ont été identifiées et numérotées, seuls 2 moteurs ont été recensés. Les engins communément utilisés dans la zone sont, par ordre décroissant : les « *papolo* » (ou nasses, 15 090 recensées), principalement utilisées pour les écrevisses, les nasses en grillage (2 657) servant à la capture de poissons mais également de vivier, les filets maillants (884), l'épervier (315), les harpons (261), les arbalètes (46) et la palangre (44). Des masques sont également fortement utilisés notamment pour la pêche à l'arbalète. Certains pêcheurs, notamment les étrangers, travaillent en équipage (soit à deux sur une pirogue). L'aide pêcheur peut soit percevoir un salaire soit percevoir une part de la pêche en nature.

Poissons et écrevisses (crevettes d'eau douce) sont pêchés indistinctement par tous les pêcheurs. Seuls 6% des pêcheurs (soit 16 personnes) sont spécialisés dans la pêche à l'écrevisse.

Les écrevisses représentent cependant un produit à plus forte valeur ajoutée et une ressource particulièrement abondante dans les eaux du village de N'dénou. C'est aussi une ressource qui va disparaître de la zone suite à la construction du barrage.

Le cas de la pêche aux écrevisses (ou crevettes d'eaux douce) est particulier pour les raisons suivantes :

- Plusieurs espèces du genre *Machrobrachium* sont présentes et pêchées dans le fleuve Bandama. La pêche des écrevisses se fait à l'aide de nasses appelées localement Papolo. Cette technique de pêche, largement répandue dans la région est une technique apportée par les pêcheurs étrangers qui ont ensuite transmis ce savoir-faire aux populations locales. Aujourd'hui, ce type de pêche est pratiqué à la fois par les allogènes et les autochtones.
- Il s'agit d'une pêche à forte valeur ajoutée car les écrevisses sont très prisées par les citadins et les prix restent élevés toute l'année (entre 1600 et 2000 FCFA le kg).
- Bien que l'on trouve des écrevisses toute l'année, il existe des périodes de plus fortes concentrations (de mars à juillet). Cette saisonnalité est le résultat du cycle biologique des *Macrobrachium* qui migrent des milieux saumâtres (lagune de Grand Lahou) vers l'amont des fleuves où elles réalisent leur croissance avant de redescendre se reproduire en milieu saumâtre.
- Le village de N'dénou, aussi appelé capitale des crevettes, est un lieu de forte concentration des écrevisses, et le lieu le plus en amont sur le Bandama depuis la construction du barrage de Taabo. Durant la haute saison (mars à juillet), les écrevisses se concentrent dans les zones de cascade au niveau de N'dénou où elles font l'objet d'une pêche intensive. Considérée comme la principale zone de production de crevette du Bandama (Mahayao et al. 2014, CNRA, 2009) la zone de N'dénou approvisionne les marchés d'Abidjan, Yamoussoukro et Tiassalé.
- Seuls les pêcheurs de N'dénou se sont organisés pour vendre collectivement leurs prises. Si un fonctionnement de coopérative a été mis en place, il n'est

pas officiel. Les crevettes sont vendues fraîches. Les pêcheurs des autres villages vendent individuellement, aux plus offrants.

Les poissons représentent une part importante des prises et de l'activité de pêche. Si une partie des produits de la pêche est destinée à l'autoconsommation, une partie non négligeable est vendue auprès de mareyeuses présentes dans chacun des villages impactés.

Les dépenses des pêcheurs sont difficiles à évaluer. Ici, les principales dépenses identifiées sont :

- L'appât qui est mis au fond des papolo pour attirer les écrevisses (composé de noix de coco ou de son de riz ou de maïs)
- Le fil qui sert à confectionner filets, papolo et autres outils de pêche ainsi que les plombs (souvent issus de la récupération des plombs des batteries de voiture).
- Les réparations de la pirogue ou l'achat tous les 5ans d'une pirogue neuve (environ 60.000 FCFA)
- Les taxes, pour ceux qui en paient. Elles s'élèvent à 15.000 FCFA/ ans pour les étrangers et 7.000 FCFA/ ans pour les Ivoiriens. Un prélèvement supplémentaire de 3.000 FCFA par mois est également demandé.

Cette liste n'est cependant pas exhaustive. Il faut noter également les pertes et détériorations importantes de matériels qui pourraient se produire lors de l'ouverture du barrage de Taabo.

Des débarcadères ont été identifiés dans chaque village (voir carte ci-dessous). Ils constituent des lieux faciles d'accès permettant le débarquement des produits de la pêche et de rassemblement des pêcheurs. Chaque pêcheur a une place attribuée dans un débarcadère mais peut déplacer sa pirogue occasionnellement dans un autre débarcadère, en fonction des besoins et sur demande.

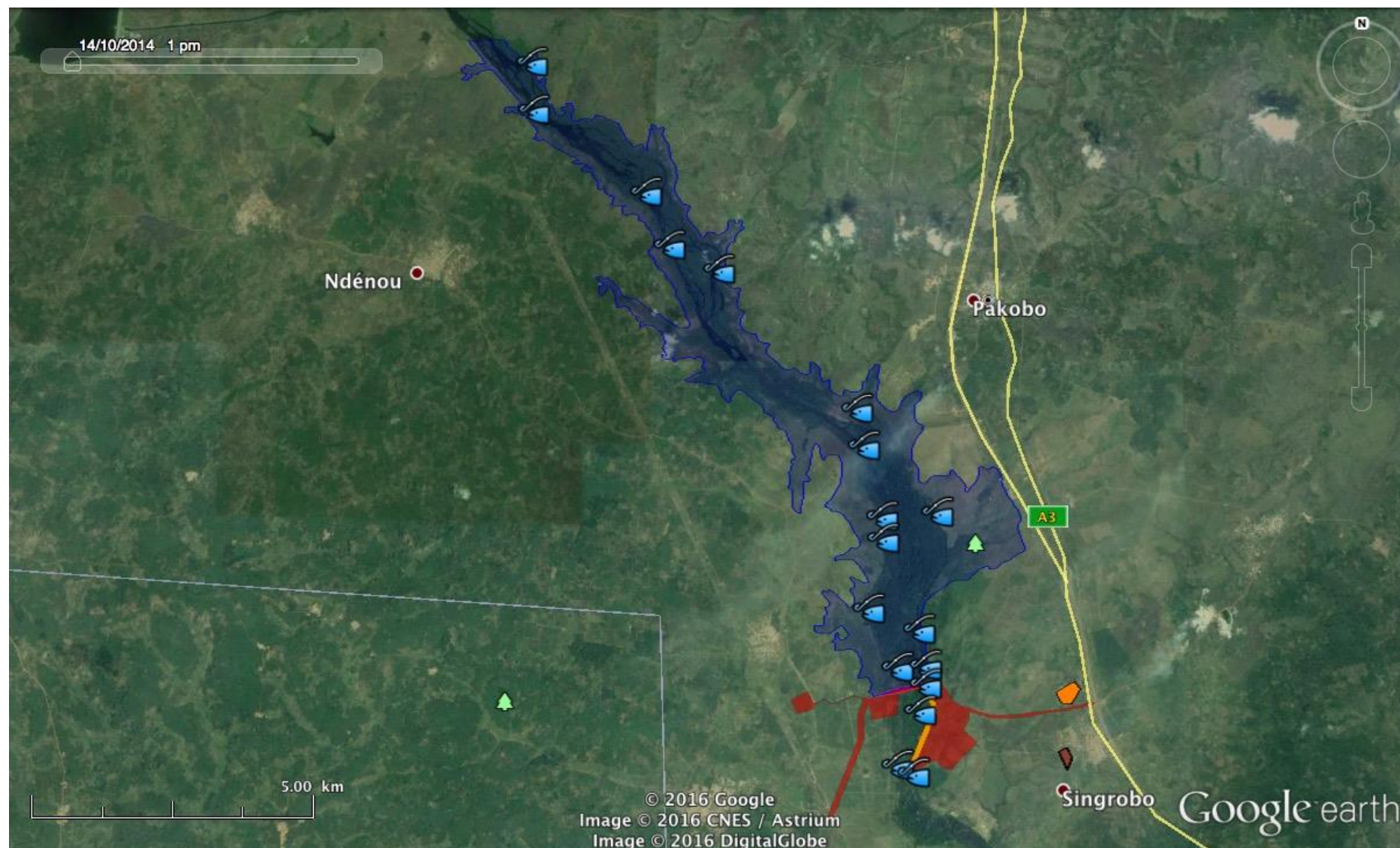
7.6.2.2 Organisation sociale et gestion de l'accès aux ressources

Les modalités d'accès aux ressources du fleuve sont fonction de l'origine des individus. Toute personne originaire d'un village a le droit d'aller pêcher comme bon lui semble et où bon lui semble sur la partie du fleuve appartenant à son village. Il est cependant sous l'autorité d'un chef de pêcheur.

Chaque village a en effet un représentant ou chef des pêcheurs, une personne fortement impliquée dans cette activité et qui a la charge de surveiller, organiser, arbitrer et rendre compte à l'autorité coutumière, qui détient les pleins pouvoirs de décision.

Tout ressortissant d'un village peut également aller pêcher sur les parties du fleuve relevant des villages voisins, sans demande d'autorisation préalable et sous réserve de respecter les éventuelles règles du village concerné. Tout conflit ou problème devra être porté au chef des pêcheurs qui aura à charge de trouver un règlement au litige ou, en cas de problème grave, de faire remonter l'information au chef de village. En cas de noyade par exemple, la gestion relève non pas de l'autorité du lieu où est retrouvé le corps mais de celle du village d'appartenance du noyé. Le corps sera systématiquement rapatrié sur les berges du village d'origine pour y être enterré comme cela est de coutume (voir partie sur le patrimoine immatériel).

Figure 11: Situation des débarcadères



Source : IHE, décembre 2016

Les personnes étrangères (allochtones ou allogènes) ne peuvent avoir accès aux ressources qu'après autorisation du chef de village. Tout étranger souhaitant pêcher dans une zone doit se rapprocher du village détenteur de droits sur la zone et faire une demande officielle (avec offrande et suivant la coutume) auprès du chef de village. En cas d'acceptation, l'étranger est placé sous la surveillance d'un tuteur qui sera garant et responsable de ses actions. Le tuteur pourra prélever comme bon lui semble mais dans la limite du raisonnable une partie de la pêche. Il est également de bon ton que l'étranger partage une partie de sa pêche avec le tuteur. Les étrangers accueillis dans un village peuvent pêcher où bon leur semble dans les limites du village mais ne peuvent aller sur le territoire de pêche des villages voisins sans autorisation préalable.

Quand plusieurs étrangers sont installés dans une localité, un représentant des pêcheurs étranger peut être désigné. Il sera en charge des relations avec le chef de pêcheurs autochtones et le premier point de contact pour tout étranger souhaitant pêcher dans la zone. Ces relations de tutorat sont encore très importantes dans la zone.

7.6.2.3 Profils des pêcheurs

La pêche qui se pratique dans la zone, bien que qualifiée de petite pêche, est une activité relativement importante pour le niveau de vie des ménages. Source de protéine régulière et non négligeable, elle représente aussi pour de nombreux ménages une source de revenu rapide.

80% des pêcheurs identifiés sont ivoiriens et seuls 20% sont étrangers, majoritairement des ressortissants maliens. Cependant, ces chiffres doivent être pris avec précaution en raison des tentatives de spéculation qui ont eu lieu dans la zone autour de cette activité. Plusieurs études (Kien et al. 2013 ;¹¹ Mahyao et al. 2014¹²) mettent en évidence des ratios de pêcheurs plus en faveur des étrangers. Mais ces questions restent sensibles du fait de relations entre pêcheurs étrangers et autochtones parfois difficiles.

272 pêcheurs et 48 aides pêcheurs ont finalement été identifiés, soit 320 personnes tirant une partie de leurs revenus de la pêche.

La grande majorité des pêcheurs sont en réalité à la fois pêcheurs et agriculteurs. Les revenus tirés de la pêche permettent souvent d'investir dans l'agriculture, notamment dans les plantations pérennes (Cacao, hévéa etc.) qui nécessitent des investissements non négligeables. La pêche permet aux jeunes de bénéficier d'un capital pour investir dans la création d'une plantation, et aux moins jeunes d'investir dans l'agrandissement ou le renouvellement de leurs plantations existantes. La pêche est aussi une activité permettant de disposer rapidement de ressources financières pour résoudre des problèmes ponctuels.

La pêche représente donc une activité génératrice de revenu non négligeable favorisant la capacité d'investissement dans les activités agricoles et permettant de répondre rapidement et à moindre frais à des besoins ponctuels en argent.

23 pêcheurs subissent des impacts cumulatifs. 15 d'entre eux ont également des terres agricoles impactées par le projet. 8 ont des terrains à bâtir impactés par le projet. Seuls quelques étrangers ont comme unique activité génératrice de revenu la pêche. Il s'agit de ménages spécialisés dans la pêche et qui se déplacent au gré des opportunités de pêche. Ce sont d'ailleurs les seuls à être

¹¹ Kien, K. B., Yao, S. S., Vanga, A. F., & Kouamelan, E. P. (2015). *Typologie de la pêche sur le cours inférieur du fleuve Bandama (Cote d'Ivoire, Afrique de l'Ouest)*. *International Journal of Innovation and Applied Studies*, 13(1), 66.

¹² Mahyao, G. A., Koffi, C., N'Gouan, C. K., & Chia, V. Y. G. (2014). *Pêche et commercialisation des crevettes d'eau douce du fleuve Bandama en Côte d'Ivoire*. *Tropicultura*, 32(2), 95-102.

déclarés auprès de l'administration (Direction départementale des ressources animales et halieutiques) et qui paient les taxes.

7.6.3. Mareyage

7.6.3.1. *Activité de mareyage*

Le commerce de poisson ou mareyage est une activité relativement développée dans la zone. Le projet impacte directement cette activité.

Le poisson de rivière est particulièrement apprécié sur le marché et est vendu plus cher que le poisson de lac ou d'étang. Le poisson se vend en tas, à l'exception du capitaine (*Lates niloticus*) qui est vendu au kg (entre 1500 FCFA et 2000 FCFA le kg). Des pesées de tas ont permis d'évaluer qu'1 kg est vendu entre 600 et 1000 FCFA. Les écrevisses sont également vendues au kg (entre 1600 FCFA et 2000 FCFA le kg). La vente de poissons aux particuliers, sur les marchés ou dans les circuits spécialisés est une activité essentiellement féminine. Les mareyeuses se font généralement livrer par les pêcheurs directement chez elles, notamment les grossistes. Seules les détaillantes, souvent les femmes des pêcheurs et les grossistes spécialisés dans les écrevisses font le déplacement pour s'approvisionner.

Se distinguent :

- **Les détaillantes** qui achètent de petites quantités et les revendent au détail dans le village (frais ou fumé, en fonction des ressources financières disponibles) mais aussi pour certaines (surtout pour les femmes de Singrobo) au bord de l'autoroute (uniquement le poisson fumé).
- **Les grossistes** qui achètent en grande quantité et exportent hors de la zone, vers les grandes villes. Le poisson peut être vendu frais (valeur ajoutée plus forte mais qui nécessite un capital social et financier important), congelé ou fumé. Certaines grossistes vivent hors de la zone mais se déplacent lors de la haute saison des écrevisses.

Pêcheurs et mareyeuses entretiennent des relations commerciales étroites, certains pêcheurs ayant des relations d'exclusivité avec des mareyeuses. Les mareyeuses servent également couramment de banque aux pêcheurs. Le capital conservé par la mareyeuse est libéré au terme d'un accord fixé entre eux (dès que le montant atteint une certaine somme, au bout d'une période donnée) ou tout simplement sur demande. Cela permet aux pêcheurs de se constituer un capital tout en facilitant les possibilités d'investissement pour les mareyeuses. En période de pénurie, la règle veut que l'approvisionnement local soit favorisé au détriment du marché d'exportation.

Des études complémentaires devraient être réalisées afin de mieux quantifier les dépenses liées aux activités de mareyage. Bois (pour le fumage), électricité, glace, transports, taxes, etc. représentent des charges souvent importantes dans ce type d'activité mais difficilement appréhendables tant les situations sont contrastées.

7.6.3.2 *Profils des mareyeuses*

49 personnes pratiquant une activité d'achat-revente de poissons ont été identifiées et pour 43 d'entre elles il s'agit de leur activité principale. Pour les 6 autres mareyeuses identifiées, le mareyage est une activité qui vient en complément de l'agriculture. Les mareyeuses sont assistées dans leurs tâches par des aides qu'elles paient mensuellement. 30 aides-mareyeuses ont été identifiées.

Nous parlons de mareyeuses car ce secteur d'activité est dominé par les femmes. Seuls 16% des mareyeurs identifiés sont des hommes (soit, 8 personnes). L'identification des mareyeuses a été plus aisée et il ne semble pas y avoir eu de spéculations ou tentatives de spéculations autour des mareyeuses. 90% des mareyeuses sont Ivoiriennes.

Plusieurs d'entre elles sont déclarées auprès de la direction départementale des ressources animales et halieutiques et possèdent donc une carte professionnelle. Il s'agit principalement des mareyeuses professionnelles ou grossistes. La possession d'une carte professionnelle est quasi indispensable dès lors que les produits sont exportés vers les grandes villes (Abidjan, Yamoussoukro etc.) car elle doit être présentée en cas de contrôle par les autorités.

Au total, 3 mareyeuses subissent des effets cumulatifs. En effet, 2 d'entre elles ont au moins une partie de leur exploitation agricole impactée. La troisième est propriétaire coutumière de terres impactées. Aucune aide mareyeuse n'a été identifiée comme impactée sur d'autres biens.

7.6.4. Les ouvriers agricoles et employés de ferme

L'intense activité agricole de la zone crée de nombreux emplois d'ouvriers. Ceux-ci travaillent dans les plantations (aussi bien des particuliers que des industriels) et dans les fermes.

Les ouvriers agricoles et employés de fermes sont à 73% des ivoiriens, et à 27% des ressortissants des pays de la Sous-région, notamment Burkina Faso et Mali. La plupart sont des hommes, soit 91% de l'ensemble, tandis que 9% sont des femmes (soit, 9 femmes).

Les revenus annuels des ouvriers agricoles varient entre 120 000 FCFA (soit 10 000 FCFA/mois) et 15 446 226 FCFA (soit 1 287 186 FCFA/mois). Les employés de ferme, quant à eux, ont un salaire mensuel variant entre 65 000 et 100 000 FCFA.

8. STRATEGIE DE COMPENSATION

8.1. Principes de base

Les principes de base auxquels s'engage la société IHE, promoteur du Projet, en matière de compensation et de réinstallation sont les suivants :

- L'acquisition foncière, les compensations et les opérations de réinstallation sont effectuées conformément à la loi ivoirienne, aux normes de performance de la SFI (en particulier les NP 5 et 1), la Garantie opérationnelle 2 de la BAD, et la politique de la BOAD en matière de réinstallation.
- Lorsque les exigences de la loi ivoirienne diffèrent des normes et lignes directrices de la SFI, de la BAD et de la BOAD, les normes les plus rigoureuses s'appliquent.
- Les personnes affectées sont éligibles à une compensation si leurs biens ou moyens de subsistance sont affectés au moment de la date butoir (30 juin 2016).
- Prise en compte à la fois des déplacements physiques et économiques des populations : les impacts de l'acquisition permanente ou temporaire de terres sur les biens et les moyens de subsistance seront atténués en tenant compte aussi bien du déplacement physique qu'économique.
- Les droits fonciers coutumiers et informels sont pris en compte : les propriétaires coutumiers sont éligibles à une compensation en nature ou en numéraire pour la perte de droits fonciers coutumiers, sous forme de terres de remplacement ou de compensation en numéraire.
- Les maisons d'habitation et autres biens immobiliers, ainsi que les terres ou les cultures font l'objet d'une compensation à la pleine valeur de remplacement, à savoir la valeur marchande plus les coûts de transaction.
- Les moyens de subsistance affectés seront au minimum restaurés et, de préférence, améliorés et les conditions de vie des ménages déplacés seront améliorées.
- Les compensations seront versées directement aux ménages ou aux personnes affectées avant l'entrée dans les terres.
- Une assistance spécifique sera mise en place pour les personnes vulnérables.
- La mise en œuvre et les résultats du PAR seront suivis, évalués et présentés dans le cadre d'un processus transparent impliquant des parties indépendantes.
- Un mécanisme efficace et adapté de gestion des plaintes sera mis en œuvre et audité indépendamment à intervalles réguliers.
- Les PAP et les communautés affectées seront engagées, informées et consultées pendant la période d'élaboration, de mise en œuvre et d'évaluation du PAR.

8.2. Classification des personnes déplacées

Le Projet affecte un nombre faible de personnes physiquement déplacées, cependant qu'un nombre plus important de personnes sont économiquement déplacées. Les définitions de ces termes sont les suivantes :

- Les personnes physiquement déplacées sont celles qui perdent leur résidence et doivent être transférées à un autre endroit. Les moyens de subsistance des populations déplacées physiquement sont également affectés.

- Les personnes économiquement déplacées sont des personnes qui ne perdent pas leur résidence, mais dont les moyens de subsistance sont affectés, y compris par exemple les personnes qui perdent soit leur champs ou plantations, soit l'accès à ces derniers, les ouvriers agricoles saisonniers qui travaillent sur des terres appartenant à quelqu'un d'autre, les pêcheurs, ou les personnes dirigeant une entreprise dont l'activité est affectée par le projet.

Sur la base des enquêtes détaillées menées pour la préparation et l'actualisation du présent PAR (voir chapitre 5), les catégories de personnes déplacées à compenser sont les suivantes :

Tableau 17 : Catégorisation des personnes déplacées

Type de PAP	Type d'impact	Nombre de ménages
Déplacement physique		
Propriétaires de bâtis résidents	Habitation - Bâtis	2
Déplacement économique		
Propriétaires de bâtis non-résidents	Bâtis	11
Propriétaires de terrains à bâtir	Terrains lotis	44
Propriétaires terrains coutumiers	Terres agricoles	31 ¹³
Propriétaires non reconnus coutumièrement	Terres agricoles	11
Usagers agricoles (propriétaires et non propriétaires)	Revenus agricoles	201
Ouvriers agricoles & Employés de fermes	Emploi	98
Ouvriers agricoles hébergés gratuits	Emploi	11
Pêcheurs	Revenus de la pêche	272
Mareyeuses	Revenus d'activités liées à la pêche	49
Aide-pêcheurs	Revenus d'activités liées à la pêche	48
Aide-mareyeuses	Revenus d'activités liées à la pêche	30
Propriétaires de fermes en activité	Revenus tirés des activités de la ferme	2

8.3. Eligibilité et date-butoir

Toutes les personnes affectées par les activités du projet sont éligibles à la réinstallation à partir d'une date précise appelée date limite d'attribution des droits ou date butoir déterminée sur la base du calendrier d'exécution des opérations de recensement des PAP et d'inventaires des biens impactés, et notifié par la publication de l'acte déclaratif d'utilité publique de la zone du projet. Au-delà de cette date, l'occupation et/ou l'exploitation d'une terre ou d'une ressource visée par le projet ne peut plus faire l'objet d'une indemnisation.

Le recensement des PAP et l'inventaire des biens impactés réalisés par le BNETD ont débuté le 19 janvier 2016 pour s'achever le 30 juin 2016. La date-butoir est le 30 juin 2016.

¹³ Dont l'Etat de Côte d'Ivoire.

Les propriétaires de biens inventoriés absents lors du recensement seront pris en compte dans l'exécution du PAR par le biais du mécanisme de résolution des plaintes.

8.4. Matrice des droits à compensation

Le tableau suivant présente la matrice des droits à compensation.

Tableau 18 : Matrice des droits à compensation

Type de PAPs	Type d'impact	Nombre de ménages	Conditions d'éligibilité	Compensation
Propriétaires de bâtis résidents	Habitation - Bâtis	2	Avoir été recensé avant la date-butoir	Réinstallation dans un bâtiment de caractéristiques équivalentes Ou indemnisation du bâtiment à la valeur de remplacement voir 8.5.3. plus bas Et indemnité de déménagement – voir 8.8. plus bas
Propriétaires de bâtis non-résidents	Bâtis	11	Avoir été recensé avant la date-butoir	Indemnisation des bâtiments à la valeur de remplacement – voir 8.5.3. plus bas
Propriétaires de terrains à bâtir	Terrains lotis	44	Avoir été recensé avant la date-butoir et disposer d'un permis d'occuper ou document similaire émanant de l'autorité compétente, et/ou d'un acte d'achat ou de propriété délivrée par le promoteur du lotissement	Indemnisation des terrains ou terres à la valeur de remplacement – voir 8.5.1. plus bas
Propriétaires terrains coutumiers	Terres agricoles	31	Avoir été recensé avant la date-butoir et être reconnu comme propriétaire coutumier par les autorités coutumières de la zone	Purge des droits coutumiers selon la procédure en vigueur dans le cadre du foncier rural au taux de 300 FCFA/m ² – voir 8.5.1. plus bas Plus indemnisation des cultures si applicable – voir 8.5.2. plus bas Plus (pour ceux qui exploitent leurs terres directement) facilitation de l'accès à des terres au potentiel agricole similaire en liaison avec les autorités coutumières locales et la DD Agri de Taabo
Propriétaires non reconnus coutumièrement	Terres agricoles	11	Avoir été recensé avant la date-butoir	Indemnité de réinstallation au taux du coût moyen d'acquisition de terre (250 000 FCFA/ha, soit 25 FCFA/m ²) rapporté à la superficie de terre mise en valeur – voir 8.5.1. plus bas Plus indemnisation des cultures si applicable – voir 8.5.2. plus bas Plus (pour ceux qui exploitent leurs terres directement) facilitation de l'accès à des terres au potentiel agricole similaire en liaison avec les autorités coutumières locales et la DD Agri de Taabo

Type de PAPs	Type d'impact	Nombre de ménages	Conditions d'éligibilité	Compensation
Usagers agricoles (propriétaires et non propriétaires)	Revenus agricoles	201	Avoir été recensé avant la date-butoir en tant que propriétaire des cultures sur une terre dont la personne est propriétaire ou non	Indemnisation des cultures sur la base du barème officiel du 17 juin 2014 – voir 8.5.2. plus bas
Ouvriers agricoles & Employés de fermes	Emploi	98	Avoir été recensé avant la date-butoir	Paiement d'une indemnité correspondant à 6 mois de salaire
Ouvriers agricoles hébergés gratuits	Emploi	11	Avoir été recensé avant la date-butoir	Paiement d'une indemnité correspondant à 6 mois de salaire Plus facilitation de l'accès à un logement dans des conditions similaires, en liaison avec l'employeur
Pêcheurs	Revenus de la pêche	272	Figurer sur la liste des pêcheurs établie en décembre 2016	Compensation des revenus perdus sur la base de quatre catégories de revenu telles que déterminées par enquêtes et de la durée de l'impact (3 mois ou 12 mois en fonction de la localisation du village) – voir 8.6. plus bas Plus Mesures spécifiques de restauration des revenus décrites au chapitre 10
Mareyeuses	Revenus d'activités liées à la pêche	49	Figurer sur la liste des mareyeuses établie en décembre 2016	Compensation des revenus perdus sur la base de quatre catégories de revenu telles que déterminées par enquêtes et de la durée de l'impact (3 mois ou 12 mois en fonction de la localisation du village) – voir 8.6. plus bas Plus Mesures spécifiques de restauration des revenus décrites au chapitre 10
Aide-pêcheurs	Revenus d'activités liées à la pêche	48	Figurer sur la liste des aide-pêcheurs établie en décembre 2016	Compensation des revenus perdus sur la base du salaire minimum ivoirien et de la durée de l'impact (3 mois ou 12 mois en fonction de la localisation du village) – voir 8.6. plus bas Plus Mesures spécifiques de restauration des revenus décrites au chapitre 10
Aide-mareyeuses	Revenus d'activités liées à la pêche	30	Figurer sur la liste des aide-mareyeuses établie en décembre 2016	Compensation des revenus perdus sur la base du salaire minimum ivoirien et de la durée de l'impact (3 mois ou 12 mois en fonction de la localisation du village) – voir 8.6. plus bas Plus Mesures spécifiques de restauration des revenus décrites au chapitre 10

Type de PAPs	Type d'impact	Nombre de ménages	Conditions d'éligibilité	Compensation
Propriétaires de fermes en activité	Revenus tirés des activités de la ferme	2	Avoir été recensé avant la date-butoir	Indemnisation des terres à la valeur de remplacement – voir 8.5.1. plus bas Plus indemnisation des cultures à la valeur de remplacement – voir 8.5.2. plus bas Plus indemnisation des bâtiments à la valeur de remplacement – voir 8.5.3. plus bas Plus indemnité de déménagement – voir 8.8. plus bas Plus facilitation de l'accès à des terres au potentiel agricole similaire en liaison avec les autorités coutumières locales et la DD Agri de Taabo

8.5. Méthodes d'évaluation des biens affectés

8.5.1. Terres

8.5.1.1. Opportunité du remplacement des terres agricoles

Lors des consultations menées tant par le BNETD que par les consultants internationaux, les propriétaires de terres agricoles interrogés ont quasi-unaniment manifesté leur préférence pour une indemnisation en numéraire. L'option remplacement de terres agricoles a été examinée avec la DD Agri de Taabo. Il ressort de cette consultation que des terres agricoles sont disponibles dans la zone du Projet et peuvent être acquises par les personnes affectées si celles-ci reçoivent une compensation en numéraire.

La stratégie du Projet sur ce point sera donc la suivante :

- A priori compensation en numéraire pour les terres agricoles ;
- Mais proposition pour les personnes affectées d'une facilitation de l'accès à des terres de remplacement (à travers des contacts avec les autorités coutumières chargées de l'allocation traditionnelle des terres agricoles et avec la DD Agri de Taabo).

Dans le cas (peu probable) où certains propriétaires de terres agricoles insisteraient pour obtenir des terres agricoles de remplacement plutôt qu'une indemnisation en numéraire, le Projet pourra satisfaire de telles requêtes.

8.5.1.2. Évaluation des terres agricoles

L'évaluation et la détermination du coût de la perte de foncier ont été confiées à deux structures distinctes selon le type de foncier. Conformément à l'Arrêté n°247/MINAGRI/MPMEF/MPMB du 17 juin 2014 portant fixation du barème d'indemnisation des cultures détruites, les terres agricoles relèvent de la compétence de la Direction Départementale de l'Agriculture et du Développement Rural de Taabo, sollicitée par le BNETD à cet effet, tandis que la Direction Départementale de la Construction, du Logement, de l'Assainissement et de l'Urbanisme se consacrait aux terrains nus ou urbains.

L'évaluation des terres agricoles a consisté pour les agents enquêteurs à délimiter les parcelles par l'ouverture de layons et à relever les coordonnées géographiques des sommets par le biais d'un appareil GPS de chacune des parcelles en présence de leurs propriétaires et des voisins respectifs. L'inventaire se poursuit par l'identification du propriétaire et de la détermination de la superficie de la parcelle concernée.

Pour la détermination du coût d'indemnisation pour perte de terres agricoles, deux catégories de PAP sont considérées selon le statut d'occupation du foncier, en rapportant à la superficie affectée un prix unitaire fixé. Il s'agit notamment des :

- Détenteurs de droits coutumiers ou de droits légaux sur le sol et reconnus comme tels. À l'exception de l'État de Côte d'Ivoire qui a des propriétés foncières dans l'emprise du Projet, les bénéficiaires auront droit chacun, dans le cadre de la législation sur la purge des droits coutumiers, à une indemnisation comprise entre 200 et 600 FCFA/m² rapportée à la superficie totale affectée ;
- Acquéreurs de parcelles sans titre de propriété légalement reconnu qui bénéficieront chacun d'une indemnité de réinstallation calculée sur la base du prix moyen d'achat à l'hectare (250 000 FCFA) pratiqué dans la zone du projet rapporté à la superficie totale affectée mise en valeur.

8.5.1.3. Evaluation des terrains à bâtir

Les terrains nus ont été évalués sur plan de lotissement, d'une part, sur site en prenant les mesures des terrains hors lotissement, d'autre part. Les propriétaires identifiés bénéficieront chacun d'une indemnisation calculée sur la base du barème officiel de 2014 en appliquant le prix maximum de 600 FCFA/m² rapporté à la superficie totale affectée. Par ailleurs, en lieu et place d'une indemnisation en numéraire, des terrains compensatoires seront pourvus aux PAP sur un site de 5 ha qui sera aménagé à cet effet à Singrobo.

8.5.2. Cultures

Le BNETD a confié l'évaluation et la détermination du coût de perte de cultures agricoles dans l'emprise du projet à la Direction Départementale de l'Agriculture de Taabo qui, aux termes de l'Arrêté n°247/MINAGRI/MPMEF/MPMB du 17 juin 2014 portant fixation du barème d'indemnisation des cultures détruites, en a exclusivement la compétence localement.

L'inventaire, réalisé sur la période du 10 février au 30 juin 2016, à consister à :

- délimiter les parcelles agricoles par des ouvertures de layons,
- relever les coordonnées géographiques des sommets de chacune d'elles par le biais d'un appareil GPS pour en déterminer les superficies respectives,
- faire l'état des lieux par l'identification des cultures, l'évaluation de leur âge et taux d'occupation.

Pour chaque parcelle agricole, ces opérations se sont déroulées en présence du propriétaire identifié ou de son représentant, et des voisins de champ avec lesquels il fait évidemment limite.

La détermination du coût d'indemnisation des cultures affectées par le projet est conforme aux calculs prévus aux termes de l'Arrêté interministériel susmentionné. Dans l'ensemble, le calcul du montant d'indemnisation (M) prend en compte les paramètres suivants :

- la superficie détruite (S) exprimée en hectare ;
- le coût de mise en place de l'hectare (Cm) exprimé en FCFA/ha ;
- le prix bord champ (FCFA) du kilogramme ou du plan en vigueur au moment de la destruction (P) ;
- le rendement à l'année de destruction (Rn) exprimé en kg/ha ;
- le nombre d'années nécessaires à l'entrée en production d'une nouvelle parcelle de même type (N) ;
- la densité normale (d) exprimée en nombre de pieds/ha ;
- le coût d'entretien jusqu'à l'entrée en production (CE) exprimé en FCFA/ha ;
- le coût d'entretien cumulé à l'hectare jusqu'à l'année de destruction (Cce) exprimé en FCFA/ha ;
- le coefficient de majoration de 10% correspondant à un montant forfaitaire du préjudice moral (μ).

Selon qu'il s'agisse de cultures annuelles (vivrières ou maraîchères), de plants sélectionnés ou greffés, de cultures pérennes en production ou non, les formules de calcul se présentent comme suit :

- pour les cultures annuelles : $M = (1 + \mu) \times S \times R \times P$
- pour les cultures pérennes dans une plantation immature : $M = S \times ((1 + \mu) \times (Cm + Cce))$
- pour les cultures pérennes dans une plantation en production : $M = S \times ((Cm + CE) + (P \times Rn))$
- pour les plants sélectionnés ou greffés : $M = (1 + \mu) \times P \times (d \times S)$

Pour toutes les cultures agricoles, la valeur d'un pied isolé se calcule comme suit : M/d. Les données de base des calculs du barème d'indemnisation par hectare figurent dans les tableaux en annexe 2 dudit Arrêté.

8.5.3 Bâtiments

L'évaluation des bâtiments a été confié par le BNETD à la Direction Départementale de la Construction et de l'Urbanisme de Taabo dont les principales tâches ont consisté à :

- faire le métré des bâtis identifiés dans l'emprise du projet ;
- faire l'état des lieux des bâtis et du foncier ;
- calculer le coût des bâtis.

La détermination du coût des bâtis s'est faite sur la base des paramètres suivants :

- la surface totale hors œuvre des bâtiments (S1) exprimée en m² ;
- la cotation ou nombre de points (NP) déterminé ;
- le coût unitaire officiel du m² (500 FCFA) ;
- le coefficient d'exécution (Cex) déterminé ;
- le coefficient d'entretien (Cen) déterminé ;
- le coefficient d'éloignement (Cel) déterminé ;
- le coefficient de vétusté (Cv) déterminé ;
- le coût du terrain au m² (CT) (600 FCFA)¹⁴ (le cas échéant) lorsqu'il s'agit d'un terrain loti et/ou existe, au moins, un autre terrain à proximité de celui qui a été bâti ;
- la surface du terrain non bâti (S2) exprimée en m².

La combinaison de ces paramètres a permis d'obtenir différents coûts avec les formules suivantes :

- la Valeur à Neuf (VN) du bâti : $VN = NP \times S1 \times 500 \text{ FCFA}$
- la Valeur Résiduelle du bâti : $VR = VN \times Cex \times Cen \times Cel \times Cv$
- la Valeur du Terrain non bâti : $VT = S2 \times CT$

Ces valeurs ont permis de calculer pour un même bâti les deux différents coûts d'indemnisation suivants :

- la Valeur Vénale (VV) du patrimoine immobilier : $VV = VR + VT$
- la Valeur à Neuf du Patrimoine immobilier : $VNP = VN + VT$, qui correspond à la valeur de remplacement prévue par les standards internationaux.

La dernière valeur généralement supérieure à la première est celle retenue pour l'indemnisation des propriétaires de bâtis affectés par le projet, conformément aux standards internationaux.

8.6. Compensation des pertes de revenus dans la filière pêche

8.6.1. Méthode

La compensation des revenus des pêcheurs est complexe à évaluer, pour les raisons suivantes :

- L'hydrologie du réservoir n'est pas propice aux écrevisses et les gîtes d'écrevisses pourraient disparaître dans la zone du réservoir, rendant cette pêche impossible ; cependant, les enquêtes et les consultations montrent que la très grande majorité des pêcheurs pêchent en réalité à la fois des poissons et des écrevisses ;

¹⁴ Selon la Direction Départementale de la Construction et de l'Urbanisme de Taabo

- Les données sur les revenus et les captures ont été complexes à obtenir et peuvent présenter des lacunes ;
- Tous les pêcheurs ne subissent pas les mêmes impacts :
 - Pour certains (villages d’Ahouaty et Singrobo), les impacts sont liés à la période de construction (turbidité, modifications de l’hydrologie à l’aval immédiat, impossibilité d’accéder à des débarcadères situés à proximité immédiate du chantier). La durée de la construction est de 36 mois au total y compris remplissage du réservoir et essais, mais il est prévu d’apporter aux pêcheurs un soutien pour qu’ils puissent relocaliser leurs activités sur une autre section voisine du fleuve Bandama au cours de la première année d’impacts ;
 - Pour d’autres situés plus à l’amont (villages de N’dénou, Pacobo et Ahérérou 2), les impacts ne sont liés qu’à la phase de remplissage du réservoir et dureront trois mois ;
 - L’hydrologie du réservoir n’est pas propice aux écrevisses et les gîtes d’écrevisses pourraient disparaître dans la zone du réservoir, rendant cette pêche impossible ; cependant, les enquêtes montrent que la très grande majorité des pêcheurs pêchent en réalité à la fois des poissons et des écrevisses ;
 - Les données sur les revenus et les captures ont été complexes à obtenir et peuvent présenter quelques lacunes ;
 - D’autres acteurs de la filière sont affectés, notamment les aides-pêcheurs, les mareyeuses (qui commercialisent le poisson), et leurs aides.

Concernant les revenus, il a été possible de traiter les données collectées sur les captures (pesage quotidien et/ou enregistrement quotidien sur un cahier) tout en les vérifiant par comparaison avec les données déclaratives recueillies précédemment par enquête, et de classer les pêcheurs en catégories de revenus. Les compensations proposées tiennent donc compte :

- Du revenu maximum de la catégorie de revenu à laquelle le pêcheur appartient ;
- De la durée de l’impact (3 mois ou 12 mois selon les cas, voir ci-dessus).

Concernant les mareyeuses, on dispose de données sur le revenu qui ont été obtenues par enquête (sans vérification physique). Des données similaires sont disponibles pour les aide-pêcheurs et les aide-mareyeuses (quoique pour ces dernières les détails individuels ne sont pas disponibles). Dans un certain nombre de cas, des vérifications seront nécessaires lors de la mise en œuvre du PAR car les éléments recueillis sur certains pêcheurs et mareyeuses manquent de cohérence.

Le tableau suivant présente, pour chaque village, les nombres de pêcheurs recensés (suite aux corrections de la liste évoquées plus haut dans ce PAR), ainsi que les mareyeuses et aide-mareyeuses :

Tableau 19 : Pêcheurs et mareyeuses recensés

Village	Durée des impacts	Pêcheurs	Aides pêcheurs	Mareyeuses	Aides mareyeuses
Ahérérou 2	3 mois	2	3	0	0
Ahouaty	12 mois	60	11	16	2
N'dénou	3 mois	81	0	15	15
Singrobo	12 mois	75	34	10	11
Pacobo	3 mois	54	0	8	2
TOTAL		272	48	49	30

Le tableau suivant présente les catégories de revenus mensuels obtenues par calcul de déciles, comme suit :

- Catégorie 1 (88.900 F CFA/mois) : 5^{ème} décile (médiane, 50% des pêcheurs gagnent 88.900 FCFA/mois ou moins) ;
- Catégorie 2 (147.180 FCFA/mois) : 7^{ème} décile (70% des pêcheurs gagnent 147.180 FCFA ou moins) ;
- Catégorie 3 (241.680 FCFA/mois) : 9^{ème} décile (90% des pêcheurs gagnent 241.680 FCFA ou moins) ;
- Catégorie 4 (>241 680 FCFA) : seuls 10% des pêcheurs gagnent plus de 241.680 FCFA/mois).

Tableau 20 : Pêcheurs : catégories de revenus mensuels

Village	Catégorie 1 (88 900 FCFA)	Catégorie 2 (147 180 FCFA)	Catégorie 3 (241 680 FCFA)	Catégorie 4 (>241 680 FCFA)	Total
Ahouaty	34	14	8	4	60
Singrobo	40	12	15	8	75
N'denou	79	2	-	-	81
Aheremou 2	-	2	-	-	2
Pacobo	9	20	18	7	54
Total	162	50	41	19	272

8.6.2. Résultats pour les pêcheurs et aide-pêcheurs

Les calculs des compensations pour les pêcheurs seront effectués sur les bases exposées plus haut (prise en compte de la durée de l'impact et des catégories de revenus). Pour les catégories 1 à 3, la compensation est basée sur le revenu maximum de la catégorie (celui figurant dans le tableau) multiplié par le nombre de mois d'impacts. Pour la quatrième catégorie, c'est à dire les pêcheurs aux revenus les plus élevés, les compensations sont calculées au cas par cas en tenant compte du revenu réel de chaque pêcheur dans cette catégorie.

Les 31 personnes pour lesquelles les données de revenus sont actuellement incohérentes feront l'objet de vérifications. Leur compensation n'est pas incluse dans les montants ci-dessus mais est incluse dans les imprévus prévus au budget global du PAR.

Pour les aide-pêcheurs, la compensation est basée sur les revenus déclarés lors de l'enquête initiale du BNETD, multipliés par le nombre de mois d'impact.

8.6.3. Résultats pour les mareyeuses et aide-mareyeuses

La démarche suivie pour les mareyeuses est similaire à celle appliquée aux pêcheurs :

- Etablissement de catégories de revenus ;
- Calcul des compensations pour la durée des impacts.

Cependant, dans le cas des mareyeuses, il est peu probable qu'elles subiront des impacts pendant la durée totale de la construction, dans la mesure où elles commercialisent des produits issus des différents débarcadères. Les durées d'impact retenues sont donc de 3 mois pour les villages de N'dénou, Pacobo et Ahérérou 2, et 12 mois pour les villages de Singrobo et Ahouaty.

8.7. Compensation des sites sacrés

Le patrimoine culturel dans l'emprise du projet est constitué des tombes, des sites sacrés ou des esprits, et probablement de vestiges archéologiques. L'évaluation de la perte du patrimoine non archéologique n'est pas aisée ; mais, elle se rapporte essentiellement à l'identification auprès des autorités coutumières des villages riverains des éléments constitutifs de l'organisation des cérémonies sacrificielles. Le coût de ces éléments est déterminé par rapport à leur valeur marchande.

Le coût total des sacrifices demandés par l'ensemble des 5 villages est de 15 167 400 FCFA répartis comme suit :

- 17 bœufs pour une valeur globale de 5 000 000 FCFA ;
- 4 moutons pour un montant total de 300 000 FCFA ;
- 03 boucs pour un montant total de 150 000 FCFA ;
- 13 coqs pour un montant total de 65 000 FCFA ;
- 60 litres de vin de palme estimés à 9 000 FCFA ;
- 81 bouteilles de liqueur (Gin royal) d'un montant total de 405 000 FCFA ;
- 05 casiers de vin rouge d'un coût total de 102 000 FCFA ;
- 04 casiers de bière pour un coût total de 38 400 FCFA ;
- 04 cartons de bouteilles de sucrerie d'une valeur de 48 000 FCFA ;
- 02 paniers de colas pour un montant estimatif de 50 000 FCFA
- Un montant de 9 000 000 FCFA pour l'organisation des cérémonies sacrificielles dans les 05 villages.

Concernant les probables vestiges archéologiques, le projet prévoit des mesures de leur collecte, mobilisation et valorisation. Ces points sont décrits dans l'EIES.

8.8. Assistance au déménagement

Il appartiendra aux PAP (notamment les deux ménages résidents propriétaires de bâti et les propriétaires de fermes) d'organiser leur propre déménagement dans des délais qui leur seront indiqués par le Projet, et qui ne seront pas inférieurs à deux mois. Une assistance leur est accordée pour leur permettre d'assurer les frais de transport des biens et des animaux lors de la libération de l'emprise. Le montant de l'assistance au déménagement des PAP est le suivant :

- un montant total de 2.050.000 FCFA pour les deux chefs de ménage propriétaire de bâti dont 50.000 FCFA pour Coulibaly Adama et 2.000.000 FCFA pour M. Guillaume Nicolas (compte tenu du volume de matériels à déplacer) ;
- un montant total de 2.350.000 FCFA pour les propriétaires de fermes de Pacobo, Singrobo et Ahouaty, qui possèdent du matériel en quantité significative.

9. ASSISTANCE AUX PERSONNES VULNERABLES

9.1. Identification des personnes vulnérables

Les personnes vulnérables sont des personnes qui, en raison de leur sexe, origine ethnique, âge, handicap physique ou mental, désavantage économique ou statut social peuvent être plus affectées par la réinstallation que d'autres et dont la capacité à revendiquer ou à profiter de l'assistance accordée dans le cadre de réinstallation et des avantages de développement connexes peut être limitée. Selon la définition de GAC, les ménages vulnérables comprennent les catégories suivantes, surtout dans les lieux où ces ménages ne peuvent pas compter sur des réseaux sociaux, et dans la mesure où ils sont affectés par le processus de déplacement physique et/ou économique :

- les ménages dont le chef ou d'autres membres ont un handicap physique ou mental significatif ;
- les personnes gravement malades, en particulier celles vivant avec le VIH/SIDA et d'autres maladies chroniques ;
- les personnes âgées (70 ans est normalement l'âge de référence, mais peut être ajusté à la condition de la personne) ;
- les ménages dirigés par une femme, veuve, divorcée ou célibataire, qui pourrait avoir du mal à subvenir aux besoins de ses dépendants, faute de moyens ou de qualification ;
- les orphelins dont la subsistance dépend d'autres personnes (enfants, frères, cousins, oncles, etc.) et pour lesquels il est important de ne pas rompre les liens de dépendance existants ;
- les personnes (hommes et femmes) qui ne peuvent prendre part, pour des raisons physiques ou culturelles, à la production, consommation ou cohabiter avec les autres membres du ménage.

9.2. Activités d'assistance aux ménages vulnérables

L'assistance aux ménages vulnérables affectés par l'acquisition foncière et la réinstallation comprend les mesures suivantes :

- identification des ménages vulnérables et identification de la cause et des effets de leur vulnérabilité, soit par le biais d'entrevues directes par un agent social du Projet ou de l'ONG chargée de la médiation et de l'assistance aux personnes vulnérables ;
- identification de l'assistance supplémentaire nécessaire aux différentes étapes du processus : négociation, compensation, déménagement, etc. ;
- suivi et poursuite de l'assistance après la réinstallation et/ou compensation supplémentaires, si nécessaire ;
- autre assistance spécialisée, selon les demandes et les besoins des ménages vulnérables.

Les aides peuvent comprendre, selon les cas :

- aide alimentaire temporaire ;
- assistance au déménagement ;
- aide médicale temporaire ;
- aide à la rescolarisation des enfants ;
- assistance à l'insertion sociale.

De façon spécifique, le Projet assiste les personnes vulnérables identifiées dans le cadre du processus de déménagement en leur fournissant des services de transport (leurs effets personnels sont transportés dans des véhicules du Projet vers le site de réinstallation). Les personnes

vulnérables bénéficient également d'une assistance spécifique dans les négociations préalables à la compensation (comparution devant les commissions notamment et assistance à la compréhension des documents).

Un budget de 50 millions de Francs CFA est prévu pour l'assistance aux personnes vulnérables. Il sera géré par la CE-PAR en collaboration avec l'ONG également chargée de la médiation (voir description des tâches à la section 11.1.5), et sous la supervision du Comité de suivi.

9.3. Suivi des ménages vulnérables

Le Projet établit un programme spécial de suivi pour évaluer les progrès réalisés en termes d'assistance aux ménages vulnérables au cours du processus de compensation et réinstallation. Ce programme s'ajoute à d'autres processus de surveillance mis en œuvre au cours du processus de compensation et réinstallation.

Le Projet surveille l'état des ménages qui ont été identifiés comme étant vulnérables avant la relocalisation pendant trois ans après leur réinstallation. Durant la première année, la surveillance a lieu sur une base trimestrielle et comprend des entretiens semi-annuels avec toutes les personnes vulnérables. Passée la première année, des entretiens annuels sont effectués pour les deux années suivantes. Les informations clés devant être recueillies et présentées comprennent ce qui suit :

- nombre total de ménages vulnérables identifiés par le PAR ;
- recensement au cas par cas des ménages vulnérables ;
- type (s) de vulnérabilité ;
- type (s) d'assistance fournie ;
- les efforts visant à restaurer les moyens de subsistance, les réseaux sociaux et les niveaux de vie ;
- les ménages vulnérables qui n'ont pas été en mesure de restaurer leurs moyens de subsistance, leurs réseaux sociaux et/ou niveaux de vie.

Toutes les données sur les ménages vulnérables doivent être maintenues à jour dans la base de données du Projet.

10. RESTAURATION DES MOYENS D'EXISTENCE

10.1. Assistance au remplacement des terres agricoles

Pour les propriétaires (quel que soit le type de propriété) et usagers de terres agricoles recevant une compensation pour des cultures, le Projet facilitera l'accès à des terres agricoles de la manière suivante :

- Identification des personnes affectées désireuses d'acquérir des terres de remplacement, et des caractéristiques des terres nécessaires (types de culture, contraintes de mécanisation éventuelles, etc...) ;
- Identification des terres disponibles répondant à ces critères en liaison avec la Direction départementale de l'Agriculture de Taabo et les autorités traditionnelles ;
- Mise en relation des personnes affectées avec les propriétaires désireux de vendre ou louer des terres ;
- Facilitation de la transaction.

Ces mesures seront exécutées par la Cellule de Maîtrise d'Œuvre du PAR.

10.2. Restauration de la pêche

Les dommages à la pêche durant la construction et le remplissage du réservoir font l'objet d'une compensation sur les bases exposées à la section 8.6.

En outre, à l'issue du remplissage du réservoir, les pêcheurs devront être assistés dans leur adaptation aux nouvelles conditions hydrologiques, ainsi qu'à la disparition probable des gîtes d'écrevisses qui en est la conséquence.

L'expérience internationale montre que la reconversion des pêcheurs traditionnels aux conditions du réservoir est possible, et qu'en général ils gagnent au change en termes de revenus et de sécurité de l'activité. Dans le cas présent, l'existence d'une filière de pêche et de commercialisation active et profitable constitue un facteur extrêmement favorable à la restauration des revenus.

Les activités suivantes seront menées pour assister les pêcheurs affectés dans la restauration de leurs revenus :

- Etude de potentiel halieutique et piscicole de la retenue, y compris l'élaboration d'un plan de développement de la pêche et de la pisciculture dans le réservoir (étude à exécuter durant la phase de construction) ;
- Assistance technique aux pêcheurs dans l'adaptation aux conditions de la pêche dans le réservoir, y compris formation et suivi technique pour une période de deux à trois ans (peut être assuré par des spécialistes nationaux en pêche et pisciculture) ;
- Fourniture de petit équipement (nasses, lignes, etc...).

L'étude du potentiel halieutique sera confiée à un consultant ivoirien (centre de recherche ou autre organisme public spécialisé dans la pêche en eaux continentales). Cette étude sera réalisée avant l'achèvement de la construction, de sorte à ce que les résultats soient disponibles avant la fin du remplissage du réservoir. Le soutien technique pourra être assuré par le même consultant, et devra commencer à la fin du remplissage du réservoir pour une durée de deux à trois ans. Des actions pourraient être également nécessaires en matière de soutien à la filière de commercialisation, point qui devra être abordé dans l'étude du potentiel halieutique.

Les budgets suivants seront alloués :

- Etude : 50 millions de Francs CFA ;
- Soutien technique et petit équipement après remplissage du réservoir : 176 733 501 millions de Francs CFA ;
- Autres mesures de restauration des moyens d'existence : 50 millions de Francs CFA.

11. MISE EN ŒUVRE DU PAR

11.1 Cadre organisationnel

Le cadre organisationnel proposé pour la mise en œuvre du PAR se compose des organes suivants : un comité de pilotage, un comité de suivi, une cellule d'exécution du PAR, une commission administrative et un organisme de médiation. Tous ces organes bénéficieront de l'appui d'un Consultant (à recruter) pour faciliter la mise en œuvre des activités du PAR.

11.1.1. Comité de Pilotage

La maîtrise d'ouvrage du Plan d'Action de Réinstallation des personnes affectées par le projet d'aménagement hydroélectrique de Singrobo-Ahouaty sera assurée par un comité de pilotage mis en place pour assurer la coordination entre les ministères et les organismes d'exécution du PAR, et servir d'entité d'arbitrage dans la mise en œuvre du projet.

Présidé par le Ministre du Pétrole, de l'Énergie et du Développement des Energies Renouvelables ou son représentant, ce comité sera composé des représentants des structures ci-après désignées :

- Ministère du Pétrole, de l'Énergie et des Energies Renouvelables,
- Ministère de la Construction, du Logement et de l'Urbanisme,
- Ministère de l'Environnement et du Développement Durable,
- Ministère de l'Économie et des Finances ;
- Ministère de l'Intérieur et de la Sécurité (MIS) ;
- Ministère de l'Agriculture et du Développement Rural ;
- Côte d'Ivoire Energies (CI-ENERGIES) ;
- Société Ivoire Hydro Energy (IHE).

11.1.2. Comité de Suivi (CS)

Il sera mis en place, un Comité de Suivi (CS) qui assurera la maîtrise d'ouvrage déléguée du PAR, et qui comprendra les représentants des structures ou personnes suivantes :

STRUCTURES	NOMBRE DE REPRESENTANTS
Ministère du Pétrole, de l'Énergie et des Energies Renouvelables	1
CI-ENERGIES	1
Ministère de l'Intérieur et de la Sécurité	3
Ministère de la Construction, du Logement et de l'Urbanisme	1
Ministère de l'Environnement et du Développement Durable	1
Ministère de l'Agriculture et du Développement Rural	1
Ministère de l'Économie et des Finances	1
Ministère des Ressources Animales et Halieutiques	1
Ministère des Eaux et Forêts	1
Conseil Régional de l'Agnéby-Tiassa	1

STRUCTURES	NOMBRE DE REPRESENTANTS
Mairie de Taabo	1
Député de Taabo	1
Société Ivoire Hydro Energy (IHE)	1
PAP (deux représentants par village)	10
CE-PAR	2
Total	27

Le Comité de Suivi est chargé de suivre régulièrement l'avancement de la mise en œuvre du PAR pour le compte de toutes les parties concernées, en assurant les missions suivantes :

- l'élaboration des grandes orientations ;
- La supervision de la mise en œuvre du programme ;
- l'approbation du budget du programme ;
- l'autorisation des dépenses relatives à la mise en œuvre du programme.

Le CS sera présidé par le Directeur Général de l'Energie, CI-ENERGIES et IHE assurant respectivement les fonctions de 1^{er} et 2^e Vice-présidents. Le secrétariat du CS sera assuré par le chef de la CE-PAR et son adjoint (représentant de la société IHE).

Le CS se réunit une fois par mois et aussi souvent que nécessaire, sur convocation de son Président.

11.1.3. Commission Administrative (CA) de purge des droits coutumiers

Il sera constitué, par arrêté préfectoral, une Commission Administrative chargée de conduire les opérations de purge des droits coutumiers sur le sol, conformément au Décret n° 2013-224 du 22 mars 2013 tel que modifié par le Décret n° 2014-25 du 22 janvier 2014 portant réglementation de la purge des droits coutumiers sur le sol pour intérêt général, et le Décret n° 71-74 du 16 février 1971 relatif aux procédures domaniales et foncières. Elle sera composée d'un représentant des structures ou entités suivantes :

La Commission administrative comprend :

- Un représentant du Ministre chargé de l'Urbanisme ;
- Un représentant du Ministre chargé de l'Economie et des Finances ;
- Un représentant du Ministre chargé des Infrastructures Economiques ;
- Un représentant du Ministre chargé de l'Agriculture ;
- Trois représentants du Ministre chargé de l'Intérieur ;
- Le maire de Taabo ou son représentant ;
- Les représentants désignés des communautés concernées, à savoir, Singrobo, Pacobo, Ahérémou 2, N'dénou et Ahouaty.

Les membres de la commission sont nommés par arrêté conjoint du Ministre chargé de l'urbanisme et du Ministre chargé de l'Economie et des Finances, sur proposition des autorités dont ils relèvent.

La Commission Administrative (CA) de purge des droits coutumiers assurera les missions suivantes :

- procéder, après enquête contradictoire, à l'identification des terres comprises dans le périmètre de l'opération projetée et soumises aux droits coutumiers, ainsi qu'au recensement des détenteurs de ces droits ;
- proposer la compensation selon la parcelle concernée à partir du barème fixé aux articles 7 et 8 ;
- dresser un état comprenant la liste des terres devant faire l'objet de la purge, des détenteurs des droits coutumiers sur ces terres, des compensations proposées à partir du barème fixé aux articles 7 et 8, et des accords et désaccords enregistrés.

Dans le cadre du présent projet, la Commission Administrative sera présidée par le Préfet de Taabo ou son représentant et, le secrétariat assuré par le représentant du Ministère chargé de l'Urbanisme. Elle se réunira une fois par mois et aussi souvent que nécessaire, sur convocation de son Président.

11.1.4. Cellule d'Exécution du PAR (CE-PAR)

Une Cellule d'Exécution du PAR (CE-PAR) sera constituée pour assurer la coordination et le suivi opérationnel de la mise en œuvre des opérations du PAR.

Elle disposera d'une logistique propre (résidences, bureaux, véhicules, fournitures, etc.) pour assurer ses missions.

La CE-PAR sera coordonnée par un Chef de projet et se compose comme suit :

- un Chef de projet désigné par CI-ENERGIES, et chargé de la coordination et du suivi opérationnel des activités pour la mise en œuvre du PAR ;
- un adjoint au Chef de projet, chargé du suivi opérationnel des activités de mise en œuvre du PAR pour le compte de la société IHE ;
- une Secrétaire de direction ;
- un chauffeur-coursier ;
- un Secrétariat exécutif dirigé par un Spécialiste en réinstallation qui sera chargé des opérations de mise en œuvre du PAR, comprenant les spécialistes suivants :
 - un gestionnaire de base de données, responsable de la mise à jour de la base de données des personnes et biens recensés ;
 - une assistante sociale, chargée du suivi psycho-social des PAP, notamment des personnes vulnérables ;
 - un assistant administratif et comptable, chargé du suivi financier des charges de fonctionnement de la CE-PAR et des autres organes, ainsi que des négociations et du paiement des indemnités ;
 - un assistant administratif et financier de liaison, chargé du suivi des opérations financières entre la CE-PAR et CI-ENERGIES (transmission des dossiers d'indemnisation ou de paiement et des correspondances, etc.) ;
 - un topographe ;
 - une secrétaire de direction ;
 - un Agent de Liaison Communautaire (CLO en anglais) ;
 - un adjoint à l'Agent de Liaison Communautaire (CLO en anglais) ;
 - deux chauffeurs-coursiers.

Les principales missions assignées à la CE-PAR sont les suivantes :

- Informer et consulter les PAP sur les opérations de mise en œuvre du PAR ;
- Actualiser/instruire les données des enquêtes démographique, agricole, foncière et immobilière ;
- Élaborer la liste définitive des PAP ;
- Organiser la tenue des négociations sur les compensations avec les PAP ;
- Établir et faire signer les certificats de compensation ;
- Organiser le paiement des compensations et la libération des emprises ;
- Assurer le suivi du déplacement et de la réinstallation des PAP ;
- Assister de manière spécifique les groupes vulnérables avant, pendant et après le déplacement ;
- Élaborer tous les documents nécessaires à l'exécution du programme : notes et rapports, etc. ;
- Constituer l'archivage des documents du projet ;
- Assister le Comité de Suivi sur toutes les questions se rapportant au programme.

La Cellule d'Exécution du PAR sera basée à Taabo, avec une antenne locale à Singrobo, et pourra recourir, si nécessaire, aux services de certains partenaires du projet et de prestataires extérieurs, dont notamment :

- Avocat : suivi des intérêts de l'Administration pour les litiges éventuels traités par voie de justice ;
- Huissier de justice : constat de lieux ;
- Direction du Cadastre et de la Conservation foncière : réquisitions foncières, dossiers techniques de terrains à exproprier ;
- Expert en évaluation agricole pour l'actualisation des données d'enquête agricole ;
- Expert en évaluation forestière ;
- Autorités administratives (Préfet, Sous-préfets, élus, etc.) : appui au règlement des problèmes relevant de leur compétence et médiation éventuelle entre les différentes communautés que composent les PAP ;
- Enquêteurs spécialisés : actualisation des données d'enquêtes ménage et immobilière ;
- Consultants internationaux pour suivi externe et assurance de la conformité aux standards des prêteurs.

11.1.5. Organisme de médiation et de suivi interne des opérations

La médiation et le suivi-interne de l'exécution des opérations seront assurés par une ONG (à recruter) spécialisée dans la conduite de projet occasionnant un déplacement involontaire de populations et dans la mobilisation et l'accompagnement social.

Le recours à ce type de structure est un moyen nécessaire pour garantir un traitement équitable des droits des personnes affectées par le projet. Cette structure sera liée contractuellement à la Cellule d'Exécution du PAR.

Les missions de cet organisme seront les suivantes :

- Information et consultation des populations affectées par le projet ;
- Assistance aux PAP pour le respect de leurs droits dans le processus d'indemnisation, et de réinstallation ;
- Médiation dans le cadre du dispositif de gestion des plaintes (voir section 11.2.2.1.) ;

- Assistance aux personnes vulnérables (voir chapitre 9), notamment de la dotation prévue au budget pour l'assistance aux personnes vulnérables (titre 3 du budget).

11.2. Consultation et gestion des plaintes

11.2.1. Consultation et information

Le PAR est mis en œuvre dans le cadre d'une approche participative associant les communautés et personnes concernées. Dans la pratique, le dispositif suivant est mis en œuvre par la CE-PAR :

- Divulcation du document dans son intégralité (publication sous forme papier dans les 5 communautés affectées, et à la sous-préfecture de Taabo) ;
- Divulcation large d'un résumé du PAR (deux pages) qui pourra être remis à toutes les personnes affectées (« guide pratique de compensation » précisant notamment les documents à obtenir en vue de la compensation, ainsi que le processus amiable d'acquisition des terres) ;
- Réunions publiques d'information (sous forme de journées « portes ouvertes » à Singrobo) pour présenter le document préalablement divulgué et dispenser toutes informations souhaitées par les personnes affectées) ;
- Première visite (par la CE-PAR) à chaque personne affectée pour présenter la compensation individuelle proposée, avec remise d'une « offre de compensation » formelle sous forme papier ;
- Délai de réflexion minimal de deux semaines, laissé à la personne affectée pour examiner la proposition de compensation et/ou signaler une erreur à rectifier par la CE-PAR après vérification ;
- Seconde visite (par la CE-PAR) pour recueillir l'accord de la personne affectée (signature de l'offre de compensation) ;
- En cas de désaccord à la seconde visite, troisième visite pour tenter de trouver un accord sur la base de la proposition de compensation initiale (pas de « marchandage ») ;
- En cas de poursuite du désaccord à la troisième visite, transmission du dossier à la Commission Administrative (si le dossier relève de la purge des droits coutumiers), ou à l'organisme de médiation (pour les autres types de compensation).

11.2.2. Gestion des plaintes

Des conflits peuvent subvenir au cours des opérations de réinstallation. De nombreuses plaintes pourront être enregistrées. Dans la pratique, les plaintes et conflits qui apparaissent au cours de la mise en œuvre d'un programme de réinstallation et de compensation peuvent être les suivants :

- Erreurs dans l'identification et l'évaluation des biens, des zones d'usage etc. ;
- Désaccord sur les limites des parcelles/zones d'usage, soit entre la personne affectée et l'agence d'expropriation, ou soit entre deux voisins ;
- Conflit sur la propriété d'un bien (deux personnes/villages affectées, ou plus, déclarent être le propriétaire d'un certain bien) ;
- Désaccord sur l'évaluation d'une parcelle/zone d'usage ou d'un autre bien,
- Successions, divorces, et autres problèmes familiaux, provoquant des conflits entre héritiers ou membres d'une même famille concernant une propriété ou des parties d'une propriété ou encore d'un autre bien donné ;

- Désaccord sur les mesures de réinstallation, sur l'emplacement d'un site de réinstallation ou le type de compensation ou d'habitat proposé ou encore les caractéristiques de la parcelle ou la qualité des nouvelles zones d'usage.

Il convient de mettre en place un mécanisme, prévoyant des voies de recours, qui permet de gérer efficacement les éventuelles plaintes formulées par les PAP. Les voies de recours sont présentées ci-après.

11.2.2.1 Règlement des litiges à l'amiable (ou mécanisme hors du décret de 25 novembre 1930)

L'option privilégiée pour le règlement des différents cas de plaintes et de doléances enregistrées et ceux qui peuvent subvenir dans le cadre du présent PAR, est le traitement à l'amiable. À cet effet, le dispositif suivant sera adopté.

- Au niveau de la Cellule d'Exécution du PAR

Au sein de la CE-PAR, l'Agent de liaison communautaire (en anglais, Community Liaison Officer (CLO)) est désigné pour recueillir les plaintes et doléances des personnes affectées par le projet. Il est aidé dans ses tâches par la secrétaire qui assure la permanence de la CE-PAR au bureau à Taabo, et par les CLO locaux qui sont ses représentants locaux dans les villages impactés. L'ONG, dans sa mission, est en droit de recueillir les plaintes et doléances des PAP pour les transmettre à la CE-PAR.

La CE-PAR analyse la requête en premier lieu et, si c'est nécessaire, elle demande l'avis du Comité de suivi. La personne est ensuite invitée pour un règlement à l'amiable. En cas de désaccord, la requête est transmise au Comité de Suivi.

Pendant l'identification des PAP, il a été mis en place une procédure de règlement des réclamations sous l'égide du BNETD. Elle a permis d'établir après conciliation la liste des PAP éligibles.

Pendant les négociations, les plaintes enregistrées par la CE-PAR seront traitées dans un délai de cinq jours ouvrables et les procès-verbaux des conclusions seront élaborés.

- Au niveau du Comité de suivi

La CE-PAR transmet au comité de suivi toutes plaintes, doléances et réclamations qu'elle n'a pas pu résoudre en son sein. Le Comité de suivi dispose de cinq jours ouvrables pour traiter les plaintes. Après examen, il convoque le concerné pour une négociation à l'amiable. L'organisme de médiation mentionné plus haut à la section 11.1.5. est chargé d'une médiation, dont il rend compte au Comité de Suivi.

En cas d'échec, après épuisement de toutes les voies de négociation à l'amiable, le plaignant peut saisir les juridictions compétentes en la matière.

Dans tous les cas, la cellule d'exécution du PAR et le Comité de Suivi en charge de la médiation développent une approche conciliante afin de préserver les droits et les intérêts de chaque partie. Le règlement à l'amiable est la seule solution recherchée par le Comité de Suivi.

Il est, en outre, recommandé, le cas échéant, de solliciter la médiation des autorités administratives et/ou coutumières, les guides religieux, les leaders d'opinions et les ONG, pour faciliter le règlement des litiges à l'amiable.

11.2.2.2 Règlement des litiges par voie judiciaire (ou mécanisme judiciaire selon les dispositions du décret de 25 novembre 1930)

Selon ce décret, le propriétaire en procédure d'expropriation peut en cas de conflit avec l'Administration, former un recours devant la justice d'instance s'il n'est pas satisfait de l'indemnité d'expropriation proposée par la Commission Administrative d'Indemnisation.

La procédure est automatique dès lors que la personne à exproprier ne signe pas le certificat de compensation. L'indemnité est alors consignée au Trésor en attendant la décision du juge, sur la base des expertises éventuelles qu'il sera loisible à l'intéressé ou à l'Administration de faire exécuter par un expert assermenté.

Cette procédure est suspensive de l'expropriation et de l'entrée en jouissance par l'Administration, du bien. Cependant, une fois le jugement d'expropriation prononcé, il est exécutoire même si l'intéressé forme un nouveau recours devant la juridiction compétente en appel. Ce recours relève cette fois d'une démarche délibérée de la part du requérant. L'expropriation et la démolition du bien peuvent donc dans ce cas être exécutées même si le propriétaire n'a pas perçu son indemnisation. Celle-ci demeure alors consignée au Trésor, jusqu'à ce que, soit l'intéressé abandonne la procédure et la perçoive, soit la juridiction d'appel tranche.

Dans tous les cas, la perception de la redevance par-devant le Trésorier vaut résiliation de toutes réserves sur le bien exproprié de la part des deux parties, le propriétaire et l'Administration.

Cependant, la résolution des plaintes à l'amiable est la meilleure voie de recours. Le système de gestion des plaintes doit privilégier ce recours au détriment de la voie judiciaire.

11.3. Procédures d'exécution du PAR

11.3.1. Mise en place du cadre organisationnel

Dans le cadre de la mise en œuvre du PAR, il est prévu la mise en place des organes intégrant à différents niveaux les représentants des structures impliquées dans le projet. Il s'agit notamment de/du :

- Comité de Pilotage (CP) dont la composition et l'activité de coordination dans la réalisation du projet créent les conditions favorables à la mise en œuvre du PAR ;
- Comité de Suivi (CS) dont la composition et les activités d'orientation et de supervision facilitent la mise en œuvre du PAR ;
- la Cellule d'Exécution du PAR (CE-PAR) dont les compétences permettent d'exécuter et de suivre les opérations de réinstallation, sous la supervision et la coordination des deux premiers organes.

Le promoteur du projet s'assurera de la représentativité effective des principales parties prenantes du projet, y compris les PAP, dans les organes mis en place. Il doit, en collaboration avec les autres partenaires, veiller à la mise en place de ces organes dans les délais requis, de sorte à indemniser les PAP avant le démarrage des chantiers.

11.3.2. Actualisation des données d'enquête

C'est une étape importante qui permet de traiter les omissions et fautes dans la base des données, ainsi que, les nombreux cas d'absences des PAP constatées lors des enquêtes socio-économiques de janvier et mai - juin 2016.

Le traitement des omissions et fautes dans l'identification des PAP se fera, après affichage des listings, sur réclamation des intéressés avant ou pendant les séances de négociations et de signature des certificats de compensation. Pour les absents, des enquêteurs spécialisés seront déployés dans les localités concernées aux fins de recenser les PAP et évaluer leurs biens respectifs. Il s'agira notamment de :

- recenser ou profiler les propriétaires des parcelles agricoles expertisées ;
- recenser les propriétaires des terrains nus déjà identifiés et évalués ;

- vérifier l'existence de parcelles de cultures vivrières et maraîchères à l'emplacement de celles initialement expertisées, afin d'actualiser les données
- évaluer le coût de déplacement ou de recule de la ligne moyenne tension à Pacobo ;
- vérifier les données relatives à certains pêcheurs, mareyeuses, aide-pêcheurs, aide-mareyeuses pour lesquels les informations actuelles sont insuffisantes ou incohérentes ;
- consolider les bases de données pour faciliter l'exécution et le suivi du PAR.

L'actualisation de l'expertise agricole et foncière, concernant uniquement les champs de cultures vivrières et maraîchères mettra à contribution la Direction Départementale de l'Agriculture de Taabo pour un (01) mois de mission de terrain. Cette Direction disposera de deux équipes de spécialistes en évaluation agricole (avec une logistique composée d'un véhicule, de 02 appareils GPS, etc.) nécessaires pour toute la durée de la mission. L'enquête ménage sera réalisée par dix enquêteurs itinérants supervisés par un sociologue sur une période maximale de dix (10) jours. La mise à jour des bases de données nécessitera un travail d'un (01) mois à l'informaticien au bureau. L'actualisation de la base de données se poursuivra jusqu'à la signature des certificats de compensation selon l'afflux des PAP retardataires ou réclamant des corrections ou modifications.

Les différentes prestations définies ci-dessus ont été effectivement mis en œuvre à partir du 22 septembre 2017 en même temps que la mutation de la base de données, telle que recommandée par les experts internationaux. La mutation de la base de données a nécessité l'exécution des tâches suivantes :

- élaboration d'un questionnaire unique destiné à toutes les catégories de PAP, à partir des recommandations des experts internationaux, de l'expérience et des pratiques du BNETD et de la revue de littérature ;
- conception de l'application de saisie des données sur la base du questionnaire validé par le promoteur du projet ;
- transcription des informations collectées lors des enquêtes antérieures sur la nouvelle fiche de profilage, et complément des informations sur terrain ;
- prise de vue des PAP pour l'intégrer à la base de données ;
- reforme des tables Excel d'évaluation des propriétés agricoles, foncières et immobilières demandée aux différents experts en mettant en exergue tous les paramètres de calcul des indemnités, conformément aux tableaux intégrés au nouveau questionnaire ;
- dépouillement des fiches nouvellement renseignées et saisie des informations ;
- consolidation de la base de données ;
- prise en compte des dernières recommandations des experts internationaux et des spécialistes qui a consisté au remplacement des colonnes coefficient et valeur résiduelle par superficie, coût unitaire et valeur du terrain bâti, et de la valeur vénale.

La mise en œuvre de l'actualisation et de la mutation de la base de données a occasionné d'importantes modifications de résultats plus moins différents des données de la version initiale du PAR validée par les experts internationaux. Dans un souci de transparence et de clarté dans l'exploitation des livrables, il s'avère nécessaire de consulter en annexe du présent document la note explicative de toutes les modifications intervenues dans la mutation des bases de données et dans l'actualisation des données initialement collectées.

11.3.3. Négociation, établissement et signature des actes de compensation

Cette étape consistera à présenter aux PAP, sur une base individuelle, les résultats de l'estimation des pertes les concernant et de déterminer d'un commun accord si l'indemnité est acceptable. La

divulgaration de l'estimation sera accompagnée d'une présentation des hypothèses de calcul afin que les personnes affectées puissent évaluer le bien-fondé de la compensation offerte.

Organisée avec le concours de l'ONG, les négociations se dérouleront sur le site du projet, précisément dans les localités riveraines impactées. Elles seront libres et individuelles, et sanctionnées par un procès-verbal (PV) co-signé par la PAP concernée et le chef de la CE-PAR.

S'il y a accord suite aux négociations avec les PAP, les certificats de compensation seront traités et établis automatiquement en cinq (05) exemplaires et co-signés par :

- la personne affectée par le projet ;
- le chef de projet ou chef de la Cellule d'Exécution du PAR ;
- le représentant de la société IHE ;
- le représentant de l'ONG à titre de témoin ;
- le président du Comité de suivi du PAR.

Les certificats de compensation signés et les autres documents annexes constituent pour une PAP, un dossier d'indemnisation dont une copie sera remise à chaque signataire, après le paiement des indemnités.

Dans la perspective où il serait impossible d'arriver à un accord, les négociations se poursuivront devant un médiateur accepté par les deux parties. La recommandation du médiateur ne sera pas exécutoire, mais représentera la dernière option avant qu'un litige ne soit officiellement enregistré. Les questions litigieuses devront alors être référées au processus légal de règlement des litiges.

11.3.4. Procédure de paiement des compensations en numéraire

Lorsqu'une entente est conclue sur l'indemnisation proposée, les dossiers d'indemnisation sont traités et mis en paiement par l'ordonnateur qui émet les chèques, afin de permettre à la CE-PAR de procéder à la remise des chèques ou au versement des indemnités, le cas échéant. Toute indemnité devra être versée avant que la personne affectée ne perde la propriété des biens visés par l'entente ou qu'elle ait à déménager.

Le dossier de paiement des indemnités comprendra, entre autres documents :

- la photocopie de la pièce d'identité valide présentée par le bénéficiaire lui-même ;
- les certificats de compensation visés successivement par la PAP, le chef de la CE-PAR, le représentant de la société IHE, le représentant de l'ONG, et le président du Comité de Suivi ;
- les annexes des certificats de compensation donnant le détail sur l'évaluation des biens affectés ;
- la fiche de définition des modalités de paiement des indemnités (qui précise le principe et le taux de répartition de l'indemnisation, la répartition du montant total d'indemnisation entre les bénéficiaires ou ayant droit consensuellement et/ou légalement reconnus (pour les propriétés familiales ou collectives), et les échéances ou tranches de paiement) ;
- le certificat de notoriété établi par le Tribunal pour le mandataire d'une succession en cas de décès de la PAP identifiée ;
- le reçu d'indemnisation ou de remise de chèque portant le nom du bénéficiaire et le montant de l'indemnisation co-signé par le bénéficiaire et le payeur de la CE-PAR ;
- le procès-verbal de négociation co-signé par le bénéficiaire et le chef de la CE-PAR ;
- la photocopie du chèque remis (éventuellement) avec décharge de la PAP bénéficiaire ;
- etc.

Le paiement des compensations ou la remise des chèques se fera sur place à Taabo ou dans les localités concernées, suivant un programme préétabli. Dès réception des indemnités, les PAP s'engagent à libérer les sites dans un délai déterminé (en général, trois mois pour les ménages résidant dans l'emprise et deux semaines pour les activités économiques). Il est à noter que la remise de chèque ou le paiement de l'indemnisation a lieu sur présentation directe de l'intéressé, muni de sa pièce d'identité valide.

La réception sans réserve de l'indemnisation par la personne affectée libérera le Maître d'ouvrage du projet de ses obligations de compensation à l'exception de celles relatives au suivi-évaluation de l'exécution du PAR.

11.3.5. Publication des arrêtés de cessibilité

Après l'indemnisation des PAP, les arrêtés de cessibilité seront pris et publiés par le Ministre de la Construction, du Logement et de l'Urbanisme (MCLU).

11.3.6. Suivi de la libération des emprises du projet

La CE-PAR assurera le suivi de la libération des emprises et veillera également à la bonne exécution du déplacement et de la réinstallation des personnes concernées. Un procès-verbal (PV) de libération d'emprise et un constat d'Huissier seront élaborés à chaque étape de cette opération en vue d'en faire le point au Maître d'Ouvrage et au Comité de Suivi.

La CE-PAR assurera en outre, le contrôle et le suivi des études techniques et travaux d'aménagement du site de réinstallation, sous la responsabilité du Maître d'ouvrage. Elle identifiera également les équipements et infrastructures nécessaires à l'amélioration du nouveau cadre de vie des personnes déplacées.

Afin que chaque PAP puisse suivre l'évolution des diverses étapes de réinstallation qu'il devra entreprendre et que le programme de suivi du projet puisse suivre l'avancement des étapes pour chaque PAP, une fiche décrivant les étapes à suivre avant d'être définitivement réinstallée pourra être remise à chaque PAP. Ces fiches pourront indiquer, par exemple, le montant négocié des indemnités, le paiement desdites indemnités, et le moment où chaque PAP pourra prendre possession des compensations qui lui auront été offertes sur le site d'accueil, telles que le paiement des indemnités, etc. Cette fiche sera conçue de telle sorte à comprendre des parties détachables qui pourront être remises aux diverses parties selon l'avancement des étapes.

11.3.7. Traitement des dossiers de constat de non d'indemnisation

La CE-PAR veillera à communiquer au tribunal de Tiassalé tous les dossiers non liquidés pour cause d'absence, de décès et/ou de litige, afin de consigner et sécuriser les indemnités non payées au trésor public. Le point des dossiers transmis au tribunal et des indemnisations consignées doit être intégré aux rapports périodiques transmis au Maître d'ouvrage et au Comité de Suivi. Les PAP ou leurs ayants droits dans cette situation, seront, le cas échéant, informés et sensibilisés sur la procédure de réclamation de leurs dus.

11.4. Procédures d'exécution financière et comptable du PAR

11.4.1. Sources et mise en place du financement

Le financement du PAR est assuré par l'État de Côte d'Ivoire chargé de mettre à la disposition de la société IHE les emprises du projet libérées de toute occupation. Pour réaliser l'opération d'indemnisation des personnes affectées par le projet dans un délai compatible au projet, la société IHE préfinancera le PAR pour le compte de l'État de Côte d'Ivoire, sur la base d'une convention de compensation. Pour ce faire, CI-ENERGIES (représentant l'Etat de Côte d'Ivoire) ouvrira un compte spécifique au PAR dans les livres d'une banque commerciale de la place que la société

IHE, en collaboration avec les bailleurs de fonds, approvisionnera selon les besoins nécessités par la mise en œuvre du PAR.

La gestion de ce compte bancaire relèvera de la responsabilité de CI-ENERGIES qui désignera un ordonnateur chargé de l'émission des chèques conformément au budget du PAR validé et à la procédure requise.

La mise en place du financement devra être effective un mois après la mise en place des organes d'exécution. Le placement des ressources financières sur **un compte bancaire sécurisé** donnera une autonomie financière aux organes d'exécution, de sorte à faciliter la liquidation des dépenses d'équipement et de fonctionnement de ceux-ci et le paiement des indemnités (y compris la restauration des moyens d'existence).

L'État de Côte d'Ivoire, représenté par le Ministère du Pétrole, de l'Energie et du Développement des Energies Renouvelables, le Ministère de la Construction, du Logement, de l'Assainissement et de l'Urbanisme, et le Ministère de l'Économie et des Finances, s'emploiera au contrôle de l'exécution du PAR au regard des normes en vigueur et de la planification des activités du PAR.

11.4.2. Procédure de liquidation des dépenses

11.4.2.1 Paiement des indemnités

Les dossiers de paiement des indemnités seront établis par la Cellule d'Exécution et approuvés par le Comité de Suivi. Il est à noter que le paiement des indemnités aura lieu sur présentation directe de l'intéressé. Les fonds seront remis aux intéressés contre reçu après vérification de la validité de la pièce d'identité. L'intéressé s'engagera sur le reçu d'indemnisation à libérer l'emprise du projet dans un délai de trois (03) mois pour les ménages propriétaires de bâtis résidents, et de quinze (15) jours maximum pour les exploitants agricoles et autres propriétaires de biens.

11.4.2.2 Paiement des charges d'équipement et de fonctionnement

Les charges d'équipement et de fonctionnement concernent les organes institués (CS, CAI, CE-PAR) pour la mise en œuvre du PAR. Elles seront financées sur le budget du PAR. Les dépenses d'équipement et de fonctionnement seront formulées par la Cellule d'Exécution et approuvées par le Comité de Suivi.

Les membres de ces trois structures bénéficieront d'indemnités mensuelles de présence et de déplacement, fixées par arrêté du Ministre de la Construction et de l'Urbanisme et pris en charge sur les ressources du PAR, en vue de leur permettre de mener à bien leur mission.

11.4.2.3 Consignation des indemnités non payées

La CE-PAR veillera à communiquer au Tribunal de Tiassalé tous les dossiers de constat de non indemnisation, afin de consigner au Trésor public toutes les indemnités non payées. Cette opération se poursuivra après la mise en eau du barrage et le traitement d'éventuels cas de dommages occasionnés par la construction.

11.5. Tâches et responsabilités des intervenants dans l'exécution du PAR

Le PAR sera mis en œuvre conformément aux tâches et responsabilités des intervenants décrites dans le tableau ci-dessous.

Tableau 21 : Tâches et responsabilités des intervenants

N°	Tâches	Responsabilités	Exécution
1	Prise du Décret portant Déclaration d'Utilité Publique (DUP) de l'emprise du projet	MPEER/MCLU	CI-ENERGIES / MCLU
2	Mise en place du Comité de suivi (CS)	MPEER/MCLU/MIS	DGE/ CI-ENERGIES /IHE
3	Mise en place de la Commission Administrative de purge des droits coutumiers sur le sol (CA)	MPEER/MCLU/MIS	PREFECTURE/ CI-ENERGIES /IHE
4	Mise en place de la Cellule d'Exécution (CE-PAR)	MPEER/MCLAU/MIS	PREFECTURE/ CI-ENERGIES /IHE
5	Finalisation et validation du PAR	CS/MPEDER/MCLU	CE-PAR/MCLU/ CI-ENERGIES
6	Finalisation du mécanisme institutionnel et financier du PAR	CI-ENERGIES	CS
7	Information et consultation des PAP	CS	CE-PAR
8	Actualisation/Instruction des données	CS/CA	CE-PAR
9	Médiation et suivi interne des opérations de réinstallation	CS	CE-PAR/ ONG
10	Négociations et Signature des certificats de compensation avec les PAP	CS	CE-PAR/ONG
11	Information, Négociation et Signature de protocole d'accord avec les propriétaires fonciers pour la purge des droits fonciers	MPEER/MCLU	CA
12	Prise et publication des arrêtés de cessibilité	MCLU	MPEER/ MCLU
13	Mobilisation des fonds nécessaires aux indemnités en numéraires, aux études et travaux d'aménagement des sites de réinstallation et de construction des équipements	MPEER	IHE
14	Réalisation des études et travaux d'aménagement des sites de réinstallation et de construction des équipements	CS	CE-PAR/IHE
15	Réception des travaux et Attribution des lots	IHE/CS	CE-PAR
16	Approbation des plans de lotissement	MPEER	MCLU
17	Païement des indemnités en numéraire	CS/CI-ENERGIES	CE-PAR
18	Préparation et signature des chèques	CI-ENERGIES	CI-ENERGIES
19	Remise des chèques	CS	CE-PAR/ONG
20	Suivi de la réinstallation des PAP sur les sites aménagés	CS	CE-PAR/ONG
21	Suivi social du déplacement et assistance aux personnes vulnérables	CS	CE-PAR/ONG
22	Élaboration du plan de développement de la pêche sur le lac du futur barrage	CS	CE-PAR
23	Mise en œuvre du plan de développement de la pêche	CS/MIRAH	CE-PAR/MIRAH
24	Suivi de la réinsertion professionnelle des ouvriers agricoles	CS	CE-PAR/ONG
25	Libération des emprises du projet (Suivi de la destruction des biens et de l'abattage des arbres ou de l'exploitation des ressources forestières)	CS	CE-PAR/ONG
26	Constat de l'état des lieux libérés	CS	CE-PAR
27	Communication au tribunal des dossiers sans constat d'indemnisation	CS	CE-PAR
28	Consignation des indemnités d'expropriation pour les dossiers transmis au tribunal	CS	CI-ENERGIES/ CE-PAR

N°	Tâches	Responsabilités	Exécution
29	Élaboration du rapport d'achèvement de projet	CS	CE-PAR
30	Évaluation externe du projet	CS	Consultant indépendant

11.6. Budget

Le budget du PAR est de neuf milliards six cent-quatre vingt-huit millions deux cent soixante mille six cent quatre-vingt-douze Francs CFA (de 9 688 260 692 FCFA).

Il se compose essentiellement des compensations évaluées à huit milliards cent soixante-neuf millions cent quatre-vingt-quatorze mille quatre-vingt-onze Francs CFA (8 169 194 091 FCFA) ainsi que de la restauration des moyens d'existence des pêcheurs, de l'assistance aux personnes vulnérables et de la maîtrise d'œuvre du PAR.

11.7. Calendrier d'exécution

Le planning général d'exécution du PAR et celui de la première phase sont ci-dessous présentés.

Figure 12: Planning général d'exécution du PAR

	MOIS																																							
ACTIVITES	1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13	14	15	16	17	18	19	20	21	22	23	24	25	26	27	28	29	30	31	32	33	34	35	36	37	38	39	40
ACTIVITES TRANSVERSES																																								
Prise et approbation des actes (DUP, arrêtés de création et fonctionnement du cadre organisationnel)																																								
Mise en place cadre organisationnel (CP, CS, CA, CE-PAR)																																								
Validation et adoption du PAR																																								
Mobilisation des ressources financières du PAR																																								
Suivi social de la réinstallation des PAP concernées et assistance aux personnes vulnérables																																								
Information et sensibilisation des populations riveraines sur les mesures de sécurité et sur l'évaluation interne du PAR																																								
Evaluation interne du PAR et présentation des résultats d'exécution																																								
Elaboration du rapport d'audit d'achèvement du projet (à caler, en principe environ 3 ans après achèvement des activités de restauration des moyens d'existence)																																								
COMPENSATIONS NECESSAIRES AU DEMARRAGE DES TRAVAUX DE CONSTRUCTION																																								
Organisation consultations publiques sur la mise en œuvre du PAR																																								
Information, négociation et signature des actes de compensation avec PAP																																								
Information, négociation et signature de protocole d'accord avec les propriétaires terriens pour la purge des droits coutumiers																																								
Information et sensibilisation des PAP sur le démarrage des travaux et les mesures de sécurité																																								
Paieiment des indemnisations des PAP liées aux sites des travaux (phase 1)																																								
Libération de l'emprise des travaux de construction (phase 1)																																								
Démarrage des travaux																																								
AUTRES COMPENSATIONS NECESSAIRES A LA CONDUITE DES TRAVAUX DE CONSTRUCTION																																								
Organisation consultations publiques sur la mise en œuvre du PAR																																								
Information, négociation et signature des actes de compensation avec PAP																																								
Information, négociation et signature de protocole d'accord avec les propriétaires terriens pour la purge des droits coutumiers																																								
Information et sensibilisation des PAP sur la conduite des travaux et les mesures de sécurité																																								
Paieiment des indemnisations des PAP liées aux sites des travaux (phase 2)																																								
Libération de l'emprise des travaux de construction (phase 2)																																								
COMPENSATIONS NECESSAIRES A LA MISE EN EAU																																								
Organisation consultations publiques sur la mise en œuvre du PAR																																								
Information, négociation et signature des actes de compensation avec PAP																																								
Information, négociation et signature de protocole d'accord avec les propriétaires terriens pour la purge des droits coutumiers																																								
Information et sensibilisation des PAP sur le démarrage des travaux et les mesures de sécurité																																								
Paieiment des indemnisations des PAP liées au réservoir																																								
Libération de l'emprise du réservoir																																								
Suivi social de la mise en eau																																								

Tableau 26: Planning opérationnel de la première phase d'exécution du PAR¹⁵

N°	ACTIVITES DE MISE EN ŒUVRE DU PAR	PERIODE D'EXECUTION		DUREE (EN JR)	ANNEE 2017					ANNEE 2018												ANNEE 2019		
		Début	Fin		Aou	Sep	Oct	Nov	Déc	Jan	Fév	Mar	Avr	Mai	Juin	Juil	Aou	Sep	Oct	Nov	Déc	Jan	Fév	Mar
1	Briefing avec IHE	22/08/17	05/09/17	14																				
1.1	Réunion de cadrage de la mission	22/08/17	22/08/17	1	↓																			
1.2	Réunion de préparation du lancement du PAR	05/09/17	05/09/17	1		↓																		
2	Finalisation de la mise en place des organes du PAR	01/03/18	30/04/18	60																				
2.1	Finalisation mise en place Cellule d'Exécution du PAR (CE-PAR)	01/03/18	30/04/17	60																				
2.2	Finalisation mise en place du Comité de Suivi (CS)	01/03/18	30/04/17	60																				
2.3	Finalisation mise en place de la Commission Administrative	01/03/18	30/04/17	60																				
2.4	Finalisation mise en place du Comité de Pilotage (CP)	01/03/18	30/04/17	60																				
3	Organisation des consultations publiques sur le PAR	13/09/17	06/06/18	163																				
3.1	Série de réunions n°1 : Réunion de lancement	13/09/17	15/09/17	3		→																		
3.2	Série de réunions localité n°2 : Réunion sur les négociations	24/04/18	26/04/18	3									→											
3.3	Série de réunions localité n°3 : Réunion sur le paiement des indemnités	16/05/18	18/05/18	3										→										
3.4	Série de réunions localité n°4 : Réunion sur le déplacement et la réinstallation des PAP	05/06/18	07/06/18	3											→									

¹⁵ Le point des activités réalisées par rapport à ce planning opérationnel peut être consulté dans le rapport d'avancement n°1 transmis par le BNETD à la société IHE le 22/01/2018.

N°	ACTIVITES DE MISE EN ŒUVRE DU PAR	PERIODE D'EXECUTION		DUREE (EN JR)	ANNEE 2017					ANNEE 2018												ANNEE 2019		
		Début	Fin		Aou	Sep	Oct	Nov	Déc	Jan	Fév	Mar	Avr	Mai	Juin	Juil	Aou	Sep	Oct	Nov	Déc	Jan	Fév	Mar
4	Organisation des réunions d'avancement et de coordination BNETD/IHE	03/11/17	28/03/19	510																				
4.1	Série de réunions n°1	03/11/17	10/11/17	7				→		→														
4.2	Série de réunions n°2	19/01/18	31/01/18	13						→														
4.3	Série de réunions n°3	16/04/18	30/04/18	15								→												
4.4	Série de réunions n°4	16/07/18	30/07/18	15									→											
4.5	Série de réunions n°5	15/10/18	29/10/18	15														→						
4.6	Série de réunions n°6	14/01/19	28/01/19	14																	→			
4.7	Série de réunions n°7	15/03/19	28/03/19	13																			→	
5	Instruction des données et mise à jour de la base des données	16/09/17	15/12/17	89																				
5.1	Profilage des PAP absents/Réception, traitement des plaintes et réclamations	16/09/17	15/11/17	61		→																		
5.2	Mise à jour de la base de données	16/10/17	15/11/17	30			→																	
5.3	Etablissement, diffusion et affichage des listings définitifs des PAP dans les localités impactées	16/11/17	15/12/17	30				→																
6	Négociation, établissement et signature des actes de compensation	27/04/17	26/08/18	120																				
6.1	Organisation des séances de négociation et de signature des actes	27/04/18	16/08/18	110									→											
6.2	Traitement des actes de compensation et mise en paiement	07/05/18	26/08/18	119									→											
7	Suivi du paiement des indemnités	21/05/18	17/01/19	237																				
7.1	Organisation et suivi des opérations de paiement des indemnités	21/05/18	01/01/19	222																				

N°	ACTIVITES DE MISE EN ŒUVRE DU PAR	PERIODE D'EXECUTION		DUREE (EN JR)	ANNEE 2017					ANNEE 2018												ANNEE 2019		
		Début	Fin		Aou	Sep	Oct	Nov	Déc	Jan	Fév	Mar	Avr	Mai	Juin	Juil	Aou	Sep	Oct	Nov	Déc	Jan	Fév	Mar
7.2	Traitement et archivage des dossiers de paiement des indemnisations	03/01/19	17/01/19	14																		→		
7.3	Traitement des dossiers sans constat d'indemnisation	03/01/19	17/01/19	14																		→		
8	Suivi de la recherche et de l'aménagement de sites de réinstallation des PAP	18/04/18	16/01/19	266																				
8.1	Assistance aux PAP dans la recherche de sites de réinstallation	18/04/18	01/01/19	252																				
8.2	Suivi de l'aménagement des sites dédiés à la réinstallation des PAP	01/05/18	16/01/19	256																				
9	Suivi social du déplacement et de la réinstallation des PAP	04/06/18	20/01/19	224																				
9.1	Organisation des déplacements et suivi de la réinstallation des PAP	04/06/18	07/01/19	213																				
9.2	Accompagnement psycho-social des PAP	04/06/18	20/01/19	224																				
10	Suivi de la libération des emprises du projet	05/06/18	17/01/19	222																				
10.1	Suivi de l'organisation de la libération des emprises	05/06/18	15/01/19	215																				
10.2	Constat de libération des emprises du projet	05/06/18	17/01/19	222																				
11	Rédaction des rapports d'avancement et de fin de projet	08/10/17	20/03/19	492																				
11.1	Elaboration et transmission du rapport d'établissement	08/10/17	08/11/17	30																				
11.2	Elaboration et transmission du rapport d'avancement trimestriel n°1	21/12/17	22/01/18	30																				

N°	ACTIVITES DE MISE EN ŒUVRE DU PAR	PERIODE D'EXECUTION		DUREE (EN JR)	ANNEE 2017					ANNEE 2018												ANNEE 2019		
		Début	Fin		Aou	Sep	Oct	Nov	Déc	Jan	Fév	Mar	Avr	Mai	Juin	Juil	Aou	Sep	Oct	Nov	Déc	Jan	Fév	Mar
11.3	Elaboration et transmission du rapport d'avancement trimestriel n°2	21/03/18	20/04/18	30								→												
11.4	Elaboration et transmission du rapport d'avancement trimestriel n°3	21/06/18	20/07/18	30											→									
11.5	Elaboration et transmission du rapport d'avancement trimestriel n°4	21/09/18	20/10/18	30														→						
11.6	Elaboration et transmission du rapport d'avancement trimestriel n°5	21/12/18	20/01/19	30																	→			
11.7	Elaboration et transmission du rapport de fin de projet	21/02/19	20/03/19	30																			→	

Date de dernière mise à jour : 14/03/2018

12. SUIVI, EVALUATION ET PRODUCTION DE RAPPORTS

12.1. Suivi interne

Le principal objectif du suivi interne est de s'assurer que la compensation et la mise en œuvre du plan d'action de réinstallation s'effectuent conformément aux échéanciers et budgets préétablis. Cette activité est assurée par la CE-PAR et l'ONG sous la supervision du Comité de Suivi.

Les principaux indicateurs à suivre sont :

- le paiement de la compensation aux différentes catégories de PAP selon la politique de compensation décrite dans le PAR ;
- l'assistance pour la réinstallation de toutes les catégories de personnes déplacées ;
- l'information du public, la diffusion de l'information et les procédures de consultation ;
- l'adhésion aux procédures de redressement des torts ; le nombre de réclamations enregistrées ; le nombre de réclamations résolues et le temps moyen nécessaire pour résoudre une réclamation ;
- la remise en service de toute activité économique ou commerciale ;
- la coordination institutionnelle pour la réalisation des activités de réinstallation et le début des travaux de génie civil ;
- la satisfaction des PAP avec les actions d'indemnisation et de réinstallation.

Le suivi interne donnera lieu à la production d'un rapport mensuel par le chef de la CE-PAR et d'un rapport trimestriel par le chef de mission du BNETD, en collaboration avec tous les autres membres de la CE-PAR.

12.2. Suivi externe

Les objectifs du suivi externe sont les suivants :

- Fournir une source d'évaluation et de conseil indépendants pendant la mise en œuvre des activités de réinstallation et de compensation ;
- Vérifier la conformité de la mise en œuvre avec les prescriptions du PAR et les normes appliquées par les prêteurs.
- Préparer l'audit d'achèvement du PAR à partir d'une perspective globale en vue d'en tirer des leçons qui pourront servir pour les futurs PAR.

Les indicateurs suivants seront suivis par le consultant indépendant que la société IHE aura commis à cette tâche :

- Paiement des compensations
 - (i) Le paiement complet des compensations doit être remis aux personnes déplacées avant l'occupation des terrains par le Projet ;
 - (ii) Le montant de la compensation doit être suffisant pour remplacer les biens perdus (valeur de remplacement) ;
 - (iii) La compensation pour les bâtiments affectés doit être équivalente au coût de remplacement des matériaux et de la main d'œuvre basée sur les prix en vigueur dans la construction ; aucune déduction ne doit être faite concernant la dépréciation du bâtiment ou de la valeur des matériaux récupérables ;
 - (iv) La procédure de paiement doit être transparente et les PAP doivent être correctement informées de la procédure et de leurs possibilités de recours ;

- Consultation du public et connaissance de la politique de compensation
- (i) Les personnes affectées doivent être pleinement informées et consultées sur les procédures d'acquisition de terrain et de réinstallation, sur le planning du Projet, et sur les voies de recours ;
- (ii) Le Consultant chargé du Suivi doit participer aux rencontres d'information afin d'évaluer les activités de consultation, les problèmes et questions qui sont posées pendant les Assemblées et les solutions qui sont proposées.
- (iii) Le consultant devra évaluer également la connaissance par les PAP de la politique de compensation et de leurs droits.
- Restauration des activités économiques : les personnes déplacées doivent être contrôlées pour vérifier si elles ont pu restaurer leurs activités économiques.
- Niveau de satisfaction :
 - (i) Le niveau de satisfaction des personnes déplacées sur les différents aspects du PAR doit être évalué et noté ;
 - (ii) Le déroulement de la procédure de gestion des plaintes et la rapidité, l'efficacité et l'impartialité du traitement des plaintes seront également évalués.

12.3. Rapports périodiques d'exécution

Les rapports périodiques d'exécution suivants seront préparés par la CE-PAR :

- Bref (12-15 pages) rapport mensuel de suivi interne des activités de mise en œuvre du PAR qui sera produit par la CE-PAR à partir du démarrage des opérations de négociations et de signature des certificats de compensation jusqu'au terme des trois mois d'essais de fonctionnement de la centrale, sur la base d'un plan type à préparer en début d'exécution ;
- Bref (20-25 pages) rapport trimestriel de suivi interne des activités d'exécution du PAR à produire par la CE-PAR, en collaboration avec l'ONG, du démarrage des négociations et signature des certificats de compensation au terme des trois mois d'essais de fonctionnement de la centrale.

Les rapports d'établissement et d'avancement n°1 déjà produits font le point des activités réalisées depuis le lancement de la mise en œuvre du PAR le 20 septembre 2017.

12.4. Audit d'achèvement

12.4.1. Objectifs et portée

L'audit d'achèvement a pour objectifs de déterminer si la mise en œuvre des activités du PAR a eu les résultats escomptés, y compris si les moyens de subsistance des PAP ont été restaurés. Il est donc organisé après que les mesures de restauration des moyens de subsistance aient été mises en œuvre, de façon à vérifier la restauration effective des revenus des personnes affectées. Dans le cas présent, l'audit d'achèvement sera mené deux ans après la fin du remplissage du réservoir.

Les objectifs de l'audit d'achèvement (conformément à EP5 de la SFI) sont les suivants :

- évaluation générale de la conformité de l'exécution avec les objectifs et méthodes précisés dans le cadre du PAR,
- évaluation des procédures de mises en œuvre pour les indemnisations et le déplacement,
- évaluation de l'adéquation des mesures d'indemnisations par rapport aux pertes subies,

- évaluation de l'impact du PAR sur les revenus, les niveaux de vie et les moyens d'existence,
- évaluation des éventuelles actions correctives prises dans le cadre du suivi et évaluation des modifications à apporter aux stratégies et méthodes utilisées pour l'indemnisation.

Les conditions préalables suivantes doivent avoir été réalisées avant que l'audit d'achèvement ne puisse être mis en œuvre :

- le processus de compensation est terminé ;
- les terres ont été remplacées et les programmes d'amélioration mis en place ;
- la restauration des moyens de subsistance est complète (les personnes affectées par le projet ne sont pas moins bien loties qu'avant les impacts du projet) ; sauf dans des cas où des circonstances extérieures au projet pourraient avoir nui aux efforts de réinstallation ;
- la construction de logements et la réinstallation sont achevées ;
- les plaintes relatives à la compensation sont résolues (un nombre limité d'exceptions peut être acceptable, particulièrement dans le cas de plaintes soumises à la justice) ;
- une enquête sur la restauration des revenus a été menée sur un nombre acceptable de PAP.

Les termes de référence de l'évaluation externe de l'exécution du PAR comprendront notamment l'organisation d'enquêtes par sondage avec différentes catégories représentatives au sein de la population affectée par le projet, et la mise en évidence par ce moyen du degré de satisfaction des doléances éventuelles et du niveau de restauration des revenus.

12.4.2. Rapport d'audit d'achèvement

L'audit d'achèvement est sanctionné par un document décrivant la conformité du Projet et toute question en suspens et résolution recommandée. Ce rapport est un document public.

L'organisation de cette activité relève de la compétence de la CE-PAR, mais l'audit d'achèvement lui-même est mené par un expert indépendant.

Localisation de la réunion	Date	Type de groupes/ d'acteurs	Questions posées	Réponses apportées
Salle de réunion de la Sous Préfecture de Taabo	03/12/2016	Elus locaux	M. Le Député Kouassi Alfred : Je remercie tous ceux qui participent à la réalisation du projet, notamment M. le Préfet qui ne ménage aucun effort pour accompagner le promoteur. Nous avons insisté lors des précédentes rencontres sur l'indemnisation juste et préalable des PAP. L'expérience du premier barrage et de la Ligne Haute Tension Soubré-Abidjan commande cette prise de position. En conclusion, pour ce projet, il faudrait que les parents soient dédommages. Les propriétaires des jachères seront-ils pris en compte dans l'indemnisation ?	M. Dogoua : Dans la procédure, le BNETD est chargé de faire l'étude et c'est à l'État que revient l'indemnisation. Mais, auprès des autorités compétentes de l'État, un lobbying de votre part à l'Assemblée Nationale serait un plus pour accélérer les choses. Les cultures et les terres en jachère seront indemnisées tout en appliquant les barèmes officiels de compensation des préjudices subis. M. le représentant de l'ANDE : Outre les cultures et terres, les espèces animales et floristiques seront pris en compte par des experts en la matière. En réalité rien ne pourra compenser vos pertes, mais des efforts seront faits pour compenser vos sacrifices, afin que le projet se réalise. M. Le Préfet : IHE et ses partenaires prendront les dispositions nécessaires pour que tout se déroule bien avec la bénédiction
		Populations	M. N'dri Kouadio(Pacobo) : Il y a trois mois, j'ai aidé le CCT/BNETD à faire le recensement des réclamations portant sur la détermination des propriétés. Alors, comment ces réclamations seront-elles gérées ou traitées ?	M.Dogoua : Le BNETD, expérimenté en la matière, confrontera les personnes protagonistes sur les terres litigieuses, sous l'autorité des chefs. En cas de conflit ou litige, on a d'abord recours aux autorités coutumières, puis après, aux autorités administratives et enfin à la justice pour trancher en dernier ressort.
		Elus locaux	M.Le Député : Il existe plusieurs cas de litiges dans nos localités non encore tranchés. Quelles dispositions prendront les experts dans ces cas ?	M.Dogoua : Dans ce cas précis,le BNETD marquera que ces terres font l'objet de litiges en attendant que les conclusions des autorités pour les prendre en compte. M. le représentant de l'ANDE : Toutes les forces vives seront associées au processus de réalisation de l'étude. M. Le Préfet : Tout le monde sera associé à la réalisation de ce projet. En cas de litiges, les autorités administratives s'appuieront sur les compétences des chefs de village et les élus en cas de nécessité.
Ahouaty	19 au 27/01/2016	Populations	M. Koffi Amenan : Mon site a été identifié pour la construction de la cité d'exploitation. Est-ce que tous ceux qui travaillent sur ce site devront être présent le jour de l'enquête ? Il y a aussi des parcelles qui appartiennent à mes tantes ; leur présence est-elle nécessaire ?	M.Kadjo : Toutes ces personnes sont concernées par l'enquête socio-économique et le recensement

Localisation de la réunion	Date	Type de groupes/ d'acteurs	Questions posées	Réponses apportées
		Populations	M. Likébié : Nous nous réjouissons de ce que le barrage ne déplacera pas notre village, mais quelles seraient les bénéfices des familles démunies de ce projet ?	M.Koutouan : Pour tout projet de développement, il est prévu généralement des mesures d'amélioration des conditions de vie des populations, même les plus démunies, en analysant les doléances réalisables. Individuellement les populations qui ont des biens affectés seront indemnisées.
		Populations	M.Djaman Alexis : La famille a cédé des parcelles à des personnes, mais je ne comprends pas pourquoi les mêmes parcelles sont enregistrées au nom de M. KOKO et M. OKAIGNI ?	M.Koutouan: Votre requête sera analysée par les enquêtes approfondies que réalisera la Direction Départementale de l'Agriculture de Taabo
		Populations	M.Bohui : Quelles sont les dispositions pratiques pour conduire l'enquête ? Est-ce que les chefs de ménage réunis ici pourront dans le même temps recevoir les enquêteurs ?	M.Koutouan : les chefs de ménage resteront sur place dans leurs ménages
		Populations	M.Assué Amino : À qui s'adresser si le barrage venait à noyer un champ qui pour le moment n'est pas affecté ?	M.Koutouan : Toutes les dispositions ont été prises pour éviter une telle situation.Mais,pour une telle éventualité, la personne affectée sera indemnisée.
		Populations	M.Yao Kouakou : La ligne rouge indiquée sur la planche, est-ce une route qui va connecter les deux villages ou une ligne électrique sur laquelle le village pourra se connecter ?	M. Kouakou Jacques : c'est une ligne électrique. Mais le village ne peut s'y connecter, compte tenu de la puissance d'énergie transportée. Par ailleurs, la distribution du courant incombe à la CIE qui pourra analyser vos requêtes.
		Populations	M.Koffi Kouakou : Je représente mon grand frère, est-ce qu'il doit être présent le jeudi pour l'enquête ?	M. Koutouan: Oui, votre grand frère devra être présent
		Populations	M.Djaman: En tant qu'entrepreneur, à qui dois-je m'adresser pour avoir un marché dans le cadre de la réalisation du projet ?	M. Koutouan: vous devez vous rapprocher de la société IHE pour répondre aux appels d'offre ou alors sous-traiter avec l'entreprise d'exécution qui sera sélectionnée.
		Populations	M.N'guessan Amenan : j'ai été choisi comme ayant droit pour l'exploitation du champ d'hévéa de mon frère actuellement au Nigéria. Est-il possible que je le représente le jeudi ?	M. Kadjo : Pour le sondage, il sera excusé,en revanchevous pourrez le représenterpour l'évaluation, à condition qu'il vous délivre une procuration

Localisation de la réunion	Date	Type de groupes/ d'acteurs	Questions posées	Réponses apportées
N'DENOU	19 au 27/01/16	Autorités coutumières	<p>Chef du village de N'dénou : La date du 21 /01/2016 pour les enquêtes est trop court pour les gens qui sont en déplacement. Pourquoi il n'est pas marqué la localité devant les noms des ressortissants de ce village sur la liste?</p> <p>Pourquoi la route bitumée ne rallie pas N'dénou pour nous permettre d'accéder facilement à TAABO ?</p>	<p>M. Kadjo : Les enquêteurs séjourneront dans les localités du 21 au 28 janvier 2016. Alors, les personnes pourront toujours nous joindre pour leur profilage à Taabo ou à Abidjan. Dans tous les cas, nous sommes disponibles pour les enquêter. Les listes ont été dressées par terroir villageois, on n'a pas trouvé nécessaire de répéter la localité devant chaque nom.</p> <p>Le bitumage de la voie relève de la compétence de l'État de Côte d'Ivoire. Alors, nous allons considérer votre préoccupation comme une doléance à soumettre à l'analyse des autorités compétentes.</p>
		Populations	<p>M. Yra Zougou: On constate que le village n'a tiré aucun avantage de la réalisation du barrage de Taabo. Alors, qu'est-ce que le nouveau barrage pourra apporter au village ? Suite à un incident sur la digue, le trafic des poids lourds a été interdit. Est-ce que le nouveau barrage viendra remédier à ce problème ?</p> <p>Sur le site, il existe un type de raphia qui nous permet de confectionner des claies utilisées pour le séchage des fèves de cacao. Avec l'engloutissement de cette plante, qu'allons-nous faire ? Quelles sont les alternatives que vous nous proposez ?</p>	<p>M. Kadjo : Le village bénéficiera de plusieurs avantages dont le désenclavement, le renforcement du trafic, le développement de la pêche, la réalisation d'infrastructures socio-économiques communautaires éventuellement accordées par le projet.</p> <p>La digue sera dimensionnée à supporter le trafic des poids lourds tout en prévoyant les mesures de sécurité routière pour minimiser les accidents.</p> <p>Pour la plante en question, l'EIES permettra d'approfondir les réflexions afin de proposer les mesures idoines.</p>
		Populations	<p>M. EroaFredy : À l'analyse, le village ne bénéficiera de rien puisqu'il n'apparaît même pas sur la planche.</p>	<p>M. Kouakou Jacques :Les chantiers étant au niveau du site, on ne pouvait pas construire des ouvrages ici, compte tenu des contraintes techniques et financières. Mais, cela ne veut dire que vos doléances ne seront pas analysées</p>
		Populations	<p>M. Doh Emile : Nous suggérons que le village ne paie pas de factures. Que prévoyez-vous pour les tombes des personnes mortes par noyade et enterrées sur les rives du fleuve ?</p>	<p>M. Kadjo : Pour la question de facture, la décision appartient à l'Etatde Côte d'Ivoire.</p> <p>À l'occasion de l'enquête, les autorités coutumières en collaboration avec les parents des défunts indiqueront les prescriptions traditionnelles à prendre en compte dans la gestion de ces tombes</p>

Localisation de la réunion	Date	Type de groupes/ d'acteurs	Questions posées	Réponses apportées
		Populations	M Loukou Koffi : Je ne suis pas satisfait des réponses qui m'ont été données, lors de la réunion publique. Il se trouve que nous ne disposons pas de titre foncier. Est-ce que sans ce document on pourra être dédommagé ?	M. Kadjo : Les détenteurs de droits coutumiers sur le sol reconnus comme tels bénéficieront d'une indemnisation, même s'ils n'ont aucune pièce justifiant formellement leur droit de propriété. Encore, faudrait-il que la parcelle affectée ne soit pas litigieuse.
		Populations	M. N'doli: Le dédommagement est fait au préalable ou après la construction du barrage ?	M. Kadjo : En principe, le dédommagement est préalable au démarrage des travaux. Mais, en fonction des contraintes financières ou de la planification des travaux, il peut avoir une dérogation à ce principe.
		Autorités coutumières	Le Chef du village : Pour la ligne haute tension de soubré à Abidjan rien n'a été fait. Le promoteur nous demande de résider temporairement chez un proche, afin de détruire nos maisons et poursuivre les travaux de construction de cette ligne.	M. Kadjo : Le promoteur du présent projet prendra, en collaboration avec l'État de Côte d'Ivoire, toutes les dispositions utiles pour éviter aux PAP de revivre cette expérience vécue par les personnes affectées par la construction de la ligne haute tension Soubré – Abidjan.
		Populations	M. Blédé: c'est pour le bien-être de l'homme que les projets sont réalisés.Est-ce que la route sera bitumée ?	M. Kadjo :Il faut savoir que le bien-être social des populations préoccupe les gouvernants. Mais, compte tenu des contraintes financières, une programmation du bitumage des voies est établie en fonction de la densité du trafic et de bien d'autres paramètres. C'est dans ce cadre global que le bitumage de votre route sera pris en compte par l'État qui en a la compétence. Les barrages de Taabo et de Singrobo-Ahouaty pourraient constituer un atout pour accélérer les choses.
		Populations	M. Yra Zougou : À quand la réalisation du projet ?	M. KOUTOUAN : Le projet sera réalisé après la validation des différentes études techniques, environnementale et financière, et mise en œuvre du PAR. Dans tous les cas, le programme d'exécution du projet vous sera communiqué, au moment opportun.
		Populations	M. Kouadio Mansut : je vous remercie pour votre action et vous demande conseils pour que le projet nous soit profitable.	M. Kadjo : Certes, le projet vous permettra d'avoir un certain nombre d'équipements ou d'avantages, mais il vous appartient de saisir les opportunités d'affaire pour profiter davantage du projet.
AHEREMOU 2	19 au 27/01/16	Populations	M. Lavry : Comment dois-je m'y prendre pour répondre aux questions destinées aux chefs de ménage ?	M. Kadjo : Les questions ne sont pas difficiles à répondre. Il n'y a pas à se faire des soucis. Les enquêteurs sont outillés à vous donner des explications sur des questions à votre demande. Vous pouvez vous faire aider par des membres de votre ménage, notamment le conjoint ou la conjointe, en cas de nécessité.

Localisation de la réunion	Date	Type de groupes/ d'acteurs	Questions posées	Réponses apportées
		Populations	M. Essui : M. le sociologue a mis l'accent sur le volet humain, est-ce qu'entant que président du comité villageois de gestion de la réserve de Lamto, des spécialistes viendront nous donner de plus amples explications ? Comme doléances, vous voudriez bien tenir compte dans le programme d'enquête des cultes des dimanches, et puis, nous présenter les résultats de l'étude avant la livraison des rapports.	M. Kadjo : Des spécialistes en étude de faune et flore pourront vous contacter et vos doléances seront prises en considération
		Populations	M. Elui : Le projet est-il réalisé par IHE ou le BNETD ? Est-ce que la main d'œuvre locale en majorité jeune sera recrutée ? M. Yao : Comment les entreprises d'exécution peuvent savoir les compétences des jeunes du village à recruter en priorité pour les travaux du projet ?	M. Kadjo : IHE est le promoteur du projet qui a sollicité le BNETD, en tant que consultant, pour la réalisation de l'EIES. Pour faciliter le recrutement de la main d'œuvre locale, il serait intéressant de constituer une base de données commune aux villages riverains ou à tout le département de Taabo pour répertorier toutes les compétences disponibles.
		Populations	M. Djan : Comment remédier aux maladies suscitées par le barrage ?	M. Kadjo : L'étude épidémiologique nous situera sur cet aspect et fera des recommandations sur la prévention ou la lutte contre les maladies hydriques.
PACOBO	19 au 27/01/16	Populations	M. Kouakou Yao : Je n'ai pas entendu mon nom lors de l'appel?	M. Kadjo : On pourra le vérifier après la réunion. Mais, sachez que les enquêtes permettront d'actualiser les données fournies par le CCT/BNETD.
		Populations	M. KADJO : On pourra le vérifier après la réunion. Mais, sachez que les enquêtes permettront d'actualiser les données fournies par le CCT/BNETD.	M. Kadjo : des spécialistes en évaluation immobilière, agricole et foncière passeront et prendront en compte tous ceux qui ont des biens immobiliers et agricoles dans l'emprise du projet. Pour les réclamations concernant ces aspects, adressez-vous aux directions départementales de l'agriculture et de la construction de Taabo. Les enquêteurs socio-économiques du BNETD se chargeront du profilage des PAP.

Localisation de la réunion	Date	Type de groupes/ d'acteurs	Questions posées	Réponses apportées
		Elus locaux	M. Le Député : À quand l'actualisation de la liste des PAP ? La pêche étant une activité importante, il faudra songer à la professionnaliser en identifiant les pêcheurs et en leur apportant un appui pour l'aménagement de site et l'acquisition de matériels plus sophistiqués	M. Kadjo : C'est à l'issue des enquêtes que se fera l'actualisation de la liste des PAP. La professionnalisation de la pêche sera prise en compte par le projet en collaboration avec les pêcheurs et tous les autres acteurs de la filière.
		Populations	M. Gnamien : Les pêcheurs pourront-ils continuer la pêche pendant et après les travaux ?	M. Kadjo : Pendant les travaux, il aura des restrictions d'accès au fleuve par endroit. Mais, l'EIES permettra de proposer des mesures d'atténuation des impacts négatifs des travaux sur les pêcheurs.
SINGROBO	19 au 27/01/16	Populations	M. Assié Kouakou: Je n'ai pas été cité sur la liste des PAP. La SAPH dispose d'un titre foncier sur une parcelle affectée par le projet que je lui ai cédé. Est-ce moi ou la SAPH qui bénéficiera de l'indemnisation ?	M. Kadjo : On pourra le vérifier après la réunion. Mais concernant la parcelle cédée, l'indemnisation sera versée au détenteur du droit légal régulièrement établi.
		Populations	M. Diallo : vous n'avez pas consulté la chefferie pour le choix des sites du projet, comment expliquez-vous cette situation ? La population a été appauvrie par l'autoroute et le payage. Les doléances et réclamations de la population appuyée par les cadres n'ont eu aucun aboutissement. C'est dans ce contexte que le village est informé de la réalisation du présent projet. Alors, nous espérons que cette malheureuse expérience ne se reproduira pas et que le projet prendra en compte les besoins de développement du village.	M. Kadjo : Les réunions précédentes avec IHE vous ont permis de proposer des sites préférentiels. Mais, en fonction des contraintes techniques et financières du projet, d'autres sites ont été choisis. Il n'y a pas de souci à se faire, car les discussions se poursuivront pour que ces choix n'affectent pas le développement du village. Du reste, les besoins de développement du village seront analysés et priorisés en collaboration avec l'État de Côte d'Ivoire et les bailleurs de fonds, et voir ce qui peut être réalisé.
		Autorités coutumières	Le chef du village : Le Ministre Bandama nous a convoqués à Abidjan pour qu'on s'entende sur la réalisation du barrage dans la zone, et aujourd'hui je suis révolté de	M. Kouakou Jacques (IHE) : il faut dire que l'emplacement des ouvrages obéit à des considérations d'ordre technique et stratégique. Sinon, les choix n'ont pas été délibérément faits contre vos intérêts. Opérés

Localisation de la réunion	Date	Type de groupes/ d'acteurs	Questions posées	Réponses apportées
			constate que la plus grande cité se trouve à Ahouaty. Je crois que nous avons été trompés, et donc il n'est plus important de nous associer au projet.	M. Kadjo(BNETD) : Il faut dire que ce n'est pas uniquement l'implantation des ouvrages du projet qui fera d'ici un village développement. Mieux, c'est la capacité de la population à saisir et à concrétiser les opportunités d'affaire liées au projet qui développera davantage le village. La polémique sur l'emplacement des ouvrages est donc vaine.
PACOBO	17 au 20 Août 2016	Populations	Le président des jeunes : la grande majorité des pêcheurs sur la liste sont à la fois pêcheurs de poissons et d'écrevisses. Il faut donc en tenir compte.	M. Kadjo (BNETD) : il faut faire le croisement des deux listes pour en extraire les pêcheurs de poissons uniquement. Dans tous les cas, la priorité ici c'est l'identification de projets viables pouvant aider à la restauration des activités affectées par la construction du barrage.
		Populations	M. Assiénnin Kouadio (pêcheur): Au nom de tous les pêcheurs, nous avons arrêté les décisions suivantes : en cas de construction du barrage, il se pourrait que nous ne puissions pas exercer notre activité de pêche. Pour préserver nos revenus, il faudra alors une compensation financière pour ce temps d'inactivité.	M. Kadjo (BNETD) : Je viens d'entendre dans la foule que vous voulez exclusivement une indemnisation. Je pense que cette solution n'est pas à revendiquer, il faut nous faire des propositions de projets viables. Car notre souci est de pérenniser vos revenus en restaurant vos activités M. DDRAH : Je suis étonné de votre réaction, alors que nous avons eu plusieurs séances de travail et que nous avons été assez claire
		Populations	M. N'guessan Assa : Qu'est-ce que l'État ivoirien compte faire pour les pêcheurs par rapport aux exploitants agricoles qui seront indemnisés ?	M. Kadjo (BNETD): il n'y a pas de distinction à faire entre l'État et les bailleurs de fonds qui financeront IHE. C'est ensemble, selon les possibilités qu'ils veulent vous aider ou accompagner.
		Populations	M. Yao Konan (pêcheur): l'eau étant sur notre territoire nous assurons la surveillance pour l'État ivoirien. Je suis responsable de ma famille dont les charges m'incombent. Je n'ai nullement besoin que l'État ou IHE perde le temps à identifier et financer des projets individuels ou collectifs qui ne marcheront. Payez-nous, tout simplement, notre indemnisation que nous gérons au mieux.	M. Kadjo(BNETD) : Si tu sais ce que tu vas faire avec l'argent, alors dis-le nous ; c'est la raison pour laquelle nous sommes là. Depuis le 20 juillet 2016 que nous tenons des réunions avec les pêcheurs, c'est le statu quo. Aidez-nous à vous aider en identifiant des activités génératrices de revenus. Ceci est valable pour les pêcheurs d'écrevisses que pour les pêcheurs de poissons qui ne pourront pas tous exercer sur le lac. DDRAH : Il faut que vous sachiez que l'État ou IHE ne vous indemniserait au même titre que les exploitants agricoles qui perdent leurs cultures. En clair on ne vous donnera pas de l'argent sans savoir ce que vous allez en faire. Le lac ne pourra pas accueillir tout le monde, il faut mettre en place un système pour une gestion durable. Ayez l'esprit associatif ou coopératif pour que le projet

Localisation de la réunion	Date	Type de groupes/ d'acteurs	Questions posées	Réponses apportées
				<p>profit aux populations riveraines plutôt qu'aux migrants qui arriveront après la réalisation du barrage.</p> <p>Mme le Sous-préfet : Les pêcheurs de poissons ne seront pas indemnisés, afin de leur permette de continuer leurs activités. Car, votre problème n'est pas identique à celui des pêcheurs d'écrevisses. Il y a ici deux cas à considérer : c'est de voir si en phase de construction vous n'allez pas arrêter votre activité et deuxièmement, comment faire pour continuer votre activité. En percevant l'argent, vous ne bénéficierez pas des projets de développement de la pêche sur le lac.</p>
		Autorités locales	Le représentant du chef de village : Effectivement, l'expérience a montré que l'argent mis à disposition des gens ne profite pas. Le financement de projets bien montés est donc souhaitable. Je suis d'avis avec M. Kadjo pour l'encadrement des pêcheurs par une structure spécialisée afin de les former à l'identification des projets.	M. KADJO (BNETD) : Merci chef, pour votre contribution
		Populations	<p>M. Président des pêcheurs : nous voulons qu'on nous construise des quincailleries.</p> <p>M. N'dri N'goran : je veux faire l'élevage de porcs</p> <p>M. Kouassi kouadio : je veux faire l'élevage de la volaille et la pisciculture.</p>	M. Sous-préfet : les projets coopératifs sont faciles à financer. En fonction des projets individuels, on verra comment vous regrouper par activité. Je vous mettrai en contact avec l'administration de pêche pour recenser les quantités des produits de pêches afin d'identifier les vrais pêcheurs.
		Populations	M. le président de pêcheurs : les frais et taxes sont trop élevés, on souhaiterait que vous les revoyiez à la baisse. En période de crue, nous ne pêchons pas. Actuellement le fond du fleuve est tapi d'herbes qui démangent et il y	<p>Mme le Sous-préfet : les frais sont payables en plusieurs mensualités.</p> <p>DDRAH : En période d'inactivité, vous devez nous le signaler pour vous éviter le paiement des taxes. La pêche nocturne est interdite pour la sécurité des pêcheurs et pour pouvoir enregistrer les quantités prises. L'enregistrement des captures</p>

Localisation de la réunion	Date	Type de groupes/ d'acteurs	Questions posées	Réponses apportées
			a aussi le problème des hippopotames qui gênent la pêche.	<p>permettra d'évaluer la performance de la pêche. Les frais à payer sont de 3000F pour la licence, 7500F pour la patente et 3000F/mois soit un total de 48500F/an.</p> <p>M. Kadjo : il faut enregistrer vos prises journalières pour nous permettre d'avoir une situation de référence qui permettra de faire un plan réaliste de développement de la pêche et de faire une évaluation des activités de pêche.</p> <p>Mme le Sous-préfet : c'est dans la collaboration qu'on pourra informer la hiérarchie de vos problèmes et vous aider, il faut donc vous faire enregistrer</p>
		Populations	M.Gnamien Mathieu : je souhaiterais que vous nous trouviez une parcelle pour nos fermes, compte tenu de l'indisponibilité des terres ici.	M. Kadjo : la pression foncière est une réalité dans la zone du projet, mais votre requête sera analysée dans le cadre global de définition des mesures de restauration des moyens d'existence.
		Populations	M.Yao Konan : on ne doit pas payer des taxes pour la pêche sur le fleuve. Pour moi, c'est après la réalisation du lac qu'on devra payer les taxes.	M. le Sous-préfet : l'eau appartient à l'État, donc les pêcheurs ont obligation de payer les taxes ; il n'y a pas de polémique à ce sujet. Car, c'est avec les taxes que l'Etat survient aux besoins de la population.
		Populations	M. Minindou Aboubacar : je veux une maison	Mme le Sous-préfet : Il n'est pas ici question de construire des maisons aux personnes qui n'en possèdent pas dans l'emprise du projet.
		Populations	M.Amidou : Je veux faire l'élevage de boeufs	Mme le Sous-préfet : Nous prenons bonne note.
			M. Sampana Sekou : nous voulons faire l'élevage des bœufs.	
		Autorités coutumières	M. le représentant du chef : l'initiative est très bonne mais les enfants ne perçoivent pas le bien fondé des projets en association. Je suis convaincu que le projet permettra le développement de la pêche. Je les exhorte	M. Kadjo : Merci pour votre contribution

Localisation de la réunion	Date	Type de groupes/ d'acteurs	Questions posées	Réponses apportées
			donc à se regrouper pour tirer profit du projet.	
SINGROBO		Populations	M. Kouadio Brou : les baoulés et les bozos pêchent sur des sites distincts donc je plaide pour ne pas qu'on paye les taxes.	Mme le sous-préfet : Tout appartient à l'État, donc il faut que les taxes soient payées. Les jeunes baoulé ne sont pas connus par la Direction Départementale des Ressources Animales et Halieutiques (DDRAH). Vous allez proposer des projets que le BNETD analysera. Il faut que tout se passe dans la transparence, faites-nous des propositions de projets.
		Populations	M. Touré Dramane: M. Torro a été détaché par l'office national de la pêche. Nous l'avons approché pour qu'il nous conseille dans l'organisation de la pêche, et nous lui avons demandé des carnets pour l'enregistrement de nos prises. J'ai perdu le fil des choses parce que absent pendant deux mois. Avant de faire le tri des pêcheurs, il nous faut prendre beaucoup de précautions.	Mme le sous-préfet : Étant conscient que les pêcheurs nationaux ne se sont pas fait enregistrer, jusqu'en fin d'année, avec les enregistrements qu'on aura eu, on pourra déterminer les vrais pêcheurs. M. Torro: je n'ai jamais participé aux réunions des pêcheurs baoulé. Avec les enregistrements effectués, je note à ce jour 12 pêcheurs ivoiriens et 7 pêcheurs maliens. DDRAH : la liste n'est pas d'emblée rejetée, mais c'est avec les captures qu'on identifiera les vrais pêcheurs.
		Populations	M. Kouakou Kouassi : je suis très content pour les échanges, nous allons réfléchir et vous faire des propositions viables.	Mme le Sous –préfet : il ne s'agit pas de tous les jeunes, mais des pêcheurs uniquement qui seront plus ou moins affectés par le projet.
		Populations	M. Koffi Kouamé : je suis pour l'élevage des porcs	M. Kadjo : Merci pour ta proposition.
		Populations	M. Dramane Touré : il y a beaucoup de pêcheurs baoulé qui n'ont pas leurs noms sur la liste. Pour information, sachez qu'il existe dans le fleuve des langoustes d'eau douce dont la pêche se fait généralement par pirogue	M. Sous-préfet : Pour les enregistrements, la liste est ouverte pour tous les pêcheurs.

Localisation de la réunion	Date	Type de groupes/ d'acteurs	Questions posées	Réponses apportées
		Populations	M. Dioné Baba (malien) : nous sommes capables de tout faire pourvu que ça nous rapporte de l'argent, notamment l'élevage de moutons, bœufs et volailles.	Mme le Sous-préfet : organisez-vous en coopérative pour ceux qui ont les mêmes projets
		Populations	M.Séverin : qu'est ce qui est prévu pour les pêcheurs occasionnels qui nourrissent leurs familles avec leurs prises ? Les pêcheurs étrangers qui veulent prendre leur retraite seront-ils pris en compte ?	Mme le Sous-préfet : les pêcheurs occasionnels ne sont pas pris en compte. Il n'est rien prévu pour les retraités et je voudrais préciser que ceux qui seront insérer dans un projet n'exerceront plus sur le lac pour éviter la surexploitation
N'DENOU		Populations	M.Alaye : les pêcheurs d'écrevisses sont au nombre de 52 et c'est seulement 12 qui ont été recensés.	Mme le Sous-préfet : il appartient au DDRAH de faire le recensement. Ici on prend en compte tous les pêcheurs, mais la priorité est accordée aux pêcheurs d'écrevisses qui perdront leur activité avec la réalisation du projet.
		Autorités coutumières	Le chef du village : Il faut faire une précision que sur les 52, environ une quarantaine possède des champs. Généralement, les pêcheurs sont aussi des agriculteurs	M. Kadjo (BNETD) : Dans ce cas, on pourrait dire qu'il n'existe pas de pêcheurs professionnels en tant que tels.
		Populations	M. KadjoNiangoran: Il est vrai qu'en plus de la pêche nous avons des plantations. Mais notez que ces plantations sont financées avec les revenus de la pêche. Nous souhaitons savoir les conditions d'enregistrement. Ici, sachez que les projets identifiés sont individuels	M. Kadjo (BNETD) : on peut regrouper les personnes qui ont les mêmes projets, afin de les financer. Pour l'enregistrement, contactez vos responsables et la DDRAH de Taabo
		Populations	M. Kipré Bertin: les terres sont saturées, ce qui rend difficile l'élevage, alors que devons-nous faire ?	Mme le Sous-Préfet : Il faut poursuivre les réflexions, afin de proposer des projets viables

Localisation de la réunion	Date	Type de groupes/ d'acteurs	Questions posées	Réponses apportées
		Populations	M. Loba Vianney : si vous financez les projets, au moment de la réalisation du projet, comment est-ce que nous pourrions assurer les charges de nos familles ?	Mme Sous-préfet : il faut préciser qu'il n'aura pas d'indemnisation pour les pêcheurs au même titre les exploitants agricoles dans la mesure où le fleuve est un patrimoine de l'État et que le plan d'eau ne peut être parcellisé. Du reste, le BNETD et IHE sauront prendre les mesures idoines.
		Populations	M. Yra Zougou : le DG de la société IHE nous a rassuré que les cultures vivrières peuvent se faire sur 4 ans.	M. Kadjo (BNETD) : Dans tous les cas, le calendrier d'exécution des travaux sera largement diffusé, afin que chacun d'entre vous prenne les dispositions utiles au moment opportun.
		Populations	<p>M. Koffi Jonas : On a besoin tout simplement de l'argent pour faire face aux dépenses familiales.</p> <p>M. Alaye : nous voulons de l'argent, un point c'est tout.</p>	<p>DDRAH : Ces problèmes ont été posés ailleurs, mais avec beaucoup de responsabilité. L'expérience a montré que les fonds sociaux n'ont pas été profitables, c'est pourquoi maintenant on privilégie le financement des projets.</p> <p>Mme le Sous-préfet : on fera une distinction : les PAP détenant des biens bénéficieront d'indemnisation, mais les pêcheurs seront plutôt assistés par le financement de projets, parce qu'ils n'y ont pas de droit de propriété. Je vous demande de réfléchir ensemble pour identifier des projets dans des délais raisonnables. Pour rappel, les pêcheurs ne seront pas indemnisés, il faudra vous faire recenser et proposer des projets durables.</p>
		Populations	M. Kouadio N'goran : On se rend compte que les pêcheurs de poissons sont ignorés au profit des pêcheurs d'écrevisses. Il faut noter qu'il existe également ici des mareyeuses, il faudra les prendre en compte	<p>DDRAH : ces femmes doivent également se faire identifier.</p> <p>M. Kadjo (BNETD) : Vos problèmes sont différents, et il faut les traiter au cas par cas. Les pêcheurs d'écrevisses perdront définitivement leur activité, alors les pêcheurs de poisson continueront leur activité sur le lac pour certains et pour le reste, il est question d'exercer d'autres activités</p>
		Autorités coutumières	Le chef du village : on ne donnera pas de l'argent individuellement, si le délai passe, alors on sera les malheureux perdants dans ce projet.	M. Kadjo (BNETD) : Merci chef pour votre intervention

Localisation de la réunion	Date	Type de groupes/ d'acteurs	Questions posées	Réponses apportées
		Populations	M. Loukou Arsène : c'est lorsqu'on n'est pas trop chargé au champ qu'on va pêcher. Autrement dit, il n'existe pas de pêcheur professionnel tel que défini par vous. Dans ces conditions, quels projets pour les pêcheurs de poissons et d'écrevisses ?	M. Kadjo (BNETD) : Merci pour cette précision. Il vous appartient de nous faire des propositions.
		Populations	M Adjéhi Yao : vous dites que l'eau appartient à l'État, mais l'État c'est moi, c'est vous, c'est tout le monde. Le projet va impacter la population ; donc faudra bien que vous nous preniez en compte.	M. Kadjo (BNETD) : Nous ne disons pas le contraire, mais c'est ensemble que les propositions idoines seront faites.
AHOUATY		Populations	M. Kadio Lazare : j'estime que tous ici nous sommes des pêcheurs occasionnels, il n'y a pas de pêcheurs professionnels. Nous sommes aussi tous des agriculteurs. Dans cette situation, aidez-nous à identifier des projets viables.	Mme le Sous-préfet : c'est ce pourquoi on est ici pour recueillir vos propositions de projets.
		Populations	M. Ali Touré: Je suis pêcheur professionnel de poissons, alors prenez-moi en compte. Mes confrères et moi, nous vous ferons des propositions de projets.	Mme le Sous-préfet : la pêche de poissons va continuer, après la construction du barrage ; donc, en réalité, vous n'aurez rien perdu. DDRAH : En phase de construction, la pêche ne sera pas possible et les écrevisses vont disparaître, c'est en substance l'information que nous sommes venus passer. Alors, quels projets proposez-vous pour faire face à cette situation ? Il vous appartient de nous faire en premier lieu des propositions.
		Populations	M. Labibi Diarra : je suis pêcheur professionnel, alors je souhaite avoir de l'argent pour me débrouiller.	M. Kadjo (BNETD) : Il n'est pas ici question de débrouillardise, mais de faire des propositions de projets viables permettant de pérenniser vos revenus
		Populations	M. Mahan Behibro: En phase de construction, on ne pourra rien faire, alors quelles solutions proposez-vous ?	M. Kadjo : c'est 0,5 Km en amont et 1 Km en aval qui constitue la zone de restriction. Au-delà de cette zone, la pêche et les prises d'eau pourront se faire pendant la phase de construction.

Localisation de la réunion	Date	Type de groupes/ d'acteurs	Questions posées	Réponses apportées
			M. Kouadio Lazare: Expliquez-nous la délimitation de la zone interdite d'accès.	
		Populations	M. N'dri Kouassi : je suis heureux de l'organisation de cette réunion. Nous sommes des « KABOKRO », c'est-à-dire, à la fois des pêcheurs de poissons et d'écrevisses. En phase de construction on perdra nos revenus, je propose, comme à Taabo, l'élevage avec des cages flottantes.	M. Sous-préfet : merci pour votre proposition, l'autre point important, c'est l'enregistrement journalier des captures de pêche. M. Kadjo : Je vous ai expliqué le fonctionnement du système d'enregistrement des captures. Je vous exhorte à le mettre en œuvre. DDRAH : Apportez-nous vite vos projets, afin qu'ils soient pris en compte.
Salle de réunion de la Sous préfecture de Taabo	07/09/16	Populations	Le Chef d'Ahondo : Je félicite tous les exposants. Je précise que mon village qui vient d'accueillir un projet de culture de banane douce n'est pas impacté par le projet. Seulement, je note que, si l'EIES existait à l'époque de la réalisation du barrage de Taabo, les villages de Taabo et Ahondodéplacés dans ce cadre auraient évité les désastres causés par les travaux. Aussi, pour tout grand projet, je recommande vivement qu'une telle étude soit réalisée pour éviter un tel autre désastre.	Secrétaire Général de la préfecture : Avant il n'y avait pas d'EIES, donc je vous comprends. M. DOGOUA :À la suite du SG, je vous rassure que l'EIES a été réalisée pour ce projet et que les listings des PAP vous seront donnés lors des réunions éclatées qui se tiendront dans les villages selon le programme qui vous sera communiqué par le président de séance.
		Populations	M. DAGRE (sokrogbo) : est ce que les enquêtes sont arrivées à sokrogbo ?	M. Dogoua : Le village de Sokrogbo a été visité pour l'enquête localité, mais aucune PAP n'y a été identifiée.
		Personnel de la réserve de Lamto	Professeur Yéo Kolo(Lamto) : je regrette que les enquêteurs n'aient pas interviewé les responsables de Lamto. Est-ce que vous avez identifié la source des métaux lourds retrouvés dans le fleuve ? Quelles mesures de protection pour les réserves ? Comment se fera la protection des espèces rares ? Enfin, je	M.Dogoua : sur recommandations des partenaires internationaux, nous avons rencontré les responsables de la réserve de Lamto. Mais,si vous le souhaitez, nous pourrions avoir des échanges après cette rencontre.

Localisation de la réunion	Date	Type de groupes/ d'acteurs	Questions posées	Réponses apportées
			recommande l'appui du projet pour l'aménagement des réserves	
		Populations	M. Tano Michel : Quelle est la place des cadres des villages riverains dans le projet, puisqu'ils n'ont pas été associés par le BNETD ? Je souhaiterai que cela soit corrigé très prochainement.	M. Dogoua : Les cadres ont été rencontrés par les responsables de la société IHE. Mais, par expérience, les cadres et les populations locales ont des préoccupations différentes. SG : je pense que les cadres impliqués dans le développement des villages participent aux réunions auxquelles prennent part les autorités coutumières régulièrement convoquées.
		Populations	M. Dramane Touré (porte-parole des pêcheurs des 4 villages) : Les bureaux des jeunes des villages riverains ont tenu une réunion avec les missions de IHE / BNETD à l'issue desquelles ils nous ont demandé de nous mettre en coopérative pour monter des projets. Mais, nous, nous voulons être indemnisés, et nous sommes assez responsables pour gérer notre argent.	M. Dogoua : les pêcheurs ne seront pas indemnisés, car il n'existe aucune base de calcul et le développement de la pêche sur le futur lac pour permettra de poursuivre votre activité, y compris les pêcheurs d'écrevisses qui voudront se reconvertir en pêcheurs de poisson.
		Populations	M. Kadjo N'goran Ignace (N'dènou): selon des experts du Sénégal reçus à N'dènou, la disparition des écrevisses entraînera la propagation des maladies comme l'onchocercose dont les larves sont généralement mangées par ces crustacées. En outre, je vous demande de prendre en compte les préoccupations des pêcheurs dont les activités seront perturbées, voir arrêtées, en phase de construction.	Dr Coulibaly : Nous sommes informés des réalités du Sénégal. Ainsi, les écrevisses en mangeant les larves de l'onchocercose permettaient d'éviter la maladie dans la zone. Mais, il faut noter que, contrairement au Sénégal, la zone de Taabo n'est pas une zone à risque de propagation de l'onchocercose et de la bilharziose. Donc, il n'y a pas de souci à ce niveau. Des structures existent déjà pour juguler d'éventuels impacts. M.Etty(PDG de IHE) : l'ONG HUDDA a été créée par IHE, elle n'a donc pas les moyens nécessaires pour financer les besoins de développement des villages. Elle ne peut prendre aucun engagement de réalisation de projet développement exprimés par les villages. Cela est du ressort de la société IHE. Faites donc attention aux informations venant de l'extérieur.

Localisation de la réunion	Date	Type de groupes/ d'acteurs	Questions posées	Réponses apportées
		Populations	M. Kouadio Assoumou : Selon M. Kadjo, les ministères techniques ne sont pas concernés par la mise en œuvre du PAR, alors comment se fera cette mise en œuvre ?	M. Dogoua : les ministères seront représentés par les Directeurs Départementaux. M. le Député : il faudra insérer les mutuelles dans la liste des parties prenantes, ainsi que, les élus dans le Comité de Suivi SG : en tant qu'élus, vous pourrez jouer le rôle de relais des informations auprès des cadres
		Populations	Dr Koffi Eugène : Ne nous focalisons pas seulement sur l'indemnisation des PAP, il faut aussi mettre l'accent sur les projets d'intérêt communautaire.	M. Dogoua : À ce niveau, il faut dire qu'à côté des indemnités individuelles, existe aussi le dédommagement collectif ou communautaire dont on ne peut ignorer. Nous prenons bonne note de la requête de M. Koffi.
		Populations	M. Kacou Kobenan : En tant que pêcheur, j'ai 127 nasses pour 13Kg de prise journalière de poissons. C'est ça qui me permet de subvenir aux besoins de ma famille. Pendant la réalisation du projet, qu'est-ce que le promoteur prévoit pour moi, afin que je puisse continuer à assurer le quotidien de ma famille ?	M. Dogoua : Sur quelles bases, on peut vous croire ? On ne peut indemniser personne, il faut plutôt penser à un appui à la reconversion et au financement de projets.
AHOUATY	08 au 09/09/2016	Populations	M. Goré : Après la réalisation du barrage, est-ce qu'on aura la même quantité de prise de poissons que par le passé ? Est-ce qu'il y aura des espèces qui disparaîtront ?	M. Kadjo (BNETD) : C'est pour ces raisons qu'on vous demande d'enregistrer vos prises, afin de disposer de données statistiques de référence. Avec la création du barrage, vous aurez à pêcher maintenant sur un lac. Logiquement on devrait avoir plus de poissons, mais cela pourra se confirmer seulement avec vos enregistrements. Si on constate l'effet contraire, alors on analysera les causes afin de vous aider, en prenant des mesures idoines pour favoriser le développement de la pêche.
		Populations	M. Kacou Komenan Ambroise (chef des pêcheurs) : Avec le système d'enregistrement qui sera mis en place, est-ce que les pêcheurs seront toujours obligés de se mettre en coopérative ? Les pêcheurs bénéficieront-ils d'une indemnisation pour vivre lors de la mise en eau	M. Kadjo : Le système d'enregistrement nous permettra d'élaborer et d'évaluer le plan de développement de la pêche sur le lac qui intègre l'équipement, la formation et l'organisation des pêcheurs en coopératives. Concernant les dispositions à prendre en phase de mise en eau, nous vous demandons de nous fournir les vraies données sur les pêcheurs professionnels et leurs captures, afin de nous permettre de prendre des décisions justes et efficaces.

Localisation de la réunion	Date	Type de groupes/ d'acteurs	Questions posées	Réponses apportées
		Populations	M. Likébié Kouadio Lazare : il n'existe pas de pêcheurs professionnels ici, je ne comprends pas pourquoi nous devons payer les taxes pour un lac qui nous appartient.	M. Kadjo : Le fleuve ou le lac qui sera créé est un patrimoine de l'État qui survient aux besoins des populations grâce aux taxes et impôts que nous payons tous. D'ailleurs, le financement du développement de la pêche souhaité sur le lac se fera à partir des recettes recouvrées par l'État. Il n'y a donc pas à réticent au paiement des taxes et impôts qui s'appliqueront progressivement à vous lorsque la pêche se fera sur le futur lac.
		Populations	M. Kouassi N'guessan : Est-ce que les villageois qui pêchent occasionnellement pour la consommation familiale pourront exercer sur le lac ?	M. Kadjo : Nous allons-nous inspirer des expériences des autres lacs pour vous proposer des solutions, et nous vous reviendrons dès que possible.
		Populations	M. N'guessan Sem : Alors que des agents de la DDRAH sont à Singrobo et à Pacobo avec du matériel d'enregistrement des captures, ici il n'y en a pas. La faute incombe au DDRAH, si rien n'est fait jusqu'à ce jour. Ici, les pêcheurs sont tous des professionnels et exercent en même temps d'autres activités. À l'issue d'un sondage, les jeunes préfèrent qu'on les indemnise en numéraire parce qu'ils trouvent difficile de se regrouper pour monter des projets.	M. Kadjo : Soucieux de la vie du ménage, notamment de la vie des femmes et des enfants qui sont vulnérables, il est préférable de pérenniser les revenus de chefs de ménage par le financement de projets ou micro-projets collectifs ou individuels pour garantir leurs emplois. Car, l'expérience a montré que les hommes, dès qu'ils perçoivent de l'argent, le gaspillent au détriment de tout le ménage, aggravant ainsi, la pauvreté. Le fonctionnement des fonds sociaux en Côte d'Ivoire en est une illustration probante. Tuez donc en vous l'obsession pour l'indemnisation et réfléchissez plutôt à l'identification de projets viables qui peuvent garantir l'avenir de vos ménages respectifs. M. Laubouet : Le professionnel de la pêche, ce n'est pas celui qui est inscrit sur la liste et ne produit rien, il faut alors améliorer votre façon de pêcher et gagner des revenus, puis, organisez-vous en coopérative et montez des projets que nous allons financer.
		Populations	M. Assalé Blé Hermann : Puisqu'on ne pourra pas pêcher en phase de construction, qu'est ce qui est prévu pour nous ?	M. Laubouet : on ne fermera pas totalement l'accès au fleuve pendant la construction mais en phase de mise en eau, on prendra les mesures nécessaires pour atténuer l'impact négatif, sur la base de données fiables que vous mettrez à notre disposition
		Populations	M. Behibro Kouadio : Selon l'ONG HUDDA, un soutien à la population est prévu avant,	M. Laubouet : l'ONG a été sollicité par IHE qui est bien conscient de ce qu'il doit avoir un accompagnement. Mais l'ONG n'a aucun moyen pour financer les projets.

Localisation de la réunion	Date	Type de groupes/ d'acteurs	Questions posées	Réponses apportées
			pendant et après le projet. Je voudrais savoir ce qu'il en est exactement.	M. Kadjo : Les structures sollicitées par IHE viennent enregistrées les doléances pour les lui rapporter, afin de s'entendre avec l'État pour la planification des projets communautaires à réaliser. Mais déjà sachez que les préjudices seront compensés.
		Populations	M. N'guessan Sem : Le projet emploi jeunes donne des prêts remboursables aux jeunes, est-ce que ce sera le cas ici ?	M. Laubouet : pour le moment, on ne peut rien vous dire parce que rien n'a encore été arrêté comme décision. Au moment opportun, vous serez informés
		Populations	M. Kouassi N'guessanJean : Dans ce village, nous ne sommes pas des pêcheurs professionnels. Donc, dans le cadre de ce projet, je souhaiterai que vous nous aidiez à être des professionnels.	M. Kadjo : Merci et nous prenons bonne note de cette proposition.
		Populations	M. Malan Béhibro : Le village vit de la pêche, mais avec l'ouverture des vannes, nos matériels de pêche ont été emportés ce qui diminuent la quantité de nos prises. Qu'est ce qui sera fait pour le village parce qu'il sera beaucoup impacté par le projet? Ce sont les PAP qui seront indemnisés et qu'en sera-t-il pour les autres villageois qui vivent de la pêche et des récoltes ? Quand est-ce que les moyens seront fournis pour faire les sacrifices avant le démarrage des travaux ?	M. Kadjo : Le moment venu, les moyens vous seront donnés pour faire les sacrifices, après validation des éléments demandés.
N'DENOU		Autorités coutumières	M. le chef de village : Pour le barème des purges des droits coutumiers, il aurait fallu qu'on ait un taux fixe, afin d'éviter la tricherie.	M. Kadjo : Effectivement, il y aura un barème qui sera fixé par la Commission Administrative qui a compétence de négocier et arrêter un prix unitaire au mètre carré applicable dans tous les villages. Votre souhait est déjà prévu par les textes réglementaires

Localisation de la réunion	Date	Type de groupes/ d'acteurs	Questions posées	Réponses apportées
		Populations	M. Koffi N'goran Désiré : Concernant la pêche, pourquoi la question des pêcheurs doit être traité à part ? Au niveau des propriétaires terriens pourquoi il y a seulement deux personnes alors que plusieurs personnes détiennent des tickets d'enrôlement délivrés par le CCT/BNETD.	<p>M. Kadjo : Concernant la pêche, il n'y a pas de traitement particulier pour chaque village. Au niveau des propriétaires terriens, si vous avez des réclamations à faire, nous sommes disposées à les recevoir. Certes, vous détenez des tickets, mais sachez que la liste des propriétaires terriens a été dressée sur la base de vos réponses portées sur les PV de constat agricole signés par chacun de vous.</p> <p>M.Laubouet : Les résultats présentés sont provisoires et non définitifs, on continuera les échanges avec vous et c'est sur la base de vos observations qu'on améliorera les résultats.</p>
		Populations	M. Sékou Traoré : Donnez-nous les coûts unitaires fixés par les différents barèmes	M. Kadjo : Les barèmes sont spécifiques aux types de biens affectés. Par exemple, il appartient à la Commission Administrative de fixer un prix unitaire pour le foncier sur la base des dispositions réglementaires en vigueur. Concernant l'agriculture, il y a plusieurs paramètres à considérer dans la détermination des montants d'indemnisation : on tient compte, par exemple, du type, de l'âge, de la densité, du prix bord champs des cultures. Les bâtis et terrains nus ont leur barème à part.
		Populations	M. Kadio Niangoran Ignace : Hier le PDG de IHE a dit que les écrevisses ne vont pas disparaître, alors que le CNRA soutient le contraire. Qu'en est-il exactement ? Je voudrais aussi signifier que les pêcheurs d'écrevisses de N'dénou disposent des statistiques sur leurs captures	M. Kadjo : Les écrevisses vont disparaître à N'dénou ; mais il en aura en aval du barrage : c'est ce que voulait dire le PDG. Donc, ceux qui voudront bien continuer la pêche d'écrevisses n'ont qu'à se déplacer vers les villages en aval du barrage. Après la réunion, je vous prie de bien vouloir me remettre ces cahiers d'enregistrement, afin de constituer une base de données exploitable.
		Association des femmes	<p>Mme YraBokaJeanette (Présidente des femmes): Qu'est-ce que l'État prévoit pour les femmes de N'dénou dans le cadre du présent projet ?</p> <p>Voici nos doléances : une broyeuse de manioc à moteur, pour la suite, je vais consulter les autres femmes de la coopérative.</p>	M. Kadjo : Ici à N'dénou, on a un problème parce qu'on n'a jamais pu rencontrer l'association des femmes. Elles ne se sont jamais présentées à nos réunions. Alors communiquez nous vos doléances pour les transmettre au promoteur du projet.

Localisation de la réunion	Date	Type de groupes/ d'acteurs	Questions posées	Réponses apportées
			M. Likébié Kroa : Nous avons été identifiés individuellement sur nos exploitations agricoles, mais je ne comprends pas pourquoi nous ne sommes pas propriétaires terriens ?	M. Laubouet : Cette question est une affaire à traiter en famille. Réglez vos conflits et transmettez nous les noms des propriétaires représentant ceux qui ont été identifiés.
			M. Loukou Koffi Arsène : Les exploitants agricoles détenteurs de tickets délivrés par le CCT/BNETD ne sont-ils pas valables ?	M. Kadjo : Il faut dire que ceux qui avaient des cultures vivrières au passage du CCT ne sont pas pris en compte par les enquêteurs de la Direction Départementale de l'Agriculture parce qu'ils avaient déjà fait leurs récoltes au moment de l'actualisation. Dans cette hypothèse, ces tickets ne sont plus valables. Dans le cas contraire, vos réclamations sont toujours recevables
		Populations	M. Ettien Ernest : Lors d'une réunion à taabo, le BNETD a communiqué un barème d'indemnisation qui était de 600F et plus. Mais, je ne comprends pas pourquoi aujourd'hui il doit avoir une commission pour une quelconque négociation.	M. Kadjo : L'arrêté ministériel fixant le barème de purge des droits coutumiers donne une compétence exclusive à cette commission de négocier le prix sur la base des conditions fixées dont le montant maximal infranchissable par zone considérée
		Populations	M. KobenanErwoa (président des jeunes) : Comme doléance additionnelle, nous souhaitons avoir un foyer des jeunes	M. Kadjo : On prend bonne note
		Populations	M. Kouassi Kouadjo René : Il semblerait que ma parcelle est impactée par le projet ? Est-ce que les tombes qui seront noyées seront dédommagées ?	M. Kadjo : Vérifiez si votre champ se situe avant ou après les bornes implantées dans la zone. En ce qui concerne les tombes, M. Koffi nous a transmis la liste des éléments de sacrifice déterminés après concertation des parents des défunts.
AHEREMOU 2		Populations	M.Lavry N'guessan Mathias : Est-ce que nos doléances seront pris en compte ? Est-il possible de former nos jeunes désireux de faire la pêche ?	M. Laubouet : Les doléances sont reçues et seront examinées avec vous selon les priorités dégagées. M. Kadjo : il faut que les jeunes en expriment le besoin. Mais, sachez que les pêcheurs de métier seront privilégiés. Néanmoins communiquez-moi la liste des jeunes qui veulent s'adonner à la pêche.

Localisation de la réunion	Date	Type de groupes/ d'acteurs	Questions posées	Réponses apportées
		Populations	M. Ehui Mathurin : En plus des doléances que nous vous avons communiquées, en tant qu'expert, n'y a-t-il pas d'autres choses que vous voudrez bien nous recommander ? Quelles activités proposez-vous à la jeunesse dans le cadre de la réalisation de ce projet ?	M. Kadjo : On ne peut pas vous proposer des doléances à votre place, parce que si IHE réalise quelque chose d'incompatible à vos besoins, ce serait du gâchis. Par ailleurs, si vous avez oublié certaines doléances, nous sommes à votre écoute. Le problème de la jeunesse, c'est l'emploi. Nous avons donc prit attache avec la Plateforme des Services (PFS) de Taabo pour le recensement de tous les jeunes, afin de constituer une base de données des compétences à partir de laquelle le recrutement de la main d'œuvre locale se fera par l'entreprise d'exécution des travaux du barrage.
		Populations	M. Brou Koffi : Qu'est-ce que le projet propose aux groupes sociaux interrogés lors des enquêtes ? Est-il possible de cultiver à proximité du lac ?	M. Kadjo : L'entretien avec les groupes sociaux avait pour but de recenser leurs préoccupations et attentes spécifiques par rapport au projet, pour leur prise en considération dans les mesures de protection de l'environnement naturel et social. Les cultures se pratiquent avec des produits chimiques qui vont nuire à la qualité de l'eau et au développement des poissons. C'est pourquoi, les cultures à proximité du lac sont déconseillées ou interdites.
		Populations	M. Essui : Désormais, nous avons une mutuelle de développement à Ahérérou II à considérer comme un partenaire au projet ou un interlocuteur crédible. Vous avez dit que les doléances se réaliseront par ordre de priorité, je voudrais que vous teniez compte de l'extension de l'électrification qui est notre priorité.	M. Kadjo : Nous notons votre doléance
		Populations	M. Kouakou Guillaume : la borne du CCT se trouve à 150 m du fleuve et moi j'ai ma plantation à 1 km. En cas de dégâts collatéraux, quelles mesures pour les PAP puisque la date d'éligibilité à l'indemnisation est fixée au 30/06/2016.	M. Kadjo : Soyez rassuré que les dégâts collatéraux seront pris en compte s'ils surviennent.
		Populations	M. Yao N'goran : Toutes les doléances sont importantes, il faut prendre en compte l'acquisition d'une ambulance pour faciliter l'évacuation des malades vers les centres de santé.	M. Kadjo : C'est bien noté et faites-moi parvenir la liste de ces 6 pêcheurset des jeunes désireux de pratiquer la pêche.

Localisation de la réunion	Date	Type de groupes/ d'acteurs	Questions posées	Réponses apportées
			Ici également nous avons 6 pêcheurs professionnels qui sont des bozos. Au bord de l'eau se trouve un bâti en géobéton appartenant à la SCB qui n'a pas été pris en compte. Ce bâti abrite le moteur de pompage d'eau utilisé pour l'arrosage des plantations.	
		Populations	M. Yao Archile : j'ai appris qu'il y a une liste qui circule à Pacobo concernant le recensement des jeunes désireux de travailler sur le barrage. Cette fois-ci, je vous prie de veiller à l'emploi des jeunes Ahérémou 2. M. Kouakou Konan avait sollicité du matériel de pêche, je pense qu'en mettant ce matériel à sa disposition, il pourra exercer cette activité qu'il aime tant.	M. Kadjo : Prenez attache avec la Plateforme des Services (PFS) de Taabo pour l'identification des jeunes désireux de travailler sur le chantier de construction du barrage. Concernant M. Kouakou Konan, le promoteur analysera son dossier dans le cadre de l'élaboration et de l'exécution du plan de développement de la pêche sur le futur lac.
PACOBO		Populations	M. Kouassi Ettien : Pourquoi refusez-vous d'indemniser les pêcheurs ?	M. Kadjo : Nous n'indemnisons pas les pêcheurs pour éviter la paupérisation des ménages, notamment les femmes et les enfants, raison pour laquelle nous privilégions la restauration des revenus par le développement de la pêche sur le futur lac et la reconversion d'activités.
		Elus locaux	Honorable Kouassi Alfred (député) : Le constat que je fais est que les PAP ont demandé à 79% une indemnisation en numéraire. Je souhaite que vous poursuiviez les réflexions avec les pêcheurs concernant leur indemnisation. Au niveau des familles, il y a eu des aménagements relatifs au foncier je voulais savoir si cela a été aussi pris en compte.	M. Laubouet : Concernant les réclamations portant sur le foncier, il faut d'abord un règlement ou une entente au niveau des familles pour que l'indemnisation profite à tous les ayants droit. On parle aujourd'hui d'économie propre, c'est-à-dire, une économie qui permet aux ménages de vivre de leurs moyens d'existence sur plusieurs générations : c'est ce à quoi vous devez penser. M. Kadjo : Lorsque vous changez le nom de votre propriétaire terrien, moi en tant qu'individu, je ne peux pas me permettre de venir modifier ce nom sans preuve à l'appui. Mais, je peux mentionner que c'est un terrain litigieux, afin d'éviter tout paiement à un des protagonistes.
		Populations	M. Essui Louis Daniel : Je pense que les autorités coutumières et administratives peuvent attester de la propriété foncière.	M. Laubouet : Nous disons la même chose, mais c'est lorsqu'il n'y a pas de règlement au niveau de la famille que le problème est déféré au tribunal.

Localisation de la réunion	Date	Type de groupes/ d'acteurs	Questions posées	Réponses apportées
		Populations	M. Kouassi Dominique : Est-ce que la durée de vie des cultures est prise en compte dans le calcul de l'indemnisation ?	M. Kadjo : Le reste du temps théorique d'une culture donnée n'est pas pris en compte dans le calcul de l'indemnisation, on indemnise votre culture en fonction de l'âge qu'elle a au moment de sa destruction, et non de sa durée théorique d'exploitation.
		Société BANACI	M. Elogne Yao (BANACI) : Quel est le programme d'exécution du projet, afin de nous permettre de prendre les dispositions utiles pour déplacer nos installations.	M. Laubouet : Avant le démarrage des travaux, vous serez informé. Retenez que les travaux commenceront après la sélection des entreprises d'exécution et le bouclage financier, tout en prenant en compte les exigences administratives et politiques. M. Kadjo : La société agro-industrielle BANACI a rassuré le BNETD que le moment venu, elle prendra les dispositions pour retirer ses équipements.
		Autorités coutumières	Le chef : Il faut ajouter aux éléments de sacrifice : 2 bœufs, 4 bouteilles et un don forfaitaire pour les deux défunts qui n'ont pas été déclarés auparavant. Nous allons nous concerter pour un réajustement des éléments de sacrifice.	M. Kadjo : Nous prenons acte et nous vous demandons de nous transmettre la liste des défunts et des différents interlocuteurs des familles concernées.
SINGROBO		Populations	M. Tano Michel : Notre village a une position stratégique dans le projet. C'est pour cela que nous sollicitons des équipements pour son développement. Toutes nos doléances sont résumées dans un courrier que j'ai transmis à IHE dont une copie sera remise au BNETD. Concernant la purge des droits coutumiers, elle se fait avant, pendant ou après la réalisation du projet? Mettez à notre disposition le barème de la purge des droits coutumiers pour que nous en prenions connaissance.	M. Kadjo : Poussez encore vos réflexions et identifier des opportunités d'affaires qui permettront au village de se développer plus que Taabo qui est une ville artificielle. À la différence de Taabo, Singrobo est une localité qui n'est pas déplacée et dont la population est sur place pour soutenir son développement en exploitant les potentialités de développement économique et social induites par la réalisation du projet. M. Laubouet : IHE ne pourra pas tout faire. Il vous appartient d'identifier des projets de développement au niveau de Singrobo par rapport aux besoins de la population. Aussi, faut-il que vous vous entendiez pour minimiser les conflits fonciers et réfléchir sur ce que vous pouvez faire pour développer votre village.
		Populations	M. Toro Eric : La liste qui vous a été donnée ne comporte pas les noms des vrais professionnels de la pêche, mais plutôt, ceux de fonctionnaires et de pêcheurs	M. Kadjo : Avec l'appui des autorités coutumières, cette liste sera revue.

Localisation de la réunion	Date	Type de groupes/ d'acteurs	Questions posées	Réponses apportées
			occasionnels. Pour avoir fait ces observations, ma vie est menacée ici.	
		Populations	M. Diallo : Pourquoi, M. Toro n'a pas saisi la chefferie et sa hiérarchie pour les menaces contre sa personne et pour les cas d'exclusion ou d'intrusion. Je dis que lui-même, Toro, est dans le faux parce qu'il n'a jamais délivré de reçu aux bozos qu'il encaisse.	M. Kadjo : Il n'y a pas de polémique à faire. Je vous exhorte à nous transmettre des données fiables sur les pêcheurs et leurs captures. Par vos propos, nous savons que les informations sur les pêcheurs sont erronées. Un plan de développement de la pêche sur le lac ne peut d'établir avec ces informations.
		Populations	M. Toro Eric: Quelles mesures pour l'empoisonnement du lac après la construction du barrage ?	M. Kadjo : Nous notons bien votre préoccupation et tout cela sera intégré dans le plan de développement de la pêche.
		Populations	M. GbottaAssoman Arsène : En phase de construction, comment ferions-nous pour nourrir nos familles puisque nous n'aurons plus d'activités ? Il en est de même pour les mareyeuses.	M. Kadjo : À ce niveau rien n'a encore été arrêté et nous continuons de pousser nos réflexions afin de trouver les solutions idoines à ce problème qui est réel. Mais avant, il est important de nous fournir des informations justes et fiables sur les pêcheurs professionnels et leurs captures.

**ANNEXE 3– COMPTES RENDUS DETAILLÉS DES DISCUSSION EN FOCUS
GROUPE AVEC LES PAP ET LISTES DE PRESENCE**

Consultation des propriétaires coutumiers du village d'Ahouaty

Animateur : Pierre Kadjjo (BNETD)

Assistante : Marie-Chantale Achiro (IHE)

SUJETS/QUESTIONS ABORDES	PREOCCUPATIONS ET OBSERVATIONS DES PROPRIETAIRES FONCIERS COUTUMIERS d'Ahouaty	REPONSES ET ORIENTATIONS DE L'ANIMATEUR
Question 1 : Les montants pour la purge ont déjà été définis conformément aux textes applicables, voulez-vous pourtant rentrer dans une négociation avec l'Etat sur le taux applicable ?	<p>N'Da Kouassi : Nous souhaitons recevoir le taux de 400 FCFA/m² : c'est ce qui est plus avantageux.</p> <p>N'Guessan Amenan Cecile (représentant également sa mère N'Guessan Aya) : Je souhaiterais connaître les superficies totales de mes parcelles et de celles de ma mère.</p> <p>N'guessan Kroa : Il faut reconnaître que la population n'a pas les moyens pour réaliser un barrage. C'est une bonne initiative du promoteur et nous sommes heureux que cela débute promptement. Nous souhaitons que les prix soient fixés en fonction du statut de la parcelle. En effet, une parcelle objet d'un jugement au tribunal ou dotée d'un acte de propriété régulièrement établi ne peut avoir la même valeur que les autres parcelles. Je ne suis pas d'accord pour le taux uniforme fixé. L'Etat ne doit pas imposer le même taux à tout le monde.</p> <p>Je rappelle que l'Etat, en légiférant, a proposé des taux allant jusqu'à 600 F/m². Toute proposition en dehors de ce taux, est inacceptable.</p> <p>Je signale, en outre, que les parcelles identifiées au nom de l'Etat n'est pas correcte. Ces terres sont la propriété d'une famille d'Ahouaty. D'ailleurs, un jugement en cours au tribunal porte sur ces parcelles. Il faut nécessairement que les droits de la famille soient rétablis sur les parcelles attribuées injustement à l'Etat.</p> <p>Il faudrait qu'en plus de la purge des droits sur le foncier, le projet verse chaque année des redevances ou subventions aux communautés villageoises impactées sur toute la durée d'existence du barrage, comme cela se fait pour le barrage de Taabo qui alloue</p>	<p>M. Kadjjo : La grande majorité des intervenants opte pour un taux de 600 FCFA/m². Mais, je tiens à préciser que le décret dispose que seule la Commission Administrative a compétence pour négocier et fixer le taux applicable à tous à un prix inférieur ou égal à 600 FCFA/m² qui un est prix plafond indicatif pour les chefs-lieux de Sous-préfecture.</p> <p>Concernant les parcelles avec titre foncier, il appartiendra aux propriétaires d'en fournir les preuves lors des négociations avec la Commission Administrative qui sera instituée.</p> <p>Quant aux superficies des parcelles, elles vous seront communiquées individuellement juste après la validation du PAR par le Comité de Suivi en cours de mise en place.</p>

SUJETS/QUESTIONS ABORDES	PREOCCUPATIONS ET OBSERVATIONS DES PROPRIETAIRES FONCIERS COUTUMIERS d'Ahouaty	REPONSES ET ORIENTATIONS DE L'ANIMATEUR
	<p>un budget de 800 millions reparti entre la mairie de Taabo, les Départements de Taabo, Tiassalé et Agboville.</p> <p>Sur la base de documents de justice et de contrats de bail liant des familles à de tierces personnes, il a demandé la vigilance de la société IHE pour ne pas payer les indemnisations aux personnes qui n'en ont pas droit.</p> <p>Mme Koffi Amenan : Je suis propriétaire du foncier du site de la cité d'exploitation et je réclame un taux d'indemnisation de 600 FCFA/m².</p> <p>1.</p> <p>Mme Diby adjoua Martine : Ma mère dispose de 14 ha de terre ou existent des plantations de cacao. Alors, j'aimerais savoir comment se fera l'indemnisation des deux types de biens (terre et cultures agricoles) ?</p> <p>M. Kassi Kacou : Lors d'une réunion à Taabo, c'est le montant de 600 FCFA/m² qui avait été avancé. Et, c'est ce prix qui nous convient le plus, puisqu'on ne retrouvera plus nos terres.</p> <p>Mme N'guessan Cecile : Je ne suis ni pour 200 FCFA, ni pour 400 FCFA. C'est le taux de 600 FCFA/m² qui est convenable.</p> <p>M. Okou Kacou Eugène (chef du village) : c'est incompréhensible que l'Etat soit propriétaire foncier à Ahouaty alors que la parcelle concernée faisait initialement l'objet d'un contrat de bail conclu entre la famille Botty et un expatrié français nommé Ponce. Ce dernier, dans le cadre de l'exploitation de cette parcelle, a construit la première salle de classe en 1958 – 1959. D'ailleurs, cet édifice existe encore. Ensuite, la parcelle est passée aux mains de M. Alphonse Bony (ancien président de la cour suprême). Après lui, ce fut le tour de la société SAPAL (production d'ananas) dirigé par Jean Bruno de 1972 à 1977. Après lui, vient la société Agri Prestige (production de banane) qui a occupé la</p>	<p>M. Kadjo : Sachez que le foncier et les cultures agricoles seront indemnisés distinctement.</p> <p>M. Kadjo : Les informations fournies seront vérifiées pour que les intérêts des uns et des autres soient préservés.</p>

SUJETS/QUESTIONS ABORDES	PREOCCUPATIONS ET OBSERVATIONS DES PROPRIETAIRES FONCIERS COUTUMIERS d'Ahouaty	REPNSES ET ORIENTATIONS DE L'ANIMATEUR
<p>Aviez-vous établi des contrats de bail avec toutes les personnes et sociétés qui ont exploité cette parcelle ?</p> <p>Est-ce que quelqu'un pourrait ajouter quelque chose à ce que le chef vient de dire concernant les contrats de bail ?</p> <p>Avez-vous une idée de ce qui est versé à la famille Botty par la SCB</p>	<p>parcelle de 1997 à 2002. Donc de 1977 à 1997, la parcelle n'était pas occupée. La SCB est la dernière société qui exploite encore la parcelle depuis 2002.</p> <p>Mr Okou Kacou Eugène (chef du village) : Pour les premières sociétés, n'étant pas aux affaires, je n'en ai aucunes idées. Mais, pour la SCB, il existe un contrat de détenu par M. Kouassi Koffi Jean (représentant la famille) au 05 86 85 89</p> <p>N'Guessan Kroa : Je pense que mon fils détient des papiers concernant M. Alphonse Bony et la SCB.</p> <p>Mme Kouakou Amenan : C'est environ 2 000 000 FCFA que la SCB paie annuellement.</p>	
<p>Question 2 : Beaucoup des terres impactées sont cultivées. Existe-t-il encore dans la zone des terres libres ?</p> <p>Puisque vous ne disposez-plus de terres libres, qu'est-ce l'augmentation du taux à 600 FCFA/m² vous permettra de faire pour compenser la perte de terres ?</p>	<p>M. Effoussou Eté Anoblé (représentant sa maman Koffi Aya) : C'est parce qu'il n'existe pas de terres libres qu'on souhaite que les terres affectées soient purgées au taux de 600 FCFA/m².</p> <p>Mr N'Guessan Kroa : Pourquoi cette question ? Ce qui est important pour nous, c'est le taux de 600f/m². Si cela est accepté, les familles ici pourront s'entraider en cédant des portions aux personnes qui en ont besoin. Le taux de 600 FCFA/m² est la condition principale pour céder une portion.</p> <p>M. N'guessan Kroa Saint Claire : Ce montant nous permettra de construire des maisons à bailleur, puisque le village bénéficiera de services publics (sous-préfecture, collège, ...) qui draineront un flux de fonctionnaires à loger. J'insiste qu'il revient à la population, propriétaire des terres, de fixer son prix, et non, à l'Etat de l'imposer.</p>	<p>M. Kadjo : Les réponses à cette question permettront d'évaluer la disponibilité du village en terres libres à pourvoir aux propriétaires terriens qui n'en possèdent plus du fait de la réalisation du projet. Cette approche présente l'avantage d'aider les propriétaires terriens qui ont perdu toutes leurs terres à retrouver de nouvelles terres pour poursuivre leurs activités agricoles, afin de préserver leurs sources de revenus.</p>

SUJETS/QUESTIONS ABORDES	PREOCCUPATIONS ET OBSERVATIONS DES PROPRIETAIRES FONCIERS COUTUMIERS d'Ahouaty	REPONSES ET ORIENTATIONS DE L'ANIMATEUR
	Mme Diby Adjoua Martine : L'argent perçu ne sera pas dilapidé, mais, peut être épargné à la banque et produire des intérêts.	
Question4 : Quels sont ceux qui vont avoir des difficultés à avoir accès à la terre selon vous et comment le projet peut-il vous aider ?	<p>M. Kouadio yao : Nous n'aurons que quelques jachères pour faire des cultures en renouvelant nos pieds de cacao.</p> <p>Mme kouakou amenan : je ne sais pas si le reste de la parcelle initialement délimité pour la cité d'exploitation me sera rétrocédé. Dans le cas contraire je n'aurai plus de terres.</p> <p>M. Effossou Ekparé : je n'ai plus aucune parcelle ailleurs. Je souhaiterais être indemnisé et faire le commerce en ouvrant une boutique, compte tenu de mon âge avancé qui ne me permettra plus de pratiquer les activités champêtres.</p> <p>M. Effoussou Eté (fils de Mme Koffi aya et Effossou Ekparé) : Ma mère n'a plus aucune parcelle ailleurs. Alors elle souhaite être indemnisée pour construire des maisons à louer.</p> <p>M. N'guessan Kroa Saint Claire : Pour éviter tout amalgame, il faut noter qu'on ne dispose pas de terres libres à Ahouaty.</p>	M. Kadjo : Je note que la majorité des intervenants privilégie la compensation en numéraire pour incapacité à poursuivre les activités et avoir suffisamment de ressources financières pour de nouveaux investissements.
Etant donné qu'il n'a pas de terres disponibles la question 5 ne peut être posée. Mais, si quelqu'un souhaite soumettre d'autres sujets ou questions pertinentes à discussion, c'est l'occasion de le faire.	<p>M. Okou Eugène (chef du village) : Je constate que les échanges ont tournés autour des indemnités. Mais qu'est-ce que gagne le village dans le cadre du présent projet. Quelle suite le projet donne aux doléances du village contenues dans le document qui vous avait été remis ?</p> <p>M. Kouadio Yao (chef de terre) : Merci pour tout le travail effectué. Depuis que j'ai été désigné chef de terre en 2015, il ne c'est rien passé de grave et le projet avance bien. Dans cette dynamique de succès, qu'est-ce que la société IHE prévoit pour moi ?</p> <p>M. N'guessan Xavier : J'étais à l'extérieur du pays, et donc j'aimerais vous poser une série de quatre questions :</p>	<p>M. Kadjo : Toutes les doléances des villages riverains ont été intégrées aux rapports d'études (EIES et PAR). Elles seront analysées par les services compétents qui vous donneront la suite.</p> <p>En tant que chef de terre, vous faites une doléance qui rejoint celles du village. Car, le projet privilégie les doléances communautaires profitables à un plus grand nombre de personnes.</p> <p>M. Kadjo : IHE est une société privée créée par des ivoiriens qui est liée à l'Etat de Côte d'Ivoire par une convention pour la production d'électricité en système BOT.</p>

SUJETS/QUESTIONS ABORDES	PREOCCUPATIONS ET OBSERVATIONS DES PROPRIETAIRES FONCIERS COUTUMIERS d'Ahouaty	REPOSES ET ORIENTATIONS DE L'ANIMATEUR
	<p>1. Quel est le statut juridique de IHE ? Est-ce une société privée ou une société d'Etat ?</p> <p>2. Qui fixe le taux de la purge des droits coutumiers ? Est-ce le ministère de l'agriculture ou IHE ?</p> <p>3. Quel est le texte de loi qui fixe la fourchette du taux de purge en zone rurale ?</p> <p>4. Qu'advierait-il à un propriétaire terrien avec un titre foncier qui s'opposerait au prix fixé ?</p> <p>M. Kouamé Kouadio Benoit (chef des baoulé) : Compte tenu de notre âge très avancé, nous dépendons de nos enfants qui ne pourront plus pêcher dans le fleuve, alors qu'est-ce que le projet prévoit pour nous ?</p> <p>M. Malan Béhibro (chef notable) : J'adhère au projet. Mais, sa réalisation drainera un flux important de personnes susceptible d'engendrer des conflits qui devront être gérés par les vieillards que nous sommes. Alors qu'est-ce que le projet prévoit pour ces vieillards qui ont été recensés par le commissaire enquêteur ?</p>	<p>Dans la procédure de purge des droits coutumiers sur le sol, il appartient à la Commission Administrative de négocier et fixer le taux d'indemnisation applicable sur la base du barème défini par le Décret n° 2013-224 du 22 mars 2013 tel que modifié par le Décret n° 2014-25 du 22 janvier 2014 portant réglementation de la purge des droits coutumiers sur le sol pour intérêt général.</p> <p>Tout propriétaire foncier avec ou sans titre foncier a le droit de faire recours pour défendre ses intérêts. Toutefois le recours n'est pas suspensif de la réalisation du projet.</p>

Sujet, Questions abordées	PREOCCUPATIONS et OBSERVATION DES POPULATIONS (AHOATY)	REPONSES/CONTRIBUTIONS DE LA TABLE DE SEANCE
Présentation des impacts et des modalités de compensations envisagées	M. Boda Ali : j'ai ma plantation (cacao, orange, banane etc) qui se trouve au niveau de la cité d'exploitation, est ce qu'elle sera prise en compte et est-ce que l'indemnisation sera conséquente?	Marine ROBILLARD : Les cultures qui ont été recensées dans les délais de l'enquête et qui seront utilisées seront prises en compte et indemnisées selon l'arrêté du 17 juin 2014 du ministre de l'agriculture (n° 247/MINAGRI/MPMEF/MPMB). L'indemnisation est définie selon la loi de l'Etat ivoirien ce n'est pas IHE qui décide des taux.
	M. Kroa M'Brah Hyacinthe : Je suis un Ouvrier Agricole, quel sera mon sort ? Est-il possible de faire la pisciculture une fois le barrage construit ? Existe-t-il un plan d'aide aux communautés ?	Marine ROBILLARD : vous serez assisté pour vous aider à reprendre votre activité quelque part. Il nous faudra faire des études avant de vous répondre. Une étude sur le potentiel halieutique va d'ailleurs commencer bientôt. Mais déjà je crois que cela est faisable en m'appuyant sur l'exemple de Taabo. Actuellement on traite les indemnisations, après on en viendra aux différents plans de développement.
	M. Dautré : Pourquoi pour les ouvriers agricoles, il n'y a pas de barème fixe ? Est-ce que les salaires déclarés seront pris en compte ? Nous on ne sait même pas ce que le patron a déclaré comme salaire. Si ce n'est pas ça, on fera comment.	Marine : En Côte d'Ivoire, il n'y a pas de barème fixé, nous sommes alors partis sur la base du SMIG et sur la base des salariés déclarés lors de l'enquête. Marine : En ce qui concerne les salaires déclarés, je prends bonne note et de plus amples informations vous seront données ultérieurement.
	M.Yao kouassi Georges : Si vous utilisez mon terrain et que vous ne payez pas mon indemnisation, à qui irai-je me plaindre ?	Marine : il y a un certificat de compensation que nous allons vous faire signé et ce document nous engage donc nous n'aurons pas d'autres alternatives que de vous payer votre argent. Le projet vous convoquera un par un pour discuter avec vous sur le montant de votre compensation, et si vous êtes d'accord, vous signerez votre certificat.
	M. Nando Assa : c'est quoi les salaires déclarés exactement ?	Marine : c'est ce que vous avez déclaré lors des enquêtes.

Sujet, Questions abordées	PREOCCUPATIONS et OBSERVATION DES POPULATIONS (AHOUATY)	REPOSES/CONTRIBUTIONS DE LA TABLE DE SEANCE
		1.
	M. Sawadogo Abdoul : Si vous n'êtes pas d'accord avec la compensation et qu'à la justice également vous n'avez pas raison que se passera-t-il avec votre argent ?	Marine : Votre argent restera bloqué sur le compte jusqu'à ce qu'on trouve un terrain d'entente (phase de négociation) ou que la justice ne tranche.
	M.Sawadogo : les dernières personnes qui sont en aval du barrage, l'attente de leurs sous dureront combien de temps ?	Marine : On espère le début des indemnisations pour début 2018 et les paiements se feront par vague. D'abord les personnes concernées par les infrastructures et le barrage et ensuite les personnes concernées par le réservoir.
	M.Yao : Si je meurs avant qu'en sera-t-il de mon indemnisation?	Marine : Ce sont les mécanismes de succession qui s'appliquent, ce n'est pas au projet de décider qui hérite de quoi. Je vous conseille alors de faire un acte notarié et le faire signé par un notaire.
Existe-t-il des terres qui ne sont pas encore exploitées et qui pourront servir à vous relocaliser ? Qu'est-ce que le projet peut faire concrètement pour vous aider ? Que voulez-vous exactement en termes d'assistance ?	M. Soré Yacouba : Ici à Ahouaty, nous n'avons plus de forêt M.Sem N'Guessan : nous n'avons plus de forêt, ni de jachère. Il existe la forêt classée, peut être que le projet peut nous aider à trouver des terres dans la forêt classée. M.Dautré : moi je souhaiterai me reconvertir M.Krou : que le projet nous aide à trouver de nouvelles terres M.Kroa : le projet peut par exemple nous donner des informations sur les forêts existantes dans les autres localités	
Est-il possible de mettre en place le système de planter-partager ?	M. Kroa : ce système n'existe plus ici parce qu'il n'y a plus de terres mais les propriétaires terriens sont les mieux placés pour vous répondre.	
Qui sont ceux qui auront le plus de problèmes à avoir de nouveau des terres ?	M. Kroa : Ce sont les ouvriers agricoles puisque venus d'ailleurs, on n'aura plus rien. M.Dautré : les difficultés sont à tous les niveaux parce ici à Ahouaty on rencontre beaucoup de problèmes lors de la vente des terres ou des partages. Aujourd'hui trouver une portion de terre ca ne sera pas facile. C'est en effet difficile d'aller voir un propriétaire coutumier et demander.	

Sujet, Questions abordées	PREOCCUPATIONS et OBSERVATION DES POPULATIONS (AHOATY)	REPOSES/CONTRIBUTIONS DE LA TABLE DE SEANCE
	Il y a beaucoup de litige ici. On dit qu'on t'a vendu mais en fait rien.	
Quelles sont les solutions que le projet peut vous apporter ?	M. Kroa: un autre problème que nous rencontrons couramment ici, c'est qu'après des années, on se rend compte que celui qui nous a vendu la terre n'est pas le vrai propriétaire terrien. Je souhaiterai que le Directeur Départemental de l'Agriculture (DDA) nous aide à établir des contrats de vente pour limiter et même éviter les conflits.	Ok, c'est bien noté. Effectivement, l'appui de DDA est une bonne chose dans le processus qui va se mettre en place.

Consultation des mareyeuses du village d'Ahouaty

animateur : Marine Robillard (consultant)

Assistance : Irène Adou (BNETD)

Sujet, Questions abordées	PREOCCUPATIONS et OBSERVATION DES Mareyeuses d'Ahouaty	REPONSES/CONTRIBUTIONS DE LA TABLE DE SEANCE
Présentation des impacts et modes de calcul des compensations proposés. Questions sur l'activité de mareyeuse afin de lancer la discussion	N'Guessan Cecile : Nous même, on conserve dans les congélateurs. N'Guessan Cecile : le poisson est cher donc on le vend ici. Kouadio Ahou Modestine : je prépare pour vendre dans mon maquis et le reste à Abidjan.	
	Toutes les femmes : ce sont les pêcheurs d'Ahouaty.	
Durant la phase des travaux, comment ferez-vous pour vous approvisionner en poisson ?	Cecile : il nous faut une petite aide financière pour aller acheter ailleurs, car Ici on prenait à crédit et on payait après-vente. Cecile : nous allons nous renseigner sur la possibilité de le conserver dans une chambre froide là où on s'approvisionnera. Il y a des congélateurs, il faut payer. Cécile : Non ça ne sera pas facile.	
	Yao Amoin : quand on va prendre ailleurs, on n'a plus la même qualité de poisson. J'ai essayé à Taabo et les clients se sont plaints que le poisson sentait de la boue ; il nous sera alors difficile d'avoir de nouveaux clients.	Marine : Est-ce que ça sera facile pour contacter de nouveaux pêcheurs ? Comment trouver de nouveaux clients ?
Pourriez-vous nous dire quelles mesures d'accompagnement vous sembleraient appropriées	Kouadio Modestine : que le projet nous donne de l'argent pour qu'on puisse continuer nos activités. Yao Amoin : j'aurai besoin d'un peu d'argent pour aller chercher de la marchandise à Noé pour venir revendre.	
Après la fin des travaux, la rivière va se transformer en lac, les modes de pêches et les ressources vont changer (il n'y aura plus d'écrevisses par exemple), d'après-vous, comment votre métier va-t-il évoluer ?	Plus de la moitié des mareyeuses veulent changer d'activités. Modestine : je souhaiterais que le projet m'aide à réaliser ma nouvelle activité. je voudrais un peu d'argent pour agrandir mon maquis Cécile : Non l'activité ne sera plus pareille car nous n'aurons plus de gros poissons et plus en quantité suffisante.	Quand il y aura le barrage, est ce que l'activité de pêche sera pareille ?
	Toutes les mareyeuses : on n'y a pas réfléchi avant	
	Toutes les mareyeuses : Non ici personne n'a de cartes	Marine : est-ce que vous avez des cartes de mareyeuses ici ?
Marine : Pour celles qui vont continuer de vendre le poisson de leurs maris, en quoi le projet pourrait vous aider ?		NB : il faut noter des cas d'absence de mareyeuses lors des enquêtes : NogbouYolande ; Kouamé N'guessanAmenan Ber

SUJETS/QUESTIONS ABORDES	PREOCCUPATIONS ET OBSERVATIONS DES PROPRIETAIRES FONCIERS COUTUMIERS	REPONSES ET ORIENTATIONS DE L'ANIMATEUR
<p>Question 1 : Le mode de calcul a pris en compte vos déclarations ainsi que les mesures réalisées sur le terrain. Que pensez-vous de la méthodologie mise en œuvre et du mode de calcul ?</p>	<p>M. Kouamé Konan Jean Marie : Est-ce que mon nom figure sur la liste des pêcheurs retenus pour l'indemnisation ?</p> <p>M. Aka N'guessan Marcel : Est-ce que mon nom figure sur la liste des pêcheurs retenus ?</p> <p>M. Kakou Loukou Bertin : Je considère l'enregistrement des pêcheurs comme un concours dont on a besoin de connaître les admis. On a donc besoin de connaître les pêcheurs retenus. Citer le nom des pêcheurs par catégorie ?</p> <p>M. Koffi Kouamé Jackson : Je souhaite que le projet se réalise quelques soit ce qui va être proposé comme mesure.</p> <p>M. Asssalé N'guessan Blé Hermann : L'indemnisation me permettra de développer mon activité de culture de manioc dont les produits de récolte pourraient être rapidement évacués par la route à Tiassalé et à Abidjan.</p> <p>M. Kacou Komenan Sylvestre : Le barrage va se construire en 3 ans et pourquoi proposez-vous d'indemniser sur 12 mois seulement ?</p> <p>M. Kacou Yao Bernard : Je ne suis pas pêcheur, mais je voudrais vous proposer une question. Je souhaite que les jeunes ici présents soient inscrits sur la liste des pêcheurs pour qu'ils bénéficient des indemnisations afin d'alléger leur souffrance ou pauvreté</p> <p>M. Amani Yao Bernard : Pour éviter les interminables débats, je souhaite que vous preniez en compte les doléances des jeunes, concernant l'inscription de leurs noms sur la liste des pêcheurs retenus pour l'indemnisation.</p>	<p>M. Kadjo : soyez rassurés que tous ceux dont les captures ont été régulièrement enregistrées figurent effectivement sur la liste retenue pour l'indemnisation.</p> <p>M. Kadjo : Il n'est pas ici question de verser une indemnisation mensuelle à chaque pêcheur identifié. Mieux, le montant total d'indemnisation se présente comme une des mesures de restauration des revenus de pêche. Il doit permettre à chacun de financer une activité génératrice de revenu pour atténuer l'impact du projet durant la phase de construction. En plus de cette indemnisation, les pêcheurs qui poursuivront leur activité bénéficieront d'autres mesures dans le cadre de la mise en œuvre du Plan de Développement Durable de la Pêche. Ceux qui n'exerceront plus la pêche bénéficieront d'une assistance de formation et d'identification de microprojets générateurs de revenus.</p> <p>Par ailleurs, il n'est plus possible d'intégrer de nouvelles personnes sur la liste des pêcheurs éligibles à l'indemnisation, quelle que soient les</p>

SUJETS/QUESTIONS ABORDES	PREOCCUPATIONS ET OBSERVATIONS DES PROPRIETAIRES FONCIERS COUTUMIERS	REPONSES ET ORIENTATIONS DE L'ANIMATEUR
	<p>M. Komenan Kouassi Serges : J'avais subi une opération chirurgicale en septembre 2016. En convalescence en ville, je n'ai pas été pris en compte lors des opérations d'enquête du BNETD. Dans cette situation, quel est mon sort ?</p>	<p>raisons évoquées. Car, la méthodologie d'enquête adoptée a permis de prendre en compte la totalité des pêcheurs présents.</p>
<p>Question 2 : Beaucoup de personnes ici tirent de l'argent de la pêche mais ce n'est pas leur activité principale. Qui veut continuer dans la pêche et se professionnaliser ? Pour ceux qui veulent se spécialiser dans la pêche, quels seraient vos attentes et besoins ?</p>	<p>M. Amani Yao Bernard et les autres : On a besoin par équipage de Pirogue, Filet, Grillage, Chambre Froide, Arbalète, Lunette, harpon.</p> <p>M. Kouakou N'goran Peterson : Il Faut organiser les pêcheurs par équipage de deux (02) Personnes.</p>	<p>M. Kadjo : On dénombre au total 20 pêcheurs à Ahouaty qui souhaitent poursuivre la pêche dans le futur réservoir du barrage de Singrobo-Ahouaty.</p>
<p>Question 3 : Les règles de gestion de l'espace aquatique vont très certainement changer, comment discuter ensemble des nouvelles modalités de gestion de l'accès et de l'utilisation des ressources de la future retenue de barrage ?</p>	<p>M. Kacou Loukou Bertin : Nous allons-nous soumettre aux recommandations et consignes des formateurs.</p> <p>M. Kouakou Oussou : Je vais pêcher seul et remettre mes captures à ma femme pour les commercialiser, afin de subvenir ensemble aux besoins de la famille. Selon la technique de pêche, on peut pêcher seul ou par équipage de 2 personnes. Il ne faut donc pas imposer un nombre de pêcheurs par équipage.</p> <p>M.Kacou Loukou Bertin : A la différence de Taabo et Ahondo, les villages riverains du projet entretiennent déjà de bons rapports de voisinage à travers leurs pêcheurs. Mais, il nous faut approfondir les réflexions pour préserver la cohésion sociale, avec l'avènement du barrage.</p>	<p>M. Kadjo : Pour préciser la question, il faut noter qu'à présent les limites entre les villages se prolongent sur le fleuve. Mais, ces limites vont disparaître avec la construction du barrage. Alors, comment envisagez-vous la gestion de la pêche sur le futur lac en rapport avec les pêcheurs des autres villages riverains, pour promouvoir la cohésion sociale et le développement durable de la pêche ? Allez-vous organiser en coopérative pour gérer la pêche sur le futur lac ? Si oui, comment ? Si non, comment garantissez-vous la durabilité de la pêche sur le futur lac ?</p>
<p>Question 4 : Est-ce que certains d'entre vous souhaitent profiter de ces changements pour se lancer dans une /d'autres activités ? Si oui, quels types d'activités sont envisagés ou souhaités ?</p>	<p>M. Kacou N'goran Sylvain : Je veux faire l'élevage de mouton pour approvisionner les commerçants de viande qui braisée.</p> <p>M. Aka N'guessan Marcel : Je veux faire une ferme avicole, parce que je vends actuellement des poulets élevés en petit nombre.</p>	

SUJETS/QUESTIONS ABORDES	PREOCCUPATIONS ET OBSERVATIONS DES PROPRIETAIRES FONCIERS COUTUMIERS	REPONSES ET ORIENTATIONS DE L'ANIMATEUR
	<p>M. Labibi Diarra : Je veux être acheteur de Cacao avec 1 ou 2 million de F CFA avec l'aide d'un ami qui est professionnelle en la matière.</p> <p>Mr N'guessan Yao Aimé : Je veux créer une plantation de palmiers à huile parce que je dispose de 3 ha de terre à valoriser.</p> <p>M. Komenan Kouassi Serges : Je veux faire la culture maraîchère (tomate, gombo, concombre) et la pépinière d'hévéa. J'en ai déjà l'expérience, avec ce que je fais actuellement.</p> <p>Mr Koffi Amani : Je veux faire l'élevage de porcs.</p> <p>Mr Yao Kouamé Jean Charlemagne : Je veux faire un champ d'hévéa sur une parcelle de 2 ha disponible.</p> <p>Mr Yao Kouadio Martial : Je veux développer la vente de boisson, en aménageant un maquis.</p> <p>M. Okou Eugène : Avez-vous pris en compte la perturbation de la traversée du fleuve par la pirogue de transport du village ?</p>	<p>M. Kadjo : J'ai bien noté toutes les activités énumérées. Mais, sachez que vous devez donner toutes les garanties de succès de vos activités en analysant la faisabilité de financement, la disponibilité de terres, la demande du marché, la capacité technique et les risques liés à la réalisation des activités souhaitées.</p> <p>Concernant la pirogue de transport, à la place d'une indemnisation, il faut envisager la relocalisation des sites d'embarquement/débarquement des passagers en amont du batardeau, en ouvrant des sentiers conduisant aux villages visés.</p>

Consultation des propriétaires coutumiers du village de N'Dénou

animateur : Pierre Kadjo (BNETD)

Assistante : Marie-Chantale Achiro (IHE)

SUJETS/QUESTIONS ABORDES	PREOCCUPATIONS ET OBSERVATIONS DES PROPRIETAIRES FONCIERS COUTUMIERS	REPONSES ET ORIENTATIONS DE L'ANIMATEUR
Question 1 : Les montants pour la purge ont déjà été définis conformément aux textes applicables, voulez-vous pourtant rentrer dans une négociation avec l'Etat sur le taux applicable ?	<p>M. Samba N'guessan Emmanuel : J'opte pour un taux d'indemnisation de 400 FCFA/m²</p> <p>M. Loukou Erowa Epiphanie : Pour avoir cédé une superficie importante je souhaite que l'Etat revoie à la hausse le taux d'indemnisation à 600 FCFA /m²</p> <p>M. Yra Zougou : La terre a profité à nos ancêtres et parents, elle nous profite aujourd'hui, et on aurait souhaité qu'elle profite à nos enfants. Mais, ce ne sera pas le cas du fait de la réalisation du projet, si l'indemnisation payée n'est pas suffisante pour réaliser des projets générateurs de revenus (comme la construction de maisons à bailleur) pouvant garantir la vie de nos progénitures. Aussi, voudrais-je que l'Etat opte pour le taux maximum de 600 FCFA/m².</p> <p>Mme Yra Boka Jeannette (Présidente des femmes N'Dénou) : Entant que femme, la terre reste ma seule source de revenu me permettant de faire face aux charges familiales. Aussi, voudrais-je que l'Etat rehausse le taux d'indemnisation à 600 FCFA/m².</p> <p>M. Erowa Komenan : Nous avons hérité la terre de nos ancêtres et nous comptons pérenniser leurs descendance à travers la réalisation d'importants projets rémunérateurs avec l'indemnisation qu'on recevra. C'est pourquoi, je souhaite que l'Etat revoie à la hausse le taux d'indemnisation à 600 FCFA/m²</p> <p>M. Brou Kouassi : J'opte pour le taux maximum de 400 FCFA/m² proposé par l'Etat.</p>	

SUJETS/QUESTIONS ABORDES	PREOCCUPATIONS ET OBSERVATIONS DES PROPRIETAIRES FONCIERS COUTUMIERS	REPOSES ET ORIENTATIONS DE L'ANIMATEUR
<p>Êtes-vous d'accord ou contre la proposition de Mme Boka ?</p> <p>Initialement, il y a eu plusieurs propriétaires terriens identifiés ; et puis, après concertation le nombre a été réduit à deux personnes, chefs de famille. Pour minimiser les risques de contestations ou de conflits, avez-vous déjà pensé au mode de répartition du montant des indemnités entre les membres de chacune des familles ?</p>	<p>Mme Yra Boka : Sur la base du taux d'indemnisation qui sera arrêté, comment se fera le paiement ? Est-ce par mois ou en un seul paiement ?</p> <p>Mme Yra Boka : Un paiement unique de l'indemnisation est convenable pour moi.</p> <p>L'ensemble des participants : Nous sommes tous d'accord avec elle.</p> <p>M. Nikebié Kroa : On a trouvé la solution en famille</p> <p>M. Loukou Erowa : La solution trouvée consiste à Repartir le montant total entre les frères, sœurs, cousins et cousines, descendants directs du grand père, propriétaire terrien.</p> <p>M. Yra Zougou : Si les cultures sont des propriétés privées, la terre, quant à elle, est un bien familial dont l'indemnisation doit profiter équitablement à tous les ayants droits identifiés dans l'arbre généalogique communiqué à la Direction Départementale de l'Agriculture de Taabo.</p> <p>M. Samba N'goran Emmanuel : Certains membres de la famille vont perdre leurs terres, alors que d'autres conserveront les leurs. Procéder donc à une répartition équitable serait désavantageux pour les premiers. Le chef de famille devra trouver une solution qui ne compromettra pas les activités champêtres de ceux qui perdront leurs terres.</p> <p>M. Yra Zougou : A l'époque de la construction du barrage hydroélectrique de Taabo, il n'y a eu aucune indemnisation des terres. C'est une grande chance pour nous d'avoir le privilège d'être indemnisés. Alors, faire une répartition équitable du montant total de l'indemnisation n'est à la défaveur de personne, d'autant plus que tous les membres de la famille Aklohou dispose de terres en dehors de celles impactées par le projet.</p>	<p>M. Kadjo : Il est souhaitable que Mme Yra Boka propose un échéancier de paiement qui lui conviendrait.</p> <p>M. Kadjo : Il se dégage de vos différentes interventions, deux modalités de répartition du montant de l'indemnisation à enrichir :</p>

SUJETS/QUESTIONS ABORDES	PREOCCUPATIONS ET OBSERVATIONS DES PROPRIETAIRES FONCIERS COUTUMIERS	REPONSES ET ORIENTATIONS DE L'ANIMATEUR
	En outre, il y a lieu de réfléchir à la prise en compte des alliés de la famille dans la répartition du montant d'indemnisation. Car, par le lien du mariage, des personnes étrangères à la famille exploitent des parcelles octroyées.	<ul style="list-style-type: none"> - une répartition équitable entre tous les ayants droits, avec acceptation des non impactés disposant de terres à compenser la superficie de terres perdues au profit des impactés ; - une répartition entre ayants droits impactés qui devront accepter des prélèvements (sur la base d'un taux consensuellement fixé) permettant au chef de famille de réaliser un projet rémunérateur pour faire face aux charges familiales.
Question 2 : Beaucoup des terres impactées sont cultivées. Existe-t-il encore dans la zone des terres libres ?	<p>M. Yra Zougou : Tous les membres de ma famille, impactés et non impactés, disposent encore d'autres parcelles en dehors de l'emprise du projet.</p> <p>M. Loukou Eroua : Il en est de même pour les membres de ma famille.</p> <p>M. N'dri Loukou : L'eau va engloutir une partie des terres et comment on serra indemnisé ?</p>	M. Kadjo : Les réponses à cette question permettront d'évaluer la disponibilité du village en terres libres à pourvoir aux propriétaires terriens qui n'en possèdent plus du fait de la réalisation du projet. Cette approche présente l'avantage d'aider les propriétaires terriens qui ont perdu toutes leurs terres à retrouver de nouvelles terres pour poursuivre leurs activités agricoles, afin de préserver leurs sources de revenus.
Question 4 : Quels sont ceux qui vont avoir des difficultés à avoir accès à la terre selon vous et comment le projet peut-il vous aider ?	M. N'dri Loukou : L'eau va engloutir une partie des terres. J'aimerais savoir comment on serait indemnisé ?	M. Kadjo : Les propriétaires terriens impactées par le projet seront indemnisées suivant la procédure de purge des droits coutumiers sur le sol. Dans cette procédure, il appartient à la Commission Administrative de négocier et fixer le taux d'indemnisation applicable sur la base du barème défini par le Décret n° 2013-224 du 22 mars 2013 tel que modifié par le Décret n° 2014-25 du 22 janvier 2014 portant réglementation de la purge des droits coutumiers sur le sol pour intérêt général.

SUJETS /QUESTIONS ABORDEES	Préoccupations/contributions des PAP	REPONSES/ORIENTATIONS DE L'ANIMATRICE
Présentation des impacts et des modalités de compensations envisagées	AKA Kacou : Est-ce que les parcelles qui n'étaient pas mises en valeur lors des enquêtes seront prises en compte ?	Marine ROBILLARD : Seul le Directeur Départemental de l'Agriculture est habilité à vous dire dans quelles catégories elles seront classées.
	Kouakou Koffi : Est-ce que l'Exploitant Agricole est tenu de partager son argent avec son propriétaire terrien	Marine ROBILLARD : Non. La terre et les cultures sont indemnisées séparément. Celui qui possède la terre aura son indemnisation pour la terre. Celui qui travaille et exploite aura son indemnisation pour les pertes de culture.
	KACOU Amino Virginie : J'ai une borne sur ma parcelle mais je n'ai pas reçu de carte et je n'ai pas été enregistré	M. LAUBOUET : La borne concerne les propriétaires terriens et non les exploitants agricoles. Il faut signifier aussi que les cultures faites après les enquêtes ne seront pas prises en compte. Marine ROBILLARD : Même si le travail a été réalisé avec précision, il peut arriver qu'il y ait des oublis. Si tel est le cas, il faut se manifester auprès du personnel IHE qui sera présent dans la zone. Il y aura ensuite enquête pour déterminer ce qu'il en est.
	YORO François : Vous avez dit que nous serons payés en deux temps, or pendant que le BNETD passait, ils nous ont dit que nous serons payés avant le début des travaux.	Marine ROBILLARD :. Nous avons dit qu'il y aurait des vagues d'indemnisation car il n'est pas possible de réaliser tout le travail en même temps. D'abord seront indemnisés les personnes concernées par les infrastructures, au fur et à mesure des besoins. Ensuite, seront indemnisés ceux du réservoir. Pour libérer la terre, il faut d'abord que l'accord de compensation soit signé.
	ROMBA Dessango : je voudrais des conseils sur un sujet. Si le terrain que j'utilise pour ma culture n'est pas complètement noyé et que je veux mettre cette partie en valeur, est-ce que le propriétaire coutumier ne va pas exiger que je lui reverse quelque chose ?	Marine ROBILLARD : Je ne peux pas vous dire si le propriétaire acceptera ou pas. A vous de discuter avec lui. Un conseil pourrait être d'associer le Directeur Départemental de l'Agriculture aux négociations. Nous vous conseillons également de mettre toutes les clauses du contrat par écrit afin de limiter d'éventuels conflits.

SUJETS /QUESTIONS ABORDEES	Préoccupations/contributions des PAP	REPONSES/ORIENTATIONS DE L'ANIMATRICE
	KOUADIO N'Goran : l'eau va aujourd'hui engloutir toutes nos plantations de vivriers qui sont en bordure de l'eau ; est ce que IHE pourrait pas nous construire des réserves d'eau artificiel pour l'arrosage de nos plantes car les nouvelles plantations seront maintenant éloignées de l'eau?	Marine ROBILLARD : IHE construit des barrages et non des réserves d'eau ; mais il peut vous mettre en contact avec différents services départementaux pour vous aider dans ce sens. Par ailleurs, créer des réserves est onéreux, ça ne peut être réalisé sur la demande d'une seule personne.
A votre connaissance, existe-t-il encore dans la zone des terres non mises en valeur et qui pourraient être mises en valeur ? Comment le projet peut aider à la négociation ?	Plus de la moitié des exploitants : nous n'avons plus de terres Il n'est pas facile de dire comment le projet peut aider, il faut que le projet lui même nous propose des solutions AKA : Ici dans ce village, un père qui a encore des terres préfère les donner à ses fils et non à quelqu'un d'autre. C'est vrai qu'il existe des portions de terres non cultivées, les jachères sont nombreuses. Mais il est vrai aussi que les familles sont nombreuses.	
Est-ce que la méthode du PLANTER-PARTAGER est pratiquée ici ? a) <i>comment se fait le planter-partager ici ?</i>	Tous les exploitants agricoles : oui cette méthode est pratiquée ici. AKA : un exemple qui est pratiqué ici. L'exploitant agricole travaille sur la parcelle et la production est divisée en deux parts égales. Le 2 ^e exemple est que chaque année, l'Exploitant Agricole, le planteur verse un peu d'argent (souvent 200.000 FCFA). KOUADIO N'Goran : il faut aussi signifier qu'ici quand la plantation meurt, le terrain revient au propriétaire terrien. Mais ce qui crée des problèmes c'est que les exploitants remplacent les pieds qui meurent au fur et à mesure afin de faire durer le contrat.	

SUJETS /QUESTIONS ABORDEES	Préoccupations/contributions des PAP	REPOSES/ORIENTATIONS DE L'ANIMATRICE
	Ici, ceux qui ont plus facilement le planter-partager ce sont les étrangers	
Comment pensez-vous pouvoir avoir accès à de nouvelles terres ?	KOUADIO N'Goran : il existe ici quelques portions de terres non cultivés mais qui appartiennent à des familles donc difficiles de trouver quelqu'un qui acceptera de vous céder sa terre	Marine ROBILLARD : ok mais cela veut dire qu'il y a encore des terres disponibles et que donc ce qu'il vous faudrait c'est de l'aide pour faire des arrangements avec des propriétaires pour essayer par exemple un planter-partager. Des discussions avec les propriétaires coutumiers sont en cours et devons permettre d'identifier les pistes possibles.
Selon vous, quels sont ceux qui auront des difficultés à avoir accès à la terre et comment le projet peut-il les aider ?	YAO François : Moi j'aurai plus de difficultés pour avoir de la terre, car ma famille n'a plus de nouvelles terres. KOUADIO N'Goran : Ici les problèmes de litiges feront qu'il nous sera difficiles d'acquérir de nouvelles terres. Il faut des personnes étrangères au village pour intervenir et nous aider car il y aura des petits conflits entre ceux qui possèdent et ceux qui ont perdus.	

Consultation des mareyeuses du village de N'Dénou

En dépit de la communication réalisée, peu de mareyeuses se sont déplacées pour participer aux discussions. Selon leurs dire, l'information qui a circulée était que seuls les pêcheurs étaient concernés.

Animateur : Marine Robillard (consultant)

Assistance : Irène Adou (BNETD)

SUJETS /QUESTIONS ABORDEES	Préoccupations/contributions des PAP	REPONSES/ORIENTATIONS DE L'ANIMATRICE
Présentation des impacts et modes de calcul des compensations proposé. Questions sur l'activité de mareyeuse afin de lancer la discussion	GOURI Lou : De quoi bénéficiera le village de N'Dénou lors la construction du barrage ?	Marine ROBILLARD : Il faut que vous réfléchissiez aux opportunités qui vont se présenter à la fois pendant la période de construction et après. Vous n'êtes pas loin d'Ahouaty donc il y aura des opportunités
	GOURI Lou : A quand les indemnisations ?	Marine ROBILLARD : Comme nous venons de l'expliquer, il y aura deux phases d'indemnisations : phase un les personnes concernées par les infrastructures, phase deux, celles concernées par le réservoir. Ici à N'Dénou c'est au moment de la mise en eau, avant que le réservoir soit rempli (vers 2020)
Que pensez-vous du mode de calcul et des propositions qui vous sont faites ?	Mme Allaye : oui on n'a pas le choix	
Le projet va avoir des impacts sur vos activités, comment envisagez-vous l'évolution de votre activité ?	Mme Allaye : ca ne sera pas facile. Ici on est connu pour les écrevisses, c'est dans cette activité qu'on gagne notre vie. Le poisson c'est une petite part	
Est-ce que vous avez la possibilité de sortir aller chercher les écrevisses et les poissons ?	KOUAME : ça ne sera pas facile, car ils ont déjà leurs clients fixes.	
Il n'y aura plus d'écrevisses qu'est ce que le projet peut faire pour vous aider ?	KOUAME : Aider nous à trouver des clients d'écrevisses Allaye : Que le projet nous aide en ce sens que les nouveaux pêcheurs du lac acceptent de nous vendre les poissons en priorité et après aux femmes qui viennent d'ailleurs. Ici, les pêcheurs ne nous donnent pas la marchandise à crédit.	
Est-ce que certaines d'entre vous souhaitent profiter de ces changements pour se lancer dans une /d'autres activités ?	KOUAME Brou : moi je décide de changer d'activités. Je voudrais faire une quincaillerie Mme ALLAYE : nous on ne connaît que écrevisse et poisson. On ne sait faire que ça. On décide de continuer.	

SUJETS /QUESTIONS ABORDEES	Préoccupations/contributions des PAP	REPONSES/ORIENTATIONS DE L'ANIMATRICE
	Il nous faut de gros congélateurs pour aller prendre le poisson et écrevisses à Abidjan.	
Qui d'entres vous à la carte de mareyeuses ?	Mme ALLAYE : nous avons toutes des cartes mais malgré cela les Eaux et Forêts nous prennent 1500/panier. Mais malgré tout, on paye la carte car on ne sait jamais, ils peuvent un jour passé au contrôle et bloquer nos marchandises	
La rivière va se changer en lac, les modes de pêches et les ressources vont changer (il n'y aura plus d'écrevisses par exemple), d'après-vous, comment votre métier va-t-il évoluer	ALLAYE : nous on continue la pêche. Mais le poisson de lac c'est moins cher, pour nous ca va être difficile. Nos clients sont habitués au poisson de rivière qui est plus doux, c'est ça qu'ils viennent payer. Parce que le poisson de lac (comme à Taabo), ça sent, c'est pas pareil.	
	Plusieurs mareyeuses, certaines même possédant des cartes n'ont pas été enregistré. Alors que des femmes qui ne font pas la vente de poisson et n'ont pas la certaines sont enregistré. <ul style="list-style-type: none"> - TOURE Fatoumata - GOURI Lou Bertine - NAMBA Djandji - DOUMBIA Ramata 	

Consultation des pêcheurs du village de N'Dénou

animateur : Pierre Kadjo (BNETD)

Assistante : Marie-Chantale Achiro (IHE)

SUJETS/QUESTIONS ABORDES	PREOCCUPATIONS ET OBSERVATIONS DES PROPRIETAIRES FONCIERS COUTUMIERS	REPONSES ET ORIENTATIONS DE L'ANIMATEUR
Question 1 : Le mode de calcul a pris en compte vos déclarations ainsi que les mesures réalisées sur le terrain. Que pensez-vous de la méthodologie mise en œuvre et du mode de calcul ?	<p>M. Traoré Alaye : Quelle sera la modalité de paiement de l'indemnisation ? Est-ce par mois ou en un paiement unique ?</p> <p>M. Kadio Gnangoran Ignace : L'enregistrement s'est fait en période creuse, ce qui est à notre défaveur. Prévoyez-vous d'autres enregistrements pour corriger ou réajuster nos revenus ?</p> <p>M. Blédé Sylvestre : Est-ce que tous les pêcheurs 79 seront indemnisés ?</p> <p>M. Menan Kouamé : Je voudrais avoir des précisions sur l'indemnisation et l'acquisition des matériels de pêche ?</p> <p>M. Aka Kacou Denis : Est-ce que la zone de pêche proche d'Ahouaty ne subira pas les nuisances des travaux ?</p> <p>M. Alaye : Je propose une indemnisation mensuelle pour éviter le gaspillage.</p> <p>M. N'Dri Loukou : Je veux une précision sur le montant total d'indemnisation des pêcheurs en fonction des catégories déterminées.</p> <p>M. Issouf Koné : A quel moment s'effectuera le paiement de l'indemnisation ?</p> <p>M. Kouamé Menan : Précisez-nous le moment précis de paiement de l'indemnisation ?</p>	<p>M. Kadjo : Quelle est la modalité de paiement qui vous sied ? Je vous demande de me faire des propositions.</p> <p>M. Kadjo : Il ressort des échanges, deux modalités souhaitées pêcheurs présents : 12 sont favorables à un paiement mensuel contre 30 pour un paiement unique. Les montants d'indemnisation seront communiqués individuellement aux pêcheurs, à l'occasion des séances de négociation et de signature des certificats de compensation. Le paiement se fera avant le début des travaux de construction pour les pêcheurs de Singrobo et Ahouaty, et juste avant la mise en eau du réservoir du barrage pour les pêcheurs de N'dénou, Ahérémou 2 et Pacobo.</p>
Question 2 : Beaucoup de personnes ici tirent de l'argent de la pêche mais ce	<p>M. Traoré Alaye : Les matériels de pêche demandés se composent de Filets 10 doigt n°12, 6 doigts n°9, 4 doigts n°9 ; de grillage avec maille 41 ; d'épervier n°12, 3 doigt avec des plombs ; des arbalète,</p>	<p>M. Kadjo : Au total 29 pêcheurs à N'dénou souhaitent poursuivre la pêche dans le futur réservoir du barrage.</p>

SUJETS/QUESTIONS ABORDES	PREOCCUPATIONS ET OBSERVATIONS DES PROPRIETAIRES FONCIERS COUTUMIERS	REPONSES ET ORIENTATIONS DE L'ANIMATEUR
<p>n'est pas leur activité principale. Qui veut continuer dans la pêche et se professionnaliser ?</p> <p>Pour ceux qui veulent se spécialiser dans la pêche, quels seraient vos attentes et besoins ?</p>	<p>harpon, pirogue, imperméable, hameçon n°2, n°3, n°4, n°5. Babine n°120, 160. Apparat pour la pêche de capitaine ; etc.</p> <p>M. Aka Kacou Denis : Je souhaiterais que le plan de développement de la pêche prévoit une formation des pêcheurs aux techniques et règlements de gestion moderne de la pêche sur le lac.</p>	
<p>Question 3 :</p> <p>Les règles de gestion de l'espace aquatique vont très certainement changer, comment discuter ensemble des nouvelles modalités de gestion de l'accès et de l'utilisation des ressources de la future retenue de barrage ?</p>	<p>M. Bolou N'Dri Zéphirin : Nos réflexions ont plus porté sur l'indemnisation. Nous pensions nous insérer dans l'organisation à définir dans le plan de développement de la pêche. C'est donc maintenant que nous allons réfléchir au monde d'organisation et de gestion des rapports de voisinage avec les pêcheurs des autres villages.</p> <p>M. Yao Kouassi : La définition de stratégie de collaboration dans la pêche sur le futur lac est une question importante. Il faut faire en sorte qu'on ne soit pas envahi. Les pêcheurs des villages riverains du futur lac à travers leurs responsables doivent se concerter pour définir une stratégie efficace pour défendre nos intérêts.</p> <p>M. Oumarou Assaba : Acquisition vedette pour accroître l'efficacité du contrôle sur le lac.</p>	<p>M. Kadjo : Pour préciser la question, il faut noter qu'à présent les limites entre les villages se prolongent sur le fleuve. Mais, ces limites vont disparaître avec la construction du barrage. Alors, comment envisagez-vous la gestion de la pêche sur le futur lac en rapport avec les pêcheurs des autres villages riverains, pour promouvoir la cohésion sociale et le développement durable de la pêche ? Allez-vous organiser en coopérative pour gérer la pêche sur le futur lac ? Si oui, comment ? Si non, comment garantissez-vous la durabilité de la pêche sur le futur lac ?</p> <p>Vous devez poursuivre et approfondir vos réflexions sur la réorganisation de la pêche sur le futur lac pour éviter les problèmes rencontrés sur les barrages existants.</p>
<p>Question 4 :</p> <p>Est-ce que certains d'entre vous souhaitent profiter de ces changements pour se lancer dans une /d'autres activités ?</p> <p>Si oui, quels types d'activités sont envisagés ou souhaités ?</p>	<p>M. Yoro Ira François : Compte tenu de l'étendue du lac, je refuse de faire la pêche. Je veux faire la culture de maraichers ou de l'élevage.</p> <p>M. Kouassi Koffi Richard : J'opte pour l'élevage de moutons et de poulets.</p>	<p>M. Kadjo : J'ai bien noté toutes les activités énumérées. Mais, sachez que vous devez tenir compte dans vos réflexions de tout ce qui contribue à la réussite de vos activités en analysant la faisabilité de financement, la disponibilité de terres, la demande du marché, la capacité technique et les risques liés à la réalisation des activités souhaitées.</p>

Consultation des propriétaires coutumiers du village de Singrobo

Animateur : Pierre Kadjo (BNETD)

Assistante : Marie-Chantale Achiro (IHE)

SUJETS/QUESTIONS ABORDES	PREOCCUPATIONS ET OBSERVATIONS DES PROPRIETAIRES FONCIERS COUTUMIERS	REPONSES ET ORIENTATIONS DE L'ANIMATEUR
Question 1 : Les montants pour la purge ont déjà été définis conformément aux textes applicables, voulez-vous pourtant rentrer dans une négociation avec l'Etat sur le taux applicable ?	<p>M. Kouamé N'Goran Joseph : J'opte pour le taux de 400 FCFA/m².</p> <p>M. Assié Kouakou : J'opte également pour 400 FCFA /m².</p> <p>Mme Angoua aya : Je propose 600 FCFA/m², parce que je n'ai plus de parcelles disponibles.</p> <p>M. Kouassi Yao Marcel (représentant M. N'dri Kouakou) : Je propose 600 FCFA/m², parce que Singrobo deviendra une ville bientôt.</p> <p>Mme Yao Affoué : J'opte pour 600 FCFA/m².</p> <p>M. Kongoué Kouassi Basile : J'opte pour 400 FCFA/m²</p> <p>M. Yehé Mamadou (représentant M. Nicolas Guillerme) : Je ne peux dire grande chose étant donné que je représente Mr Nicolas Guillerme empêché. Mais il sera de retour aujourd'hui et cherchera à vous rencontrer pour donner son avis sur les différentes questions soulevées.</p> <p>M. Assié Kouakou : Une partie de mes terres est dédiée à la sécurisation des explosifs. Est-ce qu'elle sera également indemnisée ?</p>	<p>M. Kadjo : L'impact sur cette parcelle n'étant pas permanent, le propriétaire bénéficiera d'une indemnisation calculée sur la base du coût moyen annuel du loyer appliqué à l'hectare dans la zone.</p>
Question 2 : Beaucoup des terres impactées sont cultivées. Existe-t-il encore dans la zone des terres libres ?	<p>M. Nicolas Guillerme (par téléphone) : Je voudrais savoir avec précision l'étendue et les limites de la portion de terre sous bail emphytéotique que le projet va affecter afin de poursuivre sans crainte mes activités sur ce qui reste.</p>	<p>M. Kadjo : Les réponses à cette question permettront d'évaluer la disponibilité du village en terres libres à pourvoir aux propriétaires terriens qui n'en possèdent plus du fait de la réalisation du projet. Cette approche présente l'avantage d'aider les propriétaires terriens qui ont</p>

SUJETS/QUESTIONS ABORDES	PREOCCUPATIONS ET OBSERVATIONS DES PROPRIETAIRES FONCIERS COUTUMIERS	REPONSES ET ORIENTATIONS DE L'ANIMATEUR
	<p>M. Assié Kouakou : Il n'existe pas ici de terres libres à acquérir, surtout que la vente de terre ici est interdite.</p>	perdu toutes leurs terres à retrouver de nouvelles terres pour poursuivre leurs activités agricoles, afin de préserver leurs sources de revenus.
<p>Question 4 : Quels sont ceux qui vont avoir des difficultés à avoir accès à la terre selon vous et comment le projet peut-il vous aider ?</p>	<p>M. Assié Kouakou : Le village compte trois grandes familles propriétaires terriens. Les terres affectées au bord du fleuve appartiennent essentiellement à la grande famille « Oka oussou ». Puisque la famille avait perdu une partie de son patrimoine foncier lors de la création de la forêt classée, elle ne dispose plus de parcelles ailleurs. Et, je ne pense pas que les autres familles accepteront de nous céder des portions de terres en compensation. Notre famille vit donc une situation critique.</p> <p>M. Kouassi Yao Marcel : Faisons attention à ce que nous disons aujourd'hui pour ne pas être coincés ou condamnés demain. Disons donc la vérité pour ne pas compromettre nos terres restantes, dans le cadre d'autres projets à réaliser sur notre terroir.</p> <p>Mme Angoua Aya : On envisage faire le commerce ou construire des maisons à mettre en location en fonction du montant d'indemnisation perçu.</p>	M. Kadjo : C'est bien noté.
<p>La terre est généralement un bien familial. Pour minimiser les risques de contestations ou de conflits, avez-vous déjà pensé au mode de répartition du montant des indemnisations entre les membres de chacune de vos familles ?</p>	<p>Mme Angoua : Nous sommes effectivement conscients que les terres affectées appartiennent à nos familles que nous représentons. La répartition du montant de l'indemnisation entre les membres est donc inévitable.</p> <p>M. Assié Kouakou : Chez nous, le chef de famille a toujours su faire le partage entre les membres de sa famille. Ainsi, lorsque le montant de l'indemnisation sera connu, le chef de famille donnera à chacun ce qui lui revient de droit. Pour l'heure, on ne peut spéculer sur le partage d'une indemnisation dont on ne connaît pas le montant.</p> <p>M. Kouamé N'Goran Joseph : Le partage se fera entre les descendants du patriarche, propriétaire terrien, et une partie du montant d'indemnisation servira à régler les problèmes familiaux.</p>	

SUJETS/QUESTIONS ABORDES	PREOCCUPATIONS ET OBSERVATIONS DES PROPRIETAIRES FONCIERS COUTUMIERS	REPONSES ET ORIENTATIONS DE L'ANIMATEUR
	<p>M. Kouamé N'Goran Joseph : Nous prenons bonne note et allons y réfléchir davantage en famille.</p> <p>M. Kongoué Kouassi Basile : Il faut prévoir des mesures de sécurisation du montant qui sera payé, pour ne pas qu'une seule personne s'accapare de tout.</p>	<p>M. Kadjo : Pour prévenir tout conflit, il important de poursuivre les réflexions sur le mode répartition du montant d'indemnisation à payer à chaque famille.</p>

Consultation des exploitants agricoles et propriétaires non-reconnus du village de Singrobo

animateur : Marine Robillard (consultant)

Assistance : Irène Adou (BNETD)

SUJETS /QUESTIONS ABORDEES	Préoccupations/contributions des PAP	REPONSES/ORIENTATIONS DE L'ANIMATRICE
Présentation des impacts et des modalités de compensations envisagées	SAWADOGO Simon : ils ont mesuré nos parcelles lors de la 2 ^e étape mais les listings ne nous sont pas parvenus ;	Marine ROBILLARD : ok nous remonterons l'information.
	YABOUET : c'est le cas aussi de mon père décédé le 15 octobre 2016. On m'a demandé d'envoyer ses pièces mais jusqu'à présent j'ai pas eu retour.	Marine ROBILLARD : Ce que je vous conseille c'est de vous rapprocher de l'équipe de la mise en œuvre du PAR qui viendra bientôt s'installer ici.
	SAWADOGO Souleymane : Ceux dont le nom ne figure pas dans le listing, comment expliquez-vous cela ?	Marine ROBILLARD : En dépit de la qualité du travail réalisé, il se peut qu'il subsiste quelques erreurs. Si tel est le cas, celles-ci seront corrigées. Il se peut aussi que des personnes soient sorties du listing car la superficie de certaines infrastructures a été réduite.
	MIEN Pierre : Comment je fais pour savoir que mon champ n'est plus dans l'emprise du projet et que mon nom n'est plus sur le listing ?	Marine ROBILLARD : Ok je remonterai l'information pour qu'on mette le listing à votre disposition.
	NAME Seydou : Pour ceux qui auraient changé de numéros de téléphone comment font-ils ? Et aussi combien d'exploitants agricoles sont ici à Singrobo ?	Marine ROBILLARD : Ce que je vous conseille c'est de vous rapprocher de l'équipe de la mise en œuvre du PAR qui viendra bientôt s'installer ici. Vous pouvez leur communiquer les changements de contact. Il y a aujourd'hui 252 personnes de Singrobo dont les biens sont impactés, tous type d'impacts confondus (pêcheurs, propriétaires coutumiers, exploitants etc.). Pour le détail sur les exploitants agricoles je vous invite à vous rapprocher du BNETD.
	KOUADIO N'Guessan : Est-ce que je pourrai savoir le prix d'un pied de cacao de 3 ans ?	Marine ROBILLARD : Comme expliqué précédemment, le prix d'indemnisation d'un pied de cacao de 3 ans est celui défini dans les textes réglementaires (arrêté du 17 juin 2014 du MINAGRI). Il faut donc aller dans ces textes pour savoir le prix. De toute manière, lors des accords de compensation, les prix et le détail des calculs sera expliqué à chacun.
	KOUADIO N'Guessan : Une liste a été dressée pour les populations qui utilisent les plantes pour se soigner mais vous n'en avez pas fait cas ?	Marine ROBILLARD : Vu que personne ne s'est déclaré comme vivant uniquement de la cueillette de plante, il n'y a pas une indemnisation individuelle. D'autant plus qu'il s'agit d'une

SUJETS /QUESTIONS ABORDEES	Préoccupations/contributions des PAP	REPONSES/ORIENTATIONS DE L'ANIMATRICE
		ressource collective. Qui peut dire que les plantes sauvages c'est pour lui seul ? Une étude sur les services éco systémique est en ce moment en cours, pour voir ce qui va être perdu et comment remédier.
A votre connaissance existe-t-il encore dans la zone des terres libres (non exploitées) et qui pourraient être mises en valeur ? Si oui, où sont-elles situées et comment y avoir accès	Dramane TOURE : Ici la question de la terre est un peu difficile. Mais on peut trouver des terres à Singrobo et dans les villages environnants. Il y a des familles qui ont des parcelles qui ne sont pas mises en valeur.	
Comment ferez-vous pour trouver de nouvelles terres pour continuer l'agriculture ?	Dramane TOURE : Chacun de nous va chercher avec qui il peut passer un accord pour avoir une parcelle. On est au village, on entretient des relations avec les familles, dont certaines ont la terre. Ici comment ça se passe : on se rapproche du chef de village qui nous indique auprès de qui aller demander. Ensuite on s'entend. Il faut toujours donner un quelque chose au propriétaire en échange de l'accès à la terre Avec les moyens qu'on aura, on ira négocier les terres avec ceux qui en ont encore et qui n'arrivent pas à les mettre en valeur pour un contrat de planter/partager. Le planter partager c'est ce qui est facile à faire ici.	Marine ROBILLARD : un conseil. Afin d'éviter les conflits futurs il est bien de poser par écrit (devant DD agri par exemple), les termes de l'entente (quoi, quelle durée, quoi en échange etc.)
Est-ce que le projet peut vous aider à vous rapprocher de ces familles ?	Dramane TOURE : Oui sur le plan administratif, IHE pourrait donner un appui aux personnes désireuses de faire des partenariats et à acquérir facilement les dossiers	
Selon vous, quels sont ceux qui auront des difficultés à avoir accès à la terre et comment le projet peut-il les aider ?	Dramane TOURE : Les nouveaux venus et les veuves des étrangers auront plus de difficultés que les autres à avoir accès à de nouvelles terres, à aller faire les démarches auprès des propriétaires coutumiers. En plus, la plupart des femmes (notamment les étrangères), font le maraîchage au bord de l'eau. Se déplacer est compliqué pour elles.	
Est ce qu'il y a des prix fixés pour les locations ?	Dramane TOURE : Oui en fonction de la relation qui vous lie ou en fonction de la situation socio-économique de la famille. Pour la location annuelle des terres le montant est compris entre 25.000 et 35.000FCFA/ha	

SUJETS /QUESTIONS ABORDEES	Préoccupations/contributions des PAP	REPONSES/ORIENTATIONS DE L'ANIMATRICE
	Pour le contrat de planter / partager, il y a une discussion. La terre revient à la famille car elle n'a pas été vendue.	
Comment le projet peut-il vous aider ?	Dramane TOURE : ici il y a beaucoup de contraintes administratives, des difficultés avec les papiers. Il faut se déplacer pour aller toucher l'administration, c'est difficile et couteux et les relations avec l'administration ne sont pas faciles. Tout ca est couteux	
Il y a t-il des personnes qui envisagent de changer d'activités ?	Plus de la moitié des exploitants : Oui KONE Zara : Elevage de bœufs SAWADOGO Souley : Elevage de poulets KOUASSi Denis : plantation de bananes et manioc OUEDRAOGO Karim ; le commerce Mien Pierre : Poissonnerie KABORE Madi : magasin de pièces détachées KADJO Gilbert : Elevage de porcs	

Consultation des mareyeuses et les femmes du village de Singrobo

Au vu des difficultés de mobilisation des femmes et après discussion avec les intéressées, il a été décidé conjointement de réaliser les discussions avec les mareyeuses et les femmes lors d'une même session.

Animateur : Marine Robillard (consultant)

Assistance : Irène Adou (BNETD)

SUJETS /QUESTIONS ABORDEES	Préoccupations/contributions des PAP	REPONSES/ORIENTATIONS DE L'ANIMATRICE
Présentation des impacts et modes de calcul des compensations proposé. Questions sur l'activité de mareyeuse afin de lancer la discussion	KONAN Agathe : quel est le sort des aide-mareyeuses ?	Marine ROBILLARD : Elles seront aussi prises en compte sur la base des enquêtes réalisées.
	BROWN Effoua : Mon aide-mareyeuse n'a pas été pris en compte. Quel sera son sort ?	Marine ROBILLARD : On ne peut pas enregistrer quelqu'un maintenant. Imaginez, si on faisait cela, n'importe qui pourrait venir se faire enregistrer. Ce n'est pas juste ni correcte. S'il y a des erreurs, des manquements ou des réclamations des enquêtes seront réalisées pour vérifier et le cas échéant corriger. Mais ce n'est pas parce ta fille vient t'aider quelques fois qu'elle sera enregistrée. On parle ici des gens dont c'est l'activité principale et qui passe la majorité de leur temps là-dedans .
	TANOI N'Guessan : Moi j'utilise les plantes pour faire les médicaments indigènes ? Qu'est ce que le projet prévoit pour nous ?	Une étude sur les services Eco systémique est en cours de réalisation. Ce qui est sûr c'est qu'on ne peut pas donner de l'argent à chacun car c'est une ressource collective, pour tout le monde. Si l'impact est très important, il peut être envisagé des projets communautaires.
Durant la phase des travaux (perturbations pendant 3 ou 12 mois) : - Comment allez-vous vous procurer du poisson /des écrevisses ? - Pourriez-vous nous dire quelles mesures d'accompagnement vous sembleraient appropriées ?	DIAKITE Djénéba : Si le projet peut nous aider à aller à Taabo, Tiassalé , N'Zianouhan pour aller s'approvisionner. On pourra toujours aller acheter le poisson ou les écrevisses dans d'autres localités. YAPI Anne : les autres vendeurs ne voudront pas nous donner à crédit donc on veut un peu d'argent pour pouvoir aller payer.	Comme on l'a expliqué, le projet a prévu d'apporter une aide temporaire aux vendeuses de poissons afin qu'elles puissent continuer leur activité. Chacun utilisera ça comme il veut par exemple : pour se déplacer dans d'autres lieux, pour trouver de nouveaux clients, pour investir quelque part etc.

SUJETS /QUESTIONS ABORDEES	Préoccupations/contributions des PAP	REPONSES/ORIENTATIONS DE L'ANIMATRICE
	BROWN Effoua : il se peut que dans ces localités on ne puisse pas trouver de poissons toute l'année donc je veux changer d'activités.	
Est-ce que certaines d'entre vous souhaitent profiter de ces changements pour se lancer dans une /d'autres activités ?	<p>Ahou petit : la grande majorité des femmes voudraient changer d'activités. Les activités citées : vente de banane en gros, vente de la viande d'escargot, vente d'Atieké en gros, importation du poisson de mer</p> <p>Djénéba : moi je ne connais que poisson et écrevisse. Depuis toujours je vends poisson. C'est dans poisson que je vais rester, même si c'est pour aller payer poisson à Taabo, à Tiassalé, je vais continuer dans le poisson</p> <p>Ma spécialité ce sont les écrevisses. Je livre hôtel ivoire et hôtel président. Je vais alors aller chercher écrevisse ailleurs.</p>	Marine Robillard : Est-ce que la vente d'escargot ca peut donner l'argent toute l'année ? il y a des saisons non ? il faut voir sur toute l'année.
<p>Marine ROBILLARD : Est-ce qu'avec le lac, l'activité de pêche va changer ?</p> <p>Est-ce que les clients vont changer ?</p>	<p>Djénéba : comme à Taabo, il y aura des moments où on n'aura plus de poissons. Il faudra s'adapter à la saisonnalité. Et aussi, le poisson de lac ça sent, on va perdre certains clients.</p> <p>Non les clients ne changeront pas</p>	
<p>Qu'est ce que le projet peut faire pour vous aider ?</p> <p>Que savez-vous faire en tant que femmes que vous pouvez remettre au service du projet ?</p>	<p>Djénéba : si le projet peut nous embaucher</p> <p>KONATE karidjatou : Cuisiner pour les travailleurs ; le projet peut nous aider à trouver une place pour pouvoir vendre la nourriture. Nous aider à arranger une place pour qu'on nous voie et qu'on soit accessibles depuis l'autoroute.</p> <p>M'BANDAMA Affoué Thérèse : Préparer et livrer l'attiéké</p> <p>KADIO Isabelle : livraison du yaourt et jus à dans les bureaux du projet</p>	

SUJETS /QUESTIONS ABORDEES	Préoccupations/contributions des PAP	REPONSES/ORIENTATIONS DE L'ANIMATRICE
	Créer un maquis pour les travailleurs Entretien et ménages des bureaux Créer des chambres d'hôtel pour les gens qui viendront	
Il y a-t-il des femmes qui ont des diplômes ?	KONATE Karidjatou : j'ai le BEPC et une formation en caisse de pharmacie	Ok c'est bien noté je vais remonter l'information.
Est-ce que vous trouvez que le projet a suffisamment permis aux femmes de s'exprimer	oui	
Quelle méthode vous semble la plus appropriée pour que le projet puisse vous consulter et que les femmes puissent s'exprimer ?	Nous les femmes on a beaucoup à dire et beaucoup à faire. On a déjà été pénalisé avec la construction de l'autoroute. Avant les voitures venaient beaucoup mais maintenant c'est différent. On espère que le projet va changer cette situation. KACOU Affoué : Etant analphabète, on n'a pas grandes choses à dire, c'est plutôt à vous de nous guider. Et puis qu'est-ce que nous on peut dire devant l'Etat ? Il nous faudrait une aide, un/des intermédiaires pour s'exprimer devant l'Etat. Une sorte interface administrative.	Marine Robillard : Vous faites partie de cette communauté et vous avez des compétences et savoirs faire propres qui peuvent être valorisés. Même si vous ne savez pas lire et écrire, vous avez quand même des avis sur les choses. Et votre point de vue de femme est intéressant. Nous faisons notre possible pour vous inclure dans le projet et vous devez nous aider et vous aider vous même pour participer et tirer partie des changements à venir.
Discussion sur les changements qui vont avoir lieu dans la localité.	Crainte : on a peur que l'eau déborde du réservoir et vienne nous toucher Comment on va faire avec les plantes médicinales. Ici il y a une maman, c'est elle qui accouche toutes les femmes et elle va dans la forêt pour trouver les plantes qui aide. D'autres soignent. Mais tout ça va disparaître, comment on va faire ?	Les ingénieurs ont calculés une limite des eaux les plus hautes à laquelle ils ont rajouté une distance de sécurité de 25m. Il n'y a pas de crainte à avoir. En plus, s'il y a beaucoup d'eau, on peut ouvrir et faire couler plus d'eau. Une étude sur les zones de forêts en bordure de rivière est en train d'être réalisée. Nous attendons les résultats de l'étude. Par ailleurs, à certains endroits la forêt va

SUJETS /QUESTIONS ABORDEES	Préoccupations/contributions des PAP	REPONSES/ORIENTATIONS DE L'ANIMATRICE
	On espère que le changement sera positif pour nous et que les gens du village vont profiter.	disparaître mais ce n'est pas partout. Il reste des zones de forêts ou aller récolter des plantes.

Consultation des pêcheurs du village de Singrobo

animateur : Pierre Kadjo (BNETD)

Assistante : Marie-Chantale Achiro (IHE)

SUJETS/QUESTIONS ABORDES	PREOCCUPATIONS ET OBSERVATIONS DES PROPRIETAIRES FONCIERS COUTUMIERS	REPONSES ET ORIENTATIONS DE L'ANIMATEUR
Question 1 : Le mode de calcul a pris en compte vos déclarations ainsi que les mesures réalisées sur le terrain. Que pensez-vous de la méthodologie mise en œuvre et du mode de calcul ?	<p>M. Diallo Brahima : Pouvez-vous lister les pêcheurs par catégories afin que les uns et les autres soient situés ?</p> <p>M. Koumaré Malamie : Je suis un pêcheur bozo absent lors de l'enquête. Je voudrais savoir ce qui peut être fait pour moi ?</p> <p>M. Yobouet Koffi (Président des jeunes) : Les 74 pêcheurs renferment aussi les aides pêcheurs ?</p> <p>M. Koffi Kouakou Prosper : Si les travaux durent plus de 12 mois, est-ce que les pêcheurs pourraient être indemnisés pour le temps supplémentaire ?</p> <p>M. Kouassi Yao Marcel : Après l'enquête peut-on connaître le nombre exact des pêcheurs et aides pêcheurs retenus pour l'indemnisation ?</p> <p>M. Kouadio Brou Emmanuel : Avec la construction du barrage, aurons-nous plus de poissons pour satisfaire nos besoins ?</p> <p>M. Konan Kokora Moïse (Président des Pêcheurs) : Pourquoi jusque-là, la liste des pêcheurs n'a pas encore été publiée ?</p> <p>M. Djé Kouakou Modeste : J'ai la même question que mon prédécesseur.</p>	<p>M. Kadjo : Les listes de toutes les personnes affectées par le projet, y compris les pêcheurs et aide-pêcheurs seront affichées par catégorie dans tous les villages, dès la validation du PAR par le Comité de suivi et le début de sa mise en œuvre. Sachez que Singrobo compte 74 pêcheurs et 34 aide-pêcheurs.</p> <p>Logiquement, avec la mise en œuvre du Plan de Développement de la Pêche sur le lac, la quantité des captures sera supérieure à celles d'aujourd'hui, si les techniques modernes sont maîtrisées.</p> <p>Au rappel de la question « êtes-vous satisfaits du mode calcul des indemnisations ? », l'ensemble des pêcheurs présents a répondu par l'affirmative.</p>
Question 2 : Beaucoup de personnes ici tirent de l'argent de la pêche mais ce n'est pas leur activité principale.	<p>M. Kané Adama : Nous avons besoin de matériels adaptés aux nouvelles méthodes de pêche dans un lac.</p>	<p>M. Kadjo : Au total 57 pêcheurs à Singrobo souhaitent poursuivre la pêche dans le futur réservoir du barrage.</p> <p>Les pêcheurs qui souhaitent arrêter la pêche, bénéficieront d'une assistance pour identifier et développer des activités génératrices de</p>

SUJETS/QUESTIONS ABORDES	PREOCCUPATIONS ET OBSERVATIONS DES PROPRIETAIRES FONCIERS COUTUMIERS	REPONSES ET ORIENTATIONS DE L'ANIMATEUR
<p>Qui veut continuer dans la pêche et se professionnaliser ?</p> <p>Pour ceux qui veulent se spécialiser dans la pêche, quels seraient vos attentes et besoins ?</p>	<p>M. Diarra Sidi : Pour le développement de la pêche sur le lac, il est souhaitable d'éloigner les hippopotames qui sont de plus en plus agressifs.</p> <p>M. Goly Kouamé Antoine : Nous sollicitons des matériels de plongée (gaz, lunette, combiné imperméable, ...) pour faciliter la pêche des adeptes de cette technique.</p> <p>M. Konan Kan Yverin : Que prévoyez-vous pour ceux qui ne veulent plus continuer la pêche ?</p> <p>M. Konan Kokora Moïse : De peur que la liste des matériels de pêche ne soit pas exhaustive, je souhaiterais que cet exercice soit reporté à une date ultérieure.</p>	<p>revenus. C'est pourquoi, la dernière question porte sur les propositions d'activités pouvant générer des revenus au profit de ceux ne veulent plus continuer la pêche.</p> <p>Quant à vos besoins et doléances, ils seront soumis à l'analyse des structures compétentes.</p>
<p>Question 3 :</p> <p>Les règles de gestion de l'espace aquatique vont très certainement changer, comment discuter ensemble des nouvelles modalités de gestion de l'accès et de l'utilisation des ressources de la future retenue de barrage ?</p>	<p>M. Diané Baba : Il ne peut pas avoir de problème de cohabitation entre les pêcheurs sur le lac, dans la mesure où ils entretiennent depuis longtemps des rapports de bon voisinage.</p> <p>M. Dramane Touré (Secrétaire des pêcheurs) : Pour éviter d'être envahi par un flux important de pêcheurs venus d'ailleurs, il serait souhaitable de promouvoir une organisation intra et inter village des pêcheurs, c'est-à-dire, une coopérative des pêcheurs avec des sections dans les 5 villages. Pour ce faire, les responsables des pêcheurs de ces villages doivent se concerter pour réfléchir à la mise en place de cette coopérative.</p>	<p>M. Kadjo : Pour préciser la question, il faut noter qu'à présent les limites entre les villages se prolongent sur le fleuve. Mais, ces limites vont disparaître avec la construction du barrage. Alors, comment envisagez-vous la gestion de la pêche sur le futur lac en rapport avec les pêcheurs des autres villages riverains, pour promouvoir la cohésion sociale et le développement durable de la pêche ? Allez-vous organiser en coopérative pour gérer la pêche sur le futur lac ? Si oui, comment ? Si non, comment garantissez-vous la durabilité de la pêche sur le futur lac ?</p> <p>Il poursuivre et approfondir vos réflexions sur la réorganisation de la pêche sur le futur lac pour éviter les problèmes rencontrés sur les barrages existants.</p>
<p>Question 4 :</p> <p>Est-ce que certains d'entre vous souhaitent profiter de ces changements pour se lancer dans une /d'autres activités ?</p> <p>Si oui, quels types d'activités sont envisagés ou souhaités ?</p>	<p>M. Kobenan Moïse : L'idée principale est de bénéficier d'un appui de la société IHE à mettre sur pied une association ou organisation des pêcheurs.</p> <p>M. Gbotta Assouman Arsène : Pour éviter tout conflit avec les pêcheurs des autres villages, il faut les sensibiliser à accepter les non nationaux (notamment les bozos) dans l'organisation de la pêche sur le lac.</p>	<p>M. Kadjo : J'ai bien noté toutes les activités énumérées. Mais, sachez que vous devez tenir compte dans vos réflexions de tout ce qui contribue à la réussite de vos activités en analysant la faisabilité de financement, la disponibilité de terres, la demande du marché, la capacité technique et les risques liés à la réalisation des activités souhaitées.</p> <p>Concernant vos doléances, elles seront transcrites et soumises à l'analyse des structures compétentes.</p>

SUJETS/QUESTIONS ABORDES	PREOCCUPATIONS ET OBSERVATIONS DES PROPRIETAIRES FONCIERS COUTUMIERS	REPONSES ET ORIENTATIONS DE L'ANIMATEUR
	<p>M. Kolia Kouakou Prosper : Je propose une concertation entre les responsables des pêcheurs des villages riverains pour la mise en place d'une organisation forte.</p> <p>M.Konan Kan Yverin : Je veux faire de l'élevage.</p> <p>M. Kouassi Yao Marcel : Je veux être mareyeur.</p> <p>M. Al Mamoudou : Je souhaiterais que la société IHE nous mette en contact avec de gros clients pour livrer nos captures en période faste.</p> <p>M. Kouassi Yao Jean François : J'ai un terrain d'1 ha disponible sur la voie d'Ahouakro. Je souhaiterais y construire un hôtel en système BOT avec l'appui de la société IHE.</p>	

Consultation des propriétaires coutumiers du village des villages de Pacobo et Ahérérou 2

animateur : Pierre Kadjo (BNETD)

Assistante : Marie-Chantale Achiro (IHE)

SUJETS/QUESTIONS ABORDES	PREOCCUPATIONS ET OBSERVATIONS DES PROPRIETAIRES FONCIERS COUTUMIERS	REPONSES ET ORIENTATIONS DE L'ANIMATEUR
Les montants pour la purge ont déjà été définis conformément aux textes applicables, voulez-vous pourtant rentrer dans une négociation avec l'Etat sur le taux applicable ?	<p>M. Yao N'goran (Ahérérou 2) : Compte tenu de la perte définitive de nos terres, je souhaiterais que le taux soit fixé à 600 FCFA/m².</p> <p>M. N'dri Kouadio (Pacobo) : On aurait appris que le taux serait de 600 FCFA/m² au lieu de 400 FCFA/m². Je voudrais comprendre ce changement ?</p> <p>M. Essui Loïc Daniel Kablan (Pacobo) : Quel est le prix réel que l'Etat nous fixe, pour éviter les fluctuations récurrentes ?</p> <p>M. Kouadio Kouamé (Pacobo) : Il faut nous situer sur le taux applicable une fois pour de bon, afin de faciliter les échanges.</p> <p>M. Kouassi Amani Marc (Pacobo) : Comme mes prédécesseurs, je m'aligne sur le taux de 600 FCFA/m². Les terrains sont plus chers au chef-lieu de sous-préfecture que dans les villages. Il faut tenir compte de ce paramètre dans la fixation du taux d'indemnisation applicable de manière à garantir l'avenir des générations futures.</p>	<p>M. Kadjo : Je note bien vos préoccupations et propositions. Toutefois, sachez que dans la procédure de purge des droits coutumiers sur le sol, la Commission Administrative est la seule structure compétente pour négocier et fixer le taux d'indemnisation applicable sur la base du barème défini par le Décret n° 2013-224 du 22 mars 2013 tel que modifié par le Décret n° 2014-25 du 22 janvier 2014 portant réglementation de la purge des droits coutumiers sur le sol pour intérêt général.</p> <p>Le Décret dispose que le coût maximum applicable au chef-lieu de sous-préfecture ne peut excéder 600 FCFA/m². Mais, la fixation du taux tient aussi compte des taux appliqués dans le cadre de projets similaires réalisés ou en cours de réalisation. Il faut donc faire une analyse appropriée du contexte, afin de prendre des décisions justes.</p>
Beaucoup des terres impactées sont cultivées. Existe-t-il encore dans la zone des terres libres ?	<p>M. Kouassi Konan Noël (Ahérérou 2) : Je conteste la propriété de la terre enregistrée au nom de M. Yao N'goran.</p> <p>Concernant les champs, on n'a pas été enregistré et nous nous sommes plaints auprès de M. Lobouet de la société IHE au 71-53-83-32. Ce dernier a pris notre réclamation d'omission de nos noms sur la liste des propriétaires terriens et sur celle des exploitants agricoles. Et, en réponse, il nous a demandé d'attendre les</p>	<p>M. Kadjo : Les réponses à cette question permettront d'évaluer la disponibilité du village en terres libres à pourvoir aux propriétaires terriens qui n'en possèdent plus du fait de la réalisation du projet. Cette approche présente l'avantage d'aider les propriétaires terriens qui ont perdu toutes leurs terres à retrouver de nouvelles terres pour poursuivre leurs activités agricoles, afin de préserver leurs sources de revenus.</p>

SUJETS/QUESTIONS ABORDES	PREOCCUPATIONS ET OBSERVATIONS DES PROPRIETAIRES FONCIERS COUTUMIERS	REPONSES ET ORIENTATIONS DE L'ANIMATEUR
	<p>enquêteurs pour la résolution de ce problème, ces échanges ont eu lieu en juin 2017.</p> <p>M. N'Dri M'Gbra Lambert (Pacobo) : 25 sur 30ha de mes terres dans cette zone seront affectées par le projet. Je voudrais savoir si la portion qui reste me reviendra.</p> <p>En dehors de ces terres, il en existe d'autres vers Ahouakro.</p> <p>M. Kouassi Amani Marc : Le bord du Bandama est propice à des cultures spécifiques comme le cacao. Donc, même si nous disposons d'autres terres ailleurs, elles ne nous permettront pas de faire les mêmes cultures. Ainsi, le préjudice reste difficilement compensable.</p>	<p>M. Kadjo : Les portions non affectées par le projet restent la propriété de à leurs propriétaires respectifs.</p>
Quels sont ceux qui vont avoir des difficultés à avoir accès à la terre selon vous et comment le projet peut-il vous aider ?		<p>M. Kadjo : Personne n'a éprouvé des difficultés</p>
Comment allez-vous faire la répartition de l'indemnisation perçue par la famille ?	<p>M. N'dri Kouadio : Ne connaissant pas le taux actuellement, il est difficile d'envisager ici une répartition.</p> <p>M.Yao N'goran : Nous allons nous concerter pour déterminer le mode de répartition.</p> <p>M. Essui Loïc Daniel Kablan : La clé de répartition est secrète donc, je souhaiterais que les propositions se fassent discrètement dans les familles.</p> <p>Quelles solutions proposez-vous pour les cas de litiges fonciers en suspens ?</p> <p>J'ai trois problèmes pour lesquels le BNETD, IHE et la Direction Départementale de l'Agriculture ont été saisis. Premièrement, il s'agit de remplacer les noms Yao Kouassi et Brou Yao Fulgence par M. Blénoui Essui. Le 2^{ème} problème concerne la parcelle PA -</p>	<p>M. Kadjo : Aucun paiement ne peut être effectué pour une parcelle litigieuse. Autrement, c'est le dénouement à l'amiable ou par voie judiciaire du litige qui désignera le bénéficiaire du paiement.</p> <p>Pour les problèmes soulevés, ils trouveront solutions en phase d'exécution du PAR, lors de l'actualisation de la base des données.</p>

SUJETS/QUESTIONS ABORDES	PREOCCUPATIONS ET OBSERVATIONS DES PROPRIETAIRES FONCIERS COUTUMIERS	REPONSES ET ORIENTATIONS DE L'ANIMATEUR
	<p>0038 qui est la propriété de M. Blénoui Essui et non celle de M. Koffi Kouadio Célestin.</p> <p>M. Kouassi Amani Marc : Pour faire des réclamations portant sur la terre, il faudrait être parmi les ayants droits, sinon, elles seraient irrecevables.</p> <p>M. Yao N'Goran : Concernant la plainte de mon jeune frère, je propose qu'on fasse une visite de site ensemble avec la Direction Départementale de l'agriculture et le BNETD, en présence des parties opposées.</p> <p>M. N'Dri Kouadio : Est-ce que les réclamations portées devant le commissaire enquêteur peuvent-être reprises avec vous ?</p> <p>M. Kouassi Amani Marc : Est-ce que le projet va se réaliser effectivement ?</p> <p>M. N'Dri Kouadio : Quel est l'échéancier de paiement des indemnisations ?</p> <p>M. N'Dri Kouadio : Ma proposition est d'indemnisation tout le monde à la fois. Parce qu'on a des doutes qu'après le dédommagement des premiers, les seconds dans le réservoir le seront après la mise en eau.</p>	<p>Pour ce qui nous concerne, nous recevons et analysons toutes les réclamations portées à notre connaissance. Une réclamation fondée entraîne systématiquement la suspension de paiement d'indemnisation portant sur la parcelle litigieuse.</p> <p>M. Kadjo : Les réclamations enregistrées par le commissaire enquêteur sont valables et seront versées au dossier de validation des rapports d'EIES et du PAR. Elles seront traitées en phase de mise en œuvre du PAR, le cas échéant.</p> <p>Le projet va effectivement se réaliser, surtout que les organes d'exécution du PAR sont en train d'être mis en place et la pose de la première se fera avant la fin de l'année, selon le PDG de la société IHE.</p> <p>M. Kadjo : Il vous appartient de me faire des propositions de paiement avantageuses pour vous.</p>

Consultation des exploitants agricoles et propriétaires non-reconnus des villages de Pacobo et Ahérémou 2

animateur : Marine Robillard (consultant)

Assistance : Irène Adou (BNETD)

SUJETS /QUESTIONS ABORDEES	Préoccupations/contributions des PAP	REPOSES/ORIENTATIONS DE L'ANIMATRICE
Présentation des impacts et des modalités de compensations envisagées	BEIBRO Amani Guillaume : A Soubré, les gens n'ont pas été indemnisés pendant que les travaux sont terminés. Est-ce que ça ne sera pas le cas ici ?	Marine ROBILLARD : L'accord de compensation qui est un contrat à être payé en échange de la libération des terres est réalisé avant toute utilisation des terres.
	NIAMIEN Kacou : IHE nous a demandé d'arrêter les travaux autour du Bandama, qu'en est-il actuellement ?	Marine ROBILLARD : Il est important de préciser qu'il a été demandé d'arrêter les cultures pérennes et les investissements pérennes sur les terres. En revanche, il a été précisé que les cultures annuelles, la pêche, la cueillette etc pouvaient se poursuivre.
	KOUAKOU Kouadio Norbert : il y a ici des PAP qui sont des retraités, et ils doivent attendre trois ans avant de reprendre leurs activités. Pendant tout ce temps qu'est ce qu'il fait ?	Marine ROBILLARD : vous pouvez continuer votre travail jusqu'à l'indemnisation. On vous a juste demandé de ne pas faire de nouveaux investissements. Par ailleurs, les indemnisations sont là pour aider les personnes à réinvestir dans des activités.
	BEIBRO : Mon champ qui se trouve au Bandama n'a pas été enregistré et si demain il est inondé lors d'une rupture du barrage, quel sera mon sort ?	Marine ROBILLARD : Soit votre champs n'est pas concernés par la montée des eaux dans quel cas cela est normal que vous n'êtes pas enregistré, soit il s'agit d'une erreur. Dans le premiers cas, les ingénieurs ont calculés une limite des eaux les plus hautes à laquelle ils ont rajouté une distance de sécurité de 25m. Votre champ ne peut donc pas être inondé. Dans le deuxième cas réunissez vos dossiers et aller voir le DDA et/ou le personnel IHE en charge de l'exécution qui sera installé dans votre village pour résoudre le problème. Si votre parcelle n'est pas dans la zone du réservoir,
	NIAMIEN : Nous ne pouvons rien contre l'Etat, et si demain nous ne sommes pas indemnisés avant le début des travaux, à qui irons nous nous plaindre ?	Marine ROBILLARD : Vous avez une garantie qui est la loi nationale et aussi le regard des prêteurs internationaux.

SUJETS /QUESTIONS ABORDEES	Préoccupations/contributions des PAP	REPOSES/ORIENTATIONS DE L'ANIMATRICE
	BEIBRO : les populations d'Aherémou2 ne sont pas contentes car elles n'ont pas le retour des réunions qui se font avec leurs délégués à Taabo.	Marine ROBILLARD : Ok c'est bien noté je vais remonter l'information. Ceci dit, c'est aussi à vous, populations, de demander à votre délégué de vous faire remonter les informations.
	BEIBRO : la liste des personnes impactées quand est-ce qu'on aura le détail de ce qui est constaté sur nos parcelles ?	Marine ROBILLARD : La cellule d'exécution du PAR sera sur site et pourra répondre à vos questions. Comme ce qui est chacun concerne chacun, le détail des biens identifiés pour chaque personne lui sera communiqué individuellement lors des accords de compensation. Par ailleurs, vous avez vous même signé les PV d'inventaires lors de la phase d'identification.
	<p>BEIBRO : A Aherémou 2 on a un problème : les gens qui sont enregistrés ne sont pas ceux qui travaillent effectivement. Ils ont enregistrés avec la complicité de certains du village, leurs frères, leurs parents. Mais nous qui travaillons nous ne sommes pas enregistrés. Comment on va faire ?</p> <p>KOUAKOU kouadio : je voudrais faire une doléance. Que le projet aide ceux qui veulent réaliser des projets avant les trois années de trêve.</p>	<p>Lors de la mise en œuvre, s'il y a des erreurs ou des oublis, les informations seront vérifiées. S'il y a litige, il existe un mécanisme de gestion des plaintes (que l'on vous a expliqué durant cette séance en introduction). Préparez donc votre dossier et rapprochez vous de la cellule d'exécution.</p> <p>Ceux qui veulent réaliser les projets pourront le faire avec leur indemnisation. L'indemnisation ce n'est pas pour rester assis au village, c'est pour réinvestir dans de nouvelles activités ou recréer son activité.</p>
<p>A votre connaissance existe-t-il encore dans la zone des terres libres (non exploitées) et qui pourraient être mises en valeur ?</p> <p>Si oui, où sont-elles situées ?</p> <p>Quelles sont les conditions d'accès à ces terres (qui ? montant ? procédure) ?</p>	<p>Plus de la moitié des participants déclarent ne pas avoir des terres autres que celles impactées.</p> <p>Les jachères sont nombreuses mais les familles ne donnent pas accès facilement.</p> <p>NIAMIEN : Moi je suis prêt à continuer le travail de la terre car j'ai encore d'autres portions</p> <p>Je voudrais faire des plantations de manioc car j'ai la possibilité d'avoir d'autres terres à Toumodi mais je souhaiterais que vous nous aidiez à motoriser l'agriculture avec des machines que nous louerons aux mains de IHE par exemple.</p>	

SUJETS /QUESTIONS ABORDEES	Préoccupations/contributions des PAP	REPOSES/ORIENTATIONS DE L'ANIMATRICE
Comment ferez-vous pour trouver de nouvelles terres pour continuer l'agriculture ?	KACOU Koffi : j'irai louer des terres à Ahouaty ou N'Dénou NIAMIEN : ici il y a encore des terres à mettre en valeur mais c'est l'acquisition qui pose problème. Les familles cèdent difficilement. Pour avoir accès à des terres, il faut aller vers les familles et demander. Il faut avoir un peu de moyens parce que sinon on ne donne pas accès.	Marine ROBILLARD : Pour éviter les conflits, nous conseillons de formaliser un minimum les accords. Mettez toutes les clauses du contrat par écrit et le faire viser par la Direction Départementale de l'Agriculture. Cela protège à la fois celui qui possède la terre et à la fois celui qui la travail.
Est que ici vous faites le Planter/Partager ?	Kouakou N'Guessan : Oui et le partage se fait comme ceci 1/3 de la production pour celui qui travaille la terre et les 2/3 pour le propriétaire et la terre revient toujours au propriétaire.	
Selon vous, quels sont ceux qui auront des difficultés à avoir accès à la terre et comment le projet peut-il les aider ?	NIAMIEN : Ici les gens sont égoïstes au point que donner des terres à quelqu'un est chose impossible. Pas de solidarité dans la société. C'est cela qui nous fait peur.	
Est-ce qu'il y a des personnes qui envisagent de changer d'activités ?	Plus de la moitié des exploitants : Oui nous pourrions changer d'activités parce qu'ici on aura du mal à trouver de nouvelles terres. KOUAKOU N'Guessan : je souhaiterai un encadrement du projet pour l'agriculture moderne pastorale (Élevage) KOUASSI Kouamé : Elevage de bœufs car je suis déjà dans la chose, l'élevage de poulet aussi.	

Consultation des mareyeuses des villages de Pacobo et d'Ahérérou 2

Animateur : Marine Robillard (consultant)

Assistance : Irène Adou (BNETD)

SUJETS /QUESTIONS ABORDEES	Préoccupations/contributions des PAP	REPONSES/ORIENTATIONS DE L'ANIMATRICE
Présentation des impacts et modes de calcul des compensations proposé. Questions sur l'activité de mareyeuse afin de lancer la discussion	Il faut dire que le recensement des vendeuses de poissons n'a pas été bien fait : les pêcheurs ont fait enregistrer leurs femmes mais n'ont pas donné le nom de nous, celles qui achètent le poisson, celle qui les font vivre. Même moi qui ai la carte (de mareyeuse), je ne suis pas enregistrée. On va faire comment	Toutes les informations vont être vérifiées. On ne peut pas enregistrer les gens comme ça. Il faut vérifier l'information. Il y aura une enquête sérieuse pour définir ce qu'il en est.
Durant la phase des travaux (perturbations pendant 3 ou 12 mois) : - Comment allez-vous vous procurer du poisson /des écrevisses ? - Pourriez-vous nous dire quelles mesures d'accompagnement vous sembleraient appropriées ?	<p>N'GUESSAN ADJO : Actuellement le poisson est cher ici car les jeunes ont appris que le projet arrive et ont augmenté le prix des poissons. Les pêcheurs d'ici ne pensent pas aux mareyeuses.</p> <p>Moi je suis dans les écrevisses. Depuis que j'ai 14 ans, ma maman m'a envoyé ici pour faire le commerce des écrevisses. Je ne connais rien d'autre. Vraiment, je ne sais pas comment je vais faire. Certainement je vais devoir aller me déplacer ailleurs.</p> <p>On va aller payer le poisson à Taabo, ou ailleurs, là où on peut en gagner. Mais, à Taabo, il y a des saisons, c'est pas toute l'année qu'il y a le poisson, si ce n'est le poisson des cages (élevage).</p> <p>Pour nous là, il n'y a pas autre chose comme activité que poisson.</p> <p>Moi je ne peux pas aller payer ailleurs parce que je n'ai pas de client ailleurs.</p>	
Est-ce que certaines d'entre vous souhaitent profiter de ces changements pour se lancer dans une /d'autres activités ?	<p>KOUADIO Philomène : Je voudrais changer d'activité et faire du commerce.</p> <p>KOUADIO Ahou Philomène : je veux faire un commerce ; créer une boutique</p>	

SUJETS /QUESTIONS ABORDEES	Préoccupations/contributions des PAP	REPONSES/ORIENTATIONS DE L'ANIMATRICE
Et que ferez-vous avec les sous des 3 mois de dédommagements	KOMENAN Thérèse ; KOUAKOU Chantal : Aller acheter le poisson à Taabo village Nous autres, c'est le poisson seulement notre activité.	
Quand le fleuve deviendra un lac, est ce que cela va déranger votre activité ?	N'Guessan Thérèse : Oui car c'est seulement les bozos qui arrivent à pêcher sur le lac, les villageois ont peur de pratiquer la pêche sur le lac. Il faut noter que les bozos ne vendent leurs poissons au prix de gros qu'à leurs épouses. Leurs épouses à leur tour les revendent, donc le prix est très élevé pour nous. J'ai aussi peur qu'on n'ait plus assez de poissons ou encore que le goût change.	Pour les pêcheurs qui le veulent, le projet a prévu une formation sur les techniques de pêches en lac. Il y a donc des gens d'ici qui pourront s'ils le veulent, se former pour pêcher dans le lac. Ils auront donc besoin de vendre leur poisson à quelqu'un.
Quand il y aura le lac, qu'est-ce que le projet peut faire pour vous aider ?	KOUAKOU Aya Chantal : que le projet nous offre un congélateur que nous allons gérer en coopérative	
Est-ce que vous avez des cartes de mareyeuses ici ?	Non personne n'a de cartes ici	Peut être que c'est quelque chose qui peut vous aider.
	N'GUESSAN Thérèse : Nous qui n'avons pas été recensé quel sera notre sort ?	Une cellule d'exécution du PAR viendra s'installer à Taabo, je vous conseille de leur exposer le problème. S'il y a des erreurs, il y aura enquête.
Peut être avez vous des inquiétudes	Quand il y aura le lac, les pêcheurs étrangers (les Bozo) vont venir. Nos maris et nos frères, comment vont-il faire ? en plus les Bozo ils vendent surtout à leurs femmes et au prix de gros. Et puis d'autres vendeuses de poissons vont venir et nous on aura encore plus de difficultés. Les écrevisses vont disparaître, on va faire comment ?	Une étude sur la pêche et l'organisation de la pêche est prévue. Il sera étudier la manière de bien gérer les ressources et les activités pour éviter les problèmes. C'est vrai, on ne peut pas mentir, les écrevisses vont disparaître. Il faudra alors les chercher ailleurs et vous avez l'avantage pour certaines (surtout les spécialistes) d'avoir les clients à Abidjan. Peut être faut-il commencer, avec les indemnités des 3 mois de commencer à trouver de nouveaux clients auprès de qui vous approvisionner en écrevisse.

SUJETS /QUESTIONS ABORDEES	Préoccupations/contributions des PAP	REPONSES/ORIENTATIONS DE L'ANIMATRICE
	<p>Peut être qu'il n'y aura plus autant de poissons qu'avant, ça nous inquiète.</p> <p>Parfois les gens se plaignent que le poisson du lac sent (la boue), certains clients n'achètent pas.</p>	<p>Si la pêche est bien gérée, il ne doit pas avoir de problème de disparition.</p>

Consultation des pêcheurs des villages de Pacobo et Ahérémou 2

animateur : Pierre Kadjou (BNETD)

Assistante : Marie-Chantale Achiro (IHE)

SUJETS/QUESTIONS ABORDES	PREOCCUPATIONS ET OBSERVATIONS DES PROPRIETAIRES FONCIERS COUTUMIERS	REPONSES ET ORIENTATIONS DE L'ANIMATEUR
Question 1 : Le mode de calcul a pris en compte vos déclarations ainsi que les mesures réalisées sur le terrain. Que pensez-vous de la méthodologie mise en œuvre et du mode de calcul ?	<p>M. Amani Konan (Pacobo) : Sur quelle base les catégories ont été définies ?</p> <p>M. Yaya Diarra (Ahérémou 2) : Quels sont les critères qui vous ont permis d'identifier les catégories ?</p> <p>M. Oka Kouamé (Pacobo) : Je veux comprendre pourquoi dédommager les pêcheurs de Pacobo, Ahérémou 2 et N'denou trois ans après ceux d'Ahouaty et de Singrobo, alors que nous pêchons tous ensemble dans la même zone ? Ma deuxième requête est relative à la mise à disposition de la liste des 54 pêcheurs retenus.</p> <p>M. Kacou N'Goran Jean-Philippe : Quelle est la distance entre les ouvrages (Batardeaux et digue) et Pacobo ?</p> <p>M. Gnamien Kouakou (Pacobo) : Sur le plan d'eau, la digue étant plus proche de Pacobo que d'Ahouaty, je ne comprends pas pourquoi Ahouaty est plus favorisé dans l'indemnisation ? Du moins, le batardeau à réaliser à 1 km en amont de la digue affectera également la zone de pêche de Pacobo. Il faut donc prévoir le même moment et la même durée d'indemnisation pour tous.</p> <p>M. Amani Konan (Pacobo) : Quel sort pour les pêcheurs absents lors des enquêtes, pour des raisons diverses (maladies, détérioration du matériel).</p> <p>M. Gnamien Kouakou (Pacobo) : En cas d'afflux des pêcheurs d'Ahouaty et Singrobo dans notre zone de pêche, alors qu'ils ont été indemnisés, quelle conduite devons-nous tenir ? Devons-nous les interdire d'accès ou les accepter ? Pour éviter tout conflit qui</p>	<p>M. Kadjou : Les catégories de pêcheurs par revenu ont été définies sur la base des revenus mensuels déterminés à partir du prix unitaire du kg de poisson ou de crevettes appliqué à la quantité hebdomadaire des captures projetée sur 4 semaines. Le regroupement des pêcheurs en 10 sous-groupes a permis de définir des tranches de revenus dont les cinq premières tranches regroupant 50% des pêcheurs ont des revenus mensuels inférieurs ou égale à 88 900 FCFA. La seconde catégorie regroupe les deux dixièmes suivants de pêcheurs qui ont des revenus strictement supérieurs à 88 900 FCFA et inférieur ou égal à 147 180 FCFA. Les deux dixièmes d'après concentrent les pêcheurs touchant un montant strictement supérieur à 147 180 FCFA et inférieur ou égal 241 680 FCFA. La dernière dixième de pêcheurs touche plus de 241 680 FCFA.</p> <p>Les différents moments d'indemnisation se justifient par le fait que tous les villages ne subiront pas les mêmes impacts au même moment. Les pêcheurs de Singrobo et Ahouaty seront les premiers impactés en phase de construction des ouvrages, alors que ceux des autres villages dont Pacobo et Ahérémou 2 poursuivront la pêche jusqu'au moment de la mise en eau du réservoir.</p> <p>La distance entre le batardeau et la digue est d'environ 1 km. Et les débarcadères des pêcheurs de Singrobo et d'Ahouaty se retrouvent tous dans l'emprise des travaux de construction des différents ouvrages qui sera leur sera inaccessible durant cette phase du projet. C'est ce qui justifie le paiement des indemnités à différentes périodes et en fonction de la durée de l'impact. Donc, il n'est pas juste de parler de favoritisme de certaines localités par rapport à d'autres. D'ailleurs, n'ayant plus accès à leurs débarcadères, il serait difficile aux pêcheurs de Singrobo et d'Ahouaty de pêcher dans les eaux des villages en amont, sans passer par les débarcadères de ces derniers. Dans ce contexte, c'est par la négociation que les pêcheurs indemnisés pourront</p>

SUJETS/QUESTIONS ABORDES	PREOCCUPATIONS ET OBSERVATIONS DES PROPRIETAIRES FONCIERS COUTUMIERS	REPONSES ET ORIENTATIONS DE L'ANIMATEUR
	résulterait de cette situation, je voudrais que les pêcheurs retenus dans les villages, y compris ceux de Pacobo, soient payés au même moment.	<p>être acceptés par les pêcheurs non encore indemnisés ; ce qui réduit considérablement les risques de conflit d'intérêt.</p> <p>Les quelques rares pêcheurs absents lors des enquêtes ne peuvent pas bénéficier de l'indemnisation. Néanmoins, avec l'accord des pêcheurs identifiés, ils peuvent être pris en compte dans le cadre de l'élaboration et de la mise en œuvre du Plan de Développement Durable de la Pêche dans le futur lac.</p> <p>Les listes de toutes les personnes affectées par le projet, y compris les pêcheurs et aide-pêcheurs seront affichées par catégorie dans tous les villages, dès la validation du PAR par le Comité de suivi et le début de sa mise en œuvre. Sachez que Singrobo compte 74 pêcheurs et 34 aide-pêcheurs.</p>
Question 2 : Beaucoup de personnes ici tirent de l'argent de la pêche mais ce n'est pas leur activité principale. Qui veut continuer dans la pêche et se professionnaliser ? Pour ceux qui veulent se spécialiser dans la pêche, quels seraient vos attentes et besoins ?	<p>M. Gnamien Kouakou : Il faut préciser que chaque village a sa rive. Mais, le plan d'eau est un bien commun dont la gestion entretient la cohabitation des pêcheurs des différents villages concernés par le projet. Donc, la gestion du futur lac ne créera pas de problème de cohabitation.</p> <p>M. Gnamien Kouakou : Je propose une organisation en coopérative des pêcheurs qu'il faudra doter de matériels de pêche adaptés.</p> <p>M. Amani Konan : Pour la mise en place d'une coopérative, il faut une volonté des pêcheurs. Pour ce faire, il faut que le projet les sensibilise et les motive.</p>	<p>M. Kadjo : Au total 38 pêcheurs à Pacobo et Ahérérou 2 souhaitent poursuivre la pêche dans le futur réservoir du barrage.</p> <p>Les pêcheurs qui souhaitent arrêter la pêche, bénéficieront d'une assistance pour identifier et développer des activités génératrices de revenus. C'est pourquoi, la dernière question porte sur les propositions d'activités pouvant générer des revenus au profit de ceux ne veulent plus continuer la pêche.</p> <p>Quant à vos besoins et doléances, ils seront soumis à l'analyse des structures compétentes.</p>
Question 3 : Les règles de gestion de l'espace aquatique vont très certainement changer, comment discuter ensemble des nouvelles modalités de gestion de l'accès et de l'utilisation des ressources de la future retenue de barrage ?	<p>M. N'Doua Kouadio (Pacobo) : Je pense qu'avec l'indemnisation, les pêcheurs peuvent se réorganiser en coopérative et s'équiper en matériels de pêche moderne.</p> <p>M. Amani Konan : Il faut pour chaque équipage : une pirogue un filet maillant, du grillage, un Harpon, des arbalètes et une formation aux techniques modernes de pêche.</p>	<p>M. Kadjo : Pour préciser la question, il faut noter qu'à présent les limites entre les villages se prolongent sur le fleuve. Mais, ces limites vont disparaître avec la construction du barrage. Alors, comment envisagez-vous la gestion de la pêche sur le futur lac en rapport avec les pêcheurs des autres villages riverains, pour promouvoir la cohésion sociale et le développement durable de la pêche ? Allez-vous vous organiser en coopérative pour gérer la pêche sur le futur lac ? Si oui,</p>

SUJETS/QUESTIONS ABORDES	PREOCCUPATIONS ET OBSERVATIONS DES PROPRIETAIRES FONCIERS COUTUMIERS	REPONSES ET ORIENTATIONS DE L'ANIMATEUR
	<p>M. Kacou Koffi : Il faut aussi des matériels de sauvetage (Gilet de sauvetage, équipements de plongée).</p>	<p>comment ? Si non, comment garantissez-vous la durabilité de la pêche sur le futur lac ?</p> <p>Il faut poursuivre et approfondir vos réflexions sur la réorganisation de la pêche sur le futur lac pour éviter les problèmes rencontrés sur les barrages existants.</p>
<p>Question 4 : Est-ce que certains d'entre vous souhaitent profiter de ces changements pour se lancer dans une /d'autres activités ? Si oui, quels types d'activités sont envisagés ou souhaités ?</p>	<p>M. Yaya : Je propose l'élevage de volaille où j'ai suivi une formation.</p> <p>M. Kouadio Kouakou Simon : Faire un champ de palmier ; car, je dispose d'au moins 5ha.</p> <p>M. Kouassi Kouadio : Faire un champ d'hévéa. Car, je dispose d'au moins 10 ha et je dispose de 3ha d'hévéa déjà.</p> <p>M. Gnamien Kouadio François : Faire un champ de palmier sur une parcelle de 4ha disponible.</p> <p>M. Kouamé Kouamé : Faire du Palmier et du cacao sur une parcelle de 6 ha disponible</p> <p>M. Amidou : Je veux faire de l'élevage de bœufs.</p>	<p>M. Kadjo : J'ai bien noté toutes les activités énumérées. Mais, sachez que vous devez tenir compte dans vos réflexions de tout ce qui contribue à la réussite de vos activités en analysant la faisabilité du financement, la disponibilité de terres, la demande du marché, la capacité technique et les risques liés à la réalisation des activités souhaitées.</p> <p>Concernant vos doléances, elles seront transcrites et soumises à l'analyse des structures compétentes.</p>

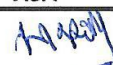






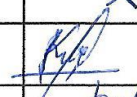


PROJET D'AMENAGEMENT HYDROELECTRIQUE DE SINGROBO-AHOUATY
MISSION DES JOURNEES PORTES OUVERTES ET DES PRÊTEURS DU 24 JUILLET AU 29 JUILLET 2017

LISTE DE PRESENCE DES PROPRIETAIRES COUTUMIERS

LIEU: AHOUATY

DATE: 26/07/2017

Debut: 10h uamr. Fin: 13h 33 mn

N°	NOM ET PRENOMS	LOCALITE	PROFESSION	STRUCTURE	TELEPHONE	E-MAIL	VISA
1	N'GUESSAN KROA	AHOUATI	PLANTEUR		07-76-75-18		
2	MANAN BEHIBRO	AHOUATI	PLANTEUR		01-47-47-02		AAA
3	KOUAME K. BENOI	AHOUATI	PLANTEUR		02-82-12-13		
4	KOUADIO LAZARD	AHOUATI	PLANTEUR		41-53-49-93		
5	KASSI KACOU	AHOUATI	PLANTEUR		40-60-93-57		
6	NINLEHIE K. KOFFI	AHOUATI	PLANTEUR		41-04-04-73		
7	AMAN YAO BERNARD	AHOUATI	PLANTEUR		06-80-85-77		AB
8	ANGOURA DIBY	AHOUATI	PECHEUR		47-80-38-39		
9	EFFOSON EMO ANOBLE ANE	AHOUATI	REGISTREUR		07-76-77-92		
10	KOFFI AMANAN	AHOUATI	PLANTEUR		40-66-00-35		X
11	O Kou Kouar SAGENE	AHOUATI	CHEF RESIDENT		03-62-37-64		
12	BOHOUSSE COFFI I.	AHOUATI	PLANTEUR		07-89-56-18		
13	GON KOUNOIO PIERRE	AHOUATI	PLANTEUR		78-65-20-93		

PROJET D'AMENAGEMENT HYDROELECTRIQUE DE SINGROBO-AHOUATY

MISSION DES JOURNEES PORTES OUVERTES ET DES PRÊTEURS DU 24 JUILLET AU 29 JUILLET 2017

LISTE DE PRESENCE DES PROPRIETAIRES COUTUMIERS

LIEU: AHOUATY

DATE: 26/07/2017

N°	NOM ET PRENOMS	LOCALITE	PROFESSION	STRUCTURE	TELEPHONE	E-MAIL	VISA
1	N'DA. KOUASSI	AHOUATI	CHEF DE TERRE		07-93-73-84		
2	Kometwra A.S.	AHOUATY	RAF ASSTANT AHOUATY.		01147263 59417587		
3	Dilay Achoua M. Ahouaty	Ahouaty	Recherche		07501107		
4	N'guessan Amenanleu	Ahouaty	Commerçante		07-28-76-95		
5	Efferson Ekpé	Ahouaty	Planteur		58-68-19-85		
6	Kouadio. YAO.	Ahouaty	Chef de terre		40-036258		
7	N'Guessan Xavier	Ahouaty	Conseiller en nutrition		09281366		
8	Loukou Kouessé N'Goué	Ahouaty	Représentant de la jeunesse		57186620		
9							
10							
11							
12							
13							













PROJET D'AMENAGEMENT HYDROELECTRIQUE DE SINGROBO-AHOUATY
MISSION DES JOURNEES PORTES OUVERTES ET DES PRÊTEURS DU 24 JUILLET AU 29 JUILLET 2017

LISTE DE PRESENCE

LIEU: AHOUATY

DATE: 26.07.17

- Exploitants agricoles -

N°	NOM ET PRENOMS	LOCALITE	PROFESSION	STRUCTURE	TELEPHONE	E-MAIL	VISA
1	KROA M'BRA HYACINTHE	Ahouaty	exploitant agricole		09-64-28-95		
2	KOFFI Amenan Nadekine	Ahouati	exploitant agricole		77-69-35-50		
3	ABONOUAN N'DA KOFFI	Ahouati	exploitant agricole		08-57-73-49		
4	Koffi Koffi Assira	Ahouati	exploitant agricole		41-51-16-21		
5	BOURA Ali	Ahouati	exploitant agricole		03-17-13-63		
6	HIGNESSAN SEM	AHOUATI	Exploitant agricole		01179703		
7	Diarra Lisseni	Ahouati	Exploitant agricole		51-81-59-83		
8	Kouan Yao Kevin	Ahouati	exploitant agricole		41-00-44-92		
9	Koffi Kouakou Jerome	Ahouati	exploitant agricole		08-24-71-06		
10	Koufo Celestin	Ahouati	exploitant agricole		84-10-85-42		
11	Kouame N'guessan Assia	Ahouati	Exploitant agricole		NEANT		
12	N'Guessan Koffi Kou Nari	Ahouati	exploitant agricole		75-33-75-94		
13	N'Guessan Yao Danatien	Ahouati	exploitant agricole		75-42-53-59		

PROJET D'AMENAGEMENT HYDROELECTRIQUE DE SINGROBO-AHOUATY
MISSION DES JOURNEES PORTES OUVERTES ET DES PRÊTEURS DU 24 JUILLET AU 29 JUILLET 2017

LISTE DE PRESENCE

LIEU: AHOUATY

DATE: 26-07-17

Exploitants Agricoles

N°	NOM ET PRENOMS	LOCALITE	PROFESSION	STRUCTURE	TELEPHONE	E-MAIL	VISA
1	KOUADIO YAO Fulgence	Ahouati	exploitant agricole		45 96 35 35		AS
2	Koffi Koffi	Ahouati	exploitant agricole		01 17 93 25		W
3	Yakou Nana	Ahouati	exploitant agricole		-		X
4	Kouassi Kouassi	Ahouati	exploitant agricole		40 63 27 10		by
5	Toure Youssef	Ahouati	exploitant agricole		51 44 45 72		stark
6	Koffi Jasmin	Ahouati	exploitant agricole		43 22 06 23		JH
7	Ouedraogo Nourou	Ahouati	exploitant agricole		42 51 30 39		+
8	Sawadogo Abdul RASMANE	Ahouati	exploitant agricole		02 19 65 73		RA
9	LAGAUD CYR ST OMER	Ahouati	exploitant agricole		09 07 96 54		Jag
10	EFFOSSOU N'Da N'guessan Rodrigue	Ahouati	exploitant agricole		03 24 27 55		JH
11	Nando Assa Mathurin	Ahouati	exploitant agricole		40 64 56 45		Attie
12	Kouassi B Rou	AHOUATI	EXPLORANT Agricole		09 31 95 02		W.B. LUK
13	EFFOSSOU Patrice	Ahouati	exploitant agricole		43 39 33 77		+

PROJET D'AMENAGEMENT HYDROELECTRIQUE DE SINGROBO-AHOUATY
MISSION DES JOURNEES PORTES OUVERTES ET DES PRÊTEURS DU 24 JUILLET AU 29 JUILLET 2017

LISTE DE PRESENCE

LIEU: AHOUATY

DATE: 26-07-17

Exploitants Agricoles

N°	NOM ET PRENOMS	LOCALITE	PROFESSION	STRUCTURE	TELEPHONE	E-MAIL	VISA
1	Rasmane Zakoko	Ahouati	exploitant agricole		-		X
2	Kona Zoe Boukima	Ahouati	exploitant agricole		-		H
3	Samanidou Ishaka	Ahouati	exploitant agricole		42744492		+
4	Doudraogo Baouda	Ahouati	exploitant agricole		40-28-86-55		DS
5	Soro Ibrahim	Ahouati	exploitant agricole		036050-63		-w
6	Kouadio Kouassi Niche	Ahouati	exploitant agricole		42 04 88 21		[Signature]
7	Sore' Yacoubo	Ahouati	exploitant agricole		02 71 25 47		es
8	PAGABELEM Pakabbe	Ahouati	exploitant agricole		08 74 18 58		W-
9	Quechraogo Ousgo Mt Adama	Ahouati	exploitant agricole		08 23 78 53		X
10	Sonwadoyo Karim	Ahouati	exploitant agricole		40 28 85 38		☆
11	Quechraogo Soulimane	Ahouati	exploitant agricole		58 87 24 94		[Signature]
12	Quechraogo Nourougo Nourougo	Ahouati	exploitant agricole		42 10 62 51		[Signature]
13	KREH Jean-Marie	Ahouati	exploitant agricole		07020388		[Signature]

PROJET D'AMENAGEMENT HYDROELECTRIQUE DE SINGROBO-AHOUATY
MISSION DES JOURNEES PORTES OUVERTES ET DES PRÊTEURS DU 24 JUILLET AU 29 JUILLET 2017

LISTE DE PRESENCE

LIEU:

DATE:

Exploitants Agricoles

N°	NOM ET PRENOMS	LOCALITE	PROFESSION	STRUCTURE	TELEPHONE	E-MAIL	VISA
1	YAO Kouam' Bruno	Ahouati	Exploitant Agricole		0780-9316		Bref
2	Andri Kouan	Ahouati	Agricole		03194705		Att
3	BARAKOP Sago	Ahouati	exploitant Agricole		09 23 80 83		Lee
4	KOUADIO YAO SIDEL	Ahouati	Exploitant Agricole		51-51-97-50		JR
5	Guédrogo Ousmane	Ahouati	exploitant Agricole		56 02 43 57		Ca Jee
6	YAO Kouadio P	Ahouati	Epl A		4734 0075 0360 53 00		Stp
7							
8							
9							
10							
11							
12							
13							

PROJET D'AMENAGEMENT HYDROELECTRIQUE DE SINGROBO-AHOUATY
MISSION DES JOURNEES PORTES OUVERTES ET DES PRÊTEURS DU 24 JUILLET AU 29 JUILLET 2017

LISTE DE PRESENCE

LIEU: AHOUATY

DATE: 26-07-17

MAREYEUSES.

N°	NOM ET PRENOMS	LOCALITE	PROFESSION	STRUCTURE	TELEPHONE	E-MAIL	VISA
1	N'Guessan Amourin B.	Ahouaty	Mareyeuse		42195041		X
2	Blin Arou Cleonore	" "	" "		08680212		Adm
3	Nogbou Volan de	Ahouaty	Mareyeuse		01213871		Adm
4	Yao N'Guessan Volan	" "	" "		01218663		Adm
5	N'Guessan Arou Sol.	" "	" "		52079620		VAS
6	Komenan Amoin	" "	" "		51446951		Adm
7	Kouadio Arou Justine	" "	" "		41028011		Adm
8	Kassi Tanoah Bla	" "	" "		52882277		Adm
9	Yao Amoin	" "	" "		41356334		Adm
10	Bome' Joceline	" "	" "		41356334		Adm
11	N'Guessan Amourin Cécile	" "	" "		07287495		Adm
12	Yao Arou	Ahouaty	"				
13	Komenan Amourin Jo	Ahouaty	"				

PROJET D'AMENAGEMENT HYDROELECTRIQUE DE SINGROBO-AHOUATY

MISSION DES JOURNEES PORTES OUVERTES ET DES PRÊTEURS DU 24 JUILLET AU 29 JUILLET 2017

LISTE DE PRESENCE DU FOCUS GROUPE AVEC LES PÊCHEURS

LIEU: AHOUATY

DATE: 26/07/2017.

N°	NOM ET PRENOMS	LOCALITE	PROFESSION	STRUCTURE	TELEPHONE	E-MAIL	VISA
1	Kologo Adolphe	AHOUATY	Pêcheur		53 53 31 19		✱
2	Nda Kouassi Franck ARNEC	AHOUATY	Pêcheur		52 27 29 15		✱
3	Malick Mecta	AHOUATY	Pêcheur		09 20 10 52		✱
4	Diama Labibi	AHOUATY	Pêcheur		88 53 61 32		all
5	Bolliro Kouadio Leon	Ahouati	Président des Pêcheurs		01 17 25 76		✱
6	ANGOUA Dibi	Ahouati	Pêcheur		47 80 38 39		✱
7	Kouadio N'Goran O	Ahouati	Pêcheur		42 18 70 13		✱
8	COFFI N'GUESSAN	AHOUATI	ETUDIANT		40 96 38 34		✱
9	Kouadio Yao	Ahouati	Pêcheur		60 03 62 57		✱
10	Kouadio Kouame S.	Ahouati	Pêcheur		02 52 25 95		✱
11	Yao Kouame' Leon	Ahouati	Pêcheur		40 72 01 67		✱
12	ASSABI Koffi	Ahouati	Pêcheur		53 53 31 22		✱
13	Kouadio Aboussou	Ahouati	Pêcheur		42 18 70 13		✱

PROJET D'AMENAGEMENT HYDROELECTRIQUE DE SINGROBO-AHOUATY

MISSION DES JOURNEES PORTES OUVERTES ET DES PRÊTEURS DU 24 JUILLET AU 29 JUILLET 2017

LISTE DE PRESENCE DU FOCUS GROUPES AVEC LES PÊCHEURS

LIEU: AHOUATY

DATE: 26/07/2017.

N°	NOM ET PRENOMS	LOCALITE	PROFESSION	STRUCTURE	TELEPHONE	E-MAIL	VISA
1	N'GUESSAN KROU	Ahouati	Pêcheur		40.89.99.86		Mou
2	Kouadio Kouadio	Ahouati	Pêcheur		302.02.67		124 K
3	KOLCOM M LAM	Ahouati	Pêcheur		01.14.68.57		201
4	Kouadio Kouadio	Ahouati	Pêcheur		46.28.12.82		+
5	Ello Kouassi	Ahouati	Pêcheur		43.07.29.01		Ello
6	ASSALO HOUSSOU	Ahouati	PECHER		42.61.38.22		60
7	N'DRI KOUASSI J-B	Ahouati	Pêcheur		01-73-98-11		7
8	N'DRI N'Goran G.	Ahouati	Pêcheur		53-13-31-27		+
9	YAO YAO GABRIEL	Ahouati	Pêcheur		51.10.08-42		+
10	AMANI YAO B.	Ahouati	Pêcheur		04-80.85-77		+
11	KACOU N'GUESSAN	Ahouati	Pêcheur		48.28-28.32		+
12	KOUAME KOKORA	Ahouati	Pêcheur		01-07-17-21		+
13	KACOU LOUKOU B.	Ahouati	Pêcheur		03.56.44.31		+

PROJET D'AMENAGEMENT HYDROELECTRIQUE DE SINGROBO-AHOUATY

MISSION DES JOURNEES PORTES OUVERTES ET DES PRÊTEURS DU 24 JUILLET AU 29 JUILLET 2017

LISTE DE PRESENCE DU FOCUS GROUPES AVEC LES PÊCHEURS

LIEU: AHOUATY

DATE: 26/07/2017



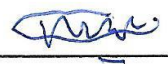
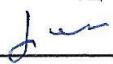


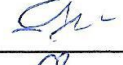
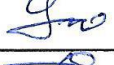




N°	NOM ET PRENOMS	LOCALITE	PROFESSION	STRUCTURE	TELEPHONE	E-MAIL	VISA
1	YAO BROKAME	AHOUATY	Pêcheur		42 75 45 75		
2	YAO BIOFFI	AHOUATY	Pêcheur		03-42-39 98		
3	BOHOUSSOU KOFFI	AHOUATY	Pêcheur		07 83-56-18		
4	AKA N'GUESSAN T.	AHOUATY	Pêcheur		76 82-83-54		
5	KOOU KIDRI SERGE	AHOUATY	Pêcheur		01 50 39 16		
6	KROA YAO VANNICK	AHOUATY	Pêcheur		40-98 67 89		
7	BEHIBO KOUADIO	AHOUATY	Pêcheur		40-63-35 14		
8	KACOU KOHONON	AHOUATY	Pêcheur		02 28 15 62		
9	KACOU KOUADIO MAURICE	AHOUATY	Pêcheur		01 39 33 15		
10	KOUAKOU NIGODAN PETERSON	AHOUATY	Pêcheur		41 28 39 84		
11	N'GUESSAN KACOU GERMAIN	AHOUATY	Pêcheur		01 22 74 67		
12	KOUADIO BLIN N'GUESSAN	AHOUATY	Pêcheur		02 07 14 21		
13	YAO KOUADIO MARTIAL	AHOUATY	Pêcheur		44 22 98 77		

PROJET D'AMENAGEMENT HYDROELECTRIQUE DE SINGROBO-AHOUATY
MISSION DES JOURNEES PORTES OUVERTES ET DES PRÊTEURS DU 24 JUILLET AU 29 JUILLET 2017

LISTE DE PRESENCE DU FOCUS GROUPES AVEC LES PÊCHEURS

LIEU: AHOUATY

DATE: 26/07/2017.

N°	NOM ET PRENOMS	LOCALITE	PROFESSION	STRUCTURE	TELEPHONE	E-MAIL	VISA
1	Kocou Ambroise	AHOUATY	pêcheur		41 84 37 81		
2	NGUENOU YAO AIME	AHOUATY	pêcheur		58 53 60 63		
3	Koffi Kocou Jean	AHOUATY	pêcheur		43 34 35 31		
4	Kouassi MELAN Alex	AHOUATY	pêcheur		03 00 16 51		
5	Kocou NGUENOU Alain	AHOUATY	pêcheur		01 88 87 34		
6	Kouassi Angele PHILBERT	AHOUATY	pêcheur		44 31 52 40		
7	YAO Kouadio Jean MICHEL	AHOUATY	pêcheur		40 73 37 57		X
8	ASSALE Rinaldo MARCIALLÉ	AHOUATY	pêcheur		04 66 58 46		
9	Koffi Terrautone	AHOUATY	pêcheur		40 44 26 08		
10	Kouassi Jean Bedel	AHOUATY	pêcheur		42 98 45 84		
11	Jean-Charles Kouadio	AHOUATY	pêcheur		84 55 54 64		
12	Kouakou Ousou	AHOUATY	pêcheur		52 07 96 20		
13	Malan Dadie	AHOUATY	pêcheur		84 49 53 26		














PROJET D'AMENAGEMENT HYDROELECTRIQUE DE SINGROBO-AHOUATY

MISSION DES JOURNEES PORTES OUVERTES ET DES PRÊTEURS DU 24 JUILLET AU 29 JUILLET 2017

LISTE DE PRESENCE DU FOCUS GROUPES DES PÊCHEURS

LIEU: AHOUATY

DATE: 26/07/2017.

N°	NOM ET PRENOMS	LOCALITE	PROFESSION	STRUCTURE	TELEPHONE	E-MAIL	VISA
1	KOFF-EHODMEN	AHOUATI	Pêcheur		76902377		
2	N'GOU ALLOUOU	AHOUATI	Pêcheur		40720073		
3	KOUASSI YAO	AHOUATI	Pêcheur				
4	NGOIA DIBI	AHOUATI	Pêcheur		67803839		
5	KOUMBEKOUASSI	AHOUATI	Pêcheur				
6	TOLA ALAIBANE	AHOUATI	Pêcheur		61305920		
7	MANENIA YAO	AHOUATI	Pêcheur		51444331		
8	TOURE IBRIH	AHOUATI	Pêcheur		02626178		
9	KOUASSI KOUADIO	AHOUATI	Pêcheur		52882521		
10	MANAN KOUASSI	AHOUATI	Pêcheur		86195326		
11	MENAN YAO	AHOUATI	Pêcheur				
12	Komenan K. Serge	AHOUATI	Pêcheur		09883099		
13	Komenan Assis	AHOUATI	Pêcheur		02291754		














PROJET D'AMENAGEMENT HYDROELECTRIQUE DE SINGROBO-AHOUATY

MISSION DES JOURNEES PORTES OUVERTES ET DES PRÊTEURS DU 24 JUILLET AU 29 JUILLET 2017

LISTE DE PRESENCE DU FOCUS GROUPES DES PECHEURS

LIEU: AHOUATY

DATE: 26/07/2017.

N°	NOM ET PRENOMS	LOCALITE	PROFESSION	STRUCTURE	TELEPHONE	E-MAIL	VISA
1	KONAN KONASSI	AHOUATI	PECHER		40632710		
2	KOUASSI NGUESSAN	AHOUATI	Pêcheur		02497277		
3	GORH KOUAME	AHOUATI	Pêcheur		01218663		
4	KONAN KOUASSI	AHOUATI	Pêcheur				
5	NGUESSAN KOFFI	AHOUATI	Pêcheur		02007141		
6	TOLA ALAIZANDRE	AHOUATI	Pêcheur		41305320		
7	ALI TRAORE	AHOUATI	Pêcheur		49896436		
8	HADOU COULIBALY	AHOUATI	Pêcheur		48300306		
9	EFFOUSSOU AMANI	AHOUATI	Pêcheur		03365485		
10	EFFOUSSOUNDA KOUADIO	AHOUATI	Pêcheur		03605382		
11	ALI TRAORE	AHOUATI	Pêcheur étranger		49896436		
12	KIROBO AMO	AHOUATI	Pêcheur étranger		40838492		
13	AROUND TRAORE	AHOUATI	Pêcheur étranger		43252058		











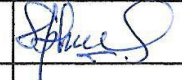
PROJET D'AMENAGEMENT HYDROELECTRIQUE DE SINGROBO-AHOUATY

MISSION DES JOURNEES PORTES OUVERTES ET DES PRÊTEURS DU 24 JUILLET AU 29 JUILLET 2017

LISTE DE PRESENCE DU FOCUS GROUPES DES PÊCHEURS

LIEU: AHOUATY

DATE: 26/07/2017.

N°	NOM ET PRENOMS	LOCALITE	PROFESSION	STRUCTURE	TELEPHONE	E-MAIL	VISA
1	Kouassi Kouassi	Ahouati	Pêcheur		—		
2	Rehistro Yoro G. P.	Ahouati	Pêcheur		42.26.30.26		
3	Kouan Kouame	Ahouati	Pêcheur		—		
4	H'GUSSAH SETH	AHOUATY	PÊCHEUR		01179703		
5	Kouassi Y. Donal.	Ahouati	Pêcheur		71-08-89-21		
6	Nikebie Kouassi	Ahouati	Pêcheur		46-53-48-93		
7	Kouassi K. B. P. P.	Ahouati	Pêcheur		71-69-75-29		
8	Okou Kalou Eugene	Ahouati	Chef du village		03-62-37-64		
9	Koffi Kouame	Ahouati	Pêcheur		40-19-71-85		
10	Komenan YHO MAXIM	AHOUATY	pêcheur		42-48-98-78		
11	Kemek KROA	Ahouati	PAF AJOINT		01147263		
12							
13							

PROJET D'AMENAGEMENT HYDROELECTRIQUE DE SINGROBO-AHOATY

MISSION DES JOURNEES PORTES OUVERTES ET DES PRÊTEURS DU 24 JUILLET AU 29 JUILLET 2017

LISTE DE PRESENCE DU FOCUS GROUPES AVEC LES PROPRIETAIRES FONCIERS

LIEU: N'Denou

DATE: 27/07/2017

N°	NOM ET PRENOMS	LOCALITE	PROFESSION	STRUCTURE	TELEPHONE	E-MAIL	VISA
1	YRA ZOUGOU	N'Denou	Propriétaire Foncier		01-63-71-91		
2	LOUKOU ERDA EDIPHANH	N'DENOU	Propriétaire Foncier		0360-15 86		
3	KOMENAN ERDA KOMENAN	N'DENOU	Propriétaire Foncier		01 34 30 23		
4	N'DRI KROU FRANÇOIS	N'DENOU	Foncier		57.103605		
5	NIREBIE KROA	N'Denou	Foncier		89 30 64 67		
6	Brou Kouansi	N'denou	Foncier		40-39-49-31		
7	DOH EMILE	N'denou	Foncier		03304225		
8	YRA BOKA JEANNETTE	N'denou	Foncière		40 73 24 48		
9	YRA NGUESSAN	N'denou	Foncière				
10	Samba N'Gouan Samba	N'Denou	Foncier		02 91 92 96		
11	KADIO BOKA	N'DENOU	Foncier		40-30-42-70		
12	YAO BARTHELEMY	N'denou	Foncier		0333 24 89		
13	YAO AMOIN	N'denou	Foncier		41 47 05 02		



PROJET D'AMENAGEMENT HYDROELECTRIQUE DE SINGROBO-AHOUATY
MISSION DES JOURNEES PORTES OUVERTES ET DES PRÊTEURS DU 24 JUILLET AU 29 JUILLET 2017

LISTE DE PRESENCE

FOCUS GROUPE AVEC LES PROPRIETAIRES FONCIERS

LIEU: N'Denou

DATE: 27/07/2017.

N°	NOM ET PRENOMS	LOCALITE	PROFESSION	STRUCTURE	TELEPHONE	E-MAIL	VISA
1	YAO Affoué	Ndenou	Propriétaire Foncier				
2	KABOU Adama	Ndenou	Propriétaire Foncier		41543076		
3	YAO Kouassi	Ndenou	Propriétaire Foncier		67600763		
4	IBIE Loukou	Ndenou	Propriétaire Foncier		57425533		
5	YORO GRA François	Ndenou	Propriétaire Foncier		79702804		
6	AKA KACOU Denis	Ndenou	Propriétaire Foncier		59206095		
7							
8							
9							
10							
11							
12							
13							

PROJET D'AMENAGEMENT HYDROELECTRIQUE DE SINGROBO-AHOUATY
MISSION DES JOURNEES PORTES OUVERTES ET DES PRÊTEURS DU 24 JUILLET AU 29 JUILLET 2017

LISTE DE PRESENCE

LIEU: N' DENDU

DATE: 27.07.17

EXPLOITANTS AGRICOLES

N°	NOM ET PRENOMS	LOCALITE	PROFESSION	STRUCTURE	TELEPHONE	E-MAIL	VISA
1	Sekongo Sientchen	N'Dendou	Exploitant Agricole		44.168451		ADP
2	Gowadogo Proussou	"	Exploitant Agricole		02 343713		H
3	Kouakou Kouame Jules	"	" " "		03 63 29 14		HH
4	Kouadio N'goran	"	Exploitant		03 64 85 17		C. foug
5	Yoro Tra François	" "	" " "		77 70 25 04		646
6	Kouakou Koffi	" "	" " "		42 65 60 37		ED
7	Ako Koucou Sènis	" "	" " "		59 20 40 95		AD
8	Koffi Kodjama	" "	" "		03 30 42 25		+
9	Deh Emile	" "	" "		03 30 42 25		AD
10	Gouadogo Gouadogo	" "	" "		49 53 70 27		AD
11	Zougrano Gaidou	" "	" "		49 53 70 27		AD
12	Yamougo Tilado	" "	" "		02 63 03 95		AD
13	Kacou Amoin Virginie	" "	" "		52 02 95 35		Ving

PROJET D'AMENAGEMENT HYDROELECTRIQUE DE SINGROBO-AHOUATY
MISSION DES JOURNEES PORTES OUVERTES ET DES PRÊTEURS DU 24 JUILLET AU 29 JUILLET 2017

LISTE DE PRESENCE

LIEU: N° DENOU

DATE: 27-07-17

EXPLOITANTS AGRICOLES

N°	NOM ET PRENOMS	LOCALITE	PROFESSION	STRUCTURE	TELEPHONE	E-MAIL	VISA
1	Koffi Amami Felicie		Exploitant Agricole		07389394		
2	Djeu Yeo Felix		" " "		02422680		
3	Yeo Athanas		Exploitant Agricole		03246895		
4	Bombo Paradesseingbo		" " "		07763884		
5							
6							
7							
8							
9							
10							
11							
12							
13							




PROJET D'AMENAGEMENT HYDROELECTRIQUE DE SINGROBO-AHOUATY
MISSION DES JOURNEES PORTES OUVERTES ET DES PRÊTEURS DU 24 JUILLET AU 29 JUILLET 2017

LISTE DE PRESENCE

LIEU: N'DENOU

DATE: 27.07.17

MAREYEUSES







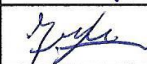
N°	NOM ET PRENOMS	LOCALITE	PROFESSION	STRUCTURE	TELEPHONE	E-MAIL	VISA
1	Hame ABA	N'DENOU	MOYENNEUR		08.23.39.09		
2	KOUAME BROU Jean M	N'DENOU	"		41.23.20.91		
3	Goumbu Behtine	N'DENOU	"		02 51 25 32		
4	Djandji Nazaba	N'DENOU	"		40 09 15 42		-x
5	Kantao Mariam		"		51.59.16.25		-x
6	Toure Fatoumata		"		41 36 39 53		-x
7							
8							
9							
10							
11							
12							
13							

PROJET D'AMENAGEMENT HYDROELECTRIQUE DE SINGROBO-AHOUATY
MISSION DES JOURNEES PORTES OUVERTES ET DES PRÊTEURS DU 24 JUILLET AU 29 JUILLET 2017

LISTE DE PRESENCE DU FOCUS GROUPE AVEC LES PÊCHEURS

LIEU: N'DENOU

DATE: 27/07/2017

N°	NOM ET PRENOMS	LOCALITE	PROFESSION	STRUCTURE	TELEPHONE	E-MAIL	VISA
1	GOT-Nohi ADAMS	N'Denou	Pêcheur		03-20-51-53		
2	Nohi-Loukou	N'Denou	Pêcheur		57-42-55-33		
3	MAIGA ISSA	N'Denou	Pêcheur		41-02-75-98		127
4	Kouakou-N. Blaise	N'Denou	Pêcheur		88-73-87-17		10
5	Elien-N. Basile	N'Denou	Pêcheur		02-99-18-09		
6	Seydou MAIGA	N'Denou	Pêcheur				125
7	Oumar-ASARBA	N'Denou	Pêcheur		40-09-15-42		10
8	Kouamé Menan	N'Denou	Pêcheur		41-21-50-33		Gu
9	Brou-H-ANDRE	N'Denou	Pêcheur		41-03-76-53		16
10	AKA-K. Denis	N'Denou	Pêcheur		59-20-30-95		
11	YORO-IRA-FRANÇOIS	N'Denou	Pêcheur		79-70-25-04		
12	Malan Yao L. ERNEST	N'Denou	Pêcheur		02 952560		
13	Koné Yssouf ISSAKO	N'Denou	Pêcheur		42380256		

PROJET D'AMENAGEMENT HYDROELECTRIQUE DE SINGROBO-AHOATY
MISSION DES JOURNEES PORTES OUVERTES ET DES PRÊTEURS DU 24 JUILLET AU 29 JUILLET 2017

LISTE DE PRESENCE*FOCUS GROUP AVEC LES PÊCHEURS***LIEU:** N'DENOU**DATE:** 27-07-2017

N°	NOM ET PRENOMS	LOCALITE	PROFESSION	STRUCTURE	TELEPHONE	E-MAIL	VISA
1	ETIEN-MLAN-ERNEST	N'DENOU	PÊCHEUR		02-54-6336		<i>[Signature]</i>
2	Blédé K-SYLLA IN	N'DENOU	pêcheur		03-24-78-55		<i>[Signature]</i>
3	MAÏGA IDRISSA	N'DENOU	pêcheur		49-85-79-81		<i>[Signature]</i>
4	TRAORÉ Adaye	N'DENOU	pêcheur		42-10-04-87		<i>[Signature]</i>
5	N'doli-K-ARmand	N'Denou	pêcheur		89-25-27-56		<i>[Signature]</i>
6	KACOU-K. pierre	N'Denou	pêcheur		07-40-41-19		<i>[Signature]</i>
7	KOFFI-K. Michel	N'Denou	pêcheur		01-94-53-53		<i>[Signature]</i>
8	Kouamé-K.eugène	N'Denou	pêcheur		40-58-66-03		<i>[Signature]</i>
9	Yao ETIEN	N'Denou	pêcheur		78-69-74-41		X
10	Yao Kouassi	N'Denou	pêcheur		41-60-07-63		<i>[Signature]</i>
11	SIDÉ NARBA	N'Denou	pêcheur		59-43-08-31		<i>[Signature]</i>
12	TAMOH-N'GUESSAN	N'Denou	pêcheur		71-69-77-07		<i>[Signature]</i>
13	ZOUKOU K. FAYOL	N'Denou	pêcheur		41-28-43-22		<i>[Signature]</i>



PROJET D'AMENAGEMENT HYDROELECTRIQUE DE SINGROBO-AHOATY
MISSION DES JOURNEES PORTES OUVERTES ET DES PRÊTEURS DU 24 JUILLET AU 29 JUILLET 2017

DU FOCUS GROUP AVEC LES PÊCHEURS

LISTE DE PRESENCE

LIEU: N'DENOU

DATE: 27-07-2017

N°	NOM ET PRENOMS	LOCALITE	PROFESSION	STRUCTURE	TELEPHONE	E-MAIL	VISA
1	KADIO-G-ICmace	N'Denou	Pêcheur		40-54-42-52		
2	M-BRA YAO-RUFARDE	N'Denou					
3	N'GUESSA-K-ALBALES	N'Denou					
4	ETIEN-N'DRI-	N'Denou	Pêcheur		02-14-98-24		
5	ABoulaye MAIGA	N'Denou	Pêcheur				
6	Bolon-N. sephirin	N'Denou	Pêcheur		03-90-28-50		
7	ETIEN ETIEN-N.dry	N'Denou	Pêcheur		41-47-24-51		
8	NikeBie KAEON	N'Denou	Pêcheur		01-66-97-08		
9	ALBERT MAIOA	N'Denou	Pêcheur		59-50-12-71		
10	MENAN-K-RAYMOND	N'Denou	Pêcheur				
11	Sidiki-N'DRCHILLI	N'Denou	Pêcheur		01-45-31-74		
12	GRANGOZAN-N.GORAN	N'Denou	Pêcheur		41-47-24-46		
13	KACOU-K-MAXIMO	N'Denou	Pêcheur		43-96-96-80		



PROJET D'AMENAGEMENT HYDROELECTRIQUE DE SINGROBO-AHOATY
MISSION DES JOURNEES PORTES OUVERTES ET DES PRÊTEURS DU 24 JUILLET AU 29 JUILLET 2017

LISTE DE PRESENCE

DEI FOCUS GROUP AVEC LES PÊCHEURS

LIEU: N'DENOU

DATE: 27-07-2017

N°	NOM ET PRENOMS	LOCALITE	PROFESSION	STRUCTURE	TELEPHONE	E-MAIL	VISA
1	Vieu DESA BAI	N'Denou	Pêcheur				On
2	MAMA chanta	N'Denou	Pêcheur				O
3	MAIGA Ibrahima	N'Denou	Pêcheur		74-78-73-30		On
4	Mamane D Louge				89 8109 33		On
5							
6							
7							
8							
9							
10							
11							
12							
13							



PROJET D'AMENAGEMENT HYDROELECTRIQUE DE SINGROBO-AHOUE
MISSION DES JOURNEES PORTES OUVERTES ET DES PRÊTEURS DU 24 JUILLET AU 29 JUILLET 2017

LISTE DE PRESENCE DU FOCUS Groupe avec Les propriétaires Fonciers

LIEU: SINGROBO

DATE: 28/07/17.

N°	NOM ET PRENOMS	LOCALITE	PROFESSION	STRUCTURE	TELEPHONE	E-MAIL	VISA
1	Angoua Aya Wiye	Singrobo	Propriétaire Foncier		—		+
2	Kouame N'goran Joseph	"	"		07-66 79 66		+
3	Assie Kouacou	"	"		48-20 90-44		+
4	Kongoue Kouassi Basile	"	"		54-37-38-18		+
5	Hie' Kouacou	"	"		05-97 06 61		+
6	Kouassi Yao Marcel	"	"		06-50 07-36		+
7	Yao Affoue Beatrice	"	"		55 84 21 92		+
8							
9							
10							
11							
12							
13							

LISTE DE PRESENCE

LIEU: 2 SINGROBO

DATE: 28-07-17

EXPLOITANTS AGRICOLES

N°	NOM ET PRENOMS	LOCALITE	PROFESSION	STRUCTURE	TELEPHONE	E-MAIL	VISA
1	Kama Seydou	Singrobo	Planteur		58498140		NW
2	Kamenan Abovobo	Singrobo	Planteur		57-44-97 75		Cup.
3	Tongo Kouffou	Singrobo	Planteur		01 97 76 66		Zus
4	Ouedraogo Mouhamadi	"	"		54 36 58 51		Bout
5	Diana Dissa	"	"		54-18-82-45		il
6	Konan K. Faustin	"	"		40-71-78-24		Phil
7	Yao Konan	"	"		79-28-01-86		Yao
8	Lazari Adama	"	"		76-75-81-34		Adama
9	Kouakou M'h- Eliane	Singrobo	Planteur		77-3671-97		Kouakou
10	Kouassi Koffi	Singrobo	Planteur		06-191946		+
11	Kadjo Kouame	"	"		54-37-10-70		Kadjo
12	Yao Koffi Antoine	"	"		58-33-59-73		Yao
13	Koffi K. Michel	"	"		05-81-80-90		Koffi

LISTE DE PRESENCE

LIEU: SINGROBO

DATE: 28-07-17

Exploitants AGRICOLES

N°	NOM ET PRENOMS	LOCALITE	PROFESSION	STRUCTURE	TELEPHONE	E-MAIL	VISA
1	Diana Larika	Singrobo	Planteur		47.95.32.39		ND
2	Yabouet Ayéri K.	"	"		42.76.54.20		YH
3	San Kara Inoussa	"	"		01.76.90.27		SPR
4	Souadogo Théophile	"	"		40.73.50.50		ST
5	Souadogo K.	"	"		-		-A
6	Zongo Moukoko	"	"		09-23-99-65		-D
7	Soré Boukary	"	"		-		ST
8	Sindikyelguoba Jean B.	"	"		54.76.58.51		ST
9	Kabore Kodjamba	"	"		71.07-93-80		ST
10	Kané Zana	"	"		40.40.66.39		J-94
11	Diana Aruna	"	"		06.14.08.15		ST
12	Koffi Kouame' Marcel	"	"		40.48.71.10		ST
13	Ouedrogo Aruna	"	"		46 09 25 44		HA -

PROJET D'AMENAGEMENT HYDROELECTRIQUE DE SINGROBO-AHOUATY
MISSION DES JOURNEES PORTES OUVERTES ET DES PRÊTEURS DU 24 JUILLET AU 29 JUILLET 2017

LISTE DE PRESENCE

LIEU: SINGROBO

DATE: 28-07-17

EXPLOITANTS AGRICOLES

N°	NOM ET PRENOMS	LOCALITE	PROFESSION	STRUCTURE	TELEPHONE	E-MAIL	VISA
1	Machobango Amali	Singrobo	Planteur		42-40.63.93		
2	Ramba Ti'bi	"	"		41.21.02.11		
3	Hien Yirwe	"	"		-		"
4	Somé Segui Karline	"	"		-		- +
5	Compteur Salimata				05-61.31.50		
6	Sanou Germaine	"	"				
7	Souadogo Simon	"	"		40 77 29 83		
8	Kolago Gilbert				28-22-72 68-23-72 25		- 10
9	Demba Bouda	"	"		42-84-58.62		- 11
10	Dou rouséni	"	"		45 62-85 20		- 2050
11	Sanou Alina				58.00.92-80		x
12	Noumani S. Ruffel				41.01 54 57		
13	Nanou Félicité				55-55-74-14		








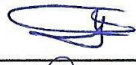
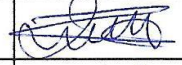

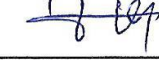


PROJET D'AMENAGEMENT HYDROELECTRIQUE DE SINGROBO-AHOUATY
MISSION DES JOURNEES PORTES OUVERTES ET DES PRÊTEURS DU 24 JUILLET AU 29 JUILLET 2017

LISTE DE PRESENCE

LIEU: SINGROBO

DATE: 28-07-17

EXPLOITANTS AGRICOLES

N°	NOM ET PRENOMS	LOCALITE	PROFESSION	STRUCTURE	TELEPHONE	E-MAIL	VISA
1	GHOKECKOU Timote	Singrobo	Planteur		05-51-19-23		
2	Diana Ramon	Singrobo	Planteur		77-66 09 80		
3	Oudraogo Jean	Singrobo	Planteur		57-19-8487		
4	N'guessan Kouadio	Singrobo	Planteur		01-41-55-47		
5	Diello Koussouma	Singrobo	U		79-85 52 26		
6	Oudraogo Hermade	Singrobo	U		42-01-97-01		
7	Kouassi Ophélie	Singrobo	U		77-60-01 30		
8	GHOKECKOU Zhisem	Singrobo	U		47-21-53-60		
9	TAND DJANE.K	Singrobo	U		07 34 77 88		
10	Ka Bowé Tiadi	Singrobo	U		07 68 01 53		
11	Diamenté Thomas	Singrobo	U		07-38-76 00		
12	Zongo Gamba	Singrobo	U		09 67-72-58		
13	Brou Kouame Koth'gil	Singrobo	U		09 96 45 37		

PROJET D'AMENAGEMENT HYDROELECTRIQUE DE SINGROBO-AHOUATY
MISSION DES JOURNEES PORTES OUVERTES ET DES PRÊTEURS DU 24 JUILLET AU 29 JUILLET 2017

LISTE DE PRESENCE**LIEU:** SINGROBO**DATE:** 28-07-17

EXPLOITANTS AGRICOLES

N°	NOM ET PRENOMS	LOCALITE	PROFESSION	STRUCTURE	TELEPHONE	E-MAIL	VISA
1	Tamari Sata	Singrobo	Exploitant Agricole		56372918		us
2	Aïanda Ngouni	Singrobo	Exploitant Agricole		54482176		me
3	Ramdi Wendélassi	"	"		46157520		es
4	Coulibaly Adama	"	"		02245218		se
5	Ouedrogo Boukary	"	"		51896789		Stef
6	Ouedrogo Edouard	"	"				st
7	Doumane Touré	"	"		54404299		8-5
8	Gawadogo Souleymane	"	"		41030310		for
9	Milogo Martin	Singrobo	"		42574441		lee
10	Dougari Ousseïnou	"	"		46011657		ro
11	Touare' Inou	Singrobo	"		49329192		+
12	Korou Odile	Singrobo	"		-		X
13							







PROJET D'AMENAGEMENT HYDROELECTRIQUE DE SINGROBO-AHOUATY
MISSION DES JOURNEES PORTES OUVERTES ET DES PRÊTEURS DU 24 JUILLET AU 29 JUILLET 2017

LISTE DE PRESENCE

LIEU: SINGROBO

DATE: 28-07.17

EXPLOITANTS AGRICOLES

N°	NOM ET PRENOMS	LOCALITE	PROFESSION	STRUCTURE	TELEPHONE	E-MAIL	VISA
1	Andréas Sylvain	Singrobo	Planteur		43.04.22.15		
2	Hien Maxime	"	"		44.99.16.31		
3	Boua Bi Ziahoné	"	"		04.53.91.50		- de
4	Iré loi Iré Thomas	"	"		05.14.95.02		
5	Yao Kouame F.	"	"		03.67.02.63		
6	Salvadoro Herbert	"	"		-		
7	Ilzic Isidore C.				55-12-60-43		
8							
9							
10							
11							
12							
13							














PROJET D'AMENAGEMENT HYDROELECTRIQUE DE SINGROBO-AHOUATY
MISSION DES JOURNEES PORTES OUVERTES ET DES PRÊTEURS DU 24 JUILLET AU 29 JUILLET 2017

LISTE DE PRESENCE

LIEU: SINGROBO

DATE: 28-07-17

MAREYEUSES

N°	NOM ET PRENOMS	LOCALITE	PROFESSION	STRUCTURE	TELEPHONE	E-MAIL	VISA
1	Konan Agathe	Singrobo	Mareyeuse		40.87.72.46		
2	Brown Effoua	"	"		77.09.52.86		
3	Niangnon A. Thérèse	"	"		40.56.16.85		
4	Diki Ahouhou	"	"		57.06.20.10		
5	Kouassi Amoran Cynthia	"	"		59.85.96.09		
6	Yao Ahou Clarice	"	"		04.33.37.26		
7	Yapi Anne Véronique	"	"		09.82.20.91		
8	Diakité Djénaba	"	"		08.52.66.82		
9	Kouassi A. Grégoire	"	"		08.43.64.71		
10	Kouassi Blondine	"	"		09.74.20.49		
11	Kouassi Amoin Sylvie	"	"		05.18.19.08		
12	Kouassi Amoin Rosalie	"	"		40.95.65.35		
13	Kouassi Akissi Patricia	"	"		04.84.48.58		








PROJET D'AMENAGEMENT HYDROELECTRIQUE DE SINGROBO-AHOUATY
MISSION DES JOURNEES PORTES OUVERTES ET DES PRÊTEURS DU 24 JUILLET AU 29 JUILLET 2017

LISTE DE PRESENCE

LIEU: SINGROBO

DATE: 28-07-17

MAREYEUSES.














N°	NOM ET PRENOMS	LOCALITE	PROFESSION	STRUCTURE	TELEPHONE	E-MAIL	VISA
1	Koffi Béatrice	Singrobo	Mareyeuse		40 40 40 16		
2	Dumouilla Aminata	"	"		02.42.86.82		
3	Ronan Ahou Pauline	"	"		05.20.01.88		- 
4	Kouame' Rachelle	"	"		03 09 29 94		
5	Ahou Léontine	"	"		55 59 85 84		X
6	Yobinet Aya. Bernadette	"	Aide-Mareyeuse		41 04 04 75		Y
7	N'Goran Abouhissou J.	"	Mareyeuse		04.75.30.95		
8	Kouame' AKISSI	"	"		55 58 22 26		
9	Aya pro				45.16.62.58		
10							
11							
12							
13							

PROJET D'AMENAGEMENT HYDROELECTRIQUE DE SINGROBO-AHOUATY
MISSION DES JOURNEES PORTES OUVERTES ET DES PRÊTEURS DU 24 JUILLET AU 29 JUILLET 2017

LISTE DE PRESENCE DU FOCUS GROUPE AVEC LES PÊCHEURS

LIEU: SINGROBO

DATE: 28/07/2017

N°	NOM ET PRENOMS	LOCALITE	PROFESSION	STRUCTURE	TELEPHONE	E-MAIL	VISA
1	Diamane Touré	Singrobo	Pêcheurs		54404299		
2	Blie Kouakou ^{Raimon}				44535367		
3	Zongo Noutou				01.97.76.66		
4	Ouedrobo Mohamadi				4072.05.53		
5	Kouassi Kouamé Alphonse				56515967		
6	Kouassi Éric				55573801		
7	Kono Zouma				4040.66.59		
8	Diarra Ahoua				01.79.05.28		
9	Yao Kouakou ^{Christian}				43839501		
10	Sonpore Kabaye				06290134		
11	Kouassi Souleymane				04378409		
12	Douane Baba				42087950		
13	Kouamé Mahamane				75347011		



PROJET D'AMENAGEMENT HYDROELECTRIQUE DE SINGROBO-AHOUATY
MISSION DES JOURNEES PORTES OUVERTES ET DES PRÊTEURS DU 24 JUILLET AU 29 JUILLET 2017

LISTE DE PRESENCE DU FOCUS GROUPE AVEC LES PECHERS

LIEU: SINGROBO

DATE: 28/07/2017.

N°	NOM ET PRENOMS	LOCALITE	PROFESSION	STRUCTURE	TELEPHONE	E-MAIL	VISA
1	KONAN KOKORA M	Singrobo	Pêcheur		42 66 0637		
2	XAO Koffi Antoine	Singrobo	Pêcheur		58335973		
3	KONAN Kouadio M	Singrobo	Pêcheur		56637203		
4	KONAN Kanga	Singrobo	Pêcheur		41290532		
5	Kouassi Yoon Jean-F	Singrobo	Pêcheur		77.38.0116		
6	Angou Konan Jonas	//	Pêcheur		51.10.0849		
7	N'GO Kouadio Jean	//	Pêcheur		06.98.9668		
8	Almahamoudou AL	//	Pêcheur		77.05.50.81		
9	Aboulaye Mahamane X	//	Pêcheur		46.61.1805		
10	Gboita Assouman A	//	Pêcheur		03 60.57.39		
11	Koua Kou Kan	//	Pêcheur		40.62.24.58		
12	Diarra Sidi'	//	Pêcheur		04.35.57.67		
13	Koumare Koussoum	//	Pêcheur		55.961893		



PROJET D'AMENAGEMENT HYDROELECTRIQUE DE SINGROBO-AHOUATY
MISSION DES JOURNEES PORTES OUVERTES ET DES PRÊTEURS DU 24 JUILLET AU 29 JUILLET 2017

LISTE DE PRESENCE DU FOCUS GROUPES AVEC LES PECHEURS

LIEU: SINGROBO

DATE: 28/07/2017.

N°	NOM ET PRENOMS	LOCALITE	PROFESSION	STRUCTURE	TELEPHONE	E-MAIL	VISA
1	Diallo Ibrahim	Singrobo	Pêcheur		45-78.96.11		
2	Samba Diarra	Singrobo	Pêcheur		53 39 18 43		- 21
3	Dierra Amado	Singrobo	Pêcheur		77-09.37.04		110
4	Kouassi Kouadio	Singrobo	Pêcheur		77 03 24 78		AB
5	Kongue Koffi Michel	Singrobo	Pêcheur		05 81 80 90		
6	Kanga Kouadio	Singrobo	Pêcheur		44 35 29 56		
7	Konan N'Dou Parfait	Singrobo	Pêcheur		77.22.69.55		
8	Kouassi Yoo Marcel	Singrobo	Pêcheur		06 50 02 36		
9	Mou Kouakou	Modeste	''		48 8 59 01		
10	Kani Adama	Singrobo	Pêcheur		48.11.61.90		
11	Kouadio BROU.E	Singrobo	Pêcheur		Neant		
12	Kouadio Koffi Modeste	Singrobo	Pêcheur		03.04.18.10		
13	Kouassi Kouadio Boly	Singrobo	Pêcheur		03.31.76.73		



PROJET D'AMENAGEMENT HYDROELECTRIQUE DE SINGROBO-AHOUE

MISSION DES JOURNEES PORTES OUVERTES ET DES PRÊTEURS DU 24 JUILLET AU 29 JUILLET 2017

LISTE DE PRESENCE DU FOCUS GROUPES AVEC LES PECHEURS

LIEU: SINGROBO

DATE: 28/07/2017

N°	NOM ET PRENOMS	LOCALITE	PROFESSION	STRUCTURE	TELEPHONE	E-MAIL	VISA
1	Gnarré Souleymane	Singrobo	Pêcheur		85-89 69.52		☆
2	Koffi Bouassi Fulgence	11	11		55-98 91.97		☆
3	Djarré Souleymane	111	11		04 73 17 18		☆
4	Amadou Boukary	1	1				☆
5	Thouman Boukary						☆
6							
7							
8							
9							
10							
11							
12							
13							

PROJET D'AMENAGEMENT HYDROELECTRIQUE DE SINGROBO-AHOUATY

MISSION DES JOURNEES PORTES OUVERTES ET DES PRÊTEURS DU 24 JUILLET AU 29 JUILLET 2017

LISTE DE PRESENCE DU FOCUS GROUPE A PACOBO AVEC LES PROPRIETAIRES FONCIERS DE PACOBO ET AHEREMOU 2.

LIEU: PACOBO

DATE: 29/07/2017

N°	NOM ET PRENOMS	LOCALITE	PROFESSION	STRUCTURE	TELEPHONE	E-MAIL	VISA
1	Allou Kouassi Alfred	PACOBO			06133473		7. / /
2	Blenou Essai	PACOBO			45-09-25.64 77-66-88.64		7. / /
3	Kouassi Tanoh	PACOBO			07240274		7. / /
4	Kona Koffi	AHEREMOU 2			03243605		7. / /
5	Beibro A'Goran	AHEREMOU 2			97449884		7. / /
6	Kouassi K. Noël	AHEREMOU 2			57554353		7. / /
7	Kouassi Amany Marc	PACOBO			07764835		7. / /
8	Koffi Kouadio	PACOBO			77018999		7. / /
9	KOUADJO KOUANE	PACOBO			09.33.8971		7. / /
10	Ahouanbare A. Goran	PACOBO			07.6079.23		7. / /
11	Xao A. Goran	AHEREMOU 2			09.3219.23		7. / /
12	KOUAN NDI	AHEREMOU 2			48301086		7. / /
13	KOUANE Kouassi	17			49828659		7. / /



PROJET D'AMENAGEMENT HYDROELECTRIQUE DE SINGROBO-AHOATY

MISSION DES JOURNEES PORTES OUVERTES ET DES PRÊTEURS DU 24 JUILLET AU 29 JUILLET 2017

LISTE DE PRESENCE

LIEU: PACOBO

DATE: 29/07/2017

FOCUS GROUPE AVEC LES PROPRIETAIRES FONCIERS DE PACOBO ET AHEREMOU 2

N°	NOM ET PRENOMS	LOCALITE	PROFESSION	STRUCTURE	TELEPHONE	E-MAIL	VISA
1	Konan Amani	PACOBO			57 84 95 46		
2	Kouadio N'dri	PACOBO			01 19 45 17		
3	N'DRI KOUADIO	PACOBO			07 19 25 23		
4	N'DRI KOUAME	PACOBO			45-64-75-65		
5	N'DRI N'BRIA LAMBERI	PACOBO					
6	KOUADIO N'GUESSAN	PACOBO			05-83-66-13		
7	KOFFE N'GUESSAN	PACOBO					
8	NANAN AGO Kouassi	PACOBO	chef de village		02 89 24 96		
9	YAO Kouassi Emmanuel	PACOBO	chef de famille ESSUI OMO		07 90 32 76 44 42 08 09		
10							
11							
12							
13							

PROJET D'AMENAGEMENT HYDROELECTRIQUE DE SINGROBO-AHOUATY
MISSION DES JOURNEES PORTES OUVERTES ET DES PRÊTEURS DU 24 JUILLET AU 29 JUILLET 2017

LISTE DE PRESENCE

LIEU: PACOBD & AHEREMDU

DATE: 29.07.2017

EXPLOITANTS AGRICOLES

N°	NOM ET PRENOMS	LOCALITE	PROFESSION	STRUCTURE	TELEPHONE	E-MAIL	VISA
1	N'DRI Brou	Pacobo	Planteur		79-57.08.28		X
2	N'Guessan Kouassi Aina	"	"		47.25.47.89	f	Aina
3	Ali Traore	"	"		07.72.47.35		Ali Traore
4	Affie Don Maïse	"	"		05.43.22.01		Affie
5	Savoungou Saïba	"	"		04.13.80.91		Saïba
6	Kone Lazé	"	"		44.02.18.54		+ -
7	Veremi Issaka	"	"		03.56.02.73		Veremi
8	Brou Yao Fulgence	"	"		46.07.76.74		+ -
9	Maïga Djilani	"	"		44.78.63.58		Maïga
10	Assah Kofi Benoit	"	"		-		Assah
11	Kacou Kofi Cosme	"	"		75.85.72.44		Kacou
12	Kouakou Kouadio N.	"	"		08.73.20.45		Kouakou
13	Kouassi Kouama	"	"		44.42.31.60		Sikou

PROJET D'AMENAGEMENT HYDROELECTRIQUE DE SINGROBO-AHOUATY
MISSION DES JOURNEES PORTES OUVERTES ET DES PRÊTEURS DU 24 JUILLET AU 29 JUILLET 2017

LISTE DE PRESENCE

LIEU: PACOBO & AHÉREMBOU

DATE: 29.07.2017

Exploitants Agricoles

N°	NOM ET PRENOMS	LOCALITE	PROFESSION	STRUCTURE	TELEPHONE	E-MAIL	VISA
1	Kouakou W'Guessan S.	Pacobo	Planteur		47 27 59 54		<i>[Signature]</i>
2	Gnè Niémien Kacou	"	"		49 55 91 05		<i>[Signature]</i>
3	Kamadou Sylla	"	"		04 47 31 32		<i>[Signature]</i>
4	Ranga Akai Delphine	"	"		-		<i>[Signature]</i>
5	Tinoh Kouame' R.	"	"		07-09.55 44		<i>[Signature]</i>
6	M'Bia Kouakou Jules	Ahérembou II	"		77-02.98.01		<i>[Signature]</i>
7	Koffi Yao Gestein	Ahérembou II	"		07-87 31 79		<i>[Signature]</i>
8	Yao Kouame' Ammand	"	"		84.69.49.29		<i>[Signature]</i>
9	Beïloro Amani K. G	"	"		79.22.14.19		<i>[Signature]</i>
10	Yao Kouakou D. A.	"	"		77-44.98.80		<i>[Signature]</i>
11	Amadou Kouakou R	"	"		58 53 11 14		<i>[Signature]</i>
12	Kouame' Kouassi S.	"	"		42.98 24 12		<i>[Signature]</i>
13	Beïloro W. Rasmara	Pacobo	Planteur		05.22 81 25		<i>[Signature]</i>

PROJET D'AMENAGEMENT HYDROELECTRIQUE DE SINGROBO-AHOUATY
MISSION DES JOURNEES PORTES OUVERTES ET DES PRÊTEURS DU 24 JUILLET AU 29 JUILLET 2017

LISTE DE PRESENCE

LIEU: PACOBO < AHEREMOU

DATE: 29-07-2017

EXPLOITANTS AGRICOLES

N°	NOM ET PRENOMS	LOCALITE	PROFESSION	STRUCTURE	TELEPHONE	E-MAIL	VISA
1	Gise Tabere	Pacobo	planteur		05.46.71.02		Eage
2	Kane Brisa	"	"		85.24.22.72		Ha
3	Duerma Yacouba	"	"		47.09.37.68		✓
4	Kouassi Kouame J.	Aheremou II	"		69.93.38.30		Am
5	Nouhoum Gadebaly	Pacobo	"		54.77.62.76		Weyu
6	Enamien Brou	"	"		06.66.56.40		Am
7	Enamien N'dri	"	"		08.53.40.53		Am
8	Kouassi Kouame Jules				78.87.05.82		Am
9	Amadou Koffi M.	Aheremou II	"		84.11.30.46		Am
10	Beibro Kouassi	"	"		5194.20.60		Am
11	Yao Kouame Don A.	"	"		79.16.18.72		Am
12	Yao Kouadio F	Pacobo	"		46.38.95.72		Am
13	Touah Hilaire	Pacobo	"		07.46.01.74		Am

PROJET D'AMENAGEMENT HYDROELECTRIQUE DE SINGROBO-AHOUATY
MISSION DES JOURNEES PORTES OUVERTES ET DES PRÊTEURS DU 24 JUILLET AU 29 JUILLET 2017

LISTE DE PRESENCE

LIEU: PAROBO & AHEREMOU

DATE: 29-07-2017

MAREYENSES

N°	NOM ET PRENOMS	LOCALITE	PROFESSION	STRUCTURE	TELEPHONE	E-MAIL	VISA
1	Rouassi AKissi T.	Parobo	Mareyense		45 01 60 82		+
2	N'Guegan Adjo Thérèse	"	"		87 09 55 12		-+
3	Yapo Akou Odette	"	"		46 65 86 01		+
4	Rouadio Akou Philo.	N'tiamouhan	"		55 36 33 19		2
5	Romenan Adjoua Thérèse	Parobo	"		05-93 56 95		Therese
6	Djaja Tres Florence	Parobo	"		49.61 87 53		X
7	Koukou Ayacchantal	"	"		42.59 85 87		+
8							
9							
10							
11							
12							
13							







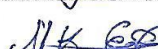






PROJET D'AMENAGEMENT HYDROELECTRIQUE DE SINGROBO-AHOUE

MISSION DES JOURNEES PORTES OUVERTES ET DES PRÊTEURS DU 24 JUILLET AU 29 JUILLET 2017

LISTE DE PRESENCE DU FOCUS GROUPES DES PECHERS DE PACOBO ET AHEREROU

LIEU: PACOBO

DATE: 29/07/2017

N°	NOM ET PRENOMS	LOCALITE	PROFESSION	STRUCTURE	TELEPHONE	E-MAIL	VISA
1	KACOU N'DRI	PACOBO	pecheur		09.48.78.74		
2	OKOU-Kouame	PACOBO	pecheur		09.48.14.24		
3	Drouassi Drouadi	PACOBO	pecheur		05.71.23.72		
4	N'GOREN Drouakou	PACOBO	pecheur		02.25.78.37		
5	SANPANA SEKOU		pecheur		49.70.85.61		
6	KACOU N'GORAN J.P	PACOBO	PECHEUR		09.49.05.53		
7	MIAMIEN KOUADIO KONGUE	PACOBO	pecheur		59.43.04.43		
8	Drouakou Kouakou	PACOBO	pecheur		02.29.37.72		
9	Drouassi Yao	PACOBO	pecheur		78.50.62.49		
10	MIAMIEN KOUADIO	PACOBO	PECHEUR		40.84.10.35		
11	MIAMIEN NDRI	PACOBO	PECHEUR		49.22.62.58		
12	KOUAKOUAKO TYPHANE	PACOBO	Pecheur		55.18.40.17		
13	KOUAKOUAKO VIBIN	PACOBO	Pecheur		09.48.89.52		



PROJET D'AMENAGEMENT HYDROELECTRIQUE DE SINGROBO-AHOATY

MISSION DES JOURNEES PORTES OUVERTES ET DES PRÊTEURS DU 24 JUILLET AU 29 JUILLET 2017

LISTE DE PRESENCE DU FOLUS GROUPES AVEC LES PECHEURS DE PACOBO ET AHERE MOU

LIEU: PACOBO

DATE: 29/07/2017

N°	NOM ET PRENOMS	LOCALITE	PROFESSION	STRUCTURE	TELEPHONE	E-MAIL	VISA
1	Babary Minediou	Pacobo	Pêcheur		44-63-18-65	0	00
2	Alihonou Fafadi V. Cohounmalan Amier	Pacobo	Pêcheur		86-08-16-82		Amier
3	Oumarou Minediou	Pacobo	Pêcheur		89-66-30-21		Camel
4	Minindjou Bah Zoumana	Pacobo	Pêcheur		28-96-32-22		☆
5	Dembélé Moussa	Pacobo	Pêcheur		29-66-30-18		99
6	Amaré Loukou Julien	Pacobo	Pêcheur		04-03-05-80		X
7	Kacou Kan Théodore	Pacobo	Pêcheur		04-77-89-77		Amier
8	Agoh Yao	Pacobo	Pêcheur		05-61-68-81		Joel
9	AMANI Konan	11	11		07-36-36-31		Amier
10	Kouadio Kouakou Simon	11	11		06-01-95-31		Amier
11	N'dri Brou	11	11		79-57-09-28		X
12	Kakou N'guessan Norbert	11	11		45-43-60-42		ce
13	YAO Kouadio Emmanuel	11	11		46-38-95-71		Oluf



PROJET D'AMENAGEMENT HYDROELECTRIQUE DE SINGROBO-AHOUATY

MISSION DES JOURNEES PORTES OUVERTES ET DES PRÊTEURS DU 24 JUILLET AU 29 JUILLET 2017

LISTE DE PRESENCE

LIEU: Pacobo

DATE: 29/07/2017

du FOCUS groupes avec les pêcheurs de Pacobo et Atheremou 2

N°	NOM ET PRENOMS	LOCALITE	PROFESSION	STRUCTURE	TELEPHONE	E-MAIL	VISA
1	Kouamé Kouatou	Pacobo	Pêcheur		02-79 81-93		
2	Kounouta bado	Atheremou ²	11		74 32 2723		
3	Kounouta Kassoum	Atheremou ²	11		46 70 86 77		
4	Kounouta duamane	Atheremou ²	11		56 36 86 09		
5	JAY A Diarra	Atheremou ²	11		08-47 44 64		
6	Kouaméx-Olivier	Pacobo	11		45-54-58 71		
7	N'Dri N'goran Bernard	Pacobo	11		41 27 75 86		
8	Kakou Koffi Cosme	Pacobo	11		75 85 72 44		
9	Kounouta Bougady	Atheremou ²	11		02-96 31 00		
10	N'Guessan Assa Koffi	Pacobo	11		56 22 26 84		
11	N'Guessan Kouassi	Pacobo	11		47-25-47 89		
12	Amidou	Pacobo	11		40 17 62 33		
13	N'Guessan N'Dri	Pacobo	11		44 21 04 27		

PROJET D'AMENAGEMENT HYDROELECTRIQUE DE SINGROBO-AHOUATY

MISSION DES JOURNEES PORTES OUVERTES ET DES PRÊTEURS DU 24 JUILLET AU 29 JUILLET 2017

LISTE DE PRESENCE DU FOCUS GROUPE DES PECHEURS DE PACOBO ET AHEREMOU2

LIEU: PACOBO

DATE: 29/07/2017.

N°	NOM ET PRENOMS	LOCALITE	PROFESSION	STRUCTURE	TELEPHONE	E-MAIL	VISA
1	Kouadio Koffi	Pacobo	pecheur		55.70.12.48		Signé
2	Kouadio Konan	Pacobo			47-27.74.57		A Kot
3	Konan Diby	Pacobo			44.25.03.81		Signé
4	ASSIENIX Kouadio	Pacobo	pecheur		04-31.82.82 77-41-49-56		Signé
5	N'Doua Kouadio	Pacobo	pecheur		45-19.82.61		Signé
6	YAO Konan Francis	Pacobo	pecheur		56.05.44.48		Signé
7	Koffi Kouassi	Pacobo	pecheur		55-45-21-73		Signé
8	Gnamien N'Gouessan ^{paul}	Pacobo	pecheur		47.92.37.41		Signé
9	ASSI Kacou	Pacobo	pecheur				
10	Niamen Kacou	Pacobo	pecheur		49.55.91.05		Signé
11	Kouassi Ethen				48-59-44-94		Signé
12							
13							